



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 150 N° 042
Le jeudi 3 décembre 2020

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 3 décembre 2020

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

● (1000)

[Traduction]

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36(8)a) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles et sous forme électronique, la réponse du gouvernement à sept pétitions.

* * *

LOI SUR LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-15, Loi concernant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

[Français]

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il y a de ces moments où on voudrait tous avoir la capacité de retourner en arrière et de changer le cours de l'histoire. On voudrait tous que le 6 décembre 1989 ait simplement été une autre journée normale à l'École polytechnique de Montréal pour ces 14 jeunes femmes brillantes qui ont violemment perdu la vie et pour les autres victimes de cet acte lâche et odieux dont on se souvient aujourd'hui.

Dimanche, cela va faire 31 ans qu'elles sont dans nos pensées, 31 ans que sont mortes injustement Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault, Annie Turcotte et Barbara Klucznik-Widajewicz.

Malheureusement, il est impossible de changer le passé, mais on peut encore changer l'avenir. Il est de notre devoir de ne jamais ou-

blier la nature misogyne de cet attentat antiféministe qui a frappé Montréal, le Québec et le pays tout entier au cœur de nos valeurs. Ces femmes et ces filles, les femmes et les filles au Canada et partout ailleurs dans le monde ne devraient pas avoir à craindre de réussir, d'être ambitieuses ou de militer pour un avenir meilleur. L'égalité hommes-femmes est non négociable, maintenant et pour toujours.

● (1005)

[Traduction]

Aucun parent ne devrait avoir à pleurer la disparition d'une fille, comme des parents l'ont fait il y a 31 ans à Montréal. Aucune famille ne devrait voir ses membres en deuil se serrer les uns contre les autres comme des familles l'ont fait à Portapique, en avril dernier. Le lobby des armes à feu n'aime pas que nous utilisions le terme d'« arme d'assaut ». Selon ce lobby, c'est un terme dénué de sens, sans importance. Pourtant, la vie des personnes qui ont été tuées par ces armes, elle, avait de l'importance.

Les Canadiens savent qu'il n'y a pas de place dans notre pays pour les armes conçues pour tuer le plus grand nombre de personnes dans le plus court laps de temps. Ils savent bien que ces armes n'ont pas été conçues pour la chasse au cerf. C'est pourquoi, en mai, nous avons interdit 1 500 modèles d'armes d'assaut, dont le Ruger Mini-14 utilisé par le tueur à Montréal, le 6 décembre 1989. Il est maintenant interdit d'acheter ou de vendre ces armes au Canada.

Par ailleurs, nous adopterons très bientôt des mesures législatives visant à concrétiser le reste des engagements que nous avons pris pour protéger les Canadiens de la violence liée aux armes à feu. Nous devons lutter contre la violence, où qu'elle se produise, en public ou en privé. Les femmes, les filles et les personnes de toutes identités de genre méritent d'être en sécurité et de se sentir en sécurité. Pendant la pandémie, on a demandé aux Canadiens de rester le plus possible chez eux pour se protéger et pour protéger les autres. Cela a été difficile pour tout le monde, alors imaginez combien ça l'a été encore plus pour ceux qui ne se sentent pas en sécurité chez eux, mais qui ne savent pas où aller. Il est incontestable que la violence fondée sur le sexe a été aggravée par la pandémie. C'est inacceptable.

Au cours des derniers mois, nous avons accéléré les investissements dans les refuges et les logements de transition alors que nous poursuivons la mise en œuvre d'un plan d'action national contre la violence sexiste. Nous avons fait beaucoup de progrès, mais nous pouvons toujours en faire plus. Nous sommes prêts à faire ce travail difficile aux côtés des militants, des bénévoles et de tous ceux qui se battent en faveur du changement.

Affaires courantes

[Français]

Au mois de mai, nous avons banni 1 500 modèles d'armes d'assaut, incluant le Ruger Mini-14, utilisé en 1989 à Polytechnique. Ces armes sont des outils conçus pour tuer des gens et elles n'ont pas de place dans notre société. De plus, nous présenterons très bientôt un projet de loi fidèle au reste de nos engagements sur cette question.

En même temps, pendant qu'on continue de travailler à réduire la circulation de ces armes à feu, il faut aussi s'attaquer à la source même de la violence. Nous avons un devoir de vigilance. Nous devons contrer la misogynie, la discrimination et la haine partout, que ce soit en ligne, à l'école, dans les milieux de travail ou n'importe où ailleurs dans nos vies. Nous devons mettre fin à la violence et au racisme inacceptables que subissent les femmes et les filles autochtones. Nous devons pouvoir offrir un environnement sécuritaire avec des chances égales pour tous.

[Traduction]

Aujourd'hui, le pourcentage de femmes qui étudient en génie dans de nombreuses écoles partout au Canada est plus élevé que jamais. C'est une merveilleuse nouvelle, mais je sais que nous pouvons faire encore mieux. Il faut absolument continuer de prendre des mesures concrètes pour encourager les femmes et les filles à faire carrière dans les domaines des sciences, des technologies, du génie et des mathématiques, et il ne faut jamais oublier pourquoi il est si important de défendre cette cause. C'est notre devoir envers les victimes de l'École polytechnique et envers tous les Canadiens.

[Français]

Notre engagement envers la sécurité de nos communautés et envers l'égalité doit rester fort. Il faut continuer de nous tenir debout aux côtés des filles et des femmes, des minorités, des survivantes et des alliés qui luttent contre toutes formes de violence.

La vie est fragile. Trop de tragédies comme celle de la Polytechnique nous l'ont rappelé au cours des dernières années. La vie est fragile, et c'est pour cela que nous devons faire en sorte que nos valeurs, elles, ne le soient pas.

● (1010)

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je me lève à la Chambre au nom du Parti conservateur tout entier pour honorer la mémoire des femmes victimes du massacre de l'École polytechnique de Montréal.

Le 6 décembre 1989, un meurtrier misogyne animé d'une horrible haine est venu briser les rêves de jeunes femmes qui avaient toute la vie devant elles. Nommons les choses telles qu'elles le sont: ce jour-là, le Canada a été victime d'un attentat terroriste, d'un féminicide et de meurtres antiféministes. L'homme était un terroriste, mais bien qu'il ait essayé de faire payer à notre pays son attachement à l'égalité des sexes, bien qu'il ait voulu prendre sa revanche sur le mouvement d'émancipation des femmes, bien qu'il ait voulu nous faire payer nos valeurs les plus chères, son crime horrible n'y est pas parvenu.

La tuerie de la Polytechnique a révélé à notre pays tout entier à quel point nos progrès peuvent être fragiles. Elle a révélé à quel point nos progrès peuvent être attaqués. Cependant, notre pays n'a jamais cédé devant la terreur. Les femmes tragiquement décédées ce jour-là vivent toujours aujourd'hui à travers toutes les petites filles qui rêvent grand et qui aspirent à une belle vie. Elles vivent à travers chaque femme qui reçoit sa bague de fer comme ingénieure.

Elles vivent à travers les femmes députées à la Chambre. Elles vivent dans le cœur des familles qui ont si injustement perdu un être si cher.

Alors que l'on approche du 6 décembre, je me tiens debout pour dire haut et fort que jamais nous n'oublierons leurs noms: Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Barbara Klucznik-Widajewicz, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault et Annie Turcotte. Ces noms sont gravés dans la mémoire de notre nation. Ce sont des symboles des libertés que nous chérissons et, 31 ans plus tard, leurs noms résonnent partout au pays pour que l'on se rappelle les sacrifices, les peines et les tragédies que des femmes ont subies pour la défense de l'égalité des chances et d'un respect égal entre les hommes et les femmes.

Ce qui nous paraît élémentaire aujourd'hui est le résultat d'une longue lutte de braves femmes qui ont changé l'histoire de notre pays. Les victimes de Polytechnique en font partie. Alors que notre pays fait face à une crise sanitaire, il est plus important que jamais de prendre soin de nos proches et d'être là pour celles et ceux qui vivent dans la solitude. En ces temps de pandémie, il faut agir contre cette autre crise, cette crise de l'ombre, celle de la montée de la violence contre les femmes. Trop de femmes encore subissent de l'intimidation et de la violence conjugale. Nous devons tout faire pour qu'une tragédie comme celle de la Polytechnique ne se reproduise pas. La mémoire des victimes nous guide et nous montre qu'il ne faut jamais baisser la garde. Je me souviens de vous. Le Canada entier se souvient.

● (1015)

[Traduction]

Il y a 31 ans, 14 jeunes femmes ont été abattues dans le cadre d'un horrible massacre à l'École polytechnique de Montréal. Tandis que nous nous souvenons d'elles aujourd'hui, nous pouvons assurer aux Canadiens que leur héritage perdure chaque fois qu'une jeune femme reçoit sa bague de fer d'ingénieure, chaque fois que nous franchissons un jalon, comme nous l'avons fait la semaine dernière en portant à 100 le nombre de femmes élues à la Chambre, et chaque fois que leurs amis et leur communauté se souviennent d'elles. Leur mémoire est toujours bien vivante et, 31 ans plus tard, notre défense résolue des valeurs qui ont été attaquées ce jour-là demeure ferme, tout comme notre engagement à lutter encore plus fort pour l'égalité et les possibilités ainsi qu'à honorer les valeurs qui sont si chères à notre pays.

Par ces jours sombres, comme aujourd'hui, où nous nous souvenons des victimes, renouvelons notre engagement à mettre fin à la violence contre les femmes et les membres vulnérables de notre société. En pandémie, tandis que l'inquiétude et les problèmes de santé mentale affligent le pays d'un bout à l'autre et chaque famille au sein de la famille canadienne, veillons à ce que nul ne soit isolé ou oublié et à ce que la violence ne soit aucunement tolérée dans notre société.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, au nom de mes collègues, au nom du Bloc québécois, je tiens à mon tour à souligner le triste anniversaire de la tragédie de Polytechnique.

Affaires courantes

Année après année, un brouillard s'installe sur ces jeunes femmes que nous avons perdues alors. Ces jeunes femmes seraient aujourd'hui les mères, peut-être, de jeunes femmes qui, à leur tour, feraient avancer le Québec. Le temps crée toujours ce brouillard. Alors, j'invite mes collègues à la Chambre et tous mes collègues sur Zoom à me suivre un instant et à fermer les yeux pour franchir tous ensemble le brouillard du temps. Fermons les yeux.

Maintenant, imaginons-nous à l'École polytechnique de Montréal, le 6 décembre 1989. Il est 17 h 5, la journée est presque terminée. Dehors, il fait déjà noir. Alors, nous y sommes. Parcourons les couloirs. Entrons ensemble dans une classe du deuxième étage. Il y a une soixantaine d'étudiants qui écoutent un des leurs parler de génie mécanique. La classe est évidemment composée en majorité de jeunes hommes, mais quand même, il y a neuf femmes qui écoutent aussi. Il est 17 h 9, et il parle.

Gardons les yeux fermés. Imaginons un jeune homme nous parler d'ingénierie mécanique. Imaginons-nous, étudiantes et étudiants, nous dire que nous avons hâte que l'exposé finisse et que la journée achève afin que nous puissions rentrer à la maison.

Puis, soudain, quelqu'un entre vivement, brusquement, une forte dose de stress. Il va voir le camarade de classe qui fait son exposé et le fait taire. « Arrêtez tout », crie-t-il. Nous l'entendons et nous comprenons qu'il y a quelque chose de grave. Nous nous arrêtons. Coudon, ce n'est pas comme si nous avions le choix.

« Les gars d'un bord, les filles contre le mur », dit-il. Dans la classe, il y a quelques rires nerveux, personne ne bouge, c'est une farce. Mes collègues ont-ils toujours les yeux fermés? *Pow!* Il y a un coup de feu vers le plafond, pas vers le ciel. C'est l'enfer. Ce n'est pas pour rire; il se passe vraiment quelque chose.

Imaginons un instant: les femmes sont séparées des hommes, les hommes se font demander de sortir, alors ils sortent, presque soulagés, se sentant coupables. Imaginons être un de ces hommes. Nous ressentons le malaise, n'est-ce pas? Nous ressentons le soulagement aussi. Nous nous disons qu'il faut aller chercher de l'aide, mais nous ne savons plus ce qui se passe dans la classe.

Dans la classe, il y a lui, qui parle aux neuf jeunes femmes. « Vous savez pourquoi vous êtes là », dit-il. Il y a une jeune femme qui dit non. Alors, il dit: « Je combats le féminisme ». Et là, une des jeunes femmes répond, et quand elle répond, on sent la peur et la volonté que tout cela arrête. Elle répond: « Écoutez, nous sommes juste des femmes étudiant l'ingénierie, pas forcément des féministes prêtes à marcher dans les rues en criant que nous sommes contre les hommes, juste des étudiantes cherchant à mener une vie normale. »

Cela n'a servi à rien. Lui, il avait déjà tout décidé, et il dit: « Vous êtes des femmes, vous allez devenir des ingénieures. Vous êtes toutes une gang de féministes, j'haïs les féministes. » Et il tire de gauche à droite, comme quand on lit. Et elles tombent de gauche à droite, comme quand on lit. Il sort de la classe.

Gardons les yeux fermés. Vaut mieux avoir les yeux fermés, parce qu'il continue son chemin, et si nous ouvrons les yeux, c'est du sang, du désespoir et de la peur. Il se rend à la cafétéria au premier étage et continue son carnage. Puis, il repart et se rend au troisième étage, dans une dernière classe.

• (1020)

Partout sur son chemin, de la classe d'ingénierie mécanique jusqu'à cette toute dernière classe où il décide d'en finir, il laisse du sang, du désespoir, de la peur. Treize personnes sont blessées, 14 femmes assassinées parce que leur tueur haïssait les féministes. Fermons les yeux une dernière fois: Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Barbara Klucznik-Widajewicz, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault et Annie Turcotte.

Maintenant, ouvrons-nous les yeux. Il ne faut pas que le souvenir des femmes de Polytechnique s'estompe progressivement dans le brouillard du temps. Il faut continuer à porter leur mémoire, à les faire survivre peut-être un peu par notre souvenir. Oui, ouvrons les yeux et continuons notre bataille contre la violence à l'égard des femmes, contre la misogynie et pour un meilleur contrôle des armes à feu.

Monsieur le Président, je me souviens de Poly.

• (1025)

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, dimanche, cela fera 31 ans que 14 femmes ont été tuées à l'École polytechnique simplement parce qu'elles étaient des femmes. Ces femmes ont été victimes de misogynie. Elles ont été victimes de la violence des hommes envers les femmes. Il est important de se rappeler que la cause de ce massacre était la haine des femmes.

Dans les jours qui ont suivi le massacre, on a beaucoup débattu de ce qui a motivé le meurtre de ces femmes. Même si le tireur a dit clairement qu'il détestait les féministes, beaucoup ont tenté de dépeindre ses actes comme ceux d'un homme fou. Or, ces meurtres ont été prémédités. Ils étaient calculés et visaient à terroriser les femmes.

[Français]

Dans les mois qui ont suivi, des appels à l'action ont été lancés pour reconnaître une autre pandémie, la pandémie de la violence masculine contre les femmes. Cette pandémie se poursuit aujourd'hui. Tout au long de la COVID-19, les femmes ont dû affronter une menace supplémentaire: la menace de violence à la maison. La surcharge des refuges et des autres ressources rend plus difficile d'obtenir de l'aide.

[Traduction]

Ce sont en majorité des femmes qui ont perdu leur emploi et leurs revenus pendant la pandémie, ce qui fait qu'il est d'autant plus difficile pour elles de fuir la violence. Le manque de logements abordables force les femmes à demeurer dans des situations dangereuses parce qu'elles n'ont pas de solution de rechange sûre.

Nous savons que les femmes et les filles autochtones risquent plus que les autres d'être victimes de violence ou d'être assassinées. Pourtant, les appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ont été publiés il y a 18 mois aujourd'hui et les mesures pour y répondre arrivent au compte-gouttes.

Affaires courantes

Les femmes transgenres, surtout celles qui sont racialisées, sont victimes de violence et d'agressions atroces. Souvent, le système de justice et le système de santé leur font vivre de nouveaux traumatismes en mettant en cause leur identité.

Les femmes et les filles handicapées courent un risque accru de violence et d'agression. Au cours de leur vie, jusqu'à 60 % d'entre elles en auront été victimes. C'est énorme. Beaucoup n'en parleront à personne et n'iront pas chercher d'aide.

[Français]

La perte de 14 femmes il y a 31 ans ne l'est pas seulement pour les familles et les amis qui se souviennent d'elles. Nous avons tous perdu des femmes qui étaient destinées à avoir une brillante carrière, qui seraient aujourd'hui des chefs de file dans leur domaine et qui auraient pu enseigner à une nouvelle génération d'ingénieurs.

[Traduction]

Des femmes et des filles se font rappeler chaque jour de se protéger de la violence. Il suffit de demander à une femme pour qu'elle nous fournisse une liste de moyens de se protéger des hommes. Les femmes portent ce fardeau parce que les hommes n'ont pas encore accepté de mettre fin à la violence. Il ne revient pas aux femmes de se protéger des hommes en se souciant de ce qu'elles portent, de l'endroit où elles marchent ou de la personne avec qui elles sortent. C'est plutôt aux hommes de cesser la violence envers les femmes.

Il y a presque 40 ans, Margaret Mitchell, députée néo-démocrate de Vancouver-Est, a posé à la Chambre des communes une question sur la violence faite aux femmes. À ce moment-là, les membres des autres partis se sont contentés de rire et de chahuter. Ce faisant, elle a attiré l'attention sur une question qui ne faisait pas les manchettes. Les rires ne l'ont pas empêchée de se battre pour réclamer l'aide dont les femmes avaient besoin, et la crainte du jugement des autres ne devrait pas empêcher les hommes de combattre le sexisme et la misogynie partout où ils se manifestent.

[Français]

Cette fin de semaine, alors que nous nous souvenons de cette horrible nuit, je demande aux hommes de s'engager à combattre la violence des hommes contre les femmes. Prenons la responsabilité d'interrompre le sexisme et la misogynie chaque fois que nous en sommes témoins. Attaquons-nous au racisme et à la transphobie qui alimentent la violence. Honorons la mémoire de ces 14 jeunes femmes en construisant un monde sûr pour tous.

• (1030)

[Traduction]

Mme Elizabeth May: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je crois que la députée de Fredericton demandait le consentement unanime de la Chambre ou qu'elle était déjà inscrite à l'ordre du jour pour répondre à la déclaration du premier ministre.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Nous avons besoin du consentement unanime pour que la députée de Fredericton fasse une déclaration. La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Madame la Présidente, je remercie mes collègues de me permettre de prendre la parole aujourd'hui.

J'ai prononcé mon premier discours à la Chambre le 6 décembre 2019, en souvenir du massacre de l'École polytechnique.

Aujourd'hui, je pense aux victimes et à leur famille, et je pense aussi au Canada et à ce que ce jour représente pour notre pays.

Comme aujourd'hui, j'ai réfléchi à l'époque à l'état d'esprit de l'homme ayant commis cet acte odieux et à ce qui aurait pu le motiver à abattre des piliers d'une communauté, à faire disparaître des esprits brillants.

Je crois, comme je le croyais alors, que c'est l'antiféminisme et la misogynie qui l'ont motivé. La violence faite aux femmes et aux membres de la communauté 2SLGBTQIA+ continue de dérober des membres à notre société. Nous perdons des tantes, des sœurs, des amis, des enseignants et des étudiants. Les paroles que nous prononçons sont importantes. Nous avons un devoir de mémoire indispensable, et nous devons agir immédiatement.

Depuis décembre dernier, la pandémie de COVID-19 a révélé et aggravé la situation des femmes à risque, en particulier les femmes marginalisées comme les femmes trans, les jeunes filles, les personnes s'identifiant comme des femmes, les personnes non binaires, les femmes racialisées, les femmes de couleur, les femmes autochtones et les immigrantes.

Les articles sur le nombre record d'appels aux refuges pour femmes qui fuient la violence se multiplient. Une accumulation d'enquêtes décrit la gravité accrue et l'augmentation de la fréquence des actes de violence et des tourments auxquels les femmes sont confrontées dans leur foyer pendant les périodes d'isolement. Les propos haineux et les charges vitrioliques explosent en ligne.

En avril dernier, la Nouvelle-Écosse a été le théâtre d'un autre terrible massacre qui a d'abord pris la forme d'un cas de violence contre un partenaire intime. Cette journée-là, 22 personnes ont perdu la vie, et 13 d'entre elles étaient des femmes. Je suis toujours hantée par l'histoire de Chantel Moore. Cette jeune Autochtone a été abattue par un policier municipal alors qu'elle était chez elle, seule. C'est arrivé dans ma province en juin dernier, et aucune explication n'a été fournie.

Il y a deux semaines, le Rapport final sur la mise en œuvre de l'accord de règlement de Merlo Davidson a choqué beaucoup d'entre nous. Il a révélé que la violence et la misogynie ont pris une ampleur horrible et systémique au sein de la Gendarmerie royale du Canada. L'honorable Michel Bastarache, à titre d'évaluateur indépendant, décrit la culture toxique qui règne au sein du service de police national du Canada et ne recommande rien de moins qu'un examen externe indépendant pour en arriver à une réforme des forces policières au pays. Il faut absolument lancer ces travaux immédiatement.

Lorsque des femmes autochtones disparaissent de leur collectivité, les familles ne peuvent pas être certaines que leur vie est considérée comme importante. Tant et aussi longtemps que les corps policiers du Canada seront un terreau fertile pour la misogynie et le racisme, les policiers seront bien mal placés pour tenir les citoyens responsables de leurs crimes haineux ou violents fondés sur le sexe.

Aujourd'hui, nous nous souvenons des femmes dont la vie a été fauchée le 6 décembre 1989, à l'École polytechnique, par un homme empreint d'une profonde haine envers celles qui osaient poursuivre des études supérieures. Ayons également une pensée pour Chantel Moore et pour les victimes de la Nouvelle-Écosse.

Chaque semaine, le nombre de victimes augmente. En 2018, on a dénombré près de 100 000 victimes de violence contre un partenaire intime, dont quatre sur cinq étaient des femmes. Cette même année, 87 personnes ont été assassinées par leur partenaire intime.

Durant la pandémie, nous avons uni nos efforts pour préserver la santé de tous. L'année 2020 s'avère la preuve que lorsque nous nous mobilisons pour atteindre un objectif commun, quand nous utilisons toutes nos forces pour traverser une crise de société, malgré le désarroi, nous pouvons soulever des montagnes. Nul doute que le changement vient avec son lot de difficultés, mais nous pouvons constater des progrès. Le projet de loi C-3 prouve qu'il est possible de faire bouger les choses en légiférant pour que les juges suivent une formation en matière d'agressions sexuelles.

Je mets au défi mes collègues à la Chambre et les Canadiens. Qu'attendons-nous pour nous mobiliser et reconnaître que la violence fondée sur le sexe est une véritable crise? Nous devons soulever cette montagne. Que ce jour ne soit jamais oublié.

• (1035)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À la suite de discussions entre les représentants de tous les partis à la Chambre, je crois comprendre qu'il y a consentement pour observer un moment de silence.

[Français]

J'invite les députés à se lever et à observer une minute de silence en mémoire des victimes de l'événement tragique survenu il y a 31 ans à l'École polytechnique de Montréal.

[La Chambre observe un moment de silence.]

* * *

[Traduction]

LE CODE CANADIEN DU TRAVAIL

M. Scott Duvall (Hamilton Mountain, NPD) demande à présenter le projet de loi C-258, Loi modifiant le Code canadien du travail (travailleurs de remplacement).

— Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter un projet de loi d'initiative parlementaire qui vise à protéger les travailleurs en cas de grève ou de lock-out. Je remercie sincèrement ma collègue d'Edmonton Strathcona d'appuyer ce projet de loi.

Cette mesure législative offre aux travailleurs la protection que les libéraux leur promettent depuis des années, mais qu'ils ne leur procurent toujours pas. Le recours à des travailleurs de remplacement durant une grève ou un lock-out est injuste à l'égard des travailleurs et porte atteinte à leur droit de négociation collective.

Le projet de loi s'appliquerait à tous les employés sous réglementation fédérale, ce qui permettrait au gouvernement fédéral de mettre en place le même type de dispositions existant déjà dans certaines provinces, par exemple au Québec et en Colombie-Britannique, et de faire preuve de leadership. Il est temps de protéger les travailleurs canadiens et leur droit de négociation collective.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

LA LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

M. Scott Duvall (Hamilton Mountain, NPD) demande à présenter le projet de loi C-259, Loi modifiant la Loi sur la faillite et

Affaires courantes

l'insolvabilité, la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies et la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension (régimes de pension et régimes d'assurance collective).

— Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter un projet de loi d'initiative parlementaire visant à protéger les régimes de pensions et d'avantages déjà acquis par les travailleurs et le personnel retraité au Canada. Je remercie sincèrement le député d'Hamilton-Centre d'appuyer le projet de loi.

Les pensions et les avantages acquis par les travailleurs, c'est purement et simplement du salaire différé. Tout ce qui les prive de ce qu'ils ont durement gagné doit être considéré comme illégal. À l'heure actuelle, les employeurs se servent des lacunes des lois canadiennes existantes en matière de faillite pour prendre l'argent destiné aux retraites de leurs employés et le détourner pour rembourser les créanciers garantis. Le projet de loi propose de mettre fin à cette pratique pour faire en sorte que les travailleurs touchent leur argent durement gagné.

Les libéraux promettent depuis des années de modifier les lois, mais ils n'ont pas donné suite à leur engagement. Le temps est venu de défendre les travailleurs canadiens et leur famille.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

• (1040)

PÉTITIONS

LA PÊCHE AU SAUMON

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, j'ai le privilège d'intervenir aujourd'hui pour appuyer des pétitionnaires de ma circonscription. Ils demandent au gouvernement de collaborer avec la province de la Colombie-Britannique, les Premières Nations côtières et l'industrie de la pisciculture en vue d'élaborer une stratégie pour qu'il n'y ait plus de salmoniculture en parcs ouverts dans les eaux de la Colombie-Britannique d'ici 2025.

Cette transition s'appuierait sur les mesures suivantes. Il faudrait adopter un projet de loi tel que mon projet de loi C-257, qui vise à arrêter immédiatement le transfert de saumoneaux infectés au réovirus pisciaire vers une salmoniculture en parcs clos; achever le passage des piscicultures en parcs ouverts vers des installations en parcs clos d'ici 2025; consacrer des fonds et du financement à l'amélioration de la formation des travailleurs des piscicultures et à la transition des travailleurs hors de l'industrie de l'aquaculture dans les régions qui n'auront pas d'installations terrestres en parcs clos; et soutenir les communautés des Premières Nations éloignées qui dépendent actuellement des revenus de l'industrie de la pisciculture.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de légiférer pour assurer le retrait des piscicultures en enclos ouverts des eaux de la Colombie-Britannique d'ici 2025 afin de protéger le saumon sauvage du Pacifique.

Travaux des subsides

L'ENVIRONNEMENT

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi ce matin de présenter une pétition de la part de pétitionnaires qui sont préoccupés par la dépense de fonds fédéraux pour l'achat et l'expansion du pipeline Trans Mountain, aussi appelé le pipeline Kinder Morgan. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'annuler les plans relatifs au projet et de ne pas dépenser les plus de 12 milliards de dollars sur le pipeline Trans Mountain.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LE RAPPORT DE SITUATION SUR LES VACCINS DE LA COVID-19

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je désire informer la Chambre que, en raison de la déclaration ministérielle, les ordres émanant du gouvernement seront prolongés de 32 minutes.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC) propose:

Que, étant donné qu'un vaccin représente l'occasion de prendre le dessus sur la pandémie de COVID-19 et que l'efficacité de son déploiement est essentielle à la santé, la sûreté et la sécurité économique de tous les Canadiens, la Chambre demande au gouvernement de déposer par voie électronique, conformément à l'article 32(1) du Règlement, d'ici le mercredi 16 décembre 2020, un rapport de situation sur: a) la façon dont chaque type de vaccin sera livré en toute sécurité au Canada, entreposé et distribué à la population canadienne; b) la date à laquelle chaque type de vaccin commencera à être déployé au Canada et les taux de vaccination mensuels prévus; c) toute directive fédérale prévue en ce qui concerne le déploiement du vaccin par groupe prioritaire, comme les travailleurs des soins de santé de première ligne et les aînés; d) le plan de distribution du vaccin aux communautés autochtones, aux membres des Forces armées canadiennes et aux anciens combattants.

— Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec la fouguese et très compétente députée de Calgary Nose Hill qui, depuis le début de la pandémie, contribue à ce que le gouvernement protège mieux les Canadiens.

Après 11 mois, on voit la lumière au bout du tunnel. Grâce à un travail acharné et à de la collaboration, les entreprises pharmaceutiques occidentales ont réussi à produire des vaccins sûrs et efficaces en un temps record. L'accès aux vaccins permettra de relancer l'économie et de faire en sorte que les commerces puissent enfin commencer à pousser un soupir de soulagement. La COVID-19 sera bientôt derrière nous après une année fort difficile.

• (1045)

[Français]

Plusieurs pays voient enfin la lumière au bout du tunnel. Des vaccins ont été développés en un temps record et de nombreux pays ont préparé un plan de vaccination.

[Traduction]

Les États-Unis prévoient que 100 millions de personnes seront vaccinées d'ici la fin de février, et que l'ensemble de la population le sera d'ici le mois de juin. Au Royaume-Uni, on commence les vaccinations la semaine prochaine. Quant à la France, elle met en branle un plan national qui prévoit que l'ensemble du pays sera vacciné d'ici juin.

Le Canada manque à l'appel dans cette liste. Pas plus tard que la semaine dernière, le premier ministre et deux de ses ministres de premier plan étaient fiers d'annoncer des dates de déploiement des vaccins. Le problème, c'est qu'ils ont chacun avancé avec confiance des dates différentes. Ce manque d'uniformité de la part de ceux qui sont au sommet de la pyramide gouvernementale a des répercussions bien réelles, tant sur le plan du déploiement des vaccins que sur celui de la santé des Canadiens.

Que ce soit bien clair. Nous savons comment les choses vont se passer. Tandis que nos voisins au sud vont remettre leur économie sur les rails, les Canadiens vont recevoir la consigne de rester chez eux, ce qui fait que notre économie va tourner au ralenti. Tandis que les restaurants en Europe vont rouvrir leurs portes, les petits entrepreneurs canadiens vont se faire dire qu'ils doivent attendre et réclamer la PCU ou mettre la clé sous la porte. Tandis que les aînés du Royaume-Uni seront libres de recommencer à serrer leurs petits-enfants dans leurs bras, les familles canadiennes devront continuer de voir leurs êtres chers par FaceTime, par Zoom ou à travers la fenêtre de leur maison.

Le gouvernement a pour objectif flou de vaccination le mois de septembre. Les députés devraient songer à cela un instant. Cela représente 10 mois supplémentaires d'entreprises fermées ou limitées dans leurs activités, de problèmes de santé mentale additionnels, de violence familiale et de toxicomanie. Nous avons tous appris les coûts tragiques qu'entraîne une économie sur les genoux. Tous les Canadiens veulent retrouver une vie normale.

[Français]

Alors que des pays entiers vont sortir du confinement, les Canadiens vont les regarder avec incompréhension. Pourquoi sommes-nous si en retard? Il y aura de l'incertitude au Canada. Notre économie va continuer à souffrir alors que nos voisins vont repartir en force et, surtout, des Canadiens vont devoir continuer à accompagner leur famille à l'hôpital et craindre pour leur santé. C'est profondément injuste.

[Traduction]

C'est inacceptable. Pourquoi sommes-nous si en retard? Qu'est-il arrivé?

Travaux des subsides

C'est simple, le gouvernement a tergiversé. Malgré tout ce que nous savons sur la Chine communiste, malgré que nos services du renseignement aient exposé les mensonges qu'on nous a racontés sur les faux chiffres liés aux cas de COVID, et malgré les efforts concertés de l'État chinois pour contrôler le marché de l'équipement de protection individuelle, le gouvernement libéral a tout de même décidé de s'associer à la Chine pour la mise au point d'un vaccin, et ce, même si la Chine retient prisonniers nos citoyens et s'en prend à nos exportations.

Au printemps dernier, lorsque des journalistes et des députés de l'opposition ont contesté les données des libéraux sur la Chine, le gouvernement les a accusés de faire de la désinformation. Or, toutes les informations étaient factuelles et elles avaient toutes été confirmées. C'est l'incompétence du gouvernement qui est alarmante.

Comme on pouvait s'y attendre, les responsables chinois ont probablement profité des premières avancées canadiennes en matière de recherche sur les vaccins, et lorsque le moment est venu d'envoyer des échantillons au Canada, la Chine a rompu ses relations avec le pays. Après des mois à mettre tous les œufs dans le panier de la Chine, le gouvernement s'est retrouvé le bec à l'eau. Même là, après la catastrophe, le gouvernement a continué de prendre son temps. Lorsque la collaboration avec la Chine a été rompue, il était déjà trop tard pour obtenir un accès rapide aux vaccins.

[Français]

Le gouvernement a été naïf et tous les Canadiens en paient le prix aujourd'hui. Le premier ministre a insisté pour travailler avec la Chine alors que nous savons tous que ce pays ne veut pas notre bien. Le résultat est que nous et nos familles n'aurons pas de vaccin avant 10 longs mois.

Sans un plan pour les vaccins, nos entreprises n'auront pas la confiance de réinvestir dans l'économie et la frontière avec les États-Unis risque de rester fermée à cause de l'incompétence des libéraux.

• (1050)

[Traduction]

À l'heure actuelle, le Canada traîne de la patte derrière la plupart des pays du G7 et du G20, dont la population totale s'élève à 2,7 milliards d'habitants. Les citoyens de tous ces pays pourront-ils se faire vacciner avant les Canadiens? Nous ne le savons pas en raison du manque de transparence, de clarté et de compétence du gouvernement.

Au sein du G20, le Canada semble être le seul pays à ne pas avoir établi de plan détaillé pour la distribution des vaccins. En l'absence d'un échéancier concret pour la distribution des vaccins, les entreprises n'auront pas la confiance nécessaire pour réinvestir dans leurs activités ou pour réembaucher les travailleurs canadiens qui ont été licenciés au cours des 11 derniers mois.

En effet, sans échéancier concret concernant la vaccination, les entreprises sont laissées pour compte. Les provinces sont chargées d'une tâche impossible: établir des chaînes d'approvisionnement complexes sans délai, sans détails et sans date de livraison. Les Forces armées canadiennes ont été invitées à se tenir prêtes. Comme nous le voyons aujourd'hui, elle réplique au gouvernement qu'elle a besoin qu'on lui fournisse davantage de détails, les mêmes détails que nous demandons nous-mêmes depuis des mois. L'armée ne doit pas être brandie comme un accessoire lors de séances de

photos; elle devrait plutôt être utilisée pour ce qu'elle sait faire le mieux. Le gouvernement doit fournir des instructions plus détaillées à nos militaires, et les laisser les mettre en application.

Pour dire les choses simplement, le Canada n'a toujours pas de stratégie concernant l'acquisition, le stockage et la distribution de vaccins, et sans plan pour les vaccins, il n'y a pas de plan pour l'économie. C'est pourquoi, aujourd'hui, l'opposition conservatrice présente une motion que les Canadiens méritent. Nous insistons sur la mise en place d'un plan de vaccination axé sur la transparence, la clarté et la compétence.

[Français]

Notre parti présente une motion qui va demander de la clarté et un plan à ce gouvernement. Il est temps de protéger les Canadiens.

[Traduction]

Nous demandons au gouvernement de faire passer la santé et la sécurité des Canadiens en premier et de commencer à nous dire quand chaque type de vaccin sera livré au Canada en toute sécurité, comment chaque vaccin sera stocké et quels sont les plans de distribution. Nous ne sommes pas les seuls à demander ces renseignements: les Forces armées canadiennes et le général Vance les demandent aussi. Les provinces les demandent. Pourquoi tout ce secret?

Les Canadiens méritent également de connaître la date à laquelle les premières doses de chaque type de vaccin seront administrées au Canada et la vitesse à laquelle le gouvernement s'attend à ce que les vaccinations soient effectuées. Combien de vaccinations seront effectuées par mois? Tous les autres pays du G20 publient ces informations. Pourquoi le gouvernement libéral ne les publie-t-il pas?

En ce qui concerne un plan, les provinces et les partenaires en santé dans l'ensemble du Canada doivent connaître toutes les lignes directrices fédérales prévues quant à la priorité accordée à certains groupes, comme les travailleurs de la santé de première ligne, les militaires et les aînés vulnérables. Le premier ministre parle de ces sujets au cours de conférences de presse, mais il refuse de préciser un plan au milieu de la pire crise sanitaire depuis plus d'un siècle. Les Canadiens méritent de célébrer Noël en sachant qu'il existe un plan qui leur donnera des certitudes. Les familles sont en difficulté. Elles veulent reprendre une vie normale.

Le gouvernement doit également indiquer le plan pour les communautés autochtones, dont beaucoup sont éloignées; les familles des militaires, tant au pays qu'à l'étranger; et les anciens combattants. Ces trois segments de la population sont la responsabilité exclusive du gouvernement fédéral en matière de santé et ils méritent aussi un plan.

Cette motion est pleine de bon sens et elle a été présentée en toute bonne foi. Cette information est réclamée par les militaires, et c'est pourquoi nous demandons au gouvernement de la faire connaître avant Noël. Montrons à tous que le Canada sera prêt. Nous accusons peut-être un certain retard par rapport à d'autres pays, mais montrons à la planète que, le jour où le Canada aura ses vaccins, il sera prêt. J'ose espérer que le gouvernement va arrêter de traîner la patte, car après avoir tardé à fermer la frontière et à doter le pays de tests de dépistage rapide, il devrait au moins prouver aux Canadiens qu'il a un plan et leur donner l'espoir que l'année 2021 sera meilleure que celle qui s'achève.

Travaux des subsides

L'hon. Karina Gould (ministre du Développement international, Lib.): Madame la Présidente, je dois avouer qu'il y a une partie de moi qui se réjouit de voir que l'opposition semble croire à l'efficacité des vaccins et se soucier sincèrement de la santé et de la sécurité des Canadiens. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons maintes fois prouvé qu'il s'agit de notre priorité numéro un, et c'est pourquoi nous faisons confiance aux scientifiques hors pair de Santé Canada pour vérifier que les vaccins annoncés sont sans danger pour les Canadiens.

Je me demande ce que fait le chef de l'opposition quand des députés de son propre parti appuient des théories du complot qui laissent entendre que les vaccins sont dangereux — si ma mémoire est bonne, les mots exacts sont: « expérimentation humaine ».

• (1055)

L'hon. Erin O'Toole: Madame la Présidente, les Canadiens devraient être préoccupés, car lorsque l'opposition pose des questions raisonnables, que ce soit au sujet des dépenses liées au scandale de l'organisme UNIS, de la distribution des tests de dépistage rapide ou de la raison pour laquelle le Canada a toujours du retard par rapport aux autres pays, au lieu de répondre à ces questions raisonnables, même les ministres usent de faux-fuyants franchement ridicules. J'aimerais mieux qu'ils précisent la date à laquelle nous recevrons les vaccins de Pfizer et si nous avons des capacités de réfrigération suffisantes pour les entreposer. J'aimerais mieux voir un plan.

Bon nombre de Canadiens ont des préoccupations par rapport aux cinq mois que nous avons perdus avec la Chine. J'exhorte la ministre, qui fait partie du Cabinet, à exiger mieux. Nous voulons des gestes concrets, pas des manœuvres politiques. La ministre peut faire mieux que cela.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, encore récemment, le gouvernement du Québec s'est plaint, justement, du manque d'information fournie par Ottawa, notamment en ce qui a trait aux possibilités d'obtenir davantage de doses que celles promises pour 2021. Ce sont le gouvernement du Québec et ceux des provinces canadiennes qui vont distribuer le vaccin.

J'aimerais savoir si mon collègue a entendu le même constat de la part des autres provinces canadiennes.

L'hon. Erin O'Toole: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa question. C'est une bonne question.

Qui va distribuer le vaccin? Nous avons posé cette question il y a trois mois et c'est pourquoi nous avons présenté cette motion aujourd'hui.

Les Québécois et les Québécoises ont droit à un plan. C'est la même chose pour toutes les provinces. Les Canadiens méritent mieux après 11 mois de ce gouvernement qui a été lent à chacune des étapes, qu'il s'agisse de la fermeture des frontières, des programmes d'urgence, des tests rapides et maintenant du vaccin.

En pleine pandémie, les Canadiens ont besoin d'information et de certitudes. Pourquoi la date pour un vaccin est-elle un secret? Les provinces et l'Assemblée nationale du Québec méritent une réponse.

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Madame la Présidente, les Canadiens ont besoin de savoir avec cer-

titude ce que l'on compte faire pour sortir de la crise de la COVID-19, et le gouvernement n'a donné aucune certitude à cet égard. Nous avons plutôt eu droit à un scandale, avec l'affaire de l'organisme UNIS, à des manœuvres pour faire des gains politiques, à des faux-fuyants et, à vrai dire, à de la panique de la part du gouvernement.

Le chef de l'opposition a réclamé trois choses: de meilleurs renseignements, des tests de dépistage rapide et des vaccins. Pourrait-il parler à la population canadienne de l'approche qu'il propose pour donner des certitudes aux Canadiens?

L'hon. Erin O'Toole: Madame la Présidente, je voudrais remercier la députée de Calgary Nose Hill pour ses efforts inlassables. En effet, nous avons parlé avec des intervenants. Nous avons parlé avec des gens du secteur privé, qui nous ont remerciés de pousser le gouvernement à réagir plus vite. La députée a joué un rôle clé dans ces efforts.

Nous en avons assez que le Canada soit toujours à la traîne. Le Canada fait partie du G7 et est un chef de file dans le domaine des biosciences. Pourquoi le premier ministre s'est-il associé avec la Chine alors que cela fait plusieurs années qu'il sait que CanSino Biologics représente un risque pour la sécurité nationale?

La députée en est bien consciente: les tests et les vaccins sont des outils au même titre que l'information. En présentant la motion aujourd'hui, notre objectif est de donner des certitudes aux Canadiens avant Noël, afin que 2021 soit, avec l'arrivée des vaccins, une année plus facile et plus fructueuse.

• (1100)

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Madame la Présidente, le chef de l'opposition a très bien expliqué pourquoi cette motion était nécessaire. Il a dit ce que cela signifiait d'avoir un plan pour les Canadiens, parce qu'il faut qu'on voie une issue à la crise de la COVID-19.

Je voudrais prendre une minute de mon temps de parole pour expliquer pourquoi il est important de soutenir cette motion. Le chef de l'opposition a souligné les lacunes de la réponse du gouvernement et la façon dont il panique et a expliqué la nécessité qu'il y a d'avoir des certitudes. Ce faisant, le chef de l'opposition a fait un excellent travail.

Cependant, je dois expliquer aux membres du gouvernement ce qui se passe. Une histoire est sortie aujourd'hui, et une citation d'un médecin épidémiologiste à l'hôpital d'Ottawa, Doug Manuel, circule dans les médias. Ici à Ottawa, il y a, en fait, une baisse du nombre de cas de COVID-19, ce qui est tout à l'honneur des responsables de la santé publique et de la population, mais selon Doug Manuel, cela s'explique par le nombre élevé d'employés du gouvernement qui peuvent se permettre de travailler à domicile.

Ce qui m'inquiète, c'est qu'ici, à Ottawa, beaucoup de gens prennent des décisions et se démenent et ne ressentent peut-être pas l'urgence qu'on ressent dans d'autres régions du pays. En ce moment même, des millions de Canadiens qui avaient un revenu stable, une entreprise et des espoirs il y a 11 mois n'ont plus ces espoirs maintenant.

Travaux des subsides

Je ne dis pas que quelque chose va de travers avec les fonctionnaires. Je les remercie de leur travail. Cependant, la réalité est que des Canadiens souffrent. Quand le premier ministre sort de sa résidence pour dire que les entreprises se porteront mieux avec des confinements prolongés, ce sont les propos d'une personne privilégiée qui ne peut pas comprendre le stress que subissent des millions de Canadiens cette année à cause des confinements, de l'incertitude et d'un gouvernement qui brasse de l'air.

C'est pourquoi la Chambre est saisie de cette motion aujourd'hui. Elle oblige le gouvernement, de bonne foi, à donner aux Canadiens une porte de sortie, un plan, une certitude.

J'ai demandé aux Canadiens, il y a une semaine environ, de me raconter ce qu'ils vivent. J'ai reçu un tas de messages. Des centaines et des milliers d'histoires sont arrivées dans mon bureau. Je veux lire un courriel.

Il dit ceci: « Fin mars, après mon congé de maternité, j'ai repris mon emploi à temps plein à un moment où je n'avais aucun accès stable à des services de garde et trois enfants à la maison, dont deux qui devaient suivre leurs cours en ligne. Ma famille s'est débattue jusqu'à ce que notre garderie rouvre. La vie ne s'est pas arrêtée avec la COVID-19. Tous les problèmes que connaissent généralement les familles n'ont fait que s'accroître. En plus d'élever trois enfants et d'avoir un travail exigeant à temps plein, depuis la maison, et de devoir m'y retrouver dans les consignes dont on nous abreuve constamment et qui ne cessent de changer, à propos des restrictions, des réouvertures et des fermetures du printemps à l'automne, j'ai dû aussi mener une bataille juridique pour la garde des enfants dans un cadre déroutant d'audiences à distance qui a fait voler en éclats les freins et contrepoids de l'ancien système. Il en est résulté pour ma famille un stress et une angoisse décuplés. Je peux certainement dire que les confinements ordonnés par le gouvernement ont des répercussions sur ma santé et mon bien-être et sur la santé et le bien-être de ma famille. »

Elle poursuit: « Voici un résumé de ce que nous avons subi: fermeture des services de garde, pertes de revenus dans les entreprises qui forcent les employés à accepter des réductions salariales en raison du ralentissement dans le secteur de l'énergie et de la COVID-19, forte augmentation de l'anxiété à la réouverture des écoles, consignes qui varient littéralement d'un jour à l'autre et qui causent de l'anxiété et du stress aux enfants, suspension des droits conférés par la Charte et de la liberté d'association, imposition d'une limite au nombre de personnes qu'on peut recevoir chez soi, suspension de la liberté de réunion pacifique, imposition de limites relatives aux rassemblements, suspension de la liberté de circuler librement, annulation des voyages prévus et interdiction de faire des voyages et des réunions dont nous aurions pourtant besoin, augmentation du stress et de l'anxiété, impossibilité de voir des amis et des proches qui peuvent avoir besoin d'aide et qui sont isolés en raison des interdictions de déplacement, impossibilité de participer aux activités confessionnelles. »

C'est ce qui se passe sur le terrain. C'est ce qui est en jeu, sans parler du fait que des milliers de Canadiens sont morts de la COVID-19. Nous constatons des situations graves dans les foyers pour personnes âgées au pays. Tout cela nous arrive alors que le gouvernement n'est pas capable de nous donner de l'information de base sur ce qui nous attend.

● (1105)

Et au moment même où tous ces Canadiens m'écrivent à mon bureau, on apprend que les États-Unis vont commencer à administrer leurs vaccins. Dans l'État de New York, ça va commencer dans quelques jours, voire dans quelques heures. Au Royaume-Uni, ils ont commencé aujourd'hui. Et nous, où est notre plan? Le gouvernement a dépensé des centaines de milliards de dollars, a fermé le Parlement pendant des mois et a aboli nos institutions démocratiques, tout cela sous prétexte d'enrayer la propagation de la COVID-19, mais ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. C'est encore pire qu'avec la première vague. Nous ne pouvons vraiment pas continuer comme ça.

Les uns après les autres, les gens m'écrivent pour me dire qu'ils souffrent d'un trouble de santé, mais qu'ils ne peuvent pas se faire soigner à cause du confinement. D'autres m'écrivent parce qu'ils ont de graves problèmes de santé mentale. Les gens sont désespérés. Nous sommes ici à nous occuper de futilités pendant que la maison brûle. L'énoncé économique, le quasi-budget, que le gouvernement a présenté la semaine dernière n'était assorti d'aucun plan. C'était un ramassis de conjectures, comme si nous allions réussir à chasser le virus à coups de millions de dollars. Nous avons besoin d'un plan pour des choses aussi essentielles que les informations sanitaires, les tests rapides et les vaccins. Voilà la raison pour laquelle cette motion a été présentée aujourd'hui à la Chambre.

Pourquoi l'opposition officielle est-elle obligée de talonner le gouvernement pour qu'il agisse raisonnablement? Pour moi, c'est franchement un problème de manque de compétence. Nous avons vu les tergiversations de la ministre de la Santé en matière de masques et de fermeture des frontières. Elle a commencé par dire que le virus ne se transmettait pas d'une personne à l'autre, puis elle s'est ravisée et nous a annoncé qu'en fin de compte, c'était possible que la transmission se fasse. Après nous avoir appris que notre système d'alerte en cas de pandémie n'avait pas fonctionné, elle nous a conseillé de ne pas nous inquiéter parce qu'elle avait les données, quoiqu'elle n'était pas certaine s'il fallait des masques à deux ou trois épaisseurs.

C'est assez. Les gens ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école. Ils ne peuvent pas avoir accès à des services de santé mentale. Ils sont séparés de leur famille. Moi, je suis privilégiée d'être ici, à faire pression pour que certaines choses se fassent. Mais je n'ai pas vu mes enfants depuis six mois. Le gouvernement sait-il ce que c'est de rentrer dans un appartement vide, chaque soir, et de ne pas pouvoir voir ses enfants?

Je suis privilégiée d'être ici. Je continue de recevoir mon chèque de paye. Mais je voudrais savoir ce que des millions de Canadiens veulent savoir, c'est-à-dire quand je vais pouvoir voir ma belle-mère, qui a un cancer du sein au stade 4? Ma situation n'est pas unique, mais je sais que je suis privilégiée. Quand le gouvernement dit que ce sera peut-être en septembre ou en janvier et que l'opposition ne fait que se livrer à des petits jeux, je lui réponds que c'est le gouvernement lui-même qui n'est pas sérieuse. Ça suffit.

Tout ce que nous demandons aujourd'hui, ce sont des informations essentielles. Quand allons-nous pouvoir recevoir ce vaccin? Une fois qu'il nous sera livré, combien de temps faudra-t-il attendre pour qu'il soit déployé dans les provinces? Quel est le plan du gouvernement fédéral pour le déployer? Le gouvernement a des comptes à rendre, et jusqu'à présent, il en a été incapable.

Travaux des subsides

La motion d'aujourd'hui est très simple. Elle enjoint le gouvernement à présenter aux Canadiens un plan précis d'ici Noël, étant donné que la plupart des autres pays l'ont déjà fait parce qu'ils s'y préparent depuis des mois. Ce n'est pas une demande déraisonnable. Nous réclamons simplement des informations qui sont essentielles pour des millions de Canadiens de toutes les régions du pays et de tous les partis.

Le gouvernement va devoir s'organiser, et nous allons l'obliger à le faire.

L'hon. Karina Gould (ministre du Développement international, Lib.): Madame la Présidente, je sais que tous les députés partagent cette préoccupation, qu'ils ont besoin de plus de certitude et que leurs électeurs leur font part de leurs difficultés quotidiennes. Ce qu'a dit la députée à propos de l'énoncé économique de cet automne et de ce qu'elle considère comme de l'inaction de notre part ne correspond pas à la réalité parce que nous avons investi des milliards de dollars pour venir en aide aux citoyens et aux entreprises, afin de les aider à traverser la pire crise sanitaire que le monde ait connue depuis plus de 100 ans.

S'agissant des vaccins, j'aimerais demander à la députée si elle croit à la science et si elle croit que nous avons raison de demander à nos fonctionnaires, dont elle a salué le travail, de faire tout ce qu'il faut pour assurer la sécurité des Canadiens.

L'hon. Michelle Rempel Garner: Madame la Présidente, j'aimerais rappeler aux gens qui nous regardent aujourd'hui, et je sais qu'il y en a des milliers qui me suivent en ce moment, que la personne qui vient de me répondre est une ministre de la Couronne. C'est à elle que le premier ministre a demandé de préparer un plan pour aider ceux qui nous écoutent à retrouver une vie normale. Mais dans sa réponse, elle ne nous a absolument rien dit de la date à laquelle le vaccin serait disponible au Canada. Tout ce que nous avons entendu, c'est qu'il n'y avait pas de plan.

Il a fallu que le Parti conservateur exerce des pressions pour que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour obtenir des vaccins et des tests rapides. Chaque fois que le gouvernement a pris des mesures, c'était suite aux pressions exercées par l'opposition. Les députés de ce côté-ci de la Chambre sont du côté des Canadiens, et ce sont les députés du NPD, du Bloc et du Parti conservateur. C'est exactement ce qui se passe. Le gouvernement ne joue pas franc jeu alors que nous avons besoin d'un leader fort, et cela ne peut plus durer.

• (1110)

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, c'est un privilège de travailler avec ma collègue au comité de la santé.

J'aimerais savoir quelle est, selon elle, la position du Canada par rapport aux autres pays. Nous savons que le Brésil a publié son contrat avec AstraZeneca presque sans aucun caviardage. Nous savons que l'Australie a publié un plan de vaccination détaillé de 12 pages. Les États-Unis ont annoncé la date butoir du 15 novembre pour être prêts à la vaccination et ils ont reçu le vaccin de Pfizer en attendant l'homologation de la Food and Drug Administration, mais le Canada a refusé de procéder ainsi. De nombreux pays ont négocié le droit de produire des vaccins sur leur territoire, ce qui a pour effet d'accélérer la vaccination de leur population. Le premier ministre l'a même reconnu la semaine dernière, mais le Canada n'a pas négocié ce droit.

Selon la députée, quelle est la position du Canada par rapport à ses alliés internationaux relativement à son état de préparation pour vacciner les Canadiens contre la COVID-19?

L'hon. Michelle Rempel Garner: Madame la Présidente, le fait que les partis de l'opposition collaborent pour pousser le gouvernement à agir devrait encourager les Canadiens.

Je profite de l'occasion pour laisser de côté la partisanerie et remercier mon collègue. Notre collaboration est excellente au comité de la santé. Il réclame les mêmes réponses que moi parce que cette question devrait être exempte de partisanerie. C'est ce qu'il constate au comité de la santé. C'est ce que nous constatons tous les jours.

Le gouvernement a semé le chaos et fait preuve d'incompétence à un moment où les Canadiens ont besoin de stabilité et de certitude. Si le gouvernement est si sûr de son plan, il devrait donc être capable de se conformer à cette motion toute simple.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours.

Le gouvernement a déjà annoncé qu'il servirait le vaccin en premier à des groupes prioritaires de personnes, comme les aînés, les travailleurs de la santé, les pompiers, les policiers et les Autochtones. Déjà, la docteure Tam dit que c'est peut-être trop de monde pour le nombre de doses qu'on va avoir. On sait déjà cela.

Est-ce que le gouvernement pourrait nous faire part de ses intentions quant à ceux qui recevront le vaccin en premier? Qu'en pense ma collègue?

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner: Madame la Présidente, en vérité, nous ignorons qui recevra les vaccins et l'ordre dans lequel ceux-ci seront distribués. Le gouvernement parle de lignes directrices provisoires, mais, compte tenu du fait que d'autres pays procèdent déjà à la vaccination, ne pourrait-on pas nous donner plus de détails? Il y a à peine une semaine, les gouvernements provinciaux déploraient le manque d'orientation ou de certitude de la part du gouvernement fédéral. Les provinces comme le Québec devraient avoir ces renseignements.

Le gouvernement fédéral devrait se comporter clairement en partenaire auprès des provinces, mais nous voyons des ministres de la Couronne se livrer à des conjectures à la télévision, comme si la date de distribution du vaccin était une loterie. Ce n'est pas ainsi que l'on distribue un vaccin. Ce n'est pas ainsi que l'on détermine à qui le vaccin est administré et dans quel ordre. Voilà pourquoi nous devons adopter la motion.

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Madame la Présidente, je suis fière de prendre la parole au sujet des mesures prises par le gouvernement du Canada pour assurer aux Canadiens un accès rapide à un vaccin sécuritaire et efficace contre la COVID-19. Plus de 200 candidats-vaccins contre la COVID-19 sont actuellement à divers stades de conception dans le monde. La mise au point et les essais cliniques comportent une dizaine d'étapes.

Travaux des subsides

[Français]

Cette semaine, le vaccin de l'entreprise Pfizer est devenu le premier à être homologué au Royaume-Uni. Plusieurs autres fabricants devraient soumettre sous peu leurs données finales aux organismes de réglementation du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne.

[Traduction]

À l'heure actuelle, nous nous attendons à ce que des vaccins soient offerts au Canada au début de 2021. Après une longue année très difficile, il s'agit d'une bonne nouvelle à laquelle nous nous préparons depuis plusieurs mois.

Les programmes de vaccination et les processus d'approbation réglementaire du Canada sont parmi les meilleurs au monde. Nous disposons de systèmes bien établis de distribution de vaccins à la population, et nous inoculons depuis longtemps des vaccins contre diverses maladies comme la grippe, la rougeole et la polio. Nous tirerons profit de cette expérience ainsi que de l'infrastructure que nous avons construite au fil des décennies.

Au cours des derniers mois, beaucoup de choses se sont passées en coulisses pour s'assurer que le Canada est bien placé pour obtenir des vaccins sûrs et efficaces contre la COVID-19 et les distribuer aux Canadiens en 2021. Depuis le début de la pandémie, nous savions qu'il nous fallait mettre en place les conditions garantes de notre succès. Nous avons agi rapidement en adoptant les mesures nécessaires pour que le Canada soit prêt dès qu'un vaccin serait homologué. L'approvisionnement fait partie de ces mesures.

• (1115)

[Français]

Compte tenu des recommandations de groupes de travail sur le vaccin contre la COVID-19, le Canada a déjà signé des ententes avec sept entreprises différentes afin de réserver des doses de vaccin contre la COVID-19 pour les Canadiens.

Nous ne savons pas encore quel vaccin sera le plus efficace pour prévenir la transmission de la maladie. C'est pourquoi nous avons précommandé les vaccins candidats les plus prometteurs, avec la possibilité d'augmenter le nombre de doses commandées pour en avoir suffisamment pour l'ensemble de la population.

[Traduction]

De plus, le gouvernement a promis de verser 220 millions de dollars au mécanisme COVAX. Je tiens à remercier ma collègue, la ministre du Développement international, du travail qu'elle a accompli. Le COVAX, qui comprend un système de garantie de marché, est conçu pour assurer aux pays du monde entier l'accès rapide, juste et équitable aux vaccins contre la COVID-19, ce qui permettra de ralentir la pandémie.

Cette entente comprend la possibilité d'acheter des doses pour 20 % des Canadiens ainsi que l'engagement d'investir 220 millions de dollars supplémentaires pour fournir des vaccins aux pays en développement.

Maintenant que ces ententes d'achat ont été conclues, la prochaine étape consiste à s'assurer que les nouveaux vaccins sont sûrs et efficaces.

La création d'un vaccin repose sur un long processus d'une grande complexité. En temps normal, les recherches approfondies nécessaires à la création d'un produit sûr et efficace peuvent

prendre des années. Nous ne sommes toutefois pas dans une époque normale, puisque nous luttons contre une pandémie et que des vies humaines sont en jeu. Le temps presse. Les scientifiques et les chercheurs se sont mis à la tâche, partout sur la planète, dans le but d'accélérer la création d'un vaccin. Pour ce travail, ils s'appuient sur la collaboration et tirent parti des dernières innovations.

[Français]

Santé Canada est l'organisme canadien de réglementation qui examine les nouveaux vaccins pour en assurer l'efficacité et la sécurité et les homologuer. Normalement, ces examens ont lieu une fois toutes les études cliniques terminées et l'ensemble des résultats communiqués.

[Traduction]

Cela dit, étant donné la situation d'urgence que crée la COVID-19, nous savons qu'il faut faire preuve de souplesse sans tarder de façon à accélérer ce processus sans compromettre la sûreté, la qualité et l'efficacité des produits. C'est pourquoi j'ai signé, cet automne, un arrêté d'urgence concernant l'importation, la vente et la publicité de drogues à utiliser relativement à la COVID-19. Cet arrêté d'urgence nous permet d'accepter des présentations en continu concernant les vaccins et les médicaments. C'est donc dire que les fabricants peuvent nous soumettre des données au fur et à mesure qu'elles sont connues.

Quand un vaccin autorisé sera utilisé dans la population, le Canada continuera de surveiller son innocuité. Ce système de surveillance après la mise en marché permet aux autorités de santé publique de réagir rapidement si les tendances évoluent ou en cas d'incidents anormaux et indésirables. À ce jour, les demandes d'homologation de vaccins contre la COVID-19 qu'a reçues Santé Canada proviennent de quatre entreprises, soit AstraZeneca, Pfizer, Moderna et, récemment, Janssen.

En même temps que nous effectuons l'examen attentif des soumissions, nous préparons la distribution et l'administration des vaccins aux Canadiens. Il s'agira d'un programme ambitieux et complexe.

Généralement, les vaccins sont envoyés directement du fabricant aux provinces et aux territoires. Cependant, certains vaccins contre la COVID-19 exigent une approche différente. En raison de leur caractère novateur, ils seront assortis d'un nouvel ensemble de considérations logistiques.

Par exemple, les vaccins qui exigent un entreposage à des températures très basses — jusqu'à -80 degrés Celsius — devront être livrés directement du fabricant au lieu d'utilisation, et c'est le fabricant qui sera responsable du transport. D'autres vaccins surgelés seront transportés par des fournisseurs de services logistiques embauchés dans le cadre d'un contrat fédéral. Ces fournisseurs assureront la livraison du lieu de fabrication à des endroits que préciseront les provinces et les territoires.

Bien sûr, cela nécessitera une excellente collaboration avec les provinces et les territoires. Le gouvernement du Canada collabore étroitement avec tous les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi qu'avec d'autres partenaires de la santé publique pour faire en sorte que le processus soit rapide, équitable et bien coordonné.

Travaux des subsides

[Français]

Comme je l'ai mentionné plus tôt, nous nous attendons à ce que des vaccins soient disponibles au début de 2021. Les stocks initiaux de vaccins seront limités et seulement trois millions de Canadiens pourront y avoir accès.

Comme le nombre de vaccins sera initialement limité, nous devons déterminer stratégiquement qui se fera vacciner en premier.

• (1120)

[Traduction]

Au Canada, on s'occupe des plus vulnérables de la société. C'est pourquoi le gouvernement du Canada collabore avec des conseillers externes pour désigner les groupes hautement prioritaires qui bénéficieront le plus de la vaccination.

Le Comité consultatif national de l'immunisation est un organisme consultatif externe autonome qui fournit à l'Agence de la santé publique du Canada, en permanence et en temps opportun, des conseils médicaux, scientifiques et de santé publique indépendants, en réponse aux questions de l'Agence relatives à l'immunisation.

Le 3 novembre, le comité a publié des recommandations préliminaires sur les populations clés qui devraient être vaccinées en priorité contre la COVID-19 et a tracé les grandes lignes d'un programme de vaccination ciblé. Le comité a désigné plusieurs populations clés, notamment celles qui sont exposées à un risque élevé de décès à cause de la COVID-19 ou qui risquent de présenter des symptômes graves de la maladie. Ces populations comprennent les personnes âgées et celles ayant un état de santé à haut risque; celles qui sont les plus susceptibles de transmettre la COVID-19 aux personnes exposées à un risque élevé de maladie grave et de décès dus à la COVID-19; les travailleurs essentiels au maintien de la réponse à la COVID-19, notamment les travailleurs de la santé et les préposés aux bénéficiaires dans les établissements de soins de longue durée; les personnes dont les conditions de vie ou de travail les exposent à un risque élevé d'infection ou dont l'infection pourrait avoir des conséquences disproportionnées, y compris les membres des communautés autochtones.

[Français]

Ces recommandations aideront les responsables provinciaux, territoriaux et fédéraux à décider comment distribuer le vaccin. Il faut également noter que nous collaborons activement avec les organisations autochtones nationales pour déterminer comment distribuer le vaccin dans les communautés autochtones adéquatement et dans le respect.

[Traduction]

L'approvisionnement initial sera limité, mais je tiens à préciser qu'il y aura finalement suffisamment de vaccins pour tous les Canadiens qui souhaitent se faire vacciner. Toutefois, comme notre pays a un vaste territoire, nous devons surmonter certaines difficultés logistiques, comme la conservation des vaccins à des températures très basses, la distance pour se rendre dans les communautés éloignées et la coordination entre les gouvernements, pour n'en citer que quelques-unes.

[Français]

Face à de tels défis, personne n'est plus efficace et n'a plus d'expérience que les Forces armées canadiennes. Depuis le début de la

pandémie, les Forces armées canadiennes participent pleinement à l'intervention du gouvernement du Canada.

[Traduction]

La semaine dernière, le major-général Dany Fortin a été nommé vice-président de la logistique et des opérations à l'Agence de la santé publique du Canada, et il supervise la planification logistique. Il se joint aux 27 membres des Forces armées canadiennes qui sont déjà en détachement à l'Agence, notamment des spécialistes de la logistique, des planificateurs des opérations, des pharmaciens, des administrateurs des soins de santé, des ingénieurs et des experts en technologie de l'information. Nous remercions les Forces armées canadiennes de leur aide et leur expertise.

Par ailleurs, l'Agence de la santé publique prend également des mesures pour préparer la distribution du vaccin. La réserve a des sites dans tout le pays et a déjà commencé à distribuer les fournitures nécessaires aux provinces et aux territoires. Cela comprend des millions d'aiguilles, de seringues, de tampons alcoolisés ainsi que des congélateurs pour l'entreposage des vaccins.

Il est important de souligner que chaque gouvernement provincial et territorial est chargé de distribuer les vaccins contre la COVID-19 sur son territoire et de déterminer les groupes de la population qui recevront le vaccin en premier. Le gouvernement du Canada travaille en étroite collaboration avec les provinces et les territoires, les Premières Nations, les Inuits et les Métis pour les aider à se préparer. Il s'agit notamment de s'assurer qu'ils disposent des fournitures et de l'équipement nécessaires, car les vaccins doivent être gérés de manière sécuritaire, tout en veillant à une distribution rapide et efficace.

Les progrès que nous avons réalisés sont encourageants pour les Canadiens. Le vaccin arrive; il est à nos portes. Nous nous dirigeons vers un avenir plus sûr où les Canadiens seront plus en santé et en sécurité.

[Français]

Dans l'intervalle, nous ne pouvons pas baisser la garde. Nous devons poursuivre nos efforts et continuer de respecter l'éloignement physique, de nous laver les mains et de porter un masque. C'est d'autant plus important que le temps froid nous incite maintenant à rester à l'intérieur et que le temps des Fêtes est à nos portes.

[Traduction]

En attendant qu'un vaccin soit prêt, nous devons demeurer vigilants. Nous devons aider nos aînés. Nous devons aider nos voisins qui présentent des facteurs de risque importants. Faisons-le pour nos fournisseurs de soins de santé et nos travailleurs essentiels. Ils comptent sur nous pour les protéger. Je sais que les gens ne ménagent aucun effort, et c'est ce qu'ils doivent continuer de faire au cours des mois à venir.

Le gouvernement prend toutes les mesures nécessaires pour homologuer rapidement des vaccins sûrs et efficaces et les distribuer à toutes les personnes qui souhaitent se faire vacciner. Nous serons prêts. D'ici là, nous devons maintenir le cap et respecter constamment les mesures de santé publique parce que c'est en unissant nos efforts que nous pourrions avoir un avenir meilleur, un avenir où tout le monde est protégé contre la COVID-19.

Travaux des subsides

• (1125)

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Madame la Présidente, en n'ayant aucun plan, nous sommes condamnés à l'échec. Le temps presse.

La ministre a indiqué clairement que la logistique, la distribution, le stockage et l'homologation des vaccins sont très compliqués. L'élaboration d'un plan canadien rapide et efficace permettra de prévenir des décès et d'aider des gens à conserver leur gagne-pain.

La ministre informera-t-elle les Canadiens le plus rapidement possible, c'est-à-dire d'ici la semaine prochaine, du plan national de distribution des vaccins contre la COVID?

L'hon. Patty Hajdu: Madame la Présidente, nous travaillons avec les provinces et les territoires depuis le mois de mai pour veiller à ce qu'ils soient prêts à vacciner les Canadiens. J'aimerais rappeler à la députée d'en face qu'en fait, ce travail n'est pas une nouveauté pour les provinces et les territoires. Ce qui est nouveau et compliqué, c'est la distribution de ces vaccins à température ultrafroide.

Nous avons fait preuve de transparence envers les Canadiens. Chaque semaine, nous présentons un point de presse technique afin de communiquer cette information aux Canadiens. En fait, aujourd'hui, à midi, le Dr Njoo et le général Fortin donneront plus de renseignements. Il s'agira d'une mise à jour sur le travail accompli avec les provinces et les territoires pour faire en sorte qu'ils soient prêts à entreprendre ce programme d'immunisation.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, je remercie la ministre de la Santé de son discours.

Nous comprenons que le vaccin va arriver au compte-gouttes et que des groupes cibles seront d'abord vaccinés, comme les aînés et les travailleurs de la santé.

Si beaucoup de vaccins deviennent disponibles à compter d'une date en particulier, par exemple le 15 janvier, quelle est la capacité du système et combien de personnes pourraient être vaccinées par semaine ou par mois à partir du moment où l'on roule à plein régime?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu: Madame la Présidente, je remercie le député de l'intérêt qu'il porte au travail des provinces pour planifier la vaccination des Canadiens. Comme je l'ai mentionné dans mes remarques, ce n'est pas le gouvernement du Canada qui vaccinera les Canadiens, à l'exception des populations fédérales dont nous avons la responsabilité, ce sont les provinces et les territoires qui feront la vaccination, et c'est le plan qu'ils s'emploient à élaborer actuellement.

Bien sûr, le gouvernement fédéral est là pour aider les provinces et les territoires à acheminer le vaccin vers les sites de déploiement, à s'assurer que le vaccin est stocké de sorte qu'il puisse conserver son intégrité et à veiller à ce que les provinces et les territoires disposent des fournitures dont ils ont besoin, comme les seringues, les écouvillons et les autres éléments de matériel médical nécessaire. C'est le travail qui se poursuit depuis le mois de mai.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, étant donné que le Canada est légalement autorisé à recevoir des vaccins prometteurs sur le sol canadien en attendant l'approbation de Santé Canada, et étant donné qu'aux États-Unis, les

fonctionnaires ont fait exactement cela et que les États-Unis ont reçu des doses du vaccin Pfizer même si la FDA ne l'a pas encore approuvé, la ministre peut-elle expliquer pourquoi le Canada n'a pas pris possession de vaccins prometteurs, comme le Pfizer ou le Moderna, sur le sol canadien en attendant l'approbation de Santé Canada, comme le permet la loi? Pourquoi est-ce le cas, compte tenu du fait que cela accélérerait grandement la distribution des vaccins, advenant leur approbation?

L'hon. Patty Hajdu: Madame la Présidente, le député d'en face a raison. L'arrêté d'urgence permet, si possible, le placement anticipé des vaccins qui n'ont pas été approuvés par Santé Canada. En général, les vaccins et tout autre produit médical qui ne sont pas approuvés par Santé Canada ne peuvent pas entrer au Canada, mais, dans ce cas, les entreprises peuvent demander une dérogation à cette règle et le fournir de manière anticipée.

Je tiens à remercier la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement d'avoir fait un travail remarquable pour que nous ayons un portefeuille aussi diversifié et de si bonnes relations, en plus, avec les fabricants de sept candidats prometteurs, dont Pfizer, Moderna, AstraZeneca, Janssen et tous les autres qui sont dans la file d'attente.

Ce qui est vraiment prometteur, c'est que quatre de ces entreprises ont demandé une autorisation réglementaire. En fait, nous avons été l'un des premiers pays à recevoir ces quatre demandes. Cela montre à quel point la relation entre la ministre, notre gouvernement et ces entreprises manufacturières est positive.

• (1130)

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Madame la Présidente, les secteurs du voyage, du tourisme et de l'accueil ont été décimés à la suite de la fermeture de la frontière et du ralentissement économique mondial. Des pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis vont faire vacciner leurs habitants, et certains d'entre eux vont peut-être recevoir le même vaccin que les Canadiens.

Si quelqu'un, au Royaume-Uni, aux États-Unis ou dans un autre pays reçoit un vaccin approuvé au Canada, est-ce que la ministre et les membres du Cabinet vont encourager cette personne à venir au pays en toute sécurité afin de participer à la relance de notre économie, et plus particulièrement de nos secteurs du voyage, du tourisme et de l'accueil?

L'hon. Patty Hajdu: Madame la Présidente, les vaccins ne sont pas encore efficaces à 100 %. Dans le meilleur des cas, leur taux d'efficacité est de 95 %. Les Canadiens s'attendent à ce que nous déployions tous les efforts possibles à la frontière pour les protéger contre l'importation du virus.

C'est pourquoi l'étude sur l'importation de la maladie menée en Alberta est si importante. Elle vise à déterminer la durée de la quarantaine, et s'il est possible de la réduire en la combinant avec des tests. On recueille actuellement des données à ce sujet, pas seulement en Alberta, mais aussi sur la côte Ouest et dans l'Est, à l'Université McMaster.

C'est une question à laquelle tous les pays tentent de répondre en ce moment. Je sais que nous travaillons de concert avec nos partenaires internationaux afin de comprendre les répercussions des vaccins et s'ils pourraient constituer un outil de plus à la frontière pour nous protéger contre l'importation de la maladie.

Travaux des subsides

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, la ministre et le premier ministre abordent souvent la question de la liste des commandes de vaccins, et des raisons pour lesquelles cette liste est si importante pour veiller à ce que la population canadienne soit couverte le moment venu, et qu'elle ne dépende pas d'un seul vaccin.

La ministre pourrait-elle expliquer plus en détail pourquoi il est si important que le Canada dispose d'une telle liste de commandes?

L'hon. Patty Hajdu: Madame la Présidente, la réponse courte est qu'au début du processus d'acquisition des vaccins, nous n'étions pas certains de savoir quels types de vaccins seraient les plus efficaces. En outre, nous ne savons pas si un vaccin particulier conviendra à une population donnée.

Dès le début, nous savions que nous aurions besoin de recevoir des conseils en tant que gouvernement fédéral pour parier, si on veut, sur des vaccins prometteurs. C'est pourquoi nous avons créé le groupe de travail sur les vaccins, composé d'experts en virologie, de sociétés pharmaceutiques et de fabricants de vaccins. Ce groupe a su nous conseiller de manière compétente pour diversifier notre liste de commandes, ce qui place le Canada dans une situation idéale.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, nous parlons de vaccins comme s'ils étaient des produits en vente libre que nous avons tardé à obtenir. Je consulte ensuite des revues scientifiques et je me rends compte que nous n'avons toujours pas de vaccin contre le SRAS. C'est un domaine compliqué et nous n'aurions certainement pas pu prévoir qu'un des vaccins en cours de développement devrait être conservé à une température de -70 degrés Celsius.

En réponse aux demandes des partis de l'opposition, je suis certainement en faveur de communiquer le plus d'informations possible le plus rapidement possible aux Canadiens. Je m'oppose à la politisation de cette question. Le gouvernement du Canada envisage-t-il toujours de recourir à la Loi sur les mesures d'urgence? À mon avis, cela répondrait aux attentes des gens qui veulent savoir pourquoi nous ne coordonnons pas mieux la situation et nous n'agissons pas plus rapidement. Dans une fédération comme le Canada, les choses progresseraient-elles plus rapidement si le gouvernement utilisait la Loi sur les mesures d'urgence pour aller de l'avant?

L'hon. Patty Hajdu: Madame la Présidente, je remercie la députée d'en face de souligner que la technologie sur laquelle repose la mise au point des vaccins est complexe, et que les Canadiens s'attendent à ce que les vaccins qui seront approuvés et distribués ici aient satisfait aux normes d'homologation les plus rigoureuses pour attester leur sûreté et leur efficacité.

De plus, je la remercie de reconnaître que les vaccins qui doivent être conservés dans des supercongélateurs sont le fruit d'une nouvelle technologie. Comme ils sont tout nouveaux, nous devons absolument comprendre dans quelle mesure ils sont sûrs et efficaces.

Concernant le recours à la Loi sur les mesures d'urgence pour faciliter la vaccination, je ne crois pas que cette option est envisagée à l'heure actuelle. En effet, les provinces et les territoires nous offrent leur entière collaboration.

Je tiens à préciser que je ne suis pas d'accord avec l'affirmation de l'opposition selon laquelle nous ne communiquons pas avec les

provinces et les territoires. Pas plus tard que cette semaine, nous avons procédé à un exercice consultatif avec nos homologues provinciaux et territoriaux pour simuler la distribution de vaccins et examiner les difficultés potentielles. Les responsables provinciaux et territoriaux de tous les échelons, les représentants des cercles technique, médical et politique, se réunissent régulièrement depuis des mois pour planifier la distribution des vaccins, et nous sommes très heureux d'avoir accompli autant de progrès.

• (1135)

[Français]

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Madame la Présidente, le Bloc québécois va donner son accord et voter en faveur de la motion déposée par le chef de l'opposition officielle, parce que nous croyons qu'en toute matière, la reddition de comptes est une pratique nécessaire. Nous croyons que le Québec et les provinces, qui vont devoir gérer la distribution et l'administration des vaccins, ont besoin d'informations plus précises. La ministre ne peut pas prétendre que toute l'information nécessaire et précise circule en effet, puisque, quotidiennement, les responsables de telles questions au Québec expriment un certain désarroi quant au manque d'informations qui leur sont transmises.

Le gouvernement a une assez lourde tendance au déni. Par exemple, lorsque nous posons des questions au gouvernement en matière de transferts en santé, le premier ministre nous répond, avec une obstination troublante, qu'il travaille main dans la main avec des provinces, qui, pourtant, ne disent certainement pas cela. Des provinces, la société civile, l'Assemblée nationale du Québec et le Parlement, comme on l'a entendu hier, disent qu'il y a un problème en matière de transferts en santé, mais le premier ministre s'entête à dire que tout va bien et qu'il travaille main dans la main avec des gens avec qui il n'a aucun contact constructif.

Lorsqu'on parle, par exemple, de la langue française dans les institutions de compétence fédérale, il se lève pour clamer haut et fort son amour pour la langue française, alors que tous les faits, les comportements, les reports et les livres blancs opportuns pour que ce soit après une future élection se multiplient pour démontrer qu'il y a un refus obstiné de poser des gestes en faveur de la langue française.

Lorsqu'on parle du moment où le vaccin sera disponible, on nous sort toujours une explication ou un ensemble d'explications qui, parfois, ne tiennent pas la route. Les gens ont le droit de décider s'ils trouvent que la réponse est valable ou pas. Les médias ont le droit de remettre en question la validité de la réponse fournie. L'opposition officielle et le Bloc québécois ont le droit de poser de telles questions également, parce que c'est notre travail et parce que nous entendons les gens, les acteurs et les intervenants qui vont devoir gérer l'administration du vaccin dire qu'ils n'ont pas l'information nécessaire.

Avant d'améliorer une situation publiquement et de dire qu'on va faire mieux, il faut qu'il y ait une certaine admission. Il faut que le gouvernement dise qu'il aurait bien voulu avoir le vaccin en même temps que tout le monde, mais qu'il n'a pas réussi à l'avoir en même temps que tout le monde, puis qu'il explique pourquoi il n'a pas réussi à l'avoir en même temps que tout le monde. Ensuite, il doit dire ce qu'il va faire pour le recevoir le moins tard possible après que les autres l'aient reçu.

Il y a quelque chose d'assez rudimentaire dans cette admission, parce qu'il ne s'agit pas d'une frivolité partisane. Il s'agit d'un processus pour sortir d'une crise sanitaire sans précédent qui prend quotidiennement des dizaines de vies et qui touche quotidiennement des milliers de personnes de plus. Comment peut-on prendre à la légère une question de cette importance?

L'admission est donc cruciale. Nonobstant nos enjeux politiques, je pense que la population du Québec et du Canada ne réagirait pas si mal. Elle dirait que c'est dommage et que le gouvernement aurait pu faire mieux, puis elle lui demanderait ce qu'il ferait maintenant. Les Québécois et les Canadiens réagiraient mieux que lorsqu'ils vont commencer à voir, dans les prochains jours, des gens du Royaume-Uni recevoir le vaccin, peu après les États-Unis, l'Allemagne et l'Inde, alors qu'ils vont encore regarder le point de presse du premier ministre du Québec ou du Dr Arruda sur le nombre de nouveaux cas, sur ce qu'ils n'auront pas le droit de faire à Noël et, malheureusement, sur le nombre de décès.

La comparaison va devenir criante et le gouvernement ne s'en sortira pas, toutes voiles dehors, dans la gloire et l'enthousiasme de son grand succès. Il va devenir évident que c'est un échec qu'il aurait été préférable d'admettre de façon candide plus vite.

Nous comprenons qu'on va étirer cette affaire jusqu'à la fin de la semaine prochaine, parce qu'ensuite, il n'y aura plus de reddition de comptes au Parlement avant la fin janvier, espérant que les torts, les erreurs et les mauvaises opérations de ce gouvernement passeront inaperçus.

• (1140)

Le délai ne peut donc pas être banal. On parle, juste au Québec, de 1 000 à 1 500 nouveaux cas par jour et de plusieurs pertes de vies. Il faut admettre cela pour réparer et pour diminuer les effets négatifs d'un discours qui, pour l'instant, ne correspond pas à la vérité.

Je suppose que le gouvernement est en train de négocier — sans le dire publiquement — avec les fabricants de vaccins pour essayer de réduire ce délai. C'est la chose à faire, mais il ne nous en parle pas. Par contre, il nous a dit quelque chose d'assez étonnant: il ne veut pas révéler combien il a payé pour les vaccins achetés jusqu'à ce jour parce que cela pourrait nuire aux négociations en vue d'en acheter d'autres.

C'est très inquiétant. Pourquoi ne veut-il pas dire combien il a payé? En quoi est-ce que cela pourrait nuire aux négociations futures, sauf s'il a payé trop cher? S'il a en effet payé trop cher parce qu'il n'avait aucun pouvoir de négociation, il est sûr qu'un futur fournisseur voudra obtenir le même montant que celui versé à une autre compagnie. J'y reviendrai. Ce sera un paramètre qui nuira à la capacité de négociation du gouvernement.

Il y a effectivement des informations de cette nature que nous ne savons pas. Le gouvernement pouvait poser un certain nombre de gestes, non pour contrôler le résultat puisque les gens de partout sur la planète attendaient, mais bien pour améliorer la probabilité que le résultat souhaité se concrétise. Puisque nous ne savons pas exactement ce qui a été fait, nous sommes obligés de remplir nous-mêmes les blancs, tout comme les médias, les chroniqueurs et les analystes.

Le gouvernement avait des options. L'une de ces possibilités était de fabriquer les vaccins ici même, ce qui faisait intervenir plusieurs variables. On comprend qu'il a voulu mettre à niveau un centre de

Travaux des subsides

production et que cela allait coûter un peu plus de 40 millions de dollars. Des retards se sont accumulés et cela ne se fera pas avant l'été. On comprend qu'un autre centre permet lui aussi la production de ce type de vaccin à ARN, une haute technologie relativement nouvelle, mais que cette possibilité-là devra elle aussi attendre, à juillet. Est-ce que le gouvernement aurait pu s'y prendre plus tôt ou gérer autrement le dossier de ces installations de fabrication?

Il y avait aussi la possibilité d'obtenir des licences de brevet, c'est-à-dire de négocier avec les titulaires de brevet pour en obtenir l'autorisation, moyennant redevance, de fabriquer, de reproduire ou de copier une technologie constituant de la propriété intellectuelle. Ce principe s'applique à l'industrie et aux arts également. Certains pays ont obtenu des licences de brevet visant la production de vaccins. Le Canada ne l'a pas fait. S'il l'avait fait, il aurait probablement été plus en mesure d'accélérer le processus.

Il aurait aussi pu produire des vaccins sans licence. On peut croire que ce n'est pas gentil de produire des vaccins sans licence du titulaire du brevet. Pourtant, cette possibilité existait dans les mesures d'urgence qui ont été adoptées au mois de mars, mais qui sont devenues caduques à la fin du mois de septembre. Le gouvernement ne s'est pas « bâdré » de reconduire ces mesures et de préserver le droit de l'État canadien de fabriquer ce dont il a besoin pour protéger ou sauver des vies. Il aurait pu s'arranger ultérieurement avec les titulaires des brevets. Il s'était donné le droit de le faire une fois, mais il a renoncé à ce droit.

Cela aurait été un facteur de réussite pour plusieurs raisons, notamment parce que cela lui aurait donné un levier de négociation. Lorsque le gouvernement a négocié avec les différents fabricants, il aurait pu leur dire que si l'entente n'était pas à son goût, il fabriquerait quand même le vaccin. C'est une hypothèse qu'on peut très bien envisager.

Même si le gouvernement ne nous donne pas de réponses, notre devoir est de soulever ces hypothèses. Si le gouvernement avait dit aux différents fabricants qu'il fabriquerait le vaccin de toute façon, les fabricants auraient certainement été plus accommodants quant à la date de livraison. Cependant, il n'a pas utilisé ce levier, il y a renoncé à la fin du mois de septembre après s'en être doté.

Il aurait aussi pu synchroniser son propre processus d'homologation avec celui des pays producteurs de vaccins. Je comprends très bien que le Canada a certains pouvoirs pour s'assurer de l'innocuité des produits qui circulent sur son territoire, mais le processus canadien est relativement long, voire très long ou même trop long.

• (1145)

Dans le cas présent, puisqu'il y a une urgence sans précédent, le gouvernement n'aurait-il pas pu décider de faire une exception et de synchroniser notre homologation avec ce qui se fait ailleurs pour être capable de procéder au même moment que quiconque, au moins en ce qui concerne l'autorisation?

Aucune de ces mesures n'est en soi une certitude ni n'offre d'absolu dans le contexte, mais chacune de ces mesures améliore la probabilité d'une livraison et d'une administration plus rapides du vaccin, ce qui est la responsabilité fondamentale de l'État.

Travaux des subsides

Donc, quand le gouvernement parle de 400 millions de doses, nous comprenons que c'est une parade purement politique. Nous comprenons que le nombre de doses que nous allons avoir au cours du premier trimestre de l'année 2021, selon ce qui est garanti pour l'instant, est probablement insuffisant pour couvrir la base, la base étant, bien sûr, les gens les plus à risque de mourir ou de propager la maladie. Je présume qu'il y a des négociations, encore une fois, pour accélérer la livraison et l'obtention d'une quantité plus importante de vaccins.

Je comprends aussi que les entreprises pharmaceutiques installées au Canada ne sont pas très enthousiastes ou n'auraient pas été très enthousiastes à l'idée que le gouvernement les oblige à se mettre à produire un vaccin créé par un concurrent. Je peux comprendre cela, mais cela justifie-t-il des retards dans le traitement des citoyens du Québec et du Canada face à une maladie qui est trop souvent mortelle? Ce n'est probablement pas le cas. Cependant, ces entreprises veulent garder leurs installations pour elles, parce qu'elles pensent elles aussi qu'elles vont réussir à développer un vaccin.

Le gouvernement fait-il preuve de complaisance? Je pose la question, je ne peux pas l'affirmer. C'est une question pertinente et nous sommes là pour poser des questions. Le gouvernement a-t-il fait preuve de complaisance à l'égard des entreprises pharmaceutiques installées sur le territoire québécois et canadien qui, elles, ne voulaient pas être mises à la disposition de leurs concurrents, alors qu'elles auraient été mieux placées qu'à peu près quiconque pour procéder à des transformations de leur équipement? On ne pouvait pas savoir quand cela aurait abouti, mais on sait maintenant que cela ne peut pas aboutir, puisque cela n'est pas commencé. Y a-t-il eu une telle complaisance? La prétention d'avoir bien fait ne tiendra plus, bientôt, parce que le monde verra que des gens sont vaccinés et que d'autres gens, ici, ne le sont pas.

Un peu comme dans le cas des transferts en santé, il y a aussi des répercussions économiques importantes. Les provinces et le Québec ont besoin d'une marge de manœuvre pour contribuer à leur propre relance économique. Par exemple, les centaines de millions de dollars en transferts en santé que cela prend, ce sont des centaines de millions de dollars que le Québec utilise pour investir dans la relance de son économie.

Dans le cas présent, ce sont des travailleurs. Ce sont des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs en hôtellerie, dans la restauration ou dans le secteur industriel. Il y a aussi l'enseignement et les soins en santé mentale. Ce sont beaucoup de facteurs qui, de façon directe ou indirecte, influencent l'économie.

Je rappelle que chaque travailleur qui ne travaille pas est une dépense pour l'État. Chaque fois qu'on permet au travailleur de retourner au travail, il devient un revenu fiscal pour l'État. C'est ce que j'appelais, hier, une partie de quatre points: on enlève quelqu'un de la colonne des dépenses et on le met dans la colonne des revenus. Ce n'est même pas neutre, c'est mieux que neutre. Or le retard de six, huit ou douze semaines dans l'obtention du vaccin va retarder le retour au travail des gens et la relance de l'activité économique. C'est une conséquence qui apparaît d'autant plus grave que nous avons devant nous un gouvernement qui dit « au diable les dépenses ».

D'ailleurs, ce n'est qu'un début. Bien sûr, le budget de la grande distribution post-COVID-19 et préélectoral va être présenté en

mars. Il y a quelque chose d'un peu irresponsable dans le fait d'ignorer volontairement les enjeux économiques.

• (1150)

Je pense que le premier ministre s'enferme dans le déni. Cet entêtement est préjudiciable, comme dans le cas des transferts en santé où tout le monde est contre lui: l'Assemblée nationale du Québec, l'ensemble des premiers ministres de partout au Canada, le premier ministre du Québec, le ministre des Finances du Québec, la société civile en général. Des sondages ont même démontré que la population partage ce point de vue. Pourtant, le premier ministre continue de dire qu'il travaille main dans la main avec des gens qui regardent cette main et se disent qu'ils ne veulent pas y toucher.

C'est du déni, au même titre que lorsqu'on parle du français. Je le mentionnais tout à l'heure. Le premier ministre déclare l'amour de son gouvernement pour le français, amour dont on aurait pu d'emblée discuter, mais les gestes se révèlent bien mitigés. J'aime beaucoup mieux voir le chef de l'opposition officielle, qui a déjà voté contre l'application de la Charte de la langue française aux entreprises privées de compétence fédérale, dire qu'il a changé d'idée sur cette question. Personnellement, je trouve que c'est correct et j'accueille cela favorablement. Toutefois, quelqu'un qui nous rit au visage dans une certaine mesure, en nous disant qu'il nous aime, mais en nous donnant tout le contraire d'une preuve d'amour, il y a du déni là-dedans.

Dans le cas du retard des vaccins, ce déni nuit à la santé des gens et les réponses du premier ministre sont déplorables.

Encore une fois, comme dans le cas des transferts en santé, il faut maintenir la pression et éviter que cela devienne exclusivement un spectacle partisan d'entrefilets de 20 secondes au bulletin de nouvelles. Si le Parlement, si les autres assemblées législatives et si la société civile mettent assez de pression sur le gouvernement, il va se rendre compte que cela va lui causer du tort au seul endroit qui a l'air de l'inquiéter: les sondages en prévision d'une campagne électorale.

Nous avons le pouvoir, tout le monde ensemble, d'exercer des pressions et de recourir à des arguments solides pour que le premier ministre et son gouvernement finissent par se rendre compte qu'ils doivent faire mieux et rendre des comptes sur les gestes qu'ils posent. Ils doivent poser des gestes beaucoup plus manifestes et réduire les délais de livraison du vaccin. Ils doivent donner de la prévisibilité aux patients, aux gens qui ont peur pour leur vie, aux familles de ces gens, à ceux qui veulent retourner à l'école dans une école et à ceux qui veulent retourner au travail dans un lieu de travail. Ils doivent aussi donner un sentiment de sécurité, sans recourir à un déni dont, tôt ou tard, le mauvais fondement sera démontré.

J'offre au gouvernement ma collaboration et je suis convaincu que tout le monde au Parlement fera de même. J'invite le gouvernement à faire preuve de transparence, de clarté, de lucidité et de compassion, et à voter en faveur de la motion des conservateurs. Ensuite, nous pourrions progresser tous ensemble vers une véritable sortie de crise.

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Madame la Présidente, je remercie mon honorable collègue et sa formation politique de leur appui à la motion conservatrice visant à donner l'heure juste aux Canadiens sur la pandémie et le besoin d'avoir des vaccins à brève échéance.

Travaux des subsides

J'aimerais tout d'abord savoir s'il était judicieux que les libéraux mettent tous leurs œufs dans le même panier communiste chinois, ce qui fait que nous nous retrouvons maintenant le bec à l'eau.

Ma deuxième question porte sur le retard de la vaccination. Mon collègue a bien expliqué le fait qu'un travailleur incapable de travailler parce qu'il est retenu à la maison ampute les revenus de l'État. Selon lui, quelles seront les conséquences du retard de la vaccination sur les finances publiques, lesquelles sont dans un état désastreux à cause de la mauvaise gouvernance libérale?

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, en ce qui concerne la première question, il est normal que l'État envisage un ensemble de solutions lorsqu'il doit affronter un défi important. Il n'était pas nécessaire d'exclure une solution chinoise, mais il était dangereux de lui accorder trop de poids.

Le gouvernement nous dira qu'il a acheté 400 millions de doses de sept fournisseurs. Quand il nous dit cela, je pense qu'il masque une autre préoccupation dont j'aimerais connaître le détail. Je ne veux pas faire d'accusations et je n'en ai pas envie. Cependant, les entreprises installées au Canada ont-elles eu un passe-droit dans la lutte contre la pandémie parce qu'elles voulaient gagner la course au vaccin? Si tel est le cas et qu'elles ne trouvent pas de vaccin dans les plus brefs délais, les capacités de production et d'innovation canadiennes ne seront pas mises à contribution pour cette sortie de crise lorsque viendra le temps de produire, de fabriquer ou de copier des vaccins. Je pense que c'est une grave erreur du gouvernement. La diversité est importante.

Pour ce qui est des dépenses, je crois qu'il est normal qu'elles soient importantes. L'ensemble des pays occidentaux a dépensé beaucoup. Dans la plupart des cas, sinon dans tous les cas, ce sont souvent les banques centrales qui vont acheter les bons des gouvernements, ce qui revient à imprimer de l'argent sans créer de dommages puisque cela préserve l'équilibre concurrentiel entre les différents pays. Par contre, cela ne veut pas dire qu'on peut dépenser n'importe comment.

Parfois, c'est symbolique. J'ai hâte de voir ce que feront les conservateurs. J'ai compris leur intention de rembourser les sommes perçues en vertu de la Subvention salariale d'urgence du Canada. Je m'étonne cependant que les libéraux n'en fassent pas autant et je m'offusque du fait que les verts et le NPD continuent à toucher de l'argent qui devrait aller aux entreprises.

• (1155)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, dès le premier jour, le gouvernement a insisté sur la nécessité d'un vaccin. Il a d'ailleurs mobilisé toute une pléthore de spécialistes, de fonctionnaires et d'intervenants pour s'en occuper. Aujourd'hui, le Canada peut compter sur un vaste éventail d'options pour se procurer des doses, alors il devrait s'agir d'une grande source d'espoir pour les Canadiens.

J'étais ici cet été et il y a une chose qui m'échappe encore. J'ai dû entendre des centaines de questions de la part des députés de l'opposition, mais j'ai beau me creuser la tête, je suis incapable de me rappeler quand ils ont soulevé pour la première fois la question des vaccins.

Le chef du Bloc pourrait-il nous dire quand son parti s'est intéressé à la question de la vaccination et quand il a abordé le sujet pour la première fois ici même?

[Français]

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, je trouve fort intéressant que mon estimé collègue dise que nous aurions dû nous méfier d'eux et commencer à leur poser des questions bien avant, parce qu'eux-mêmes savaient qu'ils étaient dans le champ.

Nous n'avons pas posé la question, d'abord parce que ce n'était pas un exploit de parler de vaccin au mois de mars. La planète parlait de vaccin. Je pense que même sur la Lune on parlait de vaccin au mois de mars. Ce n'est donc pas un exploit.

L'autre problème, ce n'est pas la question des 400 millions de doses ou des sept sources différentes, c'est le « quand ». Notre préoccupation, c'est « quand? ».

Pendant combien de jours va-t-on compter les gens qui vont tomber malades de la COVID-19 et, plus triste encore, les gens qui vont y laisser leur vie à cause de choix qui se seront avérés mal avisés?

C'est cela, le sens de la motion du Parti conservateur.

[Traduction]

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, hier, le chef du NPD a réclamé la création d'une société d'État qui serait chargée de produire les médicaments et les vaccins essentiels dont le pays a besoin. Je ne crois pas avoir besoin de préciser à quel point les Canadiens ont été déçus d'entendre le premier ministre dire en novembre que le Canada n'a pas les moyens de produire ses propres vaccins, ce qui le rend vulnérable. Les pays qui produisent des vaccins et des médicaments sur leur territoire pressent le pas afin que ces vaccins soient offerts le plus rapidement possible, mais d'abord à leurs citoyens, pas aux Canadiens.

Mon collègue estime-t-il lui aussi que le Canada devrait remédier à la situation et faire le nécessaire pour qu'il puisse produire lui-même les vaccins et les médicaments essentiels dont il a besoin pour sauver la vie de ses citoyens, les Canadiens?

[Français]

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, je n'ai rien contre l'objectif de s'assurer que, sur le territoire canadien et québécois, on est capable de produire des vaccins.

Il existe déjà des installations, et le gouvernement a investi dans d'autres installations qui vont augmenter la capacité de production de vaccins.

Est-ce que c'est une société de la Couronne?

D'une part, je me méfie un peu des grandes organisations centralisatrices. D'autre part, l'industrie pharmaceutique a énormément évolué dans les dernières décennies. Cela a fait mal au Canada sur le plan de son industrie pharmaceutique, car celle-ci se fie maintenant à l'innovation qui est créée par des laboratoires indépendants et des établissements universitaires. Les pharmaceutiques achètent ensuite les droits et procèdent à la fabrication.

Cette dynamique demande une stimulation de la part de l'État, non pas une substitution de l'État.

Travaux des subsides

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours et j'aurais une question pour lui.

Je suis conservateur, vous êtes du Bloc québécois, mais nous avons une chose en commun: nous vivons au Québec et nous vivons tous les deux le même problème, c'est-à-dire les conséquences de la COVID-19 pour le gouvernement du Québec.

Maintenant, j'aimerais savoir ce que vous pensez du fait que le premier ministre nous répond souvent, à tous les partis de l'opposition, que nous faisons une campagne de peur lorsque nous posons des questions sur la gestion de la crise de la COVID-19 par le gouvernement en place.

Qu'en pensez-vous?

• (1200)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je demanderais à l'honorable collègue de s'adresser à la présidence.

L'honorable député de Beloeil—Chambly a la parole.

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, les Québécois, entre tous, savent très bien que la peur est un outil politique qu'on a utilisé contre eux à de nombreuses reprises. Je pourrais donner deux ou trois dates fatidiques.

La meilleure arme contre la peur, c'est toujours l'information. Si le gouvernement accepte, avec toute la sagesse que cela commande, de fournir des informations claires et précises qui seront relayées par l'appareil média, qui a aussi un grand sens des responsabilités, la peur ne sera plus un argument, parce qu'elle sera remplacée par la connaissance et la science.

C'est de cette façon qu'on sort des crises comme celle-ci.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, j'ai sourcillé un peu quand j'ai entendu le secrétaire parlementaire du gouvernement nous dire qu'on n'avait pas posé des questions sur la vaccination, alors qu'une bonne partie de l'été, on a discuté du cas de Medicago, cette entreprise qui travaille à la recherche d'un vaccin et que le gouvernement tardait, encore une fois, à soutenir financièrement.

J'aimerais demander à mon chef, dont je connais la modestie, de nous expliquer les démarches qu'on a faites à propos de Medicago.

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, je n'en peux plus d'être aussi modeste.

En effet, j'ai moi-même eu l'occasion de rencontrer les gens de Medicago. C'est un exemple que je peux donner par rapport à la question précédente. De l'innovation se fait, et elle est souvent lancée par le privé, par des entrepreneurs, par des chercheurs qui sortent de très solides institutions d'enseignement et qui décident de s'aventurer dans la recherche, dans le but d'offrir un produit sur le marché. Medicago en est un exemple très intéressant.

Est-ce que les gens de chez Medicago auront un vaccin utilisable dans les délais prescrits, pendant qu'on est en train de sortir de la crise? On ne le sait pas. Toutefois, on sait qu'ils ont fait des efforts en ce sens, parce qu'on les a rencontrés. Ils nous ont expliqué leur démarche, et ils ont fini par obtenir du financement. Cela mérite beaucoup de respect, parce que Medicago est en train de devenir un fleuron pharmaceutique du Québec.

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NDP): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Vancouver-Kingsway.

Je tiens à parler d'abord de la situation dans laquelle nous nous trouvons.

[Français]

Nous vivons des temps difficiles, c'est évident. Beaucoup de gens sont inquiets, et on peut le comprendre. En effet, le gouvernement libéral n'a absolument pas assumé sa responsabilité de mettre sur pied un plan relatif à cette pandémie. En général, la peur qui existe est liée au fait que les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédé ont toujours fait payer la facture aux familles, en coupant dans les services dont elles avaient besoin. C'était l'histoire de ces deux partis.

L'autre problème, c'est que les partis libéraux et conservateurs sont trop liés avec les grandes entreprises. Dans ce cas, il est clair que le gouvernement libéral est trop lié avec les entreprises pharmaceutiques. Le premier ministre et les libéraux ont donné 1 milliard de dollars de contrats à de grandes compagnies pharmaceutiques et ne se sont pas assurés que les vaccins nécessaires pour protéger les gens contre la COVID-19 peuvent être produits ici, au Canada. À cause des libéraux, les gens doivent attendre encore plus longtemps pour obtenir un vaccin. On laisse ainsi plus de gens tomber malades et potentiellement mourir de la COVID-19.

Aux États-Unis et au Royaume-Uni, des vaccins seront disponibles dès cette semaine. Pourtant, au Canada, la seule information confirmée que nous avons, c'est que nous recevrons 6 millions de doses en mars, ce qui est suffisant pour seulement 3 millions de personnes. Le problème, c'est que ce n'est même pas suffisant pour vacciner les gens de plus de 70 ans. Au Canada, 4,5 millions de Canadiens et de Canadiennes sont âgés de plus de 70 ans, sans parler des personnes à risque, comme les professionnels de la santé, les travailleurs et les travailleuses essentiels et les Autochtones. Le gouvernement doit s'assurer que le Canada a la capacité de fabriquer ici même des vaccins et des médicaments essentiels pour la population canadienne.

Cette pandémie a montré que les gens ne doivent pas dépendre de la production d'autres pays lors des situations d'urgence. À cause du manque de préparation du gouvernement libéral, les Canadiennes et les Canadiens seront obligés d'attendre encore plus longtemps pour obtenir un vaccin contre la COVID-19.

Par le passé, les gouvernements conservateurs ont privatisé les laboratoires et les fabricants de vaccin, empêchant ainsi la population canadienne d'avoir accès à un vaccin et à des médicaments essentiels. Malgré des décennies de pouvoir, les gouvernements libéraux n'ont pas restauré cette capacité à produire les vaccins et les médicaments ici, au Canada.

• (1205)

[Traduction]

Le fait est que le gouvernement fédéral n'a absolument pas réussi à présenter un plan. Il n'a pas de plan pour s'attaquer à l'enjeu majeur de la pandémie, à savoir le déploiement de vaccins. Les libéraux vont dire qu'ils ont le meilleur accès aux vaccins et que leur plan figure parmi les meilleurs, mais ils ne l'ont pas publié.

L'Australie, un pays qui ressemble beaucoup au Canada par ses ressources et sa taille, a publié sur son site Web l'ensemble de son plan de déploiement des vaccins. Les libéraux pourraient dire qu'ils ne savent pas quel vaccin sera efficace. L'Australie en a tenu compte. Elle a prévu tous les scénarios possibles. Si un vaccin est efficace, elle a un plan; si un autre est efficace, elle a un plan qui précise qui va l'obtenir et à quel moment. C'est ce qu'un gouvernement devrait faire.

Le gouvernement libéral a complètement échoué à présenter un plan clair. Cela ne fait aucun doute. Pire encore, tout ce que nous savons du plan du gouvernement libéral, c'est que la première ronde de vaccins, qui pourrait venir en mars, ne suffira qu'à couvrir trois millions de Canadiens.

Le recensement nous apprend que le Canada compte plus de quatre millions et demi de personnes âgées de plus de 70 ans. Il n'y a certainement pas assez de doses pour couvrir toutes les personnes âgées vulnérables, sans compter les travailleurs de première ligne et les collectivités autochtones à haut risque. Quel est le plan? Il s'agit d'une question simple à laquelle le gouvernement n'a pas répondu.

Il a échoué à présenter un plan clair indiquant quand tout le monde sera vacciné et qui sera vacciné. Les gens veulent connaître les réponses à ces questions. Ces réponses donneront de l'espoir aux Canadiens qui sont inquiets, qui se demandent ce qui va se passer et à quoi ressemblera l'avenir. Le fait que le gouvernement n'ait pas réussi à présenter un plan clair comportant des détails précis est un échec en matière de leadership.

Un autre problème que nous avons observé au début de cette pandémie tient au fait que nous ne pouvions pas produire une partie de l'équipement essentiel le plus important dont nous avions besoin. Nous avons appris que l'équipement de protection que nous devons fournir à nos travailleurs de première ligne était en nombre insuffisant. Nous comptions sur une chaîne d'approvisionnement qui était rompue, et les Canadiens n'avaient pas accès à l'équipement de protection.

Les gens étaient scandalisés d'apprendre que la 10^e économie mondiale n'avait pas la capacité de produire des masques, des blouses et des produits désinfectants. Je suis très fier que des entreprises canadiennes se soient mobilisées et aient pu renverser la vapeur et commencer à produire ces produits localement, mais il s'agit d'un échec évident de politique si un pays n'est pas capable de produire l'équipement médical dont il a besoin.

Ce qui est devenu encore plus troublant, c'est que nous n'avons pas la capacité, en tant que 10^e économie mondiale, de produire nos propres médicaments ou vaccins. C'est ici que nous devons être très clairs en ce qui concerne les personnes à blâmer. Il ne fait absolument aucun doute que les gouvernements conservateurs du passé ont privatisé nos entreprises publiques, les entreprises qui nous appartenaient et qui produisaient des vaccins au Canada. Les politiques des conservateurs ont concrètement éliminé toute la capacité de production de vaccins au Canada. Ils en sont responsables. De même, les libéraux ont été au pouvoir pendant des dizaines d'années et ils n'ont pas réussi à rétablir notre capacité de fabrication et de production de vaccins et de médicaments.

Je me permets de citer un exemple très clair, un exemple qui devrait faire sursauter les gens. L'une des fiertés du Canada est le fait que Connaught, une entreprise appartenant à des Canadiens, était un fabricant d'insuline. La percée médicale relative à l'insuline a été faite au Canada; c'est nous qui l'avons découverte. Nous l'avons

Travaux des subsides

créée et nous possédions la capacité de la produire, ce que nous faisons à un prix abordable. Par exemple, et ce n'est pas un exemple opposant le secteur public au secteur privé, mais simplement le Canada par rapport aux États-Unis, un flacon d'insuline, la version homologue, coûte 32 \$ au Canada et 300 \$ aux États-Unis, soit 10 fois plus. Des Américains viennent au Canada pour acheter des médicaments parce qu'ils sont beaucoup plus abordables ici. Non seulement nous avons découvert l'insuline, mais nous la fabriquons au Canada, et les conservateurs ont privatisé Connaught.

Connaught a aussi joué un rôle clé dans la découverte de nombreux vaccins. En réalité, la raison première de la création de Connaught, et je suis sûr que les députés ne manqueront pas de voir l'ironie, c'est qu'une épidémie de diphtérie a fait que les gens avaient besoin d'un vaccin. Le Canada a constaté qu'il était beaucoup trop cher à l'achat: des entreprises privées exigeaient un prix beaucoup trop élevé. Il a donc été décidé de le produire ici au Canada. L'histoire a tendance à se répéter. Nous sommes maintenant confrontés à une pandémie et nous n'avons pas la capacité de produire le vaccin dans notre propre pays. Nous devons le produire dans notre pays.

Nous devons être en mesure de rétablir notre capacité à le produire ici, chez nous. Nous devons être en mesure de produire des vaccins au Canada. C'est pourquoi les néo-démocrates proposent la création d'une société d'État, une société qui nous appartiendrait. Tout comme l'électricité et les routes nous appartiennent dans bien des provinces et des territoires, nous devrions posséder la capacité de produire des vaccins et des médicaments dans notre pays. Il en va de notre souveraineté et de notre capacité à protéger nos citoyens. Nous sommes la 10^e économie dans le monde et nous devrions sans équivoque pouvoir produire des médicaments et des vaccins essentiels et vitaux dans notre propre pays. C'est ce que nous proposons. Pour réparer les torts causés par les conservateurs et les libéraux, nous devons aller de l'avant et rétablir notre capacité à produire des médicaments ici, dans notre propre pays.

● (1210)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je suis d'accord avec le député pour dire qu'il est important de reconnaître les efforts phénoménaux déployés par les industries au Canada. Elles ont réellement répondu à l'appel, notamment, comme l'a mentionné le député, pour produire des désinfectants pour les mains et des masques. C'est vraiment incroyable de constater la façon dont l'industrie au Canada a transformé ses activités pour produire ce matériel si important. Je voulais simplement le mentionner.

Ma question porte sur la vaccination des Canadiens qui, déjà avant juin, constituait notre priorité. Il faut reconnaître que l'administration de la vaccination ne relève pas seulement du gouvernement national, mais aussi des provinces et des territoires. Elle nécessite donc une étroite collaboration entre ces parties.

Selon le député, pourquoi est-ce si important?

M. Jagmeet Singh: Madame la Présidente, comme je m'attendais à une question comme celle-ci, j'ai cité l'exemple de l'Australie.

Travaux des subsides

Comme le député le sait, l'Australie a une structure très similaire à celle du Canada, soit un gouvernement national et des gouvernements d'État. Elle a aussi des responsabilités très similaires en matière de collaboration entre ordres de gouvernement. Or, en dépit de cette difficulté, le gouvernement australien a établi un plan clair. Il est possible de le consulter sur Google dès maintenant et de savoir exactement ce qui se passe. Le gouvernement canadien a failli à la tâche. Il n'y a pas d'autre façon de le dire. Il a échoué. Nous savions que la livraison et la production de vaccins seraient vitales pour nous permettre de sortir de cette pandémie. Le fait que nous ne puissions pas, à l'heure actuelle, connaître ce plan, et que les gens ne sachent manifestement pas en quoi il consiste, quelles sont les doses, quelles sont les entreprises participantes, qui va se faire vacciner et quand, ou qu'on n'ait pas de réponses à d'autres questions fondamentales, illustre très clairement que le gouvernement libéral manque de leadership.

• (1215)

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue du leadership dont il a fait preuve en dénonçant ce qui, à mon avis, est un échec lamentable en matière de politique publique de la part des gouvernements conservateurs et libéraux qui se sont succédé.

Comme mon collègue l'a souligné, c'est le gouvernement conservateur dirigé par M. Mulroney qui, en 1986, a privatisé les laboratoires Connaught, qui avaient jusque-là rendu un précieux service au Canada en matière de santé publique en fabriquant des vaccins et de l'insuline, produits essentiels à des millions de Canadiens. Par ailleurs, étant donné que les libéraux ont été 18 ans au pouvoir depuis lors et qu'ils ont dirigé un gouvernement majoritaire pendant 16 ans, ils auraient pu modifier cette politique. Au lieu de cela, deux gouvernements libéraux ont présidé à la baisse graduelle de la capacité de production pharmaceutique du Canada.

Le député peut-il dire à la Chambre quelle serait l'incidence sur la santé publique des Canadiens si, à l'avenir, une société d'État possédait un fabricant de médicaments?

M. Jagmeet Singh: Madame la Présidente, je tiens d'abord à remercier le député de Vancouver Kingsway d'en avoir eu l'idée. Nous discutons des mesures que nous pourrions présenter, et c'est en grande partie grâce au député que nous faisons cette annonce.

Cela sera d'une importance cruciale. Les députés peuvent imaginer l'indignation ressentie par les Canadiens lorsqu'ils ont su que nous ne pouvons pas produire des masques, des chemises d'hôpital et de l'équipement de protection de base. Les Canadiens sont tout aussi outrés en ce moment. Ils songent au fait qu'un pays aussi riche et avancé que le Canada ne peut pas fabriquer des vaccins et des médicaments pour sa propre population et que cette incapacité nous obligera à attendre que d'autres pays produisent ce dont nous avons besoin.

Cela changerait complètement la donne si le Canada avait la capacité de fabriquer ses propres médicaments et ses propres vaccins et si une entreprise canadienne pouvait s'en charger. Cela ouvrirait la voie à la création d'un régime national d'assurance-médicaments universel qui soit entièrement public. Cela faciliterait les choses. On pourrait ainsi s'assurer que les millions de Canadiens qui peinent à se payer des médicaments n'aient plus à s'inquiéter. À l'heure actuelle, en pleine pandémie, cela nous aurait permis de nous en sortir plus facilement.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord avec les observations du dé-

puté de Burnaby-Sud. Mon collègue de Nanaimo—Ladysmith a souvent parlé des laboratoires Connaught à la Chambre et de la grave erreur qu'a commise le gouvernement conservateur en privatisant ces laboratoires.

Je me demande si le député peut nous dire ce que nous pourrions faire maintenant pour nous assurer que les milliards de dollars investis dans le développement d'un vaccin contre la COVID ne se convertissent pas immédiatement en bénéfices pour les grandes sociétés pharmaceutiques.

M. Jagmeet Singh: Madame la Présidente, c'est une question tout à fait légitime. La plupart des recherches effectuées ont été financées par l'État, mais au bout du compte, ce sont les entreprises privées qui empochent les profits. C'est inacceptable. La solution serait de se doter d'un fabricant public, mais il existe aussi d'autres moyens de faire en sorte que les recherches financées par le secteur public ne puissent pas être privatisées et qu'elles servent au bien public.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, c'est un privilège de pouvoir prendre la parole au sujet de la motion importante présentée aujourd'hui par la députée de Calgary Nose Hill. Je pense que tous les députés seront d'accord avec moi pour dire que 2020 est une année très éprouvante, non seulement sur le plan sanitaire, évidemment, mais aussi sur le plan économique. Il est juste de dire que 2020 est sans précédent depuis un siècle car cette crise de santé publique s'accompagne d'un énorme choc économique.

Sur le plan personnel, les Canadiens connaissent d'incroyables souffrances et font d'immenses sacrifices, dans toutes les collectivités de notre pays. Plus de 12 000 familles sont endeuillées. Beaucoup de Canadiens sont isolés, séparés des membres de leur famille, les enfants de leurs parents âgés, parfois les conjoints de leur partenaire et parfois aussi les grands-parents des petits-enfants. Les personnes âgées sont seules, isolées, parfois dans des centres de soins de longue durée, séparées de leurs proches, et certaines meurent sans le réconfort de la présence de membres de la famille.

Nous avons perdu un nombre incroyable d'emplois, nous avons des problèmes de revenu et de suppression de postes, et il y a les ravages économiques que beaucoup d'entreprises ressentent dans tout le pays et qui seront ressentis pendant longtemps encore.

Cependant, il y a de l'espoir. La recherche mondiale d'un vaccin efficace se révèle très prometteuse. En plus de constituer un traitement potentiel, les vaccins sont au fond la seule manière de ramener le Canada à un semblant de vie normale. Espérons que cette nouvelle normale sera meilleure que celle qu'elle remplacera.

Dans tout le pays, les Canadiens attendent avec impatience et optimisme d'avoir accès à un vaccin, mais il est évident qu'un vaccin doit être sûr, efficace et administré au plus grand nombre, le plus rapidement possible. Pour cela, non seulement les parlementaires, mais les Canadiens ont besoin de transparence et d'information. En fait, le public y a droit. Il en a besoin. En plus du fait que les Canadiens ont le droit d'attendre du gouvernement fédéral qu'il leur fournisse l'information la plus à jour et la plus précise, il est essentiel aussi d'apaiser les craintes et la suspension et de renforcer la confiance.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le NPD s'efforce d'être une voix optimiste et constructive qui s'appuie sur des données objectives, au Parlement et dans la société en général. Nous avons un but, qui est d'aider les Canadiens à rester en bonne santé. Sur le plan économique, le NPD est à l'origine d'au moins une dizaine de bonifications de l'aide apportée aux Canadiens, qu'il s'agisse de faire passer la PCU à 2 000 \$ par mois, d'étendre l'aide aux travailleurs saisonniers et aux travailleurs à temps partiel ou de porter la subvention salariale à 75 % pour les petites entreprises. Nous avons collaboré de nombreuses autres façons productives avec le gouvernement pour améliorer ces mesures d'aide.

En ce qui concerne le volet sanitaire et les vaccins, que savons-nous pour l'instant de ce que fait le gouvernement? Premièrement, nous savons que le gouvernement libéral a refusé de rendre public le moindre contrat d'achat de vaccins. En fait, il s'est prononcé contre une motion à la Chambre qui demandait la communication de contrats, même caviardés.

Deuxièmement, après avoir promis aux Canadiens en août que nous pourrions fabriquer des vaccins au Canada, le premier ministre a reconnu en novembre que nous n'en avons pas la capacité. Pire, il a dû reconnaître que cela voulait dire que les Canadiens recevraient les vaccins plus tard que les citoyens des pays qui en produisent.

Troisièmement, le gouvernement libéral n'a négocié dans aucun des sept contrats qu'il a signés avec des fabricants potentiels le droit de produire un vaccin au Canada.

Quatrièmement, aujourd'hui, 3 décembre, nous n'avons aucun plan de vaccination détaillé qui révèle comment le vaccin sera administré, par qui, ou qui sera prioritaire.

• (1220)

Cinquièmement, le gouvernement n'a pas reçu sur le sol canadien de vaccins prometteurs en attente de l'approbation de Santé Canada, comme la loi canadienne l'autorise expressément et comme le font d'autres pays, comme nos voisins américains.

Sixièmement, selon les meilleures informations que nous ayons, le Canada a obtenu, au plus, six millions de doses de vaccin d'ici avril, ce qui ne permet de vacciner que trois millions de Canadiens, ou 8 % de la population de notre pays. Comme le chef de notre parti l'a fait remarquer, plus de quatre millions de Canadiens ont plus de 70 ans. Ce n'est donc même pas assez pour vacciner toutes les personnes âgées de plus de 70 ans, qui sont manifestement les plus vulnérables.

Septièmement, à ce jour, nous ne savons pas quand les vaccins devraient arriver, comment ils seront distribués, quelle province en obtiendra et en quelles quantités.

Huitièmement, nous n'avons aucune date réelle en ce qui concerne l'immunité collective. Le premier ministre a vaguement assuré qu'il espère immuniser la moitié de la population d'ici septembre, mais nous n'avons absolument aucune donnée factuelle ou autre qui justifie le choix de cette date.

Je sais que la vaccinologie est une science complexe. Je reconnais qu'il reste des inconnues. Nous sommes d'accord que certains plans doivent attendre l'approbation de Santé Canada. Cependant, comparons ce que fait le gouvernement à ce qui se fait dans d'autres pays pour voir ce qu'il est, en fait, possible de faire.

Travaux des subsides

Aux États-Unis, les Centers for Disease Control and Prevention se sont donnés jusqu'au 15 novembre pour être prêts à vacciner, avec un déploiement en 24 heures. Ils ont publié un manuel de 75 pages où tout est détaillé, y compris le recrutement des fournisseurs de vaccins, la conservation des vaccins et les groupes prioritaires. Les États-Unis ont reçu le vaccin de Pfizer pour le prépositionner, en attendant l'approbation de la FDA. Je vais ouvrir une parenthèse. Tout comme Santé Canada, la FDA n'a pas approuvé le vaccin de Pfizer. Cela n'a pas empêché les États-Unis de recevoir ce vaccin et de l'entreposer de sorte que s'il est approuvé, il pourra être aussitôt distribué. Ce n'est pas ce que le Canada a fait.

Les États-Unis comptent vacciner tous les Américains qui le souhaitent d'ici le 1^{er} juin 2021. En fait, ils entendent vacciner 20 millions d'Américains en décembre, puis 30 autres millions par mois, ce qui veut dire qu'ils auront vacciné 110 millions de personnes, soit le tiers de leur population, quand nous aurons vacciné 8 % de la nôtre. Enfin, les Centers for Disease Control and Prevention ont signé des accords avec de grandes chaînes de pharmacies, comme CVS et Walgreens, qui aideront à la vaccination dans les établissements de soins de longue durée.

Parlons maintenant du Royaume-Uni. Il a déjà désigné 1 250 cliniques comme lieux de vaccination, en plus d'avoir établi des objectifs quant au nombre de vaccins administrés chaque semaine. Le service de santé national du Royaume-Uni a déjà commencé à fixer des rendez-vous, en commençant par les résidents des établissements de soins de longue durée, les personnes âgées de plus de 80 ans et les travailleurs sociaux et de la santé. Le gouvernement du Royaume-Uni a homologué le vaccin d'AstraZeneca, et il en recevra 800 000 doses cette semaine.

En Allemagne, le ministre de la Santé a demandé aux États de faire en sorte que les centres de vaccination soient prêts à la mi-décembre et il a établi une stratégie de vaccination nationale au début novembre. En Australie, le gouvernement a publié un plan de vaccination de 12 pages, et 30 millions de doses du vaccin d'AstraZeneca sont fabriquées dans ce pays. Le Brésil, l'Inde, le Japon, l'Indonésie, la Chine, la Russie, l'Australie, la Belgique et beaucoup d'autres pays produisent des vaccins sur leur territoire. Au Canada, le premier ministre affirme que nous ne le pouvons pas.

De quoi avons-nous besoin? Nous avons besoin de mesures concrètes et de transparence. Nous avons besoin d'une stratégie détaillée de vaccination et d'un échéancier précis. Il n'est pas nécessaire d'attendre les décisions en matière d'homologation de Santé Canada. Un tel plan peut et doit être établi et publié maintenant.

Les Canadiens méritent de savoir quand les premières doses arriveront, quels groupes seront vaccinés en premier, comment les vaccins seront distribués et quand tous leurs concitoyens y auront accès. Nous aimerions que le gouvernement révèle à tout le moins les grandes lignes des contrats relatifs aux vaccins. Après tout, ce sont les Canadiens qui paient.

Enfin, nous voulons établir un fabricant public de médicaments et de vaccins, une société d'État, pour remédier à cette vulnérabilité inacceptable du Canada. Ainsi, le Canada n'aurait plus jamais besoin d'attendre que la Chine ou les États-Unis lui envoient des biens essentiels comme de l'équipement médical, des fournitures, des médicaments ou des vaccins.

Travaux des subsides

Nous appuyons cette motion. Obtenons de l'information transparente pour les Canadiens afin qu'ils puissent savoir ce qui se passera et que nous puissions lancer le processus de vaccination le plus tôt possible.

• (1225)

M. John Barlow (Foothills, PCC): Madame la Présidente, j'aime beaucoup travailler avec le député au comité de la santé. Actuellement, le comité étudie les répercussions sur la santé mentale de la pandémie de COVID-19. Je pense que le député et moi sommes d'accord pour dire que la question des vaccins est plus pressante et plus importante, mais, puisque nous prêtons attention à ce que nous disent nos électeurs qui ont des problèmes de santé mentale et qui luttent contre la dépendance aux opioïdes, j'aimerais que le député nous dise ce qu'il pense des répercussions sur la santé mentale pour les Canadiens qui ne savent pas quand ils auront accès à des vaccins, aux tests de dépistage rapide et aux tests de dépistage maison, car le gouvernement actuel refuse de leur fournir ces informations.

Quelles en sont les répercussions sur la santé mentale, sur la crise des opioïdes et sur les Canadiens qui sont tenus dans l'ignorance d'une stratégie pour accéder aux vaccins?

M. Don Davies: Madame la Présidente, je remercie mon collègue le député de Foothills de ses brillantes et formidables interventions et contributions à l'étude de toutes les questions dont le comité de la santé est saisi.

Sa question est excellente. Comme je l'ai mentionné dans mon discours, pour gagner la confiance de la population et dissiper les craintes et les soupçons, le gouvernement doit se montrer transparent et communiquer de l'information. Je dois dire que, à part pour dire qu'ils ont accès aux meilleurs vaccins du monde et que nous n'avons qu'à leur faire confiance, les libéraux se sont montrés plutôt réticents à communiquer de l'information de base. À vrai dire, je ne comprends pas pourquoi. Ce ne sont pas des secrets d'État. Personne ne leur demande des renseignements commerciaux détaillés. Nous demandons les renseignements de base que veulent les Canadiens pour avoir l'assurance que des mesures sont prévues pour sortir de la crise et qu'ils auront accès à des vaccins sûrs et efficaces.

Lorsqu'on parle, par exemple, d'une maladie comme la dépendance, on dit souvent que la racine du mal se trouve dans les secrets. Lorsqu'on garde le secret et qu'on manque de transparence, cela peut mener à de l'anxiété, à de la suspicion et à de la fausse information. Cela ne peut pas être bon pour la population canadienne. Cela ne peut pas être bon pour la santé mentale des Canadiens. C'est pourquoi je pense que la motion des conservateurs dont nous débattons aujourd'hui propose quelque chose de très utile pour dissiper ces craintes.

• (1230)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le député vient tout juste de dire que personne ne cherche à obtenir des renseignements détaillés, mais dans son discours il a dit qu'il voulait voir les contrats.

Il faut comprendre que le gouvernement du Canada n'agit pas seul. Il y a des experts et des fonctionnaires qui font leurs recherches et qui siègent à un comité de l'immunisation pour veiller à ce que les Canadiens soient bien servis par une opération de vaccination. Le gouvernement du Canada a conclu des ententes avec sept

des meilleures entreprises. Au bout du compte, je pense que le travail des fonctionnaires et des experts, la mise en œuvre de la vaccination et la collaboration avec les provinces et les territoires seront bénéfiques pour les Canadiens.

Le député doit au moins admettre qu'il ne reviendra pas à Walmart ou à Walgreens de veiller à l'administration des doses de vaccin, mais bien aux provinces et aux territoires, comme ils le font déjà si bien? Il suffit de penser à la présente saison de grippe et aux 16 millions de doses de vaccin qui seront administrées pendant une pandémie.

Le député pourrait-il nous parler un peu du rôle que jouent les provinces et les territoires?

M. Don Davies: Monsieur le Président, je veux d'abord clarifier les choses pour le député; j'ai dit que nous ne cherchions pas à obtenir des renseignements commerciaux sensibles et détaillés concernant les contrats. Nous voulons simplement obtenir les informations de base que veulent connaître les Canadiens. Quand les vaccins seront-ils livrés? Combien de vaccins seront administrés en janvier, en février et en mars? Qui se chargera de l'inoculation? Quels seront les groupes vaccinés en priorité? En date du 3 décembre, le gouvernement fédéral n'a produit aucun document indiquant de façon concluante dans quel ordre les populations cibles seront vaccinées. C'est inacceptable que ce soit le cas en date d'aujourd'hui, alors que la campagne de vaccination devrait commencer au début du mois de janvier.

Pour ce qui est de l'autre point soulevé par le député, le Canada n'est pas un cas exceptionnel. Les États-Unis ont un gouvernement fédéral, de nombreux États et de nombreuses relations administratives complexes. L'Australie est un pays très similaire au Canada; c'est un pays de taille moyenne doté d'un gouvernement fédéral et d'États comparables aux provinces canadiennes. Ces pays produisent des vaccins. Ils font connaître les plans détaillés de leur campagne de vaccination. Ils informent leur population des détails de ces plans.

Ce que dit mon collègue, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui travaillent à tous ces plans, et je suis d'accord avec lui. Ce que nous demandons, c'est que les Canadiens puissent connaître les détails de ces plans. L'heure est venue de les communiquer.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Madame la Présidente, je voudrais mentionner en premier lieu que je vais partager mon temps de parole avec le député de Selkirk—Interlake—Eastman.

Je suis heureux de me lever aujourd'hui à la Chambre pour parler de notre motion, qui est importante, mais qui n'aurait pas été déposée si le premier ministre et le gouvernement avaient répondu aux questions des partis de l'opposition depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Travaux des subsides

Les Canadiens sont inquiets et nous le sommes aussi. Actuellement, nous sommes inquiets à cause du virus et de la pandémie, mais aussi de la façon dont ce gouvernement gère la situation. On peut donner quelques exemples de la mauvaise gestion de ce gouvernement depuis le début de la pandémie: la ministre de la Santé a permis la fermeture de notre système d'alerte de pandémie quelques mois seulement avant l'écllosion de la COVID-19; le gouvernement a envoyé en Chine des centaines de milliers de masques, de gants et de blouses qui proviennent de la réserve principale du Canada; un mois plus tard, les professionnels de la santé et les premiers répondants nous ont invités à rationner nos équipements de protection individuelle, parce qu'il en manquait pour nous.

J'ai participé au comité d'urgence de la santé qui a été créé en janvier et on y mentionnait déjà l'importance de contrôler les arrivées à la frontière. À ce moment, on nous disait qu'il n'y avait pas de problème, que tout allait bien. Il y a donc eu toutes ces questions, et on a également tergiversé en ce qui a trait au port du masque. À l'époque, la ministre de la Santé a même dit que le risque était faible. On voit que la gestion a été faite d'une façon très amateur. Il faut se le dire, tous les partis de l'opposition présentaient des arguments et des solutions dans le cadre des différents comités et ici, à la Chambre. Nous n'étions pas là pour confronter le gouvernement, mais bien pour essayer de protéger les Canadiens et d'empêcher ce virus de nuire à la santé et à l'économie canadienne, mais les propositions que nous avons faites ont souvent été rejetées du revers de la main sous prétexte que nous ne connaissions rien.

Maintenant, nous avons des questions très urgentes concernant le fameux plan, dont tout le monde parle depuis ce matin. On sait qu'on ne peut pas savoir la date précise. Dans les médias, les gens se posent des questions, mais on ne sait pas la date exacte. Toutefois, l'absence de date précise n'empêche pas de mettre en place un plan. Un plan peut être conçu et inclure des phases et un modèle qui peut être appliqué. Ce plan peut expliquer ce qui se passera à partir du premier jour, où on recevra l'autorisation de Santé Canada. Il peut expliquer comment se fera la distribution et qui recevra le vaccin en premier, à quel endroit et de quelle façon. C'est ce genre de questions simples qui méritent des réponses de la part du gouvernement.

Cette semaine, je regardais un reportage à Radio-Canada qui faisait état de la situation en Allemagne. On connaît les Allemands pour leur précision. Il suffit de penser aux voitures allemandes et à la technologie allemande. Ces gens sont très rigoureux. Leur gouvernement a justement adopté la rigueur allemande en préparant un plan. Les Allemands n'ont pas non plus la date de réception du vaccin. Ils ne le savent pas encore, mais ils savent précisément où ces vaccins seront distribués et quand. En plus, ils sont en mesure de dire que les Allemands seront vaccinés en moins de deux minutes. Ils sont précis à ce point.

D'autres pays comme la France et la Grande-Bretagne commencent à vacciner leur population et ont déjà annoncé à leurs citoyens la façon de faire. Nous ne comprenons pas pourquoi ici, chez nous, on nous dit seulement qu'on a signé le plus grand carnet de commandes de vaccins au monde. Le premier ministre a affirmé à la Chambre que les autres pays étaient jaloux et se demandaient pourquoi le Canada en avait commandé autant. Le premier ministre affirme qu'on a 10 doses de vaccin par personne. C'est une ligne de communication qui a été inventée pour essayer de s'en sortir.

L'ancienne ministre de l'Environnement a déjà été filmée dans un bar en train de dire aux gens à ses côtés que, à la Chambre des com-

munes, quand on répète toujours la même chose, les gens finissent par croire que c'est vrai, et qu'en faisant cela on s'assure d'ancrer son message dans la conscience collective. Depuis des semaines, la ministre de la Santé et le premier ministre nous disent que le Canada a le plus grand carnet de vaccins et qu'il est le meilleur au monde. C'est ce que le gouvernement essaie de mettre dans la tête de tout le monde. Dans l'armée, on appelle cela une opération psychologique.

• (1235)

Ces opérations psychologiques sont menées dans différents pays pour influencer leur population. Or on a appris dernièrement que le gouvernement voulait créer une cellule d'opérations psychologiques ici, au Canada, dans le but d'influencer les citoyens. Une chance qu'on l'a su parce que l'idée a été abandonnée. C'est grave.

Personne n'est ici pour faire des gains politiques. Nous sommes dans une pandémie mondiale. Les économies sont arrêtées. Chez nous, au Québec, les restaurants et les salles d'entraînement sont fermés. On force même les commerces à resserrer leurs règles. On demande aux gens de rester chez eux, et si la tendance se maintient, ils ne pourront même pas se voir à Noël. Il n'y a donc rien de drôle, là-dedans.

Comme je l'ai dit, nous ne sommes pas là pour faire des gains politiques. Il ne s'agit pas d'essayer de gagner le vote de telle ou telle personne aux prochaines élections. Nous voulons régler le problème. La population, nos concitoyens et nos électeurs nous demandent des réponses, quel que soit notre parti, et indirectement, les premiers ministres des provinces, qui ont le fardeau de gérer la population, nous demandent des réponses aussi. C'est le premier ministre du Québec qui s'occupe, avec son gouvernement, de mettre les règles en place, et c'est lui qui se fait taper sur la tête par des gens qui sont choqués, tannés et épuisés, ce qui est compréhensible.

Le gouvernement fédéral a donc la grande responsabilité nationale de donner la meilleure information connue. Nous avons besoin de cette information et elle doit être bonne. Si le gouvernement dit qu'il a signé l'entente sur les vaccins plus tard que prévu et qu'il les aura le 1^{er} février, on va s'organiser pour passer à travers les deux prochains mois en sachant qu'on va les avoir le 1^{er} février. C'est de l'information que le gouvernement ne veut sûrement pas donner, parce qu'il ne veut pas subir maintenant le ressac politique et se faire dire qu'il a été trop lent et qu'il a mal géré ses contrats et ses ententes. Là, on va devoir souffrir plus longtemps.

Cela me rappelle un discours que j'ai fait récemment et qui parlait de courage. À un moment donné, le premier ministre et le gouvernement doivent avoir du courage et dire les choses telles qu'elles sont. La population n'est pas idiote. Les gens veulent savoir à quoi s'attendre, afin de prendre des mesures en conséquence.

Lorsqu'on laisse la population dans l'ignorance, c'est là que se créent différentes théories, comme des théories du complot, entre autres. Cela commence quand les gens ne savent pas ce qui se passe. Cependant, on sent que la communication d'information est une chose que le gouvernement ne veut pas faire, sauf pour ce qui est de répéter, comme je le disais plus tôt, qu'il a le plus grand lot de vaccins au monde.

Travaux des subsides

À entendre le premier ministre, on pourrait vacciner quasiment 40 pays, mais la question n'est pas là. Nous sommes 38 millions de Canadiens, alors nous avons besoin de 76 millions de doses pour que tout le monde soit vacciné. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Nous voulons savoir le moment précis où nous aurons les vaccins.

Peut-être qu'on ne connaît pas la date précise, mais je suis certain qu'on en a une très bonne idée. On sait très bien que la U.S. Food and Drug Administration, ou USFDA, est sur le point de confirmer l'homologation des vaccins de Pfizer et de Moderna, et Santé Canada a déjà mentionné qu'il s'arrimait à la USFDA. On sait donc très bien que cela sera fait dans les deux prochaines semaines.

Cependant, on sait que les Américains ont signé leur contrat le 5 août et qu'ils ont donné 1,9 milliard de dollars américains à Pfizer en lui demandant de leur réserver les 100 millions de doses initiales, doses qui vont ensuite être distribuées sur le territoire américain. C'est écrit noir sur blanc dans le contrat et dans des documents officiels du gouvernement américain. De plus, ils ont demandé à Pfizer de distribuer elle-même les vaccins directement sur le territoire.

Il est donc clair que ce sont les Américains qui auront les 100 millions de doses initiales de Pfizer. C'est pour cela que nous, nous attendons en file. Lorsque nous mentionnons cela et qu'on nous dit que ce n'est pas vrai, il y a des éléments comme cela qui le confirment.

Alors, ce que je demande aujourd'hui au gouvernement, le 3 décembre, c'est de nous donner un plan clair qui nous dira ce qui va se passer après les Fêtes. Il doit nous donner une date, que ce soit vers le 15 janvier ou le 1^{er} février, par exemple, pour que les provinces puissent s'organiser en conséquence et pour que les citoyens sachent qu'ils devront attendre, malheureusement. Cela aurait pu être mieux fait, mais pour ce qui est du côté politique, on s'occupera de faire l'évaluation du gouvernement plus tard. Aujourd'hui, ce qu'il nous faut, c'est un plan pour savoir où on s'en va dès maintenant. C'est ce que les Canadiens et tout le monde attendent.

• (1240)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, depuis le premier jour, le gouvernement a axé ses efforts sur la lutte contre le coronavirus et sur les dommages qu'il cause. Le vaccin joue un rôle absolument essentiel à cet égard. C'est pourquoi, une fois de plus, le gouvernement s'efforce de fournir des renseignements précis à la population canadienne au moyen de conférences de presse et d'autres méthodes, afin qu'elle puisse avoir la certitude que le gouvernement sait ce qu'il fait et qu'il s'assurera de bien la servir.

La question que j'aimerais poser au député a été posée au leader plus tôt par un ministre.

Le titre d'un article du *Toronto Star* a attiré mon attention. Il dit: « Les antivaccins trouvent leur champignon dans un député conservateur. » Le député a fait référence à la désinformation et à la façon dont celle-ci engendre la peur. Il l'a dit dans son propre discours et a évoqué les conséquences de la désinformation.

Pourquoi le député croit-il que le Parti conservateur et le chef de l'opposition officielle, qui a eu l'occasion plus tôt dans la journée de

parler de cet article, ont gardé le silence sur l'importance d'envoyer un message cohérent concernant la nécessité de disposer de vaccins?

[Français]

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, je comprends la question de mon collègue et je peux lui répondre que, pour le Parti conservateur, la liberté d'expression est une valeur.

Si mon collègue a décidé d'appuyer une pétition, cela le regarde. Personnellement, mon travail et ma position sont clairs: je veux qu'il y ait un plan, et je veux savoir quand et comment le vaccin sera distribué au Canada.

Si mon collègue a une question sur ma position, je lui répondrai avec plaisir.

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, au printemps dernier, nous avons passé un nombre d'heures incalculable à aider les gens à être rapatriés.

Le message qu'on recevait de ces gens était généralement qu'ils ne recevaient pas d'informations, qu'ils avaient l'impression d'être abandonnés et déconsidérés, alors qu'ils étaient pourtant citoyennes et citoyens canadiens, et qu'ils voulaient seulement rentrer chez eux.

Parmi les populations à risque, il y a les Premières Nations, qui vivent souvent en territoire éloigné et difficile d'accès. Comment mon collègue croit-il que les Premières Nations se sentent, actuellement, alors qu'elles n'ont pas d'informations?

• (1245)

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Beauport—Limoilou de sa très bonne question.

En effet, le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement a mentionné que des séances d'information technique étaient données, et nous les écoutons.

Cette semaine, justement, lors de la séance d'information technique du ministère de la Santé, on nous a informés des catégories de personnes prioritaires. Par exemple, les personnes plus âgées, celles ayant certaines maladies, et les Autochtones faisaient partie de la liste.

On accorde donc la priorité à certains groupes de citoyens et on dit que 3 millions de ces personnes vont être vaccinées avant le 31 mars. Or on ne dit pas combien de millions de personnes ces groupes représentent ni quelles seront les 3 millions de personnes qui seront vaccinées.

Le gouvernement a dit que les Autochtones étaient une priorité. Cela paraît bien. Or ils ne savent pas s'ils vont avoir accès à l'une des 3 millions de doses.

Travaux des subsides

[Traduction]

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, j'ai récemment rencontré des pompiers de Port Alberni qui sont membres de l'Association internationale des pompiers. Ils craignent que la pandémie de COVID-19 bouleverse leurs interventions en cas d'incendie et d'urgence médicale, les risques d'exposition étant beaucoup plus élevés pour les pompiers que pour la population en général vu que les soins médicaux d'urgence font partie de leurs tâches. Ils pressent le gouvernement de faire en sorte que, comme ils prodiguent des soins de santé, les pompiers fassent partie du groupe prioritaire des travailleurs de la santé lorsque les premiers vaccins contre la COVID-19 seront disponibles afin qu'un nombre suffisant de pompiers restent en santé et disponibles pour protéger les Canadiens.

Cela n'a pas été le cas pendant la crise du H1N1. Malheureusement, les pompiers n'avaient pas été inclus dans le groupe des travailleurs de la santé. Ils avaient plutôt été catégorisés comme faisant partie de la population en général. Leur niveau d'anxiété est très élevé en ce moment, car ils se retrouvent devant l'inconnu. Ils veulent savoir qu'ils seront protégés.

Le député pourrait-il dire à quel point cette information est importante pour ces premiers répondants qui mettent leur vie en danger, et nous parler des répercussions que cela pourrait avoir sur les petits services d'incendie, comme celui de Port Alberni?

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): J'espère une très courte réponse de la part de l'honorable député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles.

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Cela fait partie des raisons pour lesquelles nous demandons un plan précis. Nous demandons de la précision. Comme je le mentionnais dans mon discours, ce que fait l'Allemagne, c'est de la précision. C'est ce qui manque à ce gouvernement depuis le début.

Les pompiers et les policiers ont raison d'être inquiets, parce qu'ils ne savent pas où ils s'en vont.

[Traduction]

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Madame la Présidente, c'est un plaisir de prendre la parole aujourd'hui pour parler de cette question très importante. Je tiens à remercier le chef de l'opposition d'avoir présenté cette motion aujourd'hui, alors que nous essayons d'obtenir des réponses que les Canadiens veulent désespérément entendre concernant la façon dont se fera le déploiement du vaccin contre la COVID-19. Je remercie également la ministre de la Santé de notre cabinet fantôme, la députée de Calgary Nose Hill, pour sa façon magistrale de défendre tous les Canadiens en tentant de savoir exactement quel est le plan du gouvernement en vue de la distribution du vaccin.

Dans mon discours d'aujourd'hui, je veux parler de la participation des Forces armées canadiennes à tout cela, et des raisons pour lesquelles on a fait appel à elles à la toute dernière minute. En réalité, c'est une question de santé publique qui devrait être traitée par l'Agence de la santé publique du Canada mais, en raison du manque de leadership du gouvernement libéral, nous faisons maintenant appel à l'armée à la dernière minute.

Il ne fait aucun doute que les Forces armées canadiennes sont une organisation étonnante qui compte certains des hommes et des

femmes les plus brillants du pays. Elles ont une devise, qu'elles respectent généralement: l'échec n'est pas une option. Je peux donc comprendre pourquoi il est si tentant d'avoir recours à leurs capacités expertes, leur maîtrise de la logistique, leur matériel et leur équipement, ainsi qu'à leur capacité de déplacer du personnel, des produits et toutes sortes de matériaux différents aux quatre coins du pays. Nous savons que les plus grands Canadiens travaillent pour eux, et nous les saluons avant tout pour leur service incroyable. Cependant, hélas, ils sont appelés à nettoyer le gâchis du gouvernement libéral.

Comment est-ce possible que le gouvernement ne réussisse pas à trouver le moyen de faire distribuer des vaccins dans tout le pays?

Nous devons travailler avec nos partenaires provinciaux et territoriaux pour veiller à ce que les vaccins se rendent dans les collectivités, afin que nous soyons traités et guéris, débarrassés du virus, et que nous puissions rouvrir notre économie. Au lieu d'enfermer les gens, nous devrions reprendre nos activités et retrouver nos emplois. C'est ce que les Canadiens demandent, mais ils ne voient aucun leadership de la part du premier ministre et du gouvernement libéral.

Nous avons appris dans les nouvelles de ce matin l'existence d'une directive du chef d'état-major de la Défense. L'opération que les militaires vont mener au nom de l'Agence de la santé publique du Canada et du gouvernement libéral s'appelle opération Vector.

Le document lui-même fait ressortir une grande partie des renseignements que nous avons demandés. Il montre qu'il n'y aura que trois millions de doses de vaccins au cours du premier trimestre de 2021, de sorte que seuls trois millions de Canadiens se verront administrer ce vaccin. Nous voyons d'après la planification que le gouvernement ne s'attend pas à ce que tous les Canadiens soient vaccinés avant la fin de 2021. Il faudra attendre 13 mois pour que tous les Canadiens soient vaccinés.

Nous savons que le gouvernement essaie de planifier la manière de relever les défis auxquels les Forces armées canadiennes doivent faire face, mais comment vont-elles déployer leurs troupes et leur équipement et s'assurer que nous acheminions les vaccins en temps voulu? Ils sont très délicats et doivent être conservés dans des supercongélateurs à une température de -70 degrés Celsius.

En outre, comment le gouvernement va-t-il gérer le déploiement du vaccin tout en s'occupant de l'opération Laser? Il demande aux Forces armées canadiennes de combler les besoins dans les foyers et les établissements de soins de longue durée de tout le pays. Ce sont elles qui prennent soin de nos proches et de nos aînés.

Comment le gouvernement va-t-il déployer l'opération Lentus? C'est une opération des Forces armées canadiennes à l'appui d'interventions d'urgence provinciales en cas d'incendies de forêt, d'inondations et de tempêtes de verglas. Nous ne savons jamais à l'avance s'il va y avoir un tremblement de terre ou un ouragan, mais les militaires sont souvent appelés pour aider les provinces, quand les bénévoles et les premiers répondants sont fatigués ou qu'ils ne sont plus capables de faire face à la tâche.

Travaux des subsides

Nous avons aussi un certain nombre d'obligations internationales: l'opération Impact en Irak; l'opération Unifier en Ukraine; une présence avancée renforcée en Lettonie, qui est une mission de l'OTAN; et des participations à plusieurs missions de l'OTAN dans le monde entier, notamment la force opérationnelle maritime qui maintient en permanence au moins une ou deux frégates en mer Noire, en Méditerranée et dans la Baltique. Il faut du personnel pour toutes ces missions, mais le gouvernement a décidé de leur re-filer encore plus de travail afin de camoufler toutes ses erreurs.

● (1250)

Le rapport du chef d'état-major nous indique également qu'ils ont déjà commencé la planification de l'opération, ce qui est une bonne nouvelle. Ils n'ont commencé que le 27 novembre et ils pensent être prêts à distribuer des vaccins dès la fin du mois, c'est-à-dire le 31 décembre. Il reste cependant encore beaucoup de questions auxquelles le gouvernement ne leur a pas donné de réponse, pas plus qu'il n'en a donné aux députés de l'opposition. Quand va-t-on recevoir les vaccins? Qui va les fournir? Quelles sont nos capacités logistiques? Qui va octroyer des contrats à des équipes logistiques privées qui ont l'habitude d'administrer ce genre de vaccins?

Nous sommes ici à attendre. Nous pensons que les Forces armées canadiennes nous auraient présenté un plan, mais ce plan ne peut pas être finalisé tant que les libéraux ne leur ont pas donné les réponses qu'ils attendent. Et le gouvernement refuse toujours de donner ces informations, il continue de tergiverser, et cela dure depuis le mois de mars, alors que nous étions en plein confinement. Nous étions au courant de l'existence de ce virus déjà en décembre 2019, et 12 mois plus tard, les libéraux ne peuvent toujours pas répondre aux questions essentielles qui concernent l'administration sécuritaire et rapide des vaccins aux Canadiens.

Les libéraux ne cessent de nous dire qu'ils planifient tout cela depuis des mois, en collaboration avec le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes. C'est ce que nous ont dit des fonctionnaires qui ont comparu au comité des comptes publics et au comité de la Défense nationale, il y a à peine deux semaines.

Le 19 novembre, le général Cadieu, directeur de l'état-major au sein de l'État-major interarmées stratégique, a comparu devant le comité. Je lui ai demandé si l'on avait un nom d'opération pour le déploiement des vaccins. Il m'a répondu que non, que cela se ferait dans le contexte de l'opération Laser. Deux semaines plus tard, nous apprenons que ce sera l'opération Vector, c'est-à-dire une nouvelle opération. Il ne pouvait pas le savoir parce que cette opération n'est prévue que depuis quelques jours.

Nous avons demandé si la Défense nationale avait amorcé des démarches en vue de faire l'acquisition de supercongélateurs pour faciliter la distribution. La réponse était négative. La sous-ministre Jody Thomas a dit qu'elle s'affairait à trouver une capacité de stockage, mais qu'il s'agit d'une capacité de stockage pour les Forces armées canadiennes, dont elles auront besoin lorsque viendra le temps de vacciner les militaires. Encore là, le ministère ignorait jusqu'à tout récemment qu'il devrait acheter des supercongélateurs.

Le major-général Dany Fortin est maintenant le commandant de l'opération Vector et en est le responsable au nom de l'ensemble du gouvernement. Ses états de service sont excellents. Lors de son témoignage au comité de la défense nationale, il a dit que le chef d'état-major et la sous-ministre ont donné des directives au minis-

tère de la Défense nationale et aux Forces armées canadiennes pour l'adoption de mesures robustes d'atténuation des risques, afin de protéger les forces et de les préparer à mener des opérations en appui au pays. Les militaires sont prêts, mais attendent toujours les directives. C'était le 20 novembre. Le major-général a dit que si la demande venait de la Sécurité publique et que le ministre de la Défense nationale estimait qu'il fallait les préparer, alors le chef d'état-major de la Défense préparerait ses meilleurs conseils militaires. Encore une fois, aucun conseil n'avait été fourni en date du 20 novembre.

Puis, ce matin, nous avons découvert la directive stratégique du chef d'état-major de la Défense concernant l'opération Vector, qui date du 27 novembre. Elle vient d'être publiée. Je tiens à souligner ce qu'on trouve à la page 3. Voici à quoi s'attendent les Forces armées canadiennes:

[...] les décisions nationales suivantes doivent être prises et communiquées par l'Agence de la santé publique du Canada au plus tard au début décembre 2020.

- 1) Répartition des doses des premiers lots de vaccins par province et territoire et sélection des groupes de Canadiens vivant à l'étranger;
- 2) Prestation de conseils aux provinces et aux territoires sur les populations qui devraient recevoir en priorité les premiers vaccins;
- 3) Désignation des points de distribution des premiers lots de vaccins;

On a demandé à la santé publique de fournir des services logistiques pour la distribution des vaccins là où elle le pouvait, et ce sont les Forces armées canadiennes qui combleraient les besoins grâce à leurs capacités de transport lourd.

Je le répète, les Forces armées canadiennes ont besoin de leadership. Elles ont besoin de certaines réponses pour pouvoir terminer leur plan afin d'être prêtes d'ici la fin décembre. Or, c'est le silence radio de la part du gouvernement libéral.

● (1255)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je ne suis pas d'accord avec le député. Selon ses propos mêmes, les Forces armées canadiennes font tout à fait partie du plan. Au bout du compte, nous pouvons être très fiers des fonctionnaires, des professionnels de la santé, des scientifiques et des militaires qui ont aidé les Canadiens relativement à tout ceci depuis littéralement le premier jour.

Des militaires ont été déployés dans les provinces pour faciliter la prestation de soins de santé. Les Forces armées canadiennes disposent de toutes sortes de capacités logistiques. Nous savons comment fonctionne une chaîne de commandement. Je n'ai servi dans les forces armées que pendant quelques années, mais je connais très bien leurs capacités. Je suis convaincu, tout comme les Canadiens, que les militaires s'acquitteront efficacement des tâches que nous leur demanderons d'accomplir.

Les citations du député semblent quelque peu raisonnables. Je soupçonne qu'ils obtiendront les résultats qu'ils recherchent.

M. James Bezan: Madame la Présidente, nous sommes tous fiers des Forces armées canadiennes. Comme je l'ai dit dans mon discours, il n'y a pas mieux que les Forces armées canadiennes pour accomplir ce travail. Elles n'échoueront pas à la tâche, car l'échec n'est pas une option.

Les forces armées se préparent. Elles ont toutefois besoin du soutien du gouvernement fédéral, mais cela semble échapper aux libéraux. La pandémie a commencé il y a 12 mois. Le renseignement du service médical des Forces canadiennes a été le premier à donner le signal d'alarme au sujet de la COVID-19 au Canada, mais le gouvernement ne lui fournit toujours pas toutes les informations dont il a besoin pour élaborer un plan de distribution de vaccins dans l'ensemble du pays.

Quand le député va-t-il forcer la ministre de la Santé à enfin fournir des réponses? Non seulement les Canadiens ont besoin de ces réponses et les réclament, mais elles sont aussi essentielles pour l'opération Vector des Forces armées canadiennes. Quand va-t-il le faire et obtenir enfin des réponses pour les Canadiens?

• (1300)

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Madame la Présidente, les questions et les observations du député portent à réfléchir. Je lui rappelle toutefois que c'est dans ma province, l'Alberta, que l'on compte le plus de cas actifs de COVID. Il y en a plus que dans certaines provinces beaucoup plus peuplées. À vrai dire, nous avons appris aujourd'hui que le gouvernement de la province a demandé qu'on aménage des hôpitaux de campagne dans différentes villes afin d'alléger la pression occasionnée par la COVID-19.

Le député pourrait-il nous dire ce que le gouvernement devrait faire pour que les Albertains soient protégés si les autorités provinciales ne font pas leur travail?

M. James Bezan: Madame la Présidente, les Forces armées canadiennes sont toujours prêtes à prêter main-forte aux autorités civiles, comme l'exige la Loi sur la défense nationale. Cela dit, personne n'aurait pu prévoir une pandémie de cette ampleur. Personne n'aurait pu prévoir qu'on aurait un jour besoin d'hôpitaux de campagne ou de personnel pour prendre la relève dans les centres de soins de longue durée. Les Forces armées canadiennes ont répondu à l'appel chaque fois qu'on a eu besoin d'elles, et chaque fois, elles ont agi avec grâce, honneur et compassion, y compris — je dirais même surtout — dans les centres de soins de longue durée.

Mon père habite dans un de ces établissements, et ma femme y travaille — elle est infirmière. Je sais que tous ses collègues, du simple préposé au médecin spécialisé, font des heures supplémentaires pour empêcher le virus d'y pénétrer et éviter de risquer la vie des patients. Les Forces armées canadiennes seront toujours là pour les épauler et leur venir en aide.

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Madame la Présidente, le député a fait référence au comité de la défense et à l'étude sur les répercussions de la COVID-19 sur les forces armées. Au premier jour des témoignages, avant que l'on apprenne que l'armée serait chargée du déploiement de la vaccination, quelle impression a-t-il eue des personnes qui ont témoigné? Semblaient-elles avoir une idée qu'un plan était en cours de préparation et qu'elles auraient un rôle à jouer?

M. James Bezan: Madame la Présidente, la députée siège au comité de la défense depuis presque 20 ans, et son apport a été remarquable pour s'assurer qu'en tant que parlementaires, nous prenions tous soin d'agir dans l'intérêt de nos troupes.

Dans le cadre des discussions sur la COVID-19, nous nous sommes demandé comment nous pouvons protéger nos troupes. Comment leur fournir les appuis dont elles ont besoin pour accomplir l'opération Laser dans les établissements de soins de longue du-

Travaux des subsides

rée au Québec et en Ontario, mais aussi depuis peu au Manitoba et ailleurs?

Les témoins ont affirmé que les troupes étaient prêtes à poursuivre leur mission jusqu'au bout. Ils ont parlé des éventuelles responsabilités à l'égard du processus de vaccination, mais surtout en ce qui concerne la vaccination des membres des forces armées au Canada et à l'étranger. La mission que le gouvernement leur a confiée les a totalement pris par surprise.

[Français]

M. Steven MacKinnon (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Madame la Présidente, je suis très heureux et fier de partager mon temps de parole avec mon collègue le député de Milton.

Huit mois après le début de la réponse du Canada à la COVID-19, nous ressentons tous le poids de la pandémie. C'est tout aussi vrai dans ma circonscription, Gatineau, d'où je parle aujourd'hui, que partout au Canada.

De nombreux Canadiens ont perdu un être cher et nous sommes de tout cœur avec eux. Des familles ont été séparées à la suite de restrictions strictes, mais nécessaires, et de nombreux moyens de subsistance sont en jeu.

La majorité des Canadiens collaborent pour aplatir la courbe et, même si nous ressentons la lassitude engendrée par les restrictions en vigueur, nous devons continuer de faire preuve de diligence à cet égard alors que nous affrontons la deuxième vague.

Dès le premier jour, notre gouvernement a pris rapidement des mesures pour aider les Canadiens les plus vulnérables et, en particulier, ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts et les petites entreprises qui tentent de survivre lors de cette période difficile. Nous continuons de le faire et, comme député, j'entends tous les jours des témoignages à ce sujet.

Le soutien accordé par notre gouvernement aux particuliers et aux entreprises permet aux responsables locaux de ne pas avoir à choisir entre la santé des Canadiens et l'économie. C'est un choix que personne ne devrait avoir à faire dans notre pays.

• (1305)

[Traduction]

Nous savons qu'un vaccin efficace est la seule façon de mettre fin à la pandémie. C'est pourquoi nous en avons fait une priorité absolue. Notre approche pour faire l'acquisition de vaccins est réfléchie, stratégique et exhaustive.

Je dois prendre un instant pour remercier les fonctionnaires, non seulement ceux du ministère avec lequel j'ai l'honneur de travailler, c'est-à-dire Services publics et Approvisionnement, mais aussi les fonctionnaires de toute la fonction publique qui travaillent jour et nuit pour aider le Canada et les Canadiens à traverser la pandémie — je le sais, parce que j'en représente beaucoup.

Notre objectif est d'assurer l'accès à une gamme de vaccins diversifiés afin que le Canada puisse recevoir tôt des doses de vaccins sécuritaires et efficaces. C'est précisément ce à quoi nous nous employons.

Le gouvernement a négocié des ententes avec les fabricants de sept candidats-vaccins contre la COVID-19 qui sont prometteurs. Il s'agit d'un travail complexe qui exige de la rapidité, étant donné l'énorme demande à l'échelle mondiale.

Travaux des subsides

[Français]

Je vais me permettre d'expliquer le processus que suivent les spécialistes de l'approvisionnement du gouvernement pour accomplir ce travail absolument crucial.

Le groupe de travail sur les vaccins contre la COVID-19 dirige l'obtention de vaccins au Canada. Ce groupe de travail est composé de grands experts canadiens en matière de vaccins et d'immunologie et de chefs de file de l'industrie, qui fournissent des conseils scientifiques et techniques sur les vaccins expérimentaux les plus prometteurs.

Afin de progresser le plus rapidement possible, la majorité de nos ententes avec les fournisseurs de vaccins potentiels ont d'abord été des ententes de principe. Nous avons commencé à signer ces ententes dès le mois de juillet. Cela nous a permis de garantir des doses auprès de fournisseurs de vaccins alors que nous négocions les détails en vue d'une entente d'achat définitive.

Je peux annoncer aujourd'hui que nous sommes parvenus à une entente avec six des sept fournisseurs de vaccins: Pfizer, Moderna, AstraZeneca, Janssen, Sanofi—GSK et le fleuron québécois Medicago.

Les négociations en vue d'une entente finale avec Novavax progressent bien et devraient aboutir très bientôt. Grâce à ces sept ententes, les Canadiens auront accès à au moins 194 millions de doses d'un éventuel vaccin contre la COVID-19. Ces ententes nous donnent également la possibilité d'acheter jusqu'à 220 millions de doses supplémentaires. Au bout du compte, cela signifie que nous avons la possibilité d'obtenir plus de 400 millions de doses pour les Canadiens, de même que 15 millions de doses supplémentaires par l'entremise de l'initiative mondiale COVAX.

Peu importe les affirmations de l'opposition — j'en entends des vertes et des pas mûres —, notre gouvernement a signé un nombre record d'ententes avec des producteurs de vaccin potentiel. Nous avons maintenant l'un des meilleurs carnets de commandes de vaccins au monde. Bien sûr, l'opposition voudrait aussi nous faire croire que les Canadiens seront les derniers dans le monde à recevoir des vaccins. Il n'y a rien de plus faux.

En fait, plus tôt cette semaine, Noubar Afeyan, le cofondateur et président de Moderna, qui produit l'un des vaccins les plus prometteurs, a affirmé sans équivoque que non seulement le Canada n'est pas le dernier, mais qu'il est l'un des premiers pays à commander à l'avance le vaccin de Moderna. Plus important encore, il a dit que le Canada est assuré de recevoir une partie du lot initial de doses de vaccin de cette société, sous réserve de toutes les approbations requises, bien sûr.

[Traduction]

Pour ce qui est des délais, les premières livraisons d'un certain nombre de vaccins contre la COVID-19 devraient être effectuées au cours du premier trimestre de 2021. C'est ce que nous affirmons depuis un certain temps et c'est toujours le cas. Il faut comprendre que les délais pour la livraison de chaque candidat vaccin dépend de l'échéancier et des résultats des essais cliniques menés par la société, ainsi que, bien entendu, du dépôt de documents et des approbations réglementaires.

Avant qu'un vaccin candidat puisse être reçu, livré et administré aux Canadiens, il doit d'abord être homologué par Santé Canada. Le processus d'homologation de Santé Canada est un modèle d'ex-

cellence. Encore une fois, je remercie les professionnels qui travaillent sans relâche à Santé Canada. Je me plais à croire que tous les députés conviendront que, dans tout ce que nous entreprenons, la sécurité des Canadiens doit être prioritaire.

Étant donné les nouvelles encourageantes entendues récemment, nous nous attendons à ce que les candidats-vaccins les plus avancés, comme ceux de Moderna, Pfizer et AstraZeneca, soient approuvés prochainement. Une fois approuvés, les vaccins seront livrés aussitôt que possible.

● (1310)

[Français]

La distribution et l'administration des vaccins constituent un autre défi. Sur ce plan, notre gouvernement s'efforce de faire en sorte que les articles comme les aiguilles, les seringues et les congélateurs soient disponibles et prêts à être expédiés dès que les fabricants seront prêts à envoyer les vaccins, et nous faisons des progrès considérables.

Je peux affirmer que nous avons reçu suffisamment de ces fournitures pour administrer près de 25 millions de doses de vaccin et que d'autres fournitures arriveront chaque mois. Notre gouvernement fait aussi appel à un fournisseur de services logistiques pour assurer la distribution efficace des vaccins aux Canadiens, ce qui comprend le transport et l'entreposage. Parallèlement, nous avons acheté et reçu plusieurs congélateurs pouvant fonctionner à des températures extrêmement froides pour y entreposer des vaccins.

Nous avons lancé un processus d'approvisionnement concurrentiel pour l'achat de glace sèche afin d'assurer la distribution et l'entreposage des doses dans tout le pays.

Le moment est venu pour les Canadiens de s'unir comme ils l'ont fait au début de la pandémie pour garder la courbe plate, et l'immunisation efficace contre la COVID-19 sera l'une des plus grandes réalisations de l'histoire de ce pays. Même si cela ne se fera pas du jour au lendemain, nous voyons maintenant une issue à cette pandémie. Notre gouvernement a préparé le terrain, et nous savons que ce n'est qu'en collaborant avec d'autres et en mobilisant toutes nos ressources que nous réussirons. Nous collaborons déjà avec les provinces et les territoires en vue de la distribution ultérieure de vaccins dans tout le pays et nous veillerons à ce que les Forces armées canadiennes jouent un rôle visible et important dans cette distribution.

Nous continuons d'avancer en collaborant avec d'autres qui se consacrent uniquement au bien-être des Canadiens. Tous les citoyens de ce pays peuvent être assurés que nous nous mettrons immédiatement au travail dès qu'un vaccin sera approuvé grâce à une stratégie de vaccination solide dont tous les Canadiens peuvent être et doivent être fiers.

Nous avons fait le travail nécessaire et nous serons prêts à vacciner les Canadiens de manière efficace et efficiente afin que nous puissions mettre cette pandémie derrière nous une fois pour toutes. Lorsqu'un vaccin sera prêt, le Canada le sera aussi et nous nous en sortirons ensemble.

[Traduction]

M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC): Madame la Présidente, dans Niagara Falls et dans d'autres circonscriptions semblables, la COVID a un impact sur le tourisme, et je dirais même qu'elle a un impact dévastateur. Dans ma région, 40 000 personnes travaillent dans le secteur du tourisme, dont 4 000 dans les deux casinos. Ces employés ne sont pas retournés au travail depuis mars. Le discours du gouvernement et l'absence d'un plan nuisent à ces travailleurs.

À l'heure actuelle, on nous dit que la vaccination pourrait commencer en septembre. Si c'est le cas, mettons-nous en péril la saison de tourisme 2021? Il nous faut un plan dès maintenant.

M. Steven MacKinnon: Madame la Présidente, un casino se trouve également dans ma circonscription et il est un véritable pôle d'attraction touristique et un important employeur. Bien entendu, nous sommes tous déterminés à mettre fin à la pandémie. Je ne fais pas exception à cette règle, à l'instar des centaines de milliers d'employés du gouvernement du Canada qui travaillent jour et nuit, non seulement pour acquérir ces vaccins, mais aussi pour les homologuer, les distribuer et pour faire en sorte que les provinces et les territoires soient en mesure de les administrer à la population.

Je tiens à assurer mon collègue que le gouvernement du Canada en fait une priorité absolue, non seulement pour les exploitants d'entreprises touristiques, mais aussi pour les petits entrepreneurs de partout au pays. Nous voulons nous assurer de mettre un terme à la pandémie.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

Encore une fois, il y a beaucoup de bonnes intentions dans le discours, mais peu de faits concrets par rapport à ce que les Canadiens veulent savoir: quand allons-nous être vaccinés?

J'entendais un représentant de la santé publique dire que, quand 70 % de la population sera vaccinée, on va pouvoir penser à lever les restrictions sanitaires. C'est ce que tout le monde attend.

Le premier ministre nous a dit qu'on allait finir la vaccination en septembre. Comment le premier ministre peut-il nous dire quand ce sera terminé, alors qu'il n'est pas capable de nous dire quand cela va commencer?

• (1315)

M. Steven MacKinnon: Madame la Présidente, je peux assurer à mon honorable collègue que la brume et la confusion générées autour de cette question ne le sont pas par le gouvernement. Le gouvernement fournit des réponses simples et claires.

Dans mon discours, j'ai énuméré les achats, les approvisionnements et les dispositions que prend le gouvernement du Canada pour non seulement acquérir les vaccins, mais aussi pour en faire la distribution pour une immunisation générale de la population.

Cela va prendre du temps. C'est un défi générationnel que de faire cela, selon mes estimations. Cet exercice implique l'ensemble du pays et l'ensemble des gouvernements du pays, qui agissent en toute complexité, en toute collaboration. Nous allons continuer de fonctionner ainsi.

Travaux des subsides

[Traduction]

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, le niveau d'anxiété et d'inquiétude quant au moment où le vaccin sera disponible et aux personnes qui l'obtiendront en premier atteint des sommets. Je viens de rencontrer les pompiers de la ville de Port Alberni et ils m'ont dit qu'au pire de la pandémie de H1N1, en 2009, ils ne faisaient pas partie des groupes prioritaires pour la vaccination. Les travailleurs de la santé avaient été placés devant eux sur la liste et, évidemment, ces travailleurs doivent être priorités, mais les pompiers avaient été placés dans le groupe 2, soit avec le reste de la population.

Présentement, ils travaillent en première ligne à répondre à la crise et, dans ma ville, ce sont les premiers répondants qui interviennent dans 65 % des appels d'urgence. Je veux que ces informations soient communiquées et que les pompiers soient placés dans le groupe prioritaire, car ils doivent intervenir en première ligne, surtout en réponse à la crise des opioïdes. Je veux m'assurer qu'ils feront partie du même groupe que les travailleurs de la santé et qu'on les considère comme des travailleurs essentiels de première ligne prioritaires dans le cadre de la pandémie.

M. Steven MacKinnon: Madame la Présidente, je joins ma voix à celle du député pour rendre hommage aux premiers répondants, notamment aux pompiers dans les collectivités du pays, qui, évidemment, courent d'immenses risques et nous protègent nuit et jour. Je sais que les premiers répondants se retrouveront en tête de liste partout.

Bien sûr, ce seront les autorités sanitaires qui décideront de ce qu'il faut faire à ce sujet. Je sais que, partout, les premiers répondants compteront parmi les groupes prioritaires qui doivent être vaccinés, parce que, évidemment, ils sont exposés à de multiples risques et à un grand nombre de personnes, qu'ils le veuillent ou non. Ils doivent être immunisés pour leur protection, mais aussi pour celles des autres qu'ils pourraient contaminer. Je remercie mon collègue de prendre la défense des pompiers.

M. Adam van Koevreden (secrétaire parlementaire de la ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse et du ministre du Patrimoine canadien (Sport), Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir intervenir pour parler de la réponse du gouvernement à la pandémie de la COVID-19 en ce qui concerne l'achat de vaccins sûrs et efficaces.

Tandis que l'hiver approche et que le nombre de cas de COVID-19 atteint des sommets dans la plupart des régions du pays, les Canadiens s'inquiètent de plus en plus de la façon dont leur famille et leur collectivité vont se tirer d'affaire au cours des prochains mois tout en restant en sécurité et en santé. Le gouvernement s'est efforcé de contenir la propagation de COVID-19 depuis le tout début de cette pandémie, et je suis sûr que tous les députés peuvent convenir qu'il s'agissait de notre priorité commune la plus urgente.

Services publics et Approvisionnement Canada a un rôle à jouer dans l'achat d'équipement de protection individuelle et le gouvernement veille à ce que cet équipement parvienne à nos travailleurs de la santé de première ligne et aux autres travailleurs essentiels. Cependant, la solution à long terme a été et demeure de disposer de vaccins sûrs et efficaces et de veiller à ce que tous les Canadiens y aient accès. Sous ce rapport, comme le premier ministre l'a récemment affirmé, nous voyons la lumière au bout du tunnel.

Travaux des subsides

Une grande partie de cet espoir repose sur les candidats-vaccins à l'horizon et Services publics et Approvisionnement Canada, à titre de principal acheteur du gouvernement, a mené le processus visant à garantir l'accès à ces vaccins. Aujourd'hui, nous avons la liste de commandes de vaccins la plus diversifiée au monde, avec un accès à plus de doses par personne que tout autre pays, et ce n'est pas le fruit du hasard. Il a fallu le travail acharné de fonctionnaires et des approches fondées sur la science pour nous retrouver dans cette position enviable. Le gouvernement est résolu à poursuivre ce travail aussi longtemps qu'il le faudra, jusqu'à ce que cette pandémie soit enfin derrière nous.

Au moment où le Canada a formulé son processus pour obtenir des vaccins, nous avons été guidés par le Groupe de travail sur les vaccins contre la COVID-19. Ses membres sont des experts de premier plan en matière de vaccination et d'immunologie et des chefs de file de l'industrie au Canada. Ils nous ont donné les meilleurs avis scientifiques et techniques sur les principaux candidats-vaccins, notamment sur ceux dont les essais étaient les plus avancés et, surtout, ceux qui seraient le plus sûrs et les plus efficaces pour les Canadiens.

Le gouvernement a tenu compte de ces avis et commencé à négocier avec les principaux fabricants de vaccins contre la COVID-19 au cours de l'été. Nous avons entamé sur-le-champ des négociations complexes pour garantir l'accès à des candidats-vaccins en concluant des accords avec ces fabricants. Nous avons conclu le premier accord avec Moderna en juillet, et les autres ont suivi. Grâce à la poursuite des négociations avec les fabricants, le gouvernement a conclu des accords avec sept d'entre eux: Moderna, Sanofi, GSK, Pfizer, Medicago, AstraZeneca, Johnson & Johnson et Novavax.

Au total, ces sept accords donneront au Canada l'accès à 194 millions de doses. Ces accords offrent aussi au Canada la possibilité d'acheter jusqu'à 220 millions de doses supplémentaires. En outre, nous avons accès à 15 millions de doses supplémentaires par l'entremise de l'initiative internationale COVAX. Cela signifie que nous avons la possibilité d'obtenir 429 millions de doses, ce qui nous procurera la latitude nécessaire pour prendre des décisions, quand nous saurons quels vaccins constitueront les meilleurs choix pour les Canadiens.

C'est un affront à nos valeureux fonctionnaires que de dire que nous n'avons pas travaillé assez fort ou assez vite pour nous procurer ces vaccins. Je peux assurer aux députés que les agents d'approvisionnement travaillent jour et nuit pour garantir que les Canadiens disposeront d'un vaccin le plus tôt possible. Les conservateurs sont manifestement plus préoccupés par leur propre discours que par la santé et la sécurité des Canadiens. Heureusement, nos fonctionnaires se préoccupent avant tout de la santé des Canadiens lorsqu'ils négocient des contrats avec des fournisseurs potentiels de vaccins.

Je suis sûr que les Canadiens comprennent que de tels accords sont assortis de conditions complexes en raison de la demande mondiale croissante et de l'offre limitée de ces vaccins. Cependant, contrairement à ce que de nombreux députés d'en face ont laissé entendre ces derniers jours, le Canada est loin d'être le dernier pays à recevoir les vaccins.

En réalité, le cofondateur et président du conseil de Moderna a récemment confirmé que nous sommes presque en tête de file, mais au lieu de fournir un soutien en cette période de besoins extraordinaires, les conservateurs préfèrent semer le doute et la confusion.

De ce côté-ci de la Chambre, nous croyons qu'il faut collaborer et soutenir notre fonction publique qui travaille dur au lieu de la dénigrer.

Des députés du Parti conservateur ont comparé la pandémie de COVID-19 à la grippe saisonnière à la radio. Des députés du Parti conservateur ont honteusement minimisé le nombre de décès liés à la COVID-19 en Alberta, puis tout récemment, un député du Parti conservateur a parrainé une pétition anti-vaccination, signée par 22 000 personnes qui ne croient pas aux vaccins. Répondant à des questions, le député qui a parrainé la pétition a déclaré que celle-ci soulevait de très bons points. Les habitants de ma circonscription comptent sur nos représentants élus pour obtenir des renseignements de qualité et fiables au bon moment, et non cette désinformation, cette rhétorique anti-science qu'on voit trop souvent de la part du caucus conservateur.

Comme la Chambre le sait, un vaccin efficace est la voie à suivre pour le Canada et la porte de sortie de cette pandémie pour le monde entier. Le Canada a jeté les bases du déploiement d'un vaccin d'un océan à l'autre. Nous disposons d'une liste complète, diversifiée et considérable de commandes de vaccins et nous sommes en excellente position. Bien sûr, tout candidat-vaccin doit d'abord être homologué par Santé Canada et s'être révélé sûr et efficace avant d'être administré aux Canadiens. Une fois ces homologations obtenues, nous prévoyons que les premières livraisons de vaccins contre la COVID-19 arriveront au cours du premier trimestre de 2021, ce qui, je le souligne aux députés d'en face, correspond essentiellement au même calendrier que celui de nombreux autres pays.

• (1320)

Comme le premier ministre l'a dit, dès qu'un vaccin sera prêt, le Canada sera prêt aussi. Dès la livraison de vaccins approuvés, l'Agence de la santé publique du Canada sera prête pour les distribuer aux autorités sanitaires provinciales et territoriales. Nous nous réjouissons que le major-général Dany Fortin soit chargé de diriger la logistique des opérations de vaccination et que les Canadiens seront vaccinés dans les meilleurs délais.

Cependant, il ne suffit pas de faire livrer les vaccins. Je tiens à rappeler à la Chambre que nous avons en fait un plan de distribution et d'administration. SPAC s'est employé à ce que les biens et services essentiels à l'administration des vaccins soient aussi disponibles et prêts à être utilisés dès que les fabricants seront prêts à expédier les vaccins. En fait, le gouvernement a commencé à acheter des fournitures, comme des aiguilles et des seringues, au cours de l'été dernier. Nous en avons maintenant suffisamment pour administrer près de 25 millions de doses des vaccins, et d'autres fournitures arrivent chaque mois. De plus, SPAC a collaboré avec l'Agence de la santé publique du Canada dans un appel d'offres pour obtenir des services de logistique afin de garantir que les vaccins puissent être transportés, entreposés et distribués efficacement aux Canadiens. Ces contrats devraient être en vigueur dans les jours à venir.

Nous nous employons à ce que les vaccins puissent être entreposés à la bonne température pour qu'ils gardent leur efficacité jusqu'à leur administration. Nous avons donc acheté 26 congélateurs d'une capacité de -80 degrés centigrades et 100 congélateurs pouvant fonctionner à -20 degrés centigrades, pour conserver ces vaccins. Certains ont déjà été livrés et nous allons aussi acheter d'autres congélateurs très bientôt. En outre, nous prévoyons acheter de la glace sèche en vue de la distribution et de l'entreposage de doses de vaccins dans tout le pays.

À chaque étape, nous coordonnerons nos efforts avec les provinces et les territoires pour livrer des vaccins sûrs et efficaces à tous les Canadiens. Nous ne ménagerons pas les efforts tant que nous ne pourrions pas garantir que lorsqu'un vaccin sera prêt, le Canada le sera aussi.

Je conclurai en répétant à quel point il est important que nous poursuivions nos efforts acharnés pour mettre fin à cette pandémie, tout comme nous avons demandé aux Canadiens de faire leur part pour freiner la propagation de ce coronavirus. Les Canadiens ont toujours été capables de résister à nos hivers parce qu'ils savent que le printemps approche. Le gouvernement veut s'assurer que nos concitoyens puissent garder cette détermination et cet espoir. Grâce à nos efforts de négociation et de planification et en tenant les Canadiens au courant des progrès réels que nous avons accomplis, nous nous rapprocherons de plus en plus de la fin de cette pandémie.

Je demande à tous les députés qui siègent à la Chambre de faire partie de la solution et de mettre fin à la désinformation dans l'intérêt de l'ensemble des Canadiens.

• (1325)

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, je trouve un peu fort que le député parle de désinformation alors que la motion dont nous sommes saisis pose une question tout à fait logique. Nous voulons simplement connaître le plan du gouvernement pour que les Canadiens sachent quelles mesures sont prises pour livrer les vaccins à la population lorsque ces derniers seront prêts.

Il est incroyable que le député estime nécessaire de faire de la politiaillerie en nous accusant de désinformation alors que ce sont les libéraux qui refusent de nous fournir des renseignements.

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, je parle de désinformation parce que c'est terriblement nuisible pour les Canadiens. C'est très dangereux. Pas plus tard qu'hier soir, je me suis entretenu au téléphone avec des aînés de ma circonscription. La propagande anti-vaccin qu'ils entendent et l'idée selon laquelle le nombre de décès en Alberta aurait apparemment été exagéré les inquiètent beaucoup.

La désinformation est une autre pandémie. Nous devons être très vigilants lorsque nous communiquons de l'information. Les gens comptent sur nous pour leur fournir des renseignements exacts et de qualité. Nous ne sommes pas ici pour faire de la désinformation et de la propagande politique. La propagande des conservateurs ternit l'image du Canada en ce qui concerne la gestion de la pandémie. Le Canada a géré la pandémie de façon exemplaire, et selon les médias internationaux, il offre un modèle d'excellence en matière d'approvisionnement en vaccins.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, je vais changer le ton un petit

Travaux des subsides

peu, parce que je déteste qu'on fasse de la politique avec des sujets humains. On parle de la vie des gens et de vaccins.

On entend souvent le gouvernement dire que quand le vaccin sera prêt, le Canada sera prêt. Nécessairement, cela veut dire qu'il y a un plan pour l'homologation et la distribution du vaccin. Toutefois, on n'en sait pas plus. Il est difficile de mettre le doigt sur une date en particulier, j'en conviens. Même si la motion des conservateurs est tout à fait légitime, il y a certaines questions auxquelles le gouvernement ne pourra probablement pas répondre, mais, à ce stade-ci, je pense qu'il peut minimalement répondre à certaines questions.

S'il ne le peut pas, pourquoi n'admet-il pas simplement qu'il n'a pas ces réponses?

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, je remercie la députée de son excellente question.

Je suis désolé pour la qualité de mon français. Je devrai répondre en anglais.

[Traduction]

Je partage l'impatience de la députée d'en face concernant la distribution rapide des vaccins dans les meilleurs délais. J'aimerais aussi connaître le calendrier prévu, mais si l'on veut répondre à ce type de questions, la première étape est l'homologation par Santé Canada. Les vaccins doivent être homologués par Santé Canada; c'est le processus qu'il faut respecter.

Les députés sont des politiciens. La plupart d'entre nous ne sont pas médecins. Nous ne sommes ni experts en vaccins, ni épidémiologistes ni immunologistes. Fions-nous à l'expertise de Santé Canada et des spécialistes canadiens qui ont toujours veillé à ce que nous ayons accès à d'excellents vaccins, notamment contre la grippe saisonnière. Je ne compare pas cette horrible pandémie à la grippe saisonnière parce que ce sont deux réalités distinctes, malgré ce qu'en disent les députés du Parti conservateur à la Chambre et à la radio. Je suis aussi impatient que la députée d'en face d'avoir un meilleur plan. Nous y travaillons.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, le conseiller scientifique principal de l'opération « Warp Speed », aux États-Unis, a dit ceci:

Nous entendons pouvoir envoyer les vaccins aux sites d'immunisation dans les 24 heures suivant leur approbation. Je prévois que deux jours après l'approbation, le 11 ou le 12 décembre [...] on pourrait commencer à vacciner des gens aux États-Unis, dans tous les États et dans toutes les régions où les départements de la santé des États nous auront dit de livrer le vaccin.

Ici au Canada, voici ce qu'a dit le Dr Kerry Bowman, bioéthicien à l'Université de Toronto:

Donc pour pouvoir bien se préparer, beaucoup de gens, au Canada et dans les provinces, ont besoin de dates et de chiffres. Comment peuvent-ils se préparer, sinon? [...] Il faut vraiment, vraiment établir un climat de confiance chez les Canadiens dès maintenant. [...] savoir que la vaccination aura lieu ce mois-ci où ce mois-là [quand nous recevrons le vaccin] n'est pas un détail anodin: c'est un point très pertinent. [...] Des gens mourront et d'autres continueront de voir leur vie détruite tant que [cela n'aura pas été établi].

Le député ne convient-il pas que nous devrions suivre l'exemple des États-Unis, faire un positionnement préalable du vaccin de Pfizer, dire aux Canadiens quand la vaccination aura lieu et leur fournir des détails? Ne croit-il pas qu'on peut confier ces renseignements aux Canadiens?

Travaux des subsides

• (1330)

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, j'apprécie le travail acharné de mon collègue. Nous avons participé ensemble à une table ronde hier soir et j'ai aimé cette collaboration.

Quoi qu'il en soit, entre notre réponse à la crise de la COVID-19 et celle des États-Unis, je choisirai toujours la nôtre. Je suis fier de notre réponse et de notre plan. Je suis en particulier fier de nos capacités en matière d'approvisionnement. Notre réaction et notre stratégie comptent parmi les meilleures du monde, et de loin.

Je prends note du commentaire concernant le pré-approvisionnement du vaccin Pfizer, comme l'a fait le ministre de la Santé plus tôt dans la journée. C'est une bonne recommandation, et c'est ce type de collaboration dont nous avons besoin dans cette Chambre pour servir les Canadiens.

M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC): Madame la Présidente, c'est un plaisir de pouvoir prendre la parole sur cet important sujet aujourd'hui. Je partagerai mon temps de parole avec la députée de Battlefords—Lloydminster.

Je suis content de prendre la parole après le député de Milton parce que je vais pouvoir corriger les nombreuses informations erronées dont il a parsemé son discours, qui a très probablement été écrit par un expert du Cabinet du premier ministre d'ailleurs. Il nous a expliqué que le gouvernement avait fait preuve de maestria en communiquant l'information et qu'il avait montré la voie au monde par sa réponse.

Le gouvernement s'est trompé ou a eu du retard à chaque étape du processus, et cela a entraîné de la douleur, de la souffrance et même la mort pour certains Canadiens. Les libéraux ont fermé la frontière avec des semaines de retard sur d'autres pays, comme l'Australie, qui a vu venir la pandémie et ne s'en est pas remise à des informations provenant d'autres pays, comme la Chine, mais s'est fiée à ses propres experts. C'est quelque chose que le gouvernement libéral n'a pas eu l'occasion de faire parce qu'il avait fermé le système d'alerte rapide en cas de pandémie des mois auparavant.

Le gouvernement fédéral a détruit de l'équipement de protection individuelle que nous aurions pu utiliser et il en a expédié en Chine alors que nous en avions désespérément besoin ici, nous laissant à court d'équipement. Il a donné de mauvais conseils sur les masques. Il a commencé par nous dire de ne pas porter de masque, qu'il était plus dangereux de porter un masque que de ne pas en porter. La ministre de la Santé a déclaré que la COVID-19 ne se transmettait pas d'une personne à l'autre, et que si nous voulions fermer la frontière, nous étions, en réalité, racistes.

C'était la rhétorique du gouvernement. Il n'est pas surprenant que les Canadiens n'aient pas confiance en ce que le gouvernement présente maintenant, et quand il entend le gouvernement dire « Faites-nous confiance, nous avons votre intérêt à cœur », c'est un peu difficile à croire, car chaque conseil qui a été donné au cours des 10 derniers mois a été soit erroné, soit en retard.

Le gouvernement libéral s'est trompé au sujet de la frontière. Il a été lent à la détente pour les tests rapides. Il a été, très franchement, incompétent pendant la période entre les deux vagues. Nous ne sommes pas plus avancés aujourd'hui que nous l'étions en mars, lorsque nous avons tout fermé.

M. Kevin Lamoureux: C'est une bonne chose que nous l'ayons légalisée pour vous.

M. Mark Strahl: Il va avoir son tour. Ce député saisit toujours la parole au passage, même si ce n'est que pour chahuter lorsque nous parlons de quelque chose d'aussi important.

Les libéraux veulent qu'on les félicite alors que tout ce que nous avons vu, c'est de l'incompétence et des échecs. Ces échecs, très franchement, ont de graves répercussions sur certains de nos citoyens les plus vulnérables. Il y a 12 mois, l'armée a alerté le Cabinet de cette pandémie qui se produisait en Chine. Il y a 10 mois, nous avons subi un arrêt brutal de notre économie, car nous ne savions pas grand-chose sur la COVID-19 et c'est ce que nous devions faire à ce moment-là.

Aujourd'hui, 10 mois plus tard, nous sommes toujours aux prises avec les mêmes restrictions. Ce problème est particulièrement aigu dans les établissements de soins de longue durée. C'est déchirant. C'est tragique, ce qui arrive à nos aînés dans ces établissements. Très tôt, nous avons vu l'effet dévastateur de la COVID-19 dans les établissements de soins de longue durée. Le gouvernement a essayé de réagir en enfermant les personnes âgées dans leur propre chambre pendant des mois. C'est ainsi qu'il a réagi, en emprisonnant les personnes âgées, loin de leurs proches.

Voilà pourquoi nous disons qu'il est crucial de déployer un vaccin maintenant, quand d'autres pays pairs le font. C'est parce que cela nous permettra d'avoir accès de nouveau aux membres de notre famille qui sont dans des établissements de soins de longue durée, qui ont été enfermés, qui angoissent et qui souffrent physiquement. Par-dessus le marché, on leur dit que des personnes qu'ils connaissent aux États-Unis, en Australie, au Brésil et ailleurs, que quelque 2,7 milliards de personnes dans tous ces pays auront accès à un vaccin avant nous.

En quoi cela est-il important? C'est important parce que nous n'obtiendrons pas le vaccin maintenant, nous ne l'obtiendrons que dans des mois. Beaucoup de ces personnes n'ont plus beaucoup de temps. C'est la tragique réalité. Elles sont enfermées loin de leur famille et des personnes qu'elles aiment au moment où elles en ont le plus besoin. C'est la raison pour laquelle je suis bouleversé. Ce n'est pas parce que je cherche à marquer des points politiques. C'est parce que 10 mois après le début de cette pandémie, nous ne sommes pas plus avancés. Les gens ne sont pas plus près de pouvoir aller voir leurs parents ou grands-parents qui sont enfermés.

• (1335)

Puis une épidémie se déclare dans leur établissement de soins de longue durée et peut-être qu'ils meurent seuls ou parlent à leurs proches par FaceTime au lieu de pouvoir leur tenir la main à la fin de leur vie. Voilà pourquoi chaque jour compte. Voilà pourquoi ce retard compte. Voilà pourquoi le fait de mettre tous nos œufs dans le même panier dès le départ compte. Nous arrachons des mois et du temps à des personnes à qui il n'en reste plus beaucoup. C'est inacceptable.

Les gens peuvent recevoir de l'argent. Nous avons appuyé les programmes d'aide accordés aux Canadiens qui ont perdu leur revenu, leurs possibilités d'affaires ou qui ont dû fermer leurs portes à nouveau, et pour beaucoup plus longtemps, parce qu'il n'y aura pas de vaccin viable ici au Canada après que d'autres pays l'aient obtenu. Nous ne pouvons pas donner aux gens 2 000 \$ par mois et penser que cela rachète le temps perdu. Nous ne pouvons pas mettre un prix sur le temps perdu. C'est de cela qu'il est question ici, aujourd'hui.

Travaux des subsides

Le gouvernement veut nous faire croire qu'il dispose d'une liste de commandes de vaccins diversifiée, mais il n'en a pas entre les mains maintenant, alors que d'autres pays déploient leurs vaccins. D'autres pays font preuve d'une grande ouverture quant aux dates de distribution du vaccin, à la manière dont il sera déployé, à qui il sera administré en premier et comment ils détermineront quelles personnes en ont le plus besoin. Au Canada, tout ce que le gouvernement nous dit, c'est de lui faire confiance. Il devait être le gouvernement le plus ouvert et le plus transparent de l'histoire du Canada. Il a obtenu un A pour l'annonce et un F pour la mise en œuvre.

Maintes et maintes fois, l'opposition a présenté à la Chambre des motions exigeant que le gouvernement informe les Canadiens, car il ne le fait pas. Il est difficile de croire que le gouvernement nous donne de bons renseignements lorsqu'il ne nous en donne aucun. Le gouvernement australien a publié son plan de distribution sur son site Web pour que tous ses citoyens puissent le voir. Notre gouvernement aime se comparer à Donald Trump, comme si c'était une sorte de niveau qu'il est très fier d'avoir dépassé.

Nous voulons faire mieux. Nous devrions nous tourner vers d'autres pays qui ont fait beaucoup mieux dans des situations semblables à la nôtre, qui ont réagi d'une manière qui permettra à leurs citoyens âgés vivant dans des établissements de soins de longue durée de voir leurs enfants et leurs petits-enfants, qui permettra aux familles de se réunir à nouveau et qui permettra aux personnes pieuses de se rassembler à nouveau dans la prière dans les lieux de culte, quelque chose qui est si important et qui fait partie intégrante de leur identité. Nous devrions faire tout cela, et pourtant, nous sommes à la traîne, mois après mois. De l'aveu même du gouvernement, seulement trois millions de doses seront disponibles au premier trimestre de 2021. Cela ne permettra même pas de vacciner les Canadiens qui ont plus de 70 ans, sans parler des autres Canadiens vulnérables.

Une fois de plus, nous demandons des renseignements pour que les Canadiens sachent quand ils pourront recevoir le vaccin s'ils le souhaitent. Le gouvernement devrait disposer de ces renseignements, même s'il semble les avoir rédigés au dos d'une serviette de table. Nous avons entendu dire aujourd'hui qu'il y a deux semaines, les militaires ne savaient pas qu'ils interviendraient dans ce dossier et qu'ils ont maintenant mis sur pied une force de déploiement rapide. C'est fantastique. L'armée fera toujours ce qu'elle est appelée à faire.

Toutefois, le gouvernement a tardé à agir parce qu'il a pris de mauvaises décisions au départ. Au lieu de se concentrer comme un laser sur cette question, il s'est attaché à faire parvenir de l'argent aux entreprises liées aux libéraux. Il s'est concentré sur le scandale de l'organisme UNIS et sur l'envoi d'argent à des personnes ayant des liens avec le Parti libéral. Il s'est concentré pendant tout ce temps sur les mauvaises choses et a donné aux Canadiens de mauvais renseignements.

Le gouvernement n'aime pas entendre cela et se demande pourquoi il est utile qu'on le lui rappelle. C'est utile parce que c'est ainsi que nous en sommes arrivés là. C'est pourquoi nous ne sommes pas là où certains autres pays du Commonwealth auxquels nous comparons se trouvent aujourd'hui. Nous sommes à la traîne, loin derrière. Que faire maintenant? Nous devons transmettre les renseignements aux provinces qui déploieront le vaccin lorsqu'elles sauront combien de doses elles recevront et à qui elles le donneront.

• (1340)

Pendant trop longtemps, le gouvernement a adopté la mauvaise approche. Il est temps qu'il commence à donner aux Canadiens les renseignements dont ils ont besoin pour que nous puissions reprendre en main notre vie et réunir à nouveau nos familles, ce que nous attendons depuis trop longtemps.

L'hon. Dan Vandal (ministre des Affaires du Nord, Lib.): Madame la Présidente, le député ne semble pas réaliser que c'est Santé Canada qui, en fait, homologue les vaccins. Au moment où l'on se parle, il n'y a pas de vaccin à distribuer.

Depuis le début, nous investissons des milliards de dollars pour aider les particuliers et les entreprises à composer avec cette pandémie très grave. Nous fournissons des tests de dépistage, des ressources pour la recherche des contacts et de l'équipement de protection individuelle aux provinces et aux territoires. Nous collaborons très étroitement avec Santé Canada.

Contrairement au parti d'en face, nous ne politiserons pas cette décision. Nous croyons à la science. Hier, le député d'Hastings—Lennox and Addington a même contesté les preuves scientifiques de l'efficacité des vaccins. Le parti du député croit-il à la science?

M. Mark Strahl: Madame la Présidente, évidemment que nous croyons à la science. Voilà pourquoi j'ai déploré le fait que la ministre de la Santé a dit que la COVID-19 ne se transmettait pas d'une personne à l'autre. Ne croyait-elle pas à la science? Lorsque les libéraux ont dit que la frontière devrait demeurer ouverte et que quiconque souhaitait la fermer était raciste, ils avaient tort. Ne croyaient-ils pas à la science alors?

Nous n'avons aucune leçon à recevoir du gouvernement libéral concernant le fait de croire à la science. Nous croyons qu'il est temps d'agir, et ce, en se fondant sur les données qui sont à la disposition de tous les Canadiens. Surtout, il est temps, une fois pour toutes, de faire preuve d'ouverture et de transparence envers les Canadiens.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NDP): Madame la Présidente, je constate que la motion qui est présentée aujourd'hui se limite essentiellement à demander au gouvernement de transmettre des renseignements élémentaires aux Canadiens le 16 décembre prochain. Comparons cette situation à celle du Royaume-Uni.

Le service national de la santé du Royaume-Uni a désigné 1 250 cliniques comme lieux de vaccination, où du personnel administrera le vaccin selon des quarts de travail de 12 heures, 7 jours sur 7. Il a aussi précisé que chaque clinique devrait vacciner au moins 975 personnes par semaine. Il a déjà commencé à fixer des rendez-vous, en prévoyant des périodes pour les groupes prioritaires, soit les résidents des centres de soins de longue durée, les personnes âgées de plus de 80 ans et les travailleurs sociaux et de la santé.

Je me demande si mon collègue peut nous dire ce qu'il en pense. Même si aucun vaccin n'a encore été homologué ici, quelles raisons le gouvernement peut-il avoir pour ne pas à tout le moins révéler aux Canadiens où se trouveront les lieux de vaccination, quel sera l'objectif quant au nombre de vaccins administrés par semaine et quels seront les groupes prioritaires?

Travaux des subsides

M. Mark Strahl: Madame la Présidente, je conviens que le gouvernement a la responsabilité de fournir cette information aux provinces et à tous les Canadiens afin qu'ils puissent être au courant du plan. C'est ce que les conservateurs demandent depuis des mois. Le plan du gouvernement, c'est que nous lui fassions simplement confiance parce qu'il sait ce qui est le mieux pour nous. Nous avons constaté que ce n'est pas le cas. En réalité, son bilan n'est pas très reluisant depuis mars dernier, et même avant cela.

Nous voulons voir les données, l'information ainsi qu'un plan. C'est tout ce que nous demandons, ce qui provoque une réaction viscérale chez le gouvernement. Il n'aime pas transmettre ses informations aux Canadiens parce qu'il pense avoir toujours raison.

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Madame la Présidente, en réfléchissant aux vaccins, j'ai examiné l'histoire du Canada. J'ai pensé à ce qui s'est passé dans le cas de la polio, en particulier. Le premier enfant en est mort en 1910, et nous avons obtenu le vaccin Salk en 1955, puis le vaccin Sabin en 1962. La maladie a engendré des vagues épidémiques continues, jusqu'à ce qu'elle soit endiguée dans les années 1970.

Nous pouvons tirer trois leçons de cette expérience. La première, c'est qu'il est fantastique de pouvoir produire des vaccins au Canada. La deuxième, c'est que l'adoption du vaccin a été lente et inégale; nous avons donc vraiment besoin d'un plan et nous devons lutter contre la désinformation. La troisième, c'est qu'il faut rejeter l'idée de qualifier le vaccin de solution miracle parce que, bien après que nous aurons inoculé les premières doses du vaccin aux plus vulnérables, il faudra encore appliquer des mesures de protection sanitaire accrues pendant un certain temps.

Je me demande ce que le député pense de ces trois points.

• (1345)

M. Mark Strahl: Madame la Présidente, la députée de Fredericton a soulevé d'excellents points. Ils démontrent l'importance de transmettre des renseignements véridiques et de faire confiance aux Canadiens et aux provinces pour interpréter ces renseignements et agir en conséquence. Voilà ce que nous demandons au gouvernement. La députée a raison. Le gouvernement devrait avoir la sagesse de bien écouter les Canadiens et de leur faire confiance relativement à l'information que d'autres pays fournissent à leurs citoyens.

Mme Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster, PCC): Madame la Présidente, cette année, les Canadiens ont été confrontés à bien des difficultés. Nos aînés ont été particulièrement durement touchés, et nous demandons aujourd'hui au premier ministre et à son gouvernement de les rassurer sur le fait que leur gouvernement a un plan. Nous demandons au gouvernement de faire preuve d'honnêteté et de clarté, et de démontrer qu'il possède la compétence nécessaire pour les aider à traverser cette pandémie. Les Canadiens ne méritent pas moins.

L'énoncé économique de l'automne présenté cette semaine était l'occasion rêvée de faire cela, mais les Canadiens n'y ont vu aucun plan clair concernant les vaccins, pas même un plan clair en matière de dépistage d'ici à ce qu'ils soient disponibles. En fait, le gouvernement a eu l'occasion de rassurer les Canadiens chaque fois qu'on lui a demandé s'il avait un plan, mais chaque fois, il n'a offert que des réponses évasives.

La ministre de la Santé n'a pas aimé que je lui demande si les aînés devraient attendre jusqu'en septembre 2021 pour pouvoir revoir leurs petits-enfants. Le fait est que le gouvernement n'a pas fourni

cette réponse aux Canadiens. Il n'existe actuellement aucun échéancier de vaccination des populations vulnérables.

Le gouvernement libéral ne peut pas s'attendre à ce que nous lui accordions une confiance aveugle, car il ne l'a certainement pas méritée. Il ne l'a pas méritée parce que notre ministre de la Santé a fermé notre système d'alerte quelques mois à peine avant le début de la pandémie; parce que le premier ministre a envoyé à la Chine des centaines de milliers d'équipements de protection individuelle que nous avions dans notre réserve, si bien que notre personnel soignant de première ligne a dû travailler sans ces équipements; parce que le gouvernement a refusé de fermer nos frontières, favorisant ainsi la propagation du virus; parce qu'il a changé plusieurs fois d'avis quant à l'utilisation du masque, et parce qu'il a retardé l'approbation des tests rapides. À cause de toutes ces défaillances, le gouvernement du Canada ne mérite pas la confiance des Canadiens, et il devrait comprendre pourquoi nous lui demandons maintenant un plan de déploiement des vaccins.

Les Canadiens n'ont toujours pas un accès adéquat aux tests rapides, qui sont pourtant un outil important pour atténuer la propagation de la COVID-19. Ces tests sont cruciaux si l'on veut soigner et isoler les malades. Le gouvernement a retardé l'approbation de ces tests rapides et, aujourd'hui, il se félicite d'avoir acheminé rapidement ces tests aux provinces. Ces tests sont en nombre tout à fait insuffisant pour être efficaces. L'administration de tests réguliers et massifs aurait changé la donne pour les personnes âgées, les personnes vulnérables, le personnel soignant de première ligne, les travailleurs essentiels et l'ensemble des Canadiens. Ces tests ont le potentiel de sécuriser grandement les établissements de soins de longue durée, qui ont été les plus touchés depuis le début de la pandémie.

L'Institut canadien d'information sur la santé a fait une analyse comparative, au printemps dernier, de l'impact de la COVID-19 sur les établissements de soins de longue durée dans les pays de l'OCDE. Dans ce rapport, le Canada enregistre la plus forte proportion de décès dans les établissements de soins de longue durée. Au Canada, 81 % des décès dus à la COVID-19 se sont produits dans ces établissements, alors que la moyenne des autres pays de l'OCDE n'est que de 38 %. Ces chiffres devraient nous faire honte. Nous nous devons de mieux protéger les personnes âgées qui sont dans ces établissements.

Maintenant que nous sommes au milieu d'une deuxième vague, la majorité des décès au Canada continuent de se produire dans les établissements de soins de longue durée, et les éclosions continuent de s'y multiplier. C'est une honte que nous n'ayons pas un accès adéquat aux tests rapides, car ils permettent d'isoler les cas positifs dans ces établissements et même de prévenir des éclosions. Pour réussir à le faire, il faut que les tests rapides soient facilement disponibles. Nous en sommes loin.

Les résidents des établissements de soins de longue durée, leur famille et ceux qui les soignent méritent mieux. Il faut leur venir en aide immédiatement. Le personnel de ces établissements doit avoir accès aux ressources et aux équipements de protection individuelle nécessaires pour faire leur travail. De plus, la pénurie de main-d'œuvre dans ces établissements doit faire l'objet d'un plan précis, et pas seulement d'une solution de fortune. Il nous faut aussi un plan pour permettre le rapprochement des familles, car certaines personnes âgées ont été physiquement et socialement isolées pendant des mois, elles ont été séparées de leurs proches, de leurs amis et même, dans certains cas, de leurs voisins de couloir.

Travaux des subsides

• (1350)

Hier soir, pendant le débat sur le projet de loi du gouvernement sur l'aide médicale à mourir, j'ai parlé de Nancy Russell, une femme âgée qui a apparemment choisi de demander l'aide médicale à mourir plutôt que d'endurer une autre période de confinement dans son établissement de soins. Son histoire est bouleversante. Je suis sûre que ce n'est pas la seule personne à souffrir de solitude pendant cette période de pandémie. Nous ne pouvons pas demander à nos personnes âgées et à nos personnes vulnérables de rester éternellement à l'écart des membres de leur famille. Elles ont déjà raté des anniversaires, des vacances et beaucoup d'événements importants. Il faut être conscient des ravages que cette pandémie peut avoir sur la santé mentale de nos personnes âgées, de nos populations vulnérables et, à vrai dire, de l'ensemble des Canadiens. Nos personnes âgées ont besoin d'espoir, tous les Canadiens en ont besoin.

Au début de la pandémie, le gouvernement avait parlé de restrictions et de confinement temporaires, pour essayer de gagner du temps. Aujourd'hui, plus de 11 mois après l'apparition du virus chez nous, cette réponse ne suffit plus. Nous savons que le dépistage massif est un facteur clé si nous voulons isoler les personnes contaminées, et que l'administration d'un vaccin sûr et efficace nous permettra vraiment de voir la lumière au bout du tunnel. Nous savons aussi qu'un vaccin sûr et efficace sera crucial pour la reprise économique. Il n'est donc pas déraisonnable de demander au gouvernement de nous présenter un plan, de dire aux Canadiens qui le veulent quand ils pourront recevoir un vaccin sûr et efficace, d'annoncer combien de doses chaque province recevra et de donner des détails sur les contrats qui ont été négociés.

Nous savons que d'autres pays ont présenté à leur population des plans détaillés, assortis d'échéanciers, pour l'administration des vaccins. Certains d'entre eux vont commencer à administrer des vaccins dans les semaines qui viennent, mais nous, nous n'avons toujours pas de plan précis. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont annoncé un accès massif au vaccin dès décembre et janvier. Nous sommes en décembre, et notre premier ministre nous parle de septembre prochain. Les Canadiens ont besoin qu'on leur donne des explications, ils ont besoin de savoir ce que le gouvernement va faire d'ici là. C'est la question que tout le monde se pose.

Les premiers ministres provinciaux, qui seront chargés d'administrer le vaccin, demandent des précisions. Le premier ministre Scott Moe, de ma province, la Saskatchewan, s'est dit inquiet que le Canada soit en queue de peloton pour recevoir un vaccin. Il a ajouté qu'il n'avait pas reçu de confirmation du gouvernement fédéral que les vaccins seraient répartis en fonction du nombre d'habitants, pas plus qu'il n'avait reçu de précisions sur la date à laquelle les provinces seraient approvisionnées. Ce n'est pas le seul premier ministre provincial à poser des questions.

Cette semaine, le premier ministre Doug Ford de l'Ontario a dit:

Il me faut des réponses. J'en ai demandé au gouvernement fédéral. Nous devons savoir quand nous recevons les vaccins, de quel vaccin il s'agit et dans quelles quantités. Il existe différents vaccins. Alors, en toute franchise, je dois dire que je ne suis pas plus rassuré que la semaine dernière.

Sandy Silver, premier ministre du Yukon, réclame une stratégie de distribution nationale.

Le Dr Robert Strang, médecin hygiéniste en chef de la Nouvelle-Écosse, a affirmé qu'il attend des directives fédérales sur des enjeux comme les groupes prioritaires, le transport et la logistique.

Les provinces ne peuvent pas poursuivre leur planification sans précisions de la part du gouvernement. Plus le gouvernement rechigne à fournir des détails, plus nous nous inquiétons, surtout lorsque les députés des banquettes ministérielles donnent des dates et des échéances contradictoires. Les Canadiens veulent retrouver une vie normale, ainsi que récupérer leur emploi et leur entreprise. Plus important encore, des vies humaines dépendent de la réponse du gouvernement à cette pandémie.

Nous sommes maintenant en décembre, et les vacances de Noël arrivent à grands pas. Les Canadiens n'ont pas besoin d'autres promesses creuses. Ils s'inquiètent pour leurs êtres chers et leur gagne-pain. Ils ont besoin d'une véritable approche Équipe Canada. Ils ont besoin d'échéances. Ils ont besoin d'un plan de distribution. Ils ont besoin de savoir qui aura accès en premier aux vaccins. Ils ont besoin de réponses. Enfin, ils ont besoin d'une voie claire à suivre.

C'est ce que les conservateurs demandent aujourd'hui: une voie claire à suivre. Nous demandons que le gouvernement libéral donne aux Canadiens les certitudes et les précisions qu'ils méritent de leur gouvernement, et qu'il gère cette crise de manière compétente.

• (1355)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je trouve le débat intéressant jusqu'à présent. Je ne sais pas dans quelle mesure les conservateurs sont prêts à reconnaître que les soins de santé relèvent des provinces. Lorsqu'elle critique la situation dans les établissements de soins et le taux élevé de décès dans ces établissements, la députée doit reconnaître que le gouvernement fédéral a des limites à respecter. Nous avons envoyé les forces armées et la Croix-Rouge canadienne pour s'occuper des problèmes dans les établissements de soins. Il en va de même pour la distribution. Le gouvernement fédéral s'appuie sur les données scientifiques et fait appel à des experts et aux fonctionnaires pour préparer le pays.

Je me demande si les conservateurs comprennent vraiment le rôle des gouvernements provinciaux dans ce domaine.

Mme Rosemarie Falk: Madame la Présidente, je n'ai que faire de l'explication condescendante du député d'en face. S'il m'avait bien écoutée, il saurait que les députés de ce côté-ci de la Chambre et moi comprenons parfaitement que les soins de santé et la distribution relèvent des provinces.

Les premiers ministres Scott Moe, Doug Ford, Sandy Silver ainsi que le Dr Robert Strang ne cessent, en vain, de poser des questions. Ils estiment que le gouvernement cache ses intentions et ne les tient pas informés. Le gouvernement doit faire un meilleur travail.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Madame la Présidente, tout comme la députée, je suis grandement préoccupée par les soins que reçoivent les aînés un peu partout au pays. J'accueillerais certainement d'un œil favorable des normes nationales qui assureraient à tous les aînés du pays l'accès aux soins qu'ils méritent. Selon moi, ce qui donnerait de l'espoir aux aînés, ce que la députée souhaite désespérément, c'est de savoir que la situation ne se répéterait pas s'il y avait une autre pandémie.

La députée d'en face ne convient-elle pas que le gouvernement fédéral devrait établir une société de la Couronne responsable de la fabrication de vaccins et de médicaments destinés aux Canadiens en cas de pandémies futures, lesquelles surviendront assurément?

Déclarations de députés

Mme Rosemarie Falk: Madame la Présidente, en ce moment, nous avons besoin de transparence et de reddition de comptes. Le gouvernement libéral doit se montrer transparent. La prorogation de six semaines n'aurait pas dû avoir lieu. Nous avons perdu six semaines précieuses alors qu'une deuxième vague s'annonçait.

Il faut que les libéraux prennent leurs responsabilités. Lorsque les provinces leur demandent de l'aide, ils doivent intervenir. À tout le moins, ils doivent écouter ce qu'elles ont à dire et donner aux premiers ministres provinciaux les renseignements qu'ils réclament.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Madame la Présidente, je vais me concentrer sur une partie du discours de la députée. Un rapport de l'Association canadienne pour la santé mentale publié ce matin montre que les chiffres s'envolent, nous sommes tous d'accord là-dessus dans cette enceinte. Plus de 40 % des Canadiens interrogés ont déclaré que leur santé mentale s'est détériorée depuis le mois de mars; 18 % d'entre eux ont dit avoir eu des pensées suicidaires et 13 % des parents ont déclaré qu'ils étaient préoccupés par la violence familiale. Ces chiffres sont effrayants. Cela s'explique en grande partie par le fait que les Canadiens n'ont pas de réponses aux questions importantes qu'ils se posent. Ils veulent savoir. Ils veulent de l'espoir.

Ma collègue ne pense-t-elle pas que le fait d'avoir accès aux vaccins et de connaître leurs nombres ainsi que la date où ils deviendront disponibles contribuerait au rétablissement de la santé mentale des Canadiens?

Mme Rosemarie Falk: Madame la Présidente, la santé mentale est un aspect vraiment négligé, particulièrement alors qu'on dit aux gens de rester chez eux. Je viens de parler de Nancy Russell, qui voulait mourir. Elle est morte. Elle a reçu l'aide médicale à mourir parce qu'elle ne voulait pas être seule. Elle ne voulait pas être enfermée seule dans son coin, dans l'établissement de soins de longue durée où elle résidait, sans personne à ses côtés.

Les humains sont des êtres sociables qui ont besoin d'interactions les uns avec les autres. Le gouvernement a dit que tout le monde devait être confiné pour que nous ayons du temps. Nous avions besoin de gagner du temps, et puis nous avons perdu six semaines à cause d'un scandale impliquant le gouvernement; c'est absolument inadmissible. Le gouvernement doit être transparent pour que les Canadiens se sentent moins agouissés.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Français]

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Darrell Samson (Sackville—Preston—Chezzetcook, Lib.): Madame la Présidente, pendant que nous luttons contre la pandémie, en tant que gouvernement, nous avons la responsabilité de protéger nos populations les plus vulnérables.

C'est pourquoi notre gouvernement a proposé des mesures pour soutenir nos vétérans dans l'énoncé économique de l'automne. Pendant la pandémie, le Fonds d'urgence pour les vétérans a été une source indispensable au secours de ceux qui sont à risque en raison d'une situation urgente ou inattendue. Le financement additionnel annoncé nous permettra de continuer à offrir un soutien financier pour couvrir les éléments comme la nourriture, le loyer et bien d'autres choses. De plus, l'énoncé contient des investissements ad-

ditionnels en santé, en formation de travail et dans la lutte contre l'itinérance.

On sait qu'il reste encore beaucoup à faire. C'est grâce à la contribution des vétérans que le Canada est un pays formidable. On va continuer de soutenir nos vétérans.

* * *

[Traduction]

JUDY GORDON

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Madame la Présidente, c'est avec une grande tristesse que je prends la parole à la Chambre aujourd'hui pour annoncer le décès de Judy Gordon, qui était une fille, une épouse, une mère, une grand-mère, une mairesse et une députée provinciale dévouée ainsi qu'une femme incroyablement.

Mme Gordon adorait la politique et s'est consacrée, pendant plus de 20 ans, au service de la population du centre de l'Alberta. Elle avait à cœur sa communauté et travaillait inlassablement pour améliorer la vie des gens qu'elle servait. Énumérer ses réalisations prendrait beaucoup plus que les 60 secondes qui me sont allouées. Il va sans dire qu'elles étaient nombreuses, de vaste portée et d'incidence considérable.

Comme nous tous, Mme Gordon aimait surtout les petites victoires: l'occasion de se faire la championne d'une cause et d'obtenir des résultats pour les gens qu'elle représentait. J'ai eu le privilège de travailler avec la mairesse Gordon. Elle était sévère, mais juste, et je lui serai éternellement reconnaissant de ses conseils et de son amitié.

Selon son fils, Greg, elle se souciait peu de son titre. Elle souhaitait simplement servir la population et être bien placée pour l'aider. Elle était très fière de son travail. Même si elle nous a quittés, son altruisme survit dans ses réalisations de même que dans le cœur des gens qu'elle a aidés et des membres de sa famille.

Repose en paix, Judy.

* * *

LE TABLEAU D'HONNEUR DE LONDON-CENTRE-NORD

M. Peter Fragiskatos (London-Centre-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole à la Chambre aujourd'hui pour reconnaître les lauréats du 4^e tableau d'honneur annuel de London-Centre-Nord. Cette initiative met en lumière les personnes qui nous amènent à bâtir une collectivité forte, solidaire et inclusive.

Nous avons reçu un nombre impressionnant de candidatures d'un large éventail de personnes que notre comité de sélection bénévole a examiné minutieusement. Bon nombre des personnes honorées sont venues en aide à des citoyens de London durant la pandémie de COVID-19.

Nous félicitons les personnes suivantes qui composent le tableau extraordinaire de cette année: le major Jay Hancock, Charles Knott et Emily Jackson, Bev Zaifman, le lieutenant-colonel à la retraite John William Pattison Cook, Cheryl Miller, Susan Toth, Troy Leishman, le Dr Adam Dukelow, Maissae El-Sayegh, Leroy Hibbert, le père Michael Bechard, Ken Sewchand et Nazih Elmasri, Mario Circelli, l'agent Evan Harrison, Karen Perkin, Dan Flaherty et Yola Ventresca.

Je les félicite tous encore une fois. Ils sont un exemple remarquable de ce que les citoyens de London peuvent faire.

* * *

[Français]

SAINT-EUSTACHE

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Monsieur le Président, l'année 2020 souligne le 175^e anniversaire de la ville de Saint-Eustache, que je représente fièrement à la Chambre.

Les premiers colons arrivent en 1739, et c'est en 1768 que la paroisse de Saint-Eustache est officiellement constituée. La municipalité est le théâtre de combats majeurs, soit les rébellions des patriotes de 1837 et 1838. Le village est alors partiellement détruit par la bataille menée par Jean-Olivier Chénier face aux troupes britanniques le 14 décembre 1837. Les traces de cette bataille sont d'ailleurs encore visibles sur la façade de l'église de Saint-Eustache où plusieurs patriotes s'étaient réfugiés pour y mourir. Nous ne les oublierons jamais.

Aujourd'hui, ce sont plus de 45 000 personnes qui habitent cette magnifique ville riche en architecture, en histoire et en culture. J'invite fortement mes collègues à venir la visiter.

Joyeux 175^e anniversaire, très chère Saint-Eustache.

* * *

• (1405)

[Traduction]

LA SOLIDARITÉ DANS ETOBICOKE-NORD

L'hon. Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie toutes les personnes extraordinaires d'Etobicoke qui travaillent dans les domaines de la santé ou des services essentiels, ainsi que toutes celles qui contribuent à freiner la propagation de la COVID-19. Je remercie le personnel du centre de santé William Osler et du centre de santé communautaire de Rexdale pour leur travail qui change et qui sauve des vies. Je remercie également le centre communautaire de Rexdale, le refuge pour femmes Ernestine, l'organisation Youth Without Shelter, ainsi que les églises, les gurdwaras, les mandirs, les mosquées et les nombreux organismes communautaires pour l'aide qu'ils procurent durant cette période difficile. Nous formons une communauté charitable et bienveillante. Les voisins s'entraident, se remontent le moral et n'hésitent pas à offrir de leur temps, à mettre à contribution leurs compétences ou à faire du bénévolat.

Je souhaite à tous de joyeuses Fêtes, un très joyeux Noël, une joyeuse Hanouka et un joyeux Kwanzaa. Soyons reconnaissants de tout ce qui nous unit. Je souhaite à tous beaucoup d'amour, ainsi qu'une nouvelle année plus joyeuse, plus heureuse, plus saine et plus prospère.

* * *

LES PERSONNES HANDICAPÉES

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, le 3 décembre marque la Journée internationale des personnes handicapées.

Les Canadiens handicapés savent que plus de sept ans se sont écoulés depuis que j'ai présenté le projet de loi d'initiative parlementaire C-462, qui limite les frais imposés par les promoteurs du crédit d'impôt pour personnes handicapées.

Déclarations de députés

Les Canadiens handicapés ne devraient pas avoir à payer des frais énormes à un tiers pour participer à un programme du gouvernement fédéral, et je suis fier de dire que les députés conservateurs fournissent gratuitement ce service. Les frais réclamés peuvent représenter jusqu'à 40 % du crédit d'impôt.

Les libéraux ont refusé d'adopter mon projet de loi visant à protéger les personnes handicapées. En fait, lorsqu'il était dans l'opposition et conférencier pour l'organisme UNIS, le premier ministre a appuyé mon projet de loi, comme l'ont fait tous les députés.

En cette Journée internationale des personnes handicapées, rappelons-nous qu'il nous incombe de mieux comprendre les problèmes auxquels sont confrontées les personnes handicapées.

Je demande au gouvernement de donner force de loi au projet de loi C-462 et de mettre en pratique les vertus dont il fait étalage.

* * *

LE TRAIN DES FÊTES DU CANADIEN PACIFIQUE

M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.): Monsieur le Président, depuis plus de 20 ans, des collectivités de partout au Canada et aux États-Unis saluent le passage du Train des Fêtes du Canadien Pacifique. La locomotive et tous les wagons de ce train d'une longueur de 1 000 pieds sont ornés de lumières et de symboles des Fêtes.

Le train sillonne les deux pays, propageant l'esprit des Fêtes et soutenant les banques alimentaires locales. À chaque arrêt, les gens admirent le train et assistent à des spectacles de musique donnés sur un wagon spécialement conçu pour accueillir une scène. Ils apportent de la nourriture et des dons en argent, et la société ferroviaire remet un chèque important à une banque alimentaire locale. Au fil des ans, elle a recueilli près de 18 millions de dollars et 4,8 millions de livres de nourriture.

Keith Creel, le président et chef de la direction de la société, a promis que la tradition se poursuivra en mode virtuel cette année. Le concert du train des Fêtes aura lieu en ligne le 12 décembre prochain. Le Canadien Pacifique versera 1,24 million de dollars à 201 banques alimentaires dans les collectivités qui se trouvent habituellement sur le trajet du train. Dès qu'il sera sécuritaire de le faire, le train se remettra en branle.

Hamilton a fièrement accueilli le train avec d'énormes foules, et tant de familles dans le besoin ont ainsi pu passer un plus beau Noël. Nous remercions le Canadien Pacifique.

* * *

UN ACTE DE BRAVOURE ET D'HÉROÏSME

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite souligner un acte de bravoure et d'héroïsme qui s'est produit à l'usine d'embouteillage de Coca-Cola de ma circonscription, Humber River—Black Creek.

Lorsqu'un employé a été victime d'une crise cardiaque aiguë qui l'a rendu inconscient et incapable de respirer, quatre de ses collègues sont courageusement venus à sa rescousse. Ils ont agi sans hésiter, ont pratiqué les manœuvres de réanimation cardiorespiratoire et ont réussi à stabiliser l'état de leur coéquipier avant que les premiers répondants arrivent sur les lieux. Sans les gestes courageux posés par ces employés, cet homme ne serait pas en vie aujourd'hui.

Déclarations de députés

Je salue Ernest Ashwood, David Murray, Inhuoma Onuoha et Shirlene Peddie pour leur courage et je les remercie de leur héroïsme.

La Chambre, les citoyens de Humber River—Black Creek et moi-même les remercions de leur courage et d'avoir posé les gestes qui ont permis de sauver une vie. Ils sont de véritables héros. Je transmets mes meilleurs vœux à la famille du patient et je prierai pour son prompt rétablissement.

* * *

LA PETITE ENTREPRISE

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Monsieur le Président, les petites entreprises sont l'épine dorsale de l'économie. C'est grâce à elles si, dans les bons comme dans les mauvais moments, les gens peuvent se procurer les biens et les services dont ils ont besoin.

J'ai organisé dernièrement une table ronde avec des chefs d'entreprises de partout dans North Okanagan—Shuswap, et ils ont insisté sur le fait que le gouvernement leur avait fait faux bond et leur avait nu considérablement. L'une des participantes nous a raconté que, même après plus de trois heures au téléphone avec l'Agence du revenu du Canada, elle n'a toujours pas pu s'inscrire au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes — et elle n'est pas la seule dans sa situation.

Les petits entrepreneurs n'ont pas besoin de messages enregistrés où on leur demande de patienter ni d'une dette sans cesse plus élevée. Ils ont besoin de programmes dont ils peuvent se prévaloir pour vrai. On sait que les grandes entreprises ont toujours l'oreille du gouvernement, mais il serait peut-être temps que M. et Mme Tout-le-Monde aussi puissent se faire entendre.

Nous pouvons donner un coup de pouce aux petites entreprises du pays en favorisant l'achat local, et toute l'année, pas seulement en cette période marquée par la générosité. J'espère que c'est ce que feront l'ensemble des Canadiens et qu'ils choisiront d'encourager les petites entreprises de leur région dans les semaines à venir et le reste de l'année.

* * *

● (1410)

[Français]

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

L'hon. Ginette Petitpas Taylor (Moncton—Riverview—Dieppe, Lib.): Monsieur le Président, ce dimanche marquera le 31^e anniversaire des événements tragiques qui sont survenus à l'École polytechnique de Montréal.

Même si les événements de ce jour ont sonné le réveil au Canada, la violence faite aux femmes demeure un défi qui nous échappe. Le travail de sensibilisation doit absolument continuer chaque jour et le soutien de nos alliés est toujours aussi précieux dans cette lutte.

Chez nous, à Moncton—Riverview—Dieppe, comme partout au Canada d'ailleurs, et ce, malgré les circonstances difficiles de cette pandémie, plusieurs organismes continuent de servir de bouée de sauvetage et de porte de sortie pour tellement de femmes qui cherchent à fuir le cauchemar de la violence au quotidien. Je salue le travail important de ces organismes, car, en tant qu'ancienne travailleuse sociale et intervenante auprès des victimes de violence, je

reconnais l'énormité de leurs sacrifices, ainsi que le salut éternel qu'ils apportent à ces femmes.

* * *

[Traduction]

LA PETITE ENTREPRISE

M. Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC): Monsieur le Président, on entend par « petites entreprises » les entreprises qui ont moins de 100 employés. Les petites entreprises comptent pour 98 % des entreprises de tout le pays. Je le répète: 98 % de toutes les entreprises canadiennes sont des petites entreprises.

Les petites entreprises ont contribué à la majeure partie — soit 57 % — de la croissance nette de l'emploi dans le secteur privé. Elles emploient 70 % de la main-d'œuvre totale du secteur privé au Canada. Il s'agit de statistiques impressionnantes qui témoignent de leur immense contribution à notre pays.

Il ne fait aucun doute que les petites entreprises sont le cœur et le moteur de notre économie. J'espère que les gouvernements de tout le pays se souviendront de ces statistiques lorsqu'ils prendront des décisions stratégiques qui auront une incidence sur les petites entreprises, surtout en ce temps de pandémie. Il faut les aider à passer au travers de cette pandémie au lieu de les fermer alors que les grandes chaînes multimilliardaires demeurent ouvertes. Au bout du compte, le succès des petites entreprises est vital à la prospérité du Canada.

C'est une question d'équité.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉES

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de souligner la Journée internationale des personnes handicapées.

Malheureusement, nous vivons encore dans une société qui peut être parsemée de contraintes au quotidien. Aujourd'hui, comme tous les jours, nous nous devons d'être sensibles à la réalité des personnes handicapées et d'améliorer nos infrastructures pour répondre à leurs besoins.

J'aimerais prendre un moment pour souligner le travail de tous les organismes qui viennent en aide aux personnes ayant un handicap. Je remercie l'Association des personnes handicapées de Portneuf, qui offre des services aux personnes ayant un handicap ainsi qu'à leurs familles. Son aide est inestimable.

Je me dois également de saluer la persévérance de William Alain, un jeune homme de Portneuf—Jacques-Cartier. William a eu un accident en 2015 et est désormais tétraplégique. Malgré ses limitations physiques, il a toujours poursuivi sa passion, la chasse. J'ai une bonne nouvelle: William a abattu son premier chevreuil. William, comme bien d'autres, a réalisé un de ses rêves. Continuez de croire en vous et je peux vous assurer que nous serons toujours là pour vous.

[Traduction]

LA FISCALITÉ

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Monsieur le Président, la pandémie a très durement frappé de nombreux Canadiens, mais certains se sont plutôt bien débrouillés.

Je souligne que depuis le début de la pandémie, les banques alimentaires de Winnipeg ont enregistré une augmentation de 30 % de la demande mais que Galen Weston de Loblaws a vu sa richesse personnelle augmenter de 1,6 milliard de dollars. En quoi cela est-il pertinent? C'est important parce que nous devons faire en sorte que la reprise au Canada aide tout le monde. Cela signifie qu'il faut investir dans la santé, le logement et l'économie verte. Les travailleurs canadiens ne devraient pas être les seuls à payer la note pour cela, alors que les milliardaires et les grandes entreprises, qui ont enregistré des profits record pendant la pandémie, s'en tirent à bon compte.

Nous avons déjà vu que certains gouvernements, comme le gouvernement conservateur du Manitoba, s'empressent d'utiliser la pandémie comme excuse pour supprimer des services importants, comme la clinique communautaire de fertilité de Transcona et le centre d'oncologie de l'hôpital Concordia. Il est possible de mettre un terme à ces compressions en instaurant un impôt sur la fortune pour les millionnaires, en fermant l'accès aux paradis fiscaux et en imposant les bénéfices supplémentaires qu'ont engrangés certaines grandes entreprises pendant la pandémie. C'est ainsi que nous aidons les travailleurs canadiens à retrouver une vie normale, au lieu d'aider les mieux nantis à protéger leur fortune.

* * *

• (1415)

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, le 12 décembre prochain marquera le cinquième anniversaire de l'Accord de Paris, un accord historique pour lutter contre les changements climatiques.

J'y étais, en 2015. Il y avait beaucoup d'espoir, mais il y avait aussi de la prudence. Le Canada disait qu'il était de retour dans la lutte et les pays s'engageaient à ce que le réchauffement ne dépasse pas 2 degrés Celsius, visant même 1,5 degré. Or, on sait aujourd'hui que les engagements de cette époque pourtant pas si lointaine et la transition qu'on entrevoyait ne seront pas suffisants.

Les pays doivent revoir leurs engagements. La crise sanitaire actuelle ne doit pas détourner notre attention de cette question majeure qu'est l'environnement. Elle doit plutôt même être un tremplin vers des solutions plus robustes, car les petits pas ne suffiront pas. Des solutions existent, mais il faut faire un grand bond en avant, ce que Naomi Klein appelle le *Leap*. Le Canada, ce pays pétrolier, est-il prêt à faire ce bond?

* * *

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, chaque année, à l'approche des Fêtes, un événement tragique nous revient en mémoire.

Le 6 décembre 1989, 14 jeunes filles ont été froidement abattues pour une seule raison: parce qu'elles étaient des femmes. Ce sont

Questions orales

14 jeunes filles brillantes, avec toute la vie devant elles, qui allaient connaître une fin tragique ce jour-là: Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Barbara Klucznik-Widajewicz, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault, Annie Turcotte.

Nous avons le devoir de nous rappeler ces noms, pas seulement aujourd'hui, mais tous les jours. Chaque fois qu'un propos haineux est exprimé, qu'un geste violent est fait envers une femme, nous devons nous souvenir d'elles et le dénoncer, pour que ce genre de tragédie ne se produise plus jamais.

C'est notre devoir à tous.

* * *

[Traduction]

YORK-CENTRE

Mme Ya'ara Saks (York-Centre, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de me joindre à la Chambre à titre de députée de York-Centre.

Surtout en période de pandémie, je n'y serais pas parvenue sans le soutien des incroyables bénévoles de la communauté qui se sont mobilisés malgré les circonstances. En échange de leur dur labeur, et de la détermination qu'ils ont montrée, je m'engage à servir la communauté diversifiée de York-Centre.

Ma circonscription regroupe une grande communauté de personnes âgées actives, et elle abrite de nombreuses petites entreprises qui ont toutes été durement touchées durant la pandémie. Lorsque j'ai appelé des citoyens et frappé aux portes, le message était clair: les gens ont besoin de notre soutien. Je travaillerai toujours aux côtés du gouvernement pour m'assurer de son soutien.

La pandémie a fait ressortir notre capacité à nous entraider. Qu'il s'agisse d'organismes comme le programme communautaire de partage de nourriture de la fédération UJA, qui soutient les plus vulnérables, ou la Fondation Rhema, qui donne aux personnes âgées et aux nouveaux arrivants les moyens de s'adapter aux réalités d'aujourd'hui, voilà la force de nos communautés.

Je remercie les habitants de York-Centre. En tant que voisine et membre de cette communauté, je suis honorée d'être leur députée.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA SANTÉ

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, une fuite de documents militaires révèle que seul un petit nombre de Canadiens seront vaccinés d'ici mars. Il n'est pas étonnant que le premier ministre cache cette information, car 100 millions d'Américains seront vaccinés au cours de la même période. La décision du gouvernement de cacher des informations accroît l'incertitude et le stress des familles.

Ma question est simple: combien de Canadiens le gouvernement prévoit-il faire vacciner d'ici à la fin du mois de mars?

Questions orales

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens peuvent avoir l'assurance que le Canada a très rapidement commandé le plus large éventail de vaccins au monde, et le plus grand nombre de doses par habitant. Quatre des fabricants ont soumis leur vaccin à Santé Canada aux fins d'homologation. Nous les examinons le plus rapidement possible au moyen d'une approche continue. Les Canadiens peuvent être certains que tout vaccin dont l'utilisation sera approuvée au Canada sera sûr.

• (1420)

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la députée dit que le Canada a agi « très rapidement ». Aux États-Unis, l'opération porte le nom de « Warp Speed ». Les États-Unis ont été ultrarapides; au mieux, le Canada a agi de manière impulsive.

Plus tôt cette semaine, la ministre de la Santé a déclaré à plusieurs reprises que les provinces sont en mesure de gérer les vaccins. Le rapport militaire a indiqué que les provinces et les communautés autochtones ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour les vaccins.

Les premiers ministres et les dirigeants des Premières Nations ont demandé au gouvernement de leur fournir un plan afin qu'ils puissent se préparer. Pourquoi le gouvernement attend-il à la toute dernière minute pour fournir un plan aux provinces et aux Premières Nations du pays?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, depuis des mois maintenant, nous travaillons main dans la main avec les provinces et les territoires pour préparer l'opération de vaccination des Canadiens. Comme le député d'en face le sait, deux des sept vaccins qui seront potentiellement disponibles au Canada nécessitent beaucoup de soutien logistique. Nous sommes très reconnaissants aux militaires de nous le fournir.

Contrairement à ce que le député d'en face a dit dans sa conférence de presse ce matin, l'armée n'est pas un accessoire. Elle fait vraiment partie intégrante des opérations de distribution des vaccins dans les provinces et territoires en s'assurant, par des essais, que les provinces et territoires sont prêts à les recevoir.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, elle n'en fait partie intégrante que depuis six jours. Les Forces armées indiquent, dans leurs propres documents, qu'elles n'ont pas l'information que nous demandons, et que les États-Unis et la France pourraient avoir terminé la vaccination six mois avant le Canada.

Le premier ministre n'a cessé de répéter que l'important ce n'est pas quand les choses commencent, mais quand elles finissent. Or, il est maintenant clair que les Canadiens vont subir six autres mois de confinement, ou d'isolement pour les aînés, autrement dit, six interminables mois avant de retrouver une vie normale.

Le gouvernement comprend-il que sans plan de vaccination, il n'y a pas de plan économique?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, c'est le gouvernement actuel qui a compris que la santé et l'économie sont étroitement liées. Voilà pourquoi nous avons déployé tant d'efforts pour aider les citoyens, les entreprises et les communautés depuis le début de la pandémie, afin qu'ils prennent les bonnes décisions pour se protéger mutuellement, protégeant ainsi leurs communautés et l'économie. Voilà aussi pourquoi nous avons travaillé avec autant d'énergie pour garantir que nous ayons l'éventail de vaccins le plus large possible, qui laisse une marge de

manœuvre si l'un des vaccins n'est pas efficace ou si un autre est plus approprié pour certaines populations.

Nous sommes fiers du travail que nous avons accompli. Les Canadiens peuvent avoir confiance: ils sont en bonne posture pour recevoir un vaccin.

[Français]

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre nous a promis l'arrivée des vaccins sans date précise. La ministre de la Santé nous donne aussi des dates probables. L'arrivée des vaccins est une incertitude, car nous ne savons pas quand ils vont arriver, comment ils seront distribués et qui aura la priorité.

Quand le premier ministre va-t-il décider de dire la vérité aux Canadiens pour les rassurer?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je ne sais pas si le député d'en face a eu l'occasion de regarder l'exposé technique qui a été présenté aujourd'hui à tous les Canadiens. Nous avons fourni encore plus de détails sur la planification et la préparation en cours avec les provinces et les territoires pour distribuer les vaccins lorsqu'ils seront homologués. Du côté de Santé Canada, la Dre Sharma, chef de notre organisme de réglementation, a dit que le ministère sera bien placé pour rendre sa décision dans environ huit à 10 jours. Ce sont tous des signes prometteurs que les vaccins arrivent.

Je remercie tous les Canadiens de leur optimisme et de leur courage en cette période difficile.

* * *

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, nous avons deux langues nationales qui sont le fondement de la dualité linguistique de notre pays.

La place du français est en recul. C'est un cri d'alarme pour le Québec et pour les minorités francophones partout au pays.

On veut avoir une réponse claire sur la modernisation de la Loi sur les langues officielles et sur l'application de la loi 101 aux entreprises fédérales.

Quand le premier ministre va-t-il protéger la langue française?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, d'abord, je tiens à dire au chef de l'opposition que nous avons deux langues « officielles ». J'aimerais clarifier la position selon laquelle nous allons évidemment protéger la langue française. Cela fait partie de nos priorités. Cependant, ce ne sont pas que des paroles, ce sont des actes.

Qu'avons-nous fait depuis cinq ans pour faire en sorte de protéger la langue française et nos deux langues officielles?

Nous avons investi 500 millions de dollars de plus dans nos organisations d'un bout à l'autre du Canada. Nous avons sauvé Radio-Canada. Nous avons doublé la contribution au Conseil des arts du Canada. Nous avons même fait en sorte de nommer des juges bilingues à la Cour suprême, ce que le gouvernement Harper a toujours refusé de...

Questions orales

● (1425)

Le Président: L'honorable député de La Prairie a la parole.

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, l'Assemblée nationale du Québec est unanime, le gouvernement du Québec le demande et je pense que la majorité des députés de la Chambre est d'accord: il faut que la Charte de la langue française s'applique aux entreprises de compétence fédérale au Québec. Aujourd'hui, la société civile a prêté sa voix à ce consensus.

Qu'est-ce que le gouvernement ne comprend pas? Tout le monde est d'accord. Tout le monde comprend cela. Qu'est-ce que cela va leur prendre pour se réveiller?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, il va de soi que l'on doit protéger la langue française au Québec et partout au pays. Il va aussi de soi que l'on reconnaît aussi le legs de la loi 101. D'ailleurs, en tant que députée d'Ahuntsic-Cartierville, j'ai l'occasion de le voir tous les jours lorsque je parle à des enfants qui viennent de partout au monde et qui sont dans nos écoles primaires et secondaires.

Cela dit, nous sommes en discussion avec le gouvernement du Québec et, encore récemment, j'ai discuté avec mon homologue, Simon Jolin-Barrette...

[Traduction]

M. Kenny Chiu: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je vous demanderais de rappeler à la députée que lorsqu'elle parle en français, elle doit utiliser le canal français pour éviter que l'interprétation soit superposée sur son discours. C'est très difficile d'entendre l'interprète.

[Français]

Le Président: Je rappelle aux députés qu'ils doivent parler dans la langue qu'ils ont choisie dans le système.

L'honorable ministre a la parole.

L'hon. Mélanie Joly: Monsieur le Président, comme je le disais, nous sommes là pour protéger le fait français au Québec et partout au pays. Nous sommes en discussion avec le gouvernement du Québec et nous attendons de voir son projet de loi sur la réforme de la Charte de la langue française.

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, il n'y a toujours pas de réponse, pas d'action, pas de gestes concrets.

Les maires de Québec, de Gatineau, de Lévis et de Laval, les mairesses de Montréal et de Longueuil, des dirigeants de syndicats, l'Union des artistes, les producteurs agricoles, des députés, d'ex-ministres: tout le monde le demande. C'est un front uni, pour reprendre l'expression du *Journal de Montréal*. À ce stade-ci, dire non, c'est dire non au Québec entier.

Est-ce que le gouvernement va finalement arrêter de nuire au français et va appliquer la loi 101 aux entreprises de compétence fédérale?

C'est simple, c'est ça qu'on demande.

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes un allié des francophones, et depuis le début de notre mandat, nous l'avons démontré.

Nous l'avons démontré par des gestes concrets, au-delà des paroles de mes collègues de l'opposition. Nous l'avons fait, que ce soit

en sauvant Radio-Canada des compressions budgétaires, une institution clé pour la langue française au Québec et partout au pays, en doublant le budget du Conseil des arts du Canada pour aider les artistes à produire et à propager notre langue française, ou bien en faisant en sorte de sauver le Collège militaire royal de Saint-Jean en offrant de la formation à nos militaires en français.

Nous allons continuer d'être là, aux côtés des francophones.

* * *

LA SANTÉ

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, la Dre Tam a dit qu'on devait raffiner la liste des populations prioritaires qui vont recevoir le vaccin contre la COVID-19. Elle a dit cela parce que le gouvernement libéral a manqué son coup. C'est clair que nous n'avons pas suffisamment de vaccins pour couvrir une de nos populations les plus frappées: les personnes âgées de plus de 70 ans.

Est-ce que le premier ministre va admettre qu'il a manqué son travail? Pourquoi ne protège-t-il pas les populations les plus vulnérables?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, c'est tout le contraire, comme je l'ai souvent répété à la Chambre. Nous avons procédé vigoureusement à l'achat de vaccins. Notre liste de commandes, la meilleure au monde, contient sept des candidats-vaccins les plus prometteurs. Nous aurons plus de doses par habitant que tout autre pays.

Le député a mentionné l'établissement des priorités. Ce travail a été fait à l'échelon national, et les provinces et territoires continueront de préciser leurs propres priorités. Nous avons confiance que, lorsque l'utilisation d'un vaccin aura été approuvée au Canada, nous serons en mesure de le distribuer.

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens se sentiraient davantage en confiance si le gouvernement acceptait la réalité.

La Dre Tam a affirmé devoir préciser la liste prioritaire des personnes qui recevront le vaccin contre la COVID-19. La raison de sa déclaration est très claire: c'est que nous n'avons pas assez de vaccins pour vacciner toutes les personnes qui en ont le plus besoin. Nous n'en aurons sûrement pas assez pendant la première ronde pour vacciner tous les aînés de plus de 70 ans. Le premier ministre reconnaîtra-t-il qu'il a failli à la tâche et qu'il n'y aura pas assez de vaccins, pendant la première ronde, pour les personnes qui en ont le plus besoin?

● (1430)

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, la réalité est tout autre. Je l'ai dit et je le répète: nous avons procédé très vigoureusement à l'achat de vaccins. Le Canada est d'ailleurs reconnu, dans le monde entier, comme le pays qui prévoit avoir le plus de doses par habitant.

Comme le sait le député d'en face, nous travaillons avec des partenaires provinciaux et territoriaux afin que la vaccination freine la propagation du virus et sauve des vies. C'est ce qui est en train de se concrétiser grâce à la planification et grâce à des exercices pratiques. Hier, les provinces et les territoires ont participé à un exercice pratique. Quand un vaccin sera approuvé au Canada, nous serons prêts à agir.

Questions orales

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, le 19 novembre, au comité des comptes publics, des fonctionnaires ont nié l'existence d'une opération nommée de distribution des vaccins contre la COVID. Ils ont dit au comité que les forces armées n'avaient pas du tout été chargées de distribuer les vaccins.

Or, des documents ayant fait l'objet d'une fuite montrent maintenant que, le 27 novembre, le gouvernement a finalement chargé les militaires canadiens de s'occuper de la distribution dans le cadre de l'opération Vector.

Pourquoi le gouvernement a-t-il attendu à la dernière minute avant de demander à l'armée de nettoyer le gâchis qu'il a causé?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, si le député ne me croit pas sur parole, il croira peut-être le major Fortin qui, lors d'une conférence de presse aujourd'hui, a précisé que le gouvernement a fait appel à l'armée dès le début de son intervention.

La major Fortin a signalé que le personnel militaire aidait l'Agence de la santé publique du Canada dans ses efforts depuis des mois. Nous sommes très reconnaissants aux Forces armées canadiennes d'avoir accepté de s'occuper de la distribution des vaccins et, bien sûr, de leur aide dans les établissements de soins de longue durée au printemps.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral sait depuis des mois que des vaccins s'en viennent, mais il n'a pas élaboré le moindre plan pour les distribuer à la population. Maintenant, on fait appel à l'armée pour tenter de réparer les pots cassés à la dernière minute.

Cependant, les forces armées ont toujours besoin de plus amples informations de la part du gouvernement, mais ils ont droit au silence radio. Essentiellement, le gouvernement demande à l'armée de construire un avion en même temps qu'elle le pilote.

Le ministre de la Défense accordera-t-il davantage de ressources aux Forces armées canadiennes afin de garantir qu'elles soient en mesure d'assurer la distribution des vaccins sans compromettre les activités de base?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis persuadée que le général Vance et les nombreux autres dirigeants des Forces armées canadiennes sont tout à fait en mesure de gérer leurs responsabilités. Je ne peux pas vraiment répondre à la question.

Je remercie sincèrement les forces armées de leur intervention, pas seulement maintenant, mais au printemps également lorsqu'elles sont immédiatement passées à l'action pour protéger les aînés dans les établissements de soins de longue durée. Les militaires sont des logisticiens de profession. Ils tentent de trouver, de concert avec les provinces et les territoires, la meilleure façon d'obtenir ces vaccins fragiles et de les livrer à la population.

Les Canadiens peuvent être fiers des Forces armées canadiennes et rassurés qu'elles participent à l'exécution de cette tâche importante.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, lorsqu'on pose des questions, à la Chambre des communes, on se fait répondre la plupart du temps d'écouter les séances d'information technique.

On écoute effectivement les séances d'information technique, mais, jusqu'à présent, ce qu'on sait, c'est que moins de 10 % des Canadiens vont être vaccinés d'ici la fin du mois de mars.

On a également désigné des groupes, qu'on appelle les « groupes prioritaires désignés ». J'aimerais que la ministre nous dise combien de personnes font partie de ces groupes prioritaires désignés et s'il va y avoir assez de vaccins pour les vacciner.

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous collaborons avec les provinces et les territoires depuis le début du processus pour mener à bien le plan de distribution des vaccins.

D'ailleurs, hier, nous avons effectué un exercice avec les provinces et les territoires afin de cerner les lacunes dans le plan et les corriger avant que le vaccin soit homologué et livré au Canada.

Je peux affirmer en toute confiance aux Canadiens que dès que l'innocuité des vaccins aura été vérifiée, nous les distribuerons.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours la même réponse: il n'y a pas de réponse.

Nous avons souvent demandé pourquoi nos alliés allaient avoir le vaccin avant nous et pourquoi le Canada devrait en avoir seulement pour 3 millions de personnes d'ici la fin du mois de mars. On n'est pas capable de répondre à cela.

Est-ce qu'on refuse de répondre à cette question parce que le premier ministre ne sait pas où s'en va ce dossier et qu'il ne veut vraiment pas qu'on le sache?

Je vais poser une question qui concerne directement le fédéral et qui ne concerne pas les provinces.

La ministre peut-elle nous faire connaître son plan pour la distribution de vaccins aux communautés autochtones et aux membres des Forces armées canadiennes? C'est de compétence fédérale.

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais citer les propos du général Vance. Il a dit: « Le Canada est aussi bien préparé que n'importe quel autre pays [...] Lorsque les vaccins arriveront, nous serons en mesure de mettre à exécution les plans de distribution des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Pour ce qui est des moyens logistiques pour la distribution, nous sommes dans la même situation que nos alliés. » C'est donc dire que les forces armées travaillent en collaboration avec l'Agence de la santé publique du Canada. Le général Vance travaille de concert avec nos équipes, les Canadiens et les gouvernements provinciaux et territoriaux.

J'aimerais seulement dire que les Canadiens peuvent se rassurer et être optimistes en sachant que le Canada est en tête de file, et nous allons veiller à ce que les vaccins soient distribués dès qu'on en aura établi l'innocuité.

Questions orales

• (1435)

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, lors de la séance d'information technique d'aujourd'hui qui devait apporter des précisions sur la distribution des vaccins aux Canadiens, l'un des principaux responsables de la santé publique au Canada a affirmé ceci: « À mon avis, nous ne devrions pas être aussi [obsédés] par la livraison [...] des vaccins eux-mêmes, par les dates, et ainsi de suite. » Vraiment?

La ministre pense-t-elle que les familles dont un proche vit dans un centre de soins de longue durée ne devraient pas être aussi obsédées par les détails de la livraison des vaccins?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous faisons pleinement confiance aux experts en santé publique, aux scientifiques, aux chercheurs et aux logisticiens qui nous aident non seulement à préparer la distribution des vaccins, mais également à traverser cette pandémie depuis le début. Contrairement au parti de l'opposition, nous faisons confiance aux responsables de la santé publique, nous nous appuyons sur les lignes directrices de la santé publique et nous ne remettons certainement pas en doute l'efficacité de la vaccination.

Nous serons là pour les Canadiens en assurant la planification avec optimisme et courage. Les Canadiens peuvent être assurés que dès qu'un vaccin sera jugé sûr au Canada, nous pourrons le distribuer.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, hier, le premier ministre de l'Alberta affirmait que les vaccins arriveraient le 4 janvier, mais aujourd'hui, le responsable de la santé publique que je viens de citer a refusé de le confirmer et a même ajouté: « Je crois qu'il ne faut pas être obsédé par la [...] distribution des vaccins. » Je rêve ou quoi? C'est ridicule. D'autres pays dans le monde ont commencé à distribuer les vaccins aujourd'hui, mais nous n'avons pas de détails à ce sujet et le gouvernement nous dit d'être optimistes et de lui faire confiance.

Quand les Canadiens, qui sont obsédés par cette question, pourront-ils être vaccinés?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens veulent que les vaccins qui seront distribués au Canada soient sûrs, et c'est pourquoi je suis si fière des organismes de réglementation canadiens de première classe. D'ailleurs, partout dans le monde, des pays se tournent vers le Canada lorsqu'il est question d'homologation de vaccins, de médicaments ou d'instruments médicaux. Les députés savent-ils pourquoi? Parce que nous avons un système intègre.

Les Canadiens peuvent avoir l'assurance que, lorsqu'un vaccin aura été homologué au Canada, il sera sûr et nous serons prêts à le distribuer.

[Français]

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Monsieur le Président, l'Assemblée nationale du Québec est unanime.

Il faut augmenter de façon significative et durable les transferts en santé avant la fin de 2020. Le gouvernement du Québec le demande et les provinces le demandent. La Chambre a voté en faveur de cela hier, y compris la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Pourtant, ce gouvernement refuse toujours. Ce n'est plus de l'entêtement, c'est de la nuisance.

Est-ce qu'il va entendre la volonté de la Chambre des communes exprimée clairement hier et augmenter les transferts en santé?

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue sait très bien que nous travaillons de très près avec l'ensemble des provinces, y compris le Québec.

Nous collaborons avec le Québec sur plusieurs plans bien avant la pandémie, nous l'avons fait pendant la pandémie et nous continuerons de le faire après la pandémie. Bientôt, le 10 décembre, il y aura une rencontre où seront abordés plusieurs sujets, dont celui-ci.

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Monsieur le Président, les transferts en santé, c'est plus d'argent pour nos CHSLD.

Les transferts en santé, c'est la capacité pour le Québec et pour les provinces d'embaucher des travailleuses et des travailleurs de la santé. On parle de médecins, d'infirmières, d'infirmiers, de préposés, de spécialistes, d'ambulancières et d'ambulanciers.

Les transferts, c'est envoyer aux gens le signal qu'on veut qu'ils aient de bons soins. Quel problème les libéraux ont-ils avec cela? Ça me dépasse.

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, depuis le début de la pandémie, nous avons soutenu les provinces et les territoires au moyen d'un financement historique, y compris 24 milliards de dollars en transferts pour différentes choses comme l'équipement de protection individuelle, les tests, la recherche des contacts, les données, les établissements de soins de longue durée et le soutien en santé mentale.

Nous allons continuer d'être là pour le Québec. Nous allons épauler les provinces à toutes les étapes.

[Français]

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement veut imposer des normes pancanadiennes dans les CHSLD qui relèvent de Québec.

Moi, je leur suggère d'en imposer aux CHSLD du fédéral. Ah, c'est vrai, il n'y en a pas. Peut-être que ce n'est pas de normes fédérales pancanadiennes dont les provinces ont besoin, mais de transferts pour les aider à faire face à cette crise sanitaire.

Tous les partis ont compris cela ici, à part les libéraux. Pourquoi est-ce qu'ils refusent de transférer de l'argent, comme tout le monde le demande, pour soutenir nos CHSLD? Quel est le problème?

• (1440)

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme nous l'avons dit plusieurs fois par le passé, nos aînés, ce n'est pas une question de compétence, ce n'est pas une virgule, un paragraphe ou une ligne dans notre Constitution.

Ce sont des êtres humains en chair et en os qui ont souffert plus que quiconque depuis le début de cette pandémie. Au lieu d'être là et de vouloir la chicane comme le Bloc le fait actuellement, pourquoi ne regarde-t-on pas comment on peut travailler ensemble, y compris nos amis du Bloc québécois, pour faire mieux pour nos aînés partout au pays?

*Questions orales***LES LANGUES OFFICIELLES**

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, nous, les conservateurs, reconnaissons que le français est fragile et qu'on doit tout faire pour le soutenir.

C'est pourquoi une des premières annonces de notre chef conservateur et député de Durham a été de dire que l'on doit appliquer la loi 101 dans les institutions fédérales. C'est important et seuls nous, les conservateurs, pourrions le faire.

Voilà qu'aujourd'hui les maires des six plus grandes villes de Québec sont d'accord avec notre position. En fait, tout le monde est d'accord, sauf le gouvernement libéral. Pourquoi le gouvernement libéral a-t-il peur d'appliquer la loi 101 dans les institutions fédérales?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, quand j'écoute mon collègue, je comprends qu'il démontre sincèrement sa bonne foi.

La réalité, par contre, c'est que les conservateurs n'ont jamais reconnu l'importance primordiale du français pendant les années où ils formaient le gouvernement. Lorsqu'on regarde les coupes à Radio-Canada, le fait qu'ils étaient contre le sauvetage de l'Université de l'Ontario français, les coupes dans la culture et auprès des organismes qui défendaient le fait français au pays, on peut manifestement s'interroger sur la bonne foi...

Le Président: La parole est à l'honorable député de Mégantic—L'Érable.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, parlons de la bonne foi de tous les Québécois. L'opposition officielle, l'Assemblée nationale, le gouvernement Legault, les maires des grandes villes et plusieurs organisations citoyennes, culturelles, agricoles et syndicales demandent l'application de la loi 101 aux entreprises de compétence fédérale. Le premier ministre est de plus en plus isolé. Il parle beaucoup, mais il refuse d'agir. Pour ma question au premier ministre, je vais citer une lettre publiée ce matin par les journaux.

Est-il d'accord que « Les Québécoises et Québécois doivent pouvoir travailler dans leur langue, le français, et que la législation québécoise doit s'appliquer sur l'intégralité du territoire québécois », oui ou non?

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter les conservateurs, qui s'intéressent maintenant, depuis peu, à la langue française. Pour la première fois de l'histoire, on a parlé de l'importance d'appuyer le français au Québec. C'est historique. Tous les députés, non seulement du Québec, mais de l'ensemble du Parti libéral du Canada, sont d'accord pour renforcer le français au Québec au moyen de nos institutions, au moyen de tout ce qu'on va pouvoir faire de concert avec la ministre des Langues officielles pour que le français soit plus fort chez nous, aujourd'hui, demain et pour toujours.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, je ne l'ai pas entendu dire qu'ils allaient appliquer la loi 101 aux entreprises de compétence fédérale, je ne l'ai pas entendu dire qu'il allait y avoir une modernisation de la Loi sur les langues officielles avant Noël.

De plus, dans leur propre gouvernement, les libéraux ne sont pas capables de faire respecter la Loi sur les langues officielles. Compte

tenu du message que nous envoie le Québec aujourd'hui, comment le président du Conseil du Trésor explique-t-il le fait que les messages d'Alerte COVID sont envoyés en anglais, que les réunions sur Zoom se font en anglais et qu'il n'a pas exigé une analyse linguistique dans le dossier du mouvement UNIS?

Je demande au premier ministre de rappeler à l'ordre le président du Conseil du Trésor et de s'assurer du respect de la Loi sur les langues officielles dans son propre gouvernement.

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, c'est sûr que j'ai beaucoup de sympathie et d'amitié pour mon collègue.

Je tiens quand même à lui rappeler qu'il a déjà dit à notre ministre du Revenu national, unilingue francophone, que c'était incompréhensible qu'elle ne puisse s'exprimer en anglais à la Chambre des communes. C'est mon premier point. Mon deuxième point, c'est que je tiens à rassurer le député: la Loi sur les langues officielles est importante et doit être appliquée, non seulement dans son esprit, mais aussi dans sa lettre. C'est pour cela qu'on doit aussi la moderniser. On doit renforcer nos obligations linguistiques. On reconnaît que le français fait face à un recul.

Nous allons le protéger et nous allons moderniser la Loi.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, la Première Nation de Shamattawa affiche maintenant un taux de positivité de 50 % au test de la COVID et 106 cas confirmés, sans compter qu'elle est aux prises avec des problèmes de propagation de la tuberculose, de logements surpeuplés et d'isolement. La situation est vraiment cauchemardesque. Je comprends que le ministre de la Défense nationale est au courant et réagit, mais la situation empire d'heure en heure.

Le gouvernement veillera-t-il à ce que toutes les mesures possibles soient prises pour sauver la vie des membres de la Première Nation de Shamattawa?

• (1445)

L'hon. Marc Miller (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, je m'adresserai sans faute au chef Redhead plus tard aujourd'hui pour lui proposer des mesures de soutien, notamment pour combattre et prévenir la propagation de la COVID-19. Une équipe d'intervention rapide a été déployée et des abris BLU-MED sont utilisés depuis la semaine dernière. Nous resterons en communication régulière avec la communauté et nous sommes prêts à fournir un soutien supplémentaire, y compris en dépêchant les Forces canadiennes, au besoin. Nous serons là pour aider la communauté de Shamattawa.

* * *

LA SANTÉ

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, dans les unités de soins intensifs en Alberta, les patients sont obligés de partager leur chambre et on limite l'utilisation de l'oxygène. La Croix-Rouge a été convoquée et on est à installer des hôpitaux de campagne — des hôpitaux de campagne à Edmonton, au Canada. Hier, la ministre de la Santé de l'Ontario a défendu le gouvernement Ford en faisant valoir qu'il n'était pas aussi mauvais que celui de Jason Kenney.

Questions orales

Les conservateurs manquent à leurs obligations envers les Canadiens, mais les libéraux aussi. Les Canadiens ont besoin que le gouvernement fédéral fasse montre de leadership et dévoile un plan aux provinces. Quand le fera-t-il?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, à chaque instant, les provinces et les territoires ont pu compter sur nous pour les aider à assumer leurs responsabilités en matière de soins de santé. Il en sera de même pour l'Alberta. J'ai parlé au ministre Shandro hier soir et je lui ai offert de l'aide sous diverses formes, en plus des hôpitaux de campagne qu'il réclame.

Soyons clairs, cependant. Cela montre à quel point la maladie est dangereuse et à quel point nous devons collaborer et adhérer aux mesures sanitaires afin d'assurer notre sécurité.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Mme Marci Ien (Toronto-Centre, Lib.): Monsieur le Président, la violence liée aux armes à feu et aux gangs est une réalité pour beaucoup trop de Canadiens, notamment les habitants de ma circonscription, Toronto-Centre. Des concitoyens m'ont fait part de leurs préoccupations, dont beaucoup d'entre eux sont des parents qui pleurent leurs enfants, et m'ont dit que nous devons déployer des ressources essentielles pour créer des programmes de prévention, de déjudiciarisation et de retrait des gangs.

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile peut-il informer la Chambre des mesures supplémentaires que prendra le gouvernement pour protéger les villes et les communautés marginalisées contre cette forme de violence?

L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue de Toronto-Centre de cette question très importante et de joindre sa voix à ce débat crucial.

Beaucoup trop de Canadiens et de collectivités au Canada ont été traumatisés par la violence liée aux armes à feu, mais nous prenons des mesures concrètes. Comme nous l'avons annoncé cette semaine, le gouvernement investira 250 millions de dollars dans les municipalités et les communautés marginalisées pour appuyer des programmes communautaires axés sur la prévention, la déjudiciarisation et les mesures de soutien destinées à ceux qui veulent se retirer des gangs. Cet investissement s'ajoutera aux 327 millions de dollars versés aux provinces pour soutenir les forces de l'ordre, aux investissements importants que nous avons faits à la frontière et à nos efforts continus en vue de renforcer le contrôle des armes à feu.

Nous nous réjouissons de l'appui de maires comme John Tory et Naheed Nenshi à ce financement essentiel. Nous travaillons de concert pour assurer la sécurité des collectivités.

* * *

[Français]

LES FINANCES

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, des dénonciateurs courageux dans la fonction publique ont appelé les médias pour les avertir concernant des dépenses littéralement terrifiantes. D'autres fonctionnaires ont appelé les médias pour leur dire qu'ils avaient reçu l'ordre d'envoyer des chèques même dans les cas où on soupçonnait de la fraude.

Maintenant, on reçoit la démission soudaine du sous-ministre des Finances le lendemain d'un énoncé économique.

Est-ce que le sous-ministre des Finances démissionne soudainement parce qu'il est lui aussi terrifié par les dépenses sans contrôle de ce gouvernement?

[Traduction]

M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de remercier le sous-ministre Rochon pour ses années de service sous différents gouvernements.

J'aimerais revenir sur l'argument du député. Ce matin, il comparait avec mépris les dépenses au titre des mesures d'urgence de notre gouvernement à celles d'un jeune riche qui fume de la drogue grâce à l'argent de ses parents. La réalité, c'est que les programmes que nous avons mis de l'avant visaient à protéger la vie des Canadiens et à faire en sorte que les ménages et les entreprises puissent survivre à cette pandémie. Le fait est que nous devons tout faire, tant et aussi longtemps qu'il le faudra, pour aider les Canadiens à traverser cette pandémie.

Si le député d'en face n'est pas d'accord sur le principe fondamental de notre approche, j'ai hâte de voir un député libéral représenter les bonnes gens de Carleton après les prochaines élections.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, ils ont essayé de me déloger six fois de suite, mais ils ont échoué chaque fois. Apparemment, les gens de Carleton ne sont pas d'accord avec le député.

Je parlais du fait que le gouvernement actuel est comme un enfant gâté ayant hérité d'une grande fortune du gouvernement précédent, qui avait laissé des finances en excellent état, et qui n'a de cesse de dépenser à tort et à travers depuis.

Des fonctionnaires nous disent qu'ils sont littéralement terrifiés par les dépenses du gouvernement et nous sommes maintenant placés devant la démission soudaine du sous-ministre des Finances, au lendemain de la mise à jour économique. Est-il lui aussi terrifié par les dépenses effrénées du gouvernement?

● (1450)

M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.): Monsieur le Président, la septième fois sera peut-être la bonne. Les Canadiens ne veulent pas que des politiciens dont le salaire a été payé par les contribuables pendant six mandats leur disent que le gouvernement dépense trop pour s'assurer que leurs enfants puissent manger et aient un toit au-dessus de leur tête.

Si le député est préoccupé par ce qu'il en coûte d'en faire trop, je lui demanderais d'envisager ce qu'il en coûterait d'en faire trop peu. Si nous n'avions pas accordé aux Canadiens le soutien dont ils ont besoin pendant cette situation d'urgence, plus de membres de nos familles auraient péri, plus de Canadiens auraient perdu leur emploi et plus d'entreprises auraient fermé leurs portes de façon permanente. Ce n'est pas un résultat que notre gouvernement est prêt à accepter, et j'encourage le député à bien réfléchir et à donner son appui au programme.

*Questions orales***L'EMPLOI**

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, au cours de la campagne électorale, pas plus tard que l'an dernier, le premier ministre s'est arrêté à la société sidérurgique Evraz pour une séance de photos. Il a regardé les membres du local 5890 du Syndicat des Métallus droit dans les yeux et leur a dit qu'ils pouvaient compter sur lui.

Or, 591 de ces travailleurs perdront leur emploi le 17 décembre, une semaine seulement avant Noël. Ils éplucheront la section des offres d'emplois au lieu de profiter des célébrations de Noël avec leur famille.

Qu'est-ce que le premier ministre a à dire à ces 591 familles qu'il a abandonnées?

L'hon. Filomena Tassi (ministre du Travail, Lib.): Monsieur le Président, nous avons été là pour les travailleurs et les familles depuis le tout début de 2015, mais attardons-nous seulement à quelques-unes des mesures que nous avons mises en place durant la pandémie. Il y a la Prestation canadienne d'urgence, qui a profité à neuf millions de Canadiens. Il y a eu la subvention salariale, qui a contribué à maintenir un lien fort entre les travailleurs et les employeurs. De leur côté, les employés sous juridiction fédérale ont accès à des congés additionnels parce que nous savons qu'il n'y a pas que l'appui financier qui compte. En effet, il faut aussi veiller à la conservation des emplois. Nous avons facilité l'accès à ces congés en annulant la nécessité de présenter un certificat médical, et nous protégeons les travailleurs en investissant dans la santé et la sécurité. Nous serons toujours là pour les familles des travailleurs canadiens.

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, les 591 familles ne veulent pas la PCU, elles veulent des emplois. Quatre emplois sont créés à Regina pour chaque emploi chez Evraz. C'est un désastre pour l'économie locale de Regina, qui découle directement des projets de loi anti-énergie C-48 et C-69, ainsi que de la taxe sur le carbone sans cesse croissante des libéraux.

Ces mises à pied ne sont pas le fruit du hasard. Elles ont été planifiées. Le premier ministre a promis d'éliminer progressivement notre secteur de l'énergie et il semble bien qu'il va tenir sa promesse.

Quand le gouvernement cessera-t-il d'attaquer les familles de l'Ouest canadien?

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, un travailleur sur trois des industries minière, pétrolière et gazière a pu conserver son emploi grâce à la Subvention salariale d'urgence du Canada. Cela représente des dizaines de milliers de familles en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador qui peuvent continuer à aller travailler et à se nourrir, grâce au gouvernement libéral.

Dans l'énoncé économique de l'automne, nous avons annoncé que nous allions prolonger ce programme crucial pour garder les Canadiens au travail. La question qui se pose pour les membres de l'opposition est la suivante: appuieront-ils les travailleurs des industries pétrolière et gazière en votant en faveur de notre énoncé économique de l'automne?

[Français]

LA SANTÉ

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, les Québécoises et les Québécois ont découvert, la semaine dernière, que le gouvernement n'était pas capable de nous dire à quel moment commencerait la vaccination.

On sait qu'il y a des millions de doses réservées, mais on ne sait pas où le Canada se situe sur la liste des réservations ni combien de pays sont sur celle-ci. Cela nous permettra d'avoir combien de vaccins d'ici le mois de mars?

Y aura-t-il assez de vaccins début mars pour les professionnels de la santé et les personnes vulnérables?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous avons le meilleur portefeuille de vaccins du monde, avec plus de doses par habitant que n'importe quel autre pays. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec des experts, des chercheurs et des scientifiques et nous avons écouté les conseils du Comité consultatif national de l'immunisation, qui a fourni les lignes directrices générales pour l'ensemble du pays. Les provinces et les territoires pourront évidemment peaufiner ces lignes directrices sur leur propre territoire.

Dès qu'un vaccin pourra être administré de façon sécuritaire au Canada, nous serons prêts à le déployer.

[Français]

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, on pose des questions simples, des questions que tous les gens se posent. On a besoin de réponses. Or la seule chose que l'on reçoit, ce sont des pirouettes politiques ridicules. Cela n'est rien de rassurant. Je demande simplement une réponse.

Le gouvernement peut-il nous assurer qu'il y aura suffisamment de doses de vaccin au début de mars pour pouvoir vacciner les personnes âgées, les travailleurs du système de soins de santé, les travailleurs des services essentiels et les membres des communautés plus vulnérables, comme les Autochtones, tel que déclaré et donc, réclamé par l'administratrice en chef de l'Agence de la santé publique du Canada, Theresa Tam?

● (1455)

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a une chose sur laquelle je suis d'accord avec mon collègue, à savoir que le Bloc pose des questions. En effet, il en pose des questions. C'est le seul parti qui dit, dans une élection, qu'il faut voter pour lui et qu'il va poser des questions. C'est l'essentiel de son programme électoral.

Pendant ce temps, nous signons des ententes avec des compagnies de vaccins. Nous signons des ententes avec un paquet d'entre elles et nous travaillons avec les provinces pour être capables de distribuer ces vaccins au plus grand nombre possible de personnes, le plus rapidement possible. Lorsque le vaccin sera prêt, nous serons prêts.

[Traduction]

M. Corey Tochor (Saskatoon—University, PCC): Monsieur le Président, nous constatons sans cesse les résultats de la vision à court terme du gouvernement. Chaque annonce semble être conçue pour épater la galerie, mais il n'y a aucun véritable plan pour exécuter ce qui a été annoncé. Pour les annonces, le gouvernement mérite la note A, mais pour l'exécution, la note F.

Les députés libéraux nous présentent maintenant un graphique pour vanter leur plan de vaccination. Il s'agit d'un plan simpliste: nous aurons le vaccin quand il sera prêt.

Les Canadiens veulent avoir des détails et, après huit mois de pandémie, rien ne justifie qu'ils ne les aient pas. Où est notre plan détaillé?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, à chaque étape du processus, nous avons fait preuve de transparence à l'égard des Canadiens. Nous leur avons communiqué de l'information et nous les avons aidés à traverser cette pandémie, que ce soit en leur fournissant des ressources, de l'information ou des détails pour notre plan de vaccination.

Le député d'en face sait pertinemment que les vaccins sont administrés par les provinces et les territoires. Le gouvernement fédéral les aide à s'acquitter de leurs obligations en matière de santé en veillant à ce que la logistique soit en place pour la distribution des vaccins dans chaque province et territoire et à avoir un plan. Hier, nous avons procédé à une simulation de déploiement de ce plan avec les provinces et territoires.

Les Canadiens peuvent avoir l'assurance que dès qu'un vaccin sera prêt, nous serons prêts à le déployer.

M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Monsieur le Président, Oscar Wilde a dit: « L'imitation est la forme la plus sincère de flatterie que la médiocrité puisse prodiguer à la grandeur. » Je dois avouer que nous sommes très flattés que les libéraux aient adopté la proposition du chef conservateur de bonifier l'Allocation canadienne pour enfants. Ne pourraient-ils pas adopter une autre idée nouvelle: donner aux Canadiens l'accès à un vaccin contre la COVID?

Pendant que les familles canadiennes se préparent malheureusement à passer Noël loin de leurs proches, le premier ministre peut-il dire à la Chambre à quelle date les Canadiens auront accès au vaccin contre la COVID?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous ne ménageons aucun effort pour que les Canadiens puissent avoir un vaccin le moment venu. Nous travaillons actuellement avec les provinces et les territoires et avec les forces armées pour créer un plan de distribution afin que les Canadiens puissent se faire vacciner. Notre approche a toujours été fondée sur la science et sur des faits probants, et nous ne faisons pas exception dans ce cas-ci. En travaillant de concert avec des experts comme le Comité consultatif national de l'immunisation et des experts de la santé publique, nous allons nous assurer que les Canadiens sont protégés contre la COVID-19.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC): Monsieur le Président, près de 600 métallurgistes employés par Evraz perdront leur emploi juste avant Noël. Ces emplois syndiqués et bien rémunérés

Questions orales

soutiennent des familles et aident à développer la collectivité, mais le gouvernement insulte ces gens en leur disant qu'ils devraient simplement toucher des prestations d'assurance-emploi ou s'estimer heureux de pouvoir toucher la PCU. Lorsque vient le temps de soutenir les travailleurs, les libéraux font de beaux discours, mais ils refusent d'appuyer les projets énergétiques prometteurs pour le pays qui donnent du travail à ces gens et leur permettent de gagner leur vie.

Pourquoi le gouvernement a-t-il contribué à la mise à pied progressive de 600 membres de la section locale 5890 des Métallurgistes unis en n'appuyant pas les projets auxquels ils ont participé et en travaillant contre le secteur de l'énergie, dont ils sont tributaires?

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, soyons très clairs. L'opposition a beau nous demander sans cesse pourquoi nous n'appuyons pas le secteur de l'énergie, je rappelle aux députés que la subvention salariale a couvert les salaires d'environ la moitié des employés de l'industrie pétrolière et gazière pendant des mois.

Nous continuerons de soutenir ce secteur, de chercher des façons de réduire les émissions, de répondre aux besoins des travailleurs et de veiller à ce que la compétitivité de ce secteur demeure au cœur des préoccupations des Canadiens. Le pétrole et le gaz sont nos plus importants produits d'exportation. C'est l'une des industries les plus importantes du pays, et il faut la traiter comme telle. C'est ce que nous avons fait dans le cadre...

Le Président: Le député de Sydney—Victoria a la parole.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Jaime Battiste (Sydney—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui est un jour historique pour les peuples autochtones: il y a 13 ans, l'Assemblée générale des Nations unies a voté en faveur de l'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. De nombreux universitaires de plusieurs pays, dont mon père, Sákéj Youngblood Henderson, ont travaillé pendant des décennies sur cette déclaration des Nations unies.

Le ministre de la Justice informera-t-il la Chambre de l'engagement du gouvernement libéral de présenter un projet de loi sur la déclaration de l'ONU avant la fin de 2020?

● (1500)

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice, Lib.): Monsieur le Président, je rends hommage au père du député, le grand professeur Sákéj Henderson, pour son savoir et son leadership dans la formation des jeunes avocats autochtones, surtout au Indigenous Law Centre en Saskatchewan.

Aujourd'hui, en partenariat avec les peuples autochtones, nous avons fait un autre pas sur la voie commune de la réconciliation. En faisant fond sur l'ancien projet de loi d'initiative parlementaire C-262, le projet de loi présenté par Romeo Saganash, nous avons présenté une mesure législative visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Cette déclaration affirme les droits des peuples autochtones à l'autodétermination, à l'autonomie gouvernementale, à l'égalité et à la non-discrimination. Il s'agit d'un élément essentiel de l'édification d'un Canada plus juste et plus équitable pour l'avenir.

*Questions orales***LA SANTÉ**

M. Rob Morrison (Kootenay—Columbia, PCC): Monsieur le Président, l'usage du fentanyl et des drogues de rue est à la hausse, alors que les mesures destinées à prévenir les surdoses sont à la baisse. Le manque de surveillance pourrait contribuer à la plus forte hausse des décès depuis le plus haut sommet atteint pendant la crise des opioïdes. Il s'agit d'un grave problème de santé publique pour les communautés autochtones, comme celle de la bande de Shuswap, qui demeure touchée de façon disproportionnée.

La ministre s'engage-t-elle à fournir du financement et à collaborer avec les représentants de la bande de Shuswap pour tenter de régler la crise des opioïdes?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, la crise des opioïdes constitue le problème de santé publique le plus grave des dernières années. Nous sommes de tout cœur avec ceux qui ont perdu un être cher.

Pour lutter contre cette crise, nous avons investi plus de 425 millions de dollars dans les interventions d'urgence, rétabli la réduction des méfaits, approuvé plus de 40 centres de consommation supervisée, réduit les formalités administratives et éliminé des obstacles au traitement. Nous continuerons de lutter contre cette épidémie en élargissant l'accès aux opioïdes sur ordonnance et en investissant plus de 700 millions de dollars dans les traitements au cours de la prochaine décennie. Nous continuerons à combattre les préjugés liés à la consommation d'opioïdes.

* * *

[Français]

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, dans l'énoncé économique des libéraux, il n'y a absolument rien pour les travailleuses et les travailleurs de la construction navale. Pourtant, le besoin est là. La Marine royale canadienne a besoin d'un brise-glace moderne pour assurer la souveraineté du Canada dans l'archipel arctique.

Il est temps pour les libéraux d'octroyer le contrat du *Diefenbaker* à un chantier canadien. Qu'attendent-ils?

Qu'ils arrêtent de bretter, qu'ils passent de la parole aux actes avant Noël et qu'ils accordent le contrat du *Diefenbaker*.

M. Steven MacKinnon (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, nous avons établi un bon partenariat avec deux grands chantiers de construction navale au Canada, et un troisième est à venir, puisque nous avons entamé des pourparlers et que nous négocions avec le chantier Davie.

C'est une chose que l'honorable député d'en face n'a pas pu faire pendant la période où les conservateurs formaient le gouvernement. En effet, ces derniers ont complètement délaissé et oublié le chantier Davie quand ils ont choisi deux grands chantiers dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale du Canada.

Nous n'avons donc pas de leçon à recevoir des conservateurs en matière de construction navale et nous allons continuer de faire flotter des navires au Canada.

[Traduction]

LA SANTÉ

M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, la force et le dynamisme de l'économie touristique canadienne dépendent de la venue au pays de visiteurs étrangers. En cette ère de COVID, il sera aussi indispensable qu'ils arrivent ici en toute sécurité et en bonne santé.

Nous avons désespérément besoin de tests de dépistage rapide au Canada. D'autres pays ont des années-lumière d'avance sur nous dans ce domaine à cause de l'incompétence du gouvernement libéral et de sa lenteur à agir.

Alors que les États-Unis et les pays européens prennent des mesures pour réduire la durée de leur quarantaine et distribuer des dispositifs de dépistage rapide, quand le gouvernement du Canada les rattrapera-t-il enfin?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je rejette la prémisse de la question parce que nous avons déjà livré plus de 5,5 millions de tests de dépistage rapide, y compris plus de 2 millions à l'Ontario, 1,3 million au Québec, plus de 600 000 à la Colombie-Britannique et près de 600 000 à l'Alberta.

Nous comprenons que le dépistage est l'un des plus importants outils dont nous disposons pour lutter contre la COVID-19, et nos fonctionnaires travaillent sans relâche pour examiner et approuver constamment de nouvelles technologies de dépistage. Nous avons déjà autorisé six de ces tests, et nous pouvons nous attendre à ce que cette liste s'allonge à mesure que la technologie évoluera.

* * *

• (1505)

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Monsieur le Président, toutes les collectivités canadiennes devraient avoir accès à l'eau potable. Nous avons levé plus de 60 % des avis à long terme dans les réserves des Premières Nations depuis 2015 et on ne compte plus que 10 avis à court terme. Cependant, nous n'arriverons pas à lever tous les avis à long terme d'ici mars 2021, comme nous l'avions promis.

Il y a peu de questions plus urgentes, alors quand le gouvernement espère-t-il maintenant voir tous les avis levés?

L'hon. Marc Miller (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais dire à tous les Canadiens que nous ne sommes pas en train de revenir sur notre engagement de mettre fin à tous les avis à long terme concernant l'eau potable pour les Premières Nations dans les réserves, mais que nous prenons plutôt un engagement plus fort sur le long terme.

Hier, nous avons annoncé des investissements de plus de 1,5 milliard de dollars dans l'accès à l'eau potable pour accélérer cet accès à court terme et assurer la stabilité à long terme. C'est ce que les communautés nous demandaient. Même s'il ne faut pas sous-estimer l'incidence de la COVID-19 sur les délais nécessaires à la fourniture d'eau potable à long terme, nous sommes convaincus que d'ici le printemps 2021, le nombre de communautés faisant l'objet d'un avis permanent de faire bouillir l'eau s'élèvera à 12.

*Ordres émanant du gouvernement***L'ENVIRONNEMENT**

M. Taylor Bachrach (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, en raison de l'inaction des libéraux, au pouvoir depuis cinq ans, la pollution par les gaz à effet de serre au Canada n'a jamais été aussi élevée. Leur énoncé économique de lundi n'a promis que d'autres délais et des demi-mesures. Par exemple, il n'y a pas d'argent pour financer de façon permanente le transport en commun, et leur programme de rénovation domiciliaire est une copie conforme de celui de Stephen Harper.

Dans le discours du Trône de septembre, les libéraux ont promis de mettre en place un plan de lutte contre les changements climatiques qui permettrait au Canada de surpasser les objectifs fixés dans le cadre de l'Accord de Paris. Ce plan sera-t-il présenté avant la fin de l'année?

M. Peter Schiefke (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement s'est engagé à dépasser les objectifs de l'Accord de Paris et à atteindre la cible de zéro émission nette d'ici 2050. Nous avons déjà élaboré un plan très détaillé qui entraînera la plus importante réduction des émissions de l'histoire canadienne, mais nous savons qu'il nous reste encore du travail à faire. Nous avons dit que nous annoncerions une nouvelle cible avant la prochaine Conférence des parties et nous prévoyons toujours le faire.

* * *

LES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Monsieur le Président, le 6 avril cette année, ONU Femmes a publié une note dans laquelle elle présente la violence contre les femmes et les jeunes filles comme la pandémie de l'ombre. La semaine dernière, la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres a déclaré: « Les problèmes associés à la violence sexuelle et à la violence fondée sur le sexe ne peuvent être réglés facilement. Ce sera le travail de plusieurs générations [...] »

Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre des générations avant de régler ce problème. Le nombre de femmes et de jeunes filles dont le bien-être et la vie sont à risque augmente au fil des jours. Les filles grandissent dans un monde où elles ne sont toujours pas en sécurité. Je crois que nous avons dès maintenant le pouvoir de mettre fin à la violence fondée sur le sexe. La ministre y croit-elle aussi?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Lib.): Monsieur le Président, ce matin à la Chambre, le premier ministre et les chefs des partis se sont levés pour déclarer à l'unanimité que la sensibilisation à la misogynie, sexisme et à la nécessité de soutenir le féminisme doivent être au cœur de la réponse du Canada pour éliminer et prévenir la violence fondée sur le sexe. Ce progrès ne s'est pas réalisé par magie. Il ne s'est pas manifesté tout seul, sans qu'on y ait travaillé. Ce progrès a été réalisé parce que des générations avant nous ont fait le nécessaire pour que les choses changent.

Nous sommes ici aujourd'hui. Nous avons accompli d'énormes progrès au cours des cinq dernières années, mais chaque fois qu'une femme ou qu'un enfant est victime de violence, c'est une fois de trop. Nous allons déployer des efforts pour mettre fin à cette violence et veiller à ce que les survivants aient les outils pour panser leurs blessures, visibles ou non.

[Français]

M. Luc Berthold: Monsieur le Président, pendant la période des questions, j'ai demandé au premier ministre s'il pouvait rappeler à l'ordre le président du Conseil du Trésor pour s'assurer du respect de la Loi sur les langues officielles au sein du gouvernement. Malheureusement, durant sa réponse, la ministre des Langues officielles n'a pas répondu.

Alors, je voudrais demander le consentement de la Chambre pour déposer le document suivant: « Exigences et liste de vérification en matière de langues officielles pour les présentations au Conseil du Trésor ».

Le Président: Puisqu'il s'agit d'une séance hybride de la Chambre, par souci de clarté, je demanderai seulement à ceux qui s'opposent à la demande d'exprimer leur désaccord.

Par conséquent, que tous ceux qui s'opposent à ce que l'honorable député propose veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

● (1510)

[Français]

LE CODE CRIMINEL

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 2 décembre, du projet de loi C-7, Loi modifiant le Code criminel (aide médicale à mourir), dont le comité a fait rapport avec des propositions d'amendement, ainsi que du groupe de motions n° 1.

Le Président: Comme il est 15 h 8, conformément à l'ordre adopté le mercredi 2 décembre, la Chambre procédera maintenant au vote par appel nominal différé sur les motions à l'étape du rapport du projet de loi C-7.

Convoquez les députés.

● (1545)

[Traduction]

[Avant que le greffier n'annonce le résultat du vote:]

M. Blake Richards: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement concernant le vote. Comme la députée de Haldimand—Norfolk a dû s'absenter pendant le vote, nous demandons que son vote ne soit pas comptabilisé.

(L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

(Vote n° 26)

POUR

Députés

Aboultaif	Albas
Alleslev	Allison
Arnold	Baldinelli
Barlow	Barrett
Benzen	Bergen
Berthold	Bezan
Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	Block
Bragdon	Brassard
Calkins	Carrie
Chiu	Chong
Cooper	Cumming
Dalton	Dancho
Davidson	Deltell
d'Entremont	Diotte

Ordres émanant du gouvernement

Doherty	Dowdall	Easter	Ehsassi
Dreeshen	Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	El-Khoury	Ellis
Epp	Falk (Battlefords—Lloydminster)	Erskine-Smith	Fergus
Falk (Provencher)	Fast	Fillmore	Finnigan
Findlay (South Surrey—White Rock)	Gallant	Fisher	Fonseca
Généreux	Genius	Fortier	Fortin
Gladu	Godin	Gray	Fraser
Gourde	Harder	Freeland	Fry
Hallan	Jansen	Garneau	Garrison
Hoback	Kelly	Gerretsen	Gill
Jeneroux	Kmiec	Gould	Guilbeault
Kent	Kurek	Hardie	Harris
Kram	Lake	Holland	Housefather
Kusie	Lehoux	Hughes	Hussen
Lawrence	Lloyd	Hutchings	Iacono
Lewis (Essex)	Lukowski	Ien	Jaczek
Lobb	Maguire	Johns	Joly
MacKenzie	Mazier	Jones	Jordan
Martel	McColeman	Jowhari	Julian
McCauley (Edmonton West)	McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)	Kelloway	Khalid
McLean	Morantz	Khera	Koutrakis
Moore	Motz	Kusmierczyk	Kwan
Morrison	O'Toole	Lalonde	Lambropoulos
Nater	Paul-Hus	Lametti	Lamoureux
Patzer	Raves	Larouche	Lattanzio
Poilievre	Rempel Garner	Lauzon	Lebouthillier
Reid	Rood	Lefebvre	Lemire
Richards	Sahota (Calgary Skyview)	Liepert	Lightbound
Ruff	Scheer	Long	Longfield
Saroya	Seeback	Louis (Kitchener—Conestoga)	MacAulay (Cardigan)
Schmale	Shin	MacGregor	MacKinnon (Gatineau)
Shields	Sloan	Maloney	Manly
Shiple	Stanton	Martinez Ferrada	Masse
Soroka	Strahl	Mathysen	May (Cambridge)
Steinley	Sweet	May (Saenich—Gulf Islands)	McCrimmon
Stubbs	Uppal	McDonald	McGuinty
Tochor	Vecchio	McKay	McKenna
Van Popta	Viersen	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McLeod (Northwest Territories)
Vidal	Wagantall	McPherson	Melillo
Vis	Waugh	Mendès	Mendicino
Warkentin	Yurdiga	Michaud	Miller
Williamson		Monsef	Murray
Zimmer — 113		Ng	Normandin

CONTRE

Députés

Aitchison	Alghabra	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McLeod (Northwest Territories)
Amos	Anandasangaree	Mendès	Melillo
Arseneault	Arya	Michaud	Mendicino
Ashton	Atwin	Monsef	Miller
Bachrach	Badawey	O'Connell	Murray
Bagnell	Bains	O'Regan	Normandin
Baker	Barsalou-Duval	Perron	Oliphant
Battiste	Beaulieu	Plamondon	Pauzé
Beech	Bendayan	Qualtrough	Petitpas Taylor
Bennett	Bergeron	Regan	Powlowski
Bérubé	Bessette	Rodriguez	Ratansi
Bibeau	Bittle	Romanado	Robillard
Blaikie	Blair	Saini	Rogers
Blanchet	Blanchette-Joncas	Saks	Sahota (Brampton North)
Blaney (North Island—Powell River)	Blois	Sangha	Sajjan
Boudrias	Boulerice	Savard-Tremblay	Samson
Bratina	Brière	Schieffe	Sarai
Brunelle-Duceppe	Cannings	Sgro	Scarpaleggia
Carr	Casey	Sheehan	Serré
Chabot	Chagger	Sidhu (Brampton South)	Shanahan
Champagne	Champoux	Simms	Sidhu (Brampton East)
Charbonneau	Chen	Sorbara	Simard
Collins	Cormier	Ste-Marie	Singh
Dabrusin	Damoff	Tassi	Spengemann
Davies	DeBellefeuille	Therrien	Tabbara
Desbiens	Desilets	Turnbull	Thériault
Dhaliwal	Dhillon	van Koevreden	Trudel
Dong	Drouin	Vaughan	Van Bynen
Dubourg	Duclos	Virani	Vandal
Duguid	Duncan (Etobicoke North)		Vignola
Duvall	Dzerowicz		Webber

Weiler
Young
Zann

Yip
Zahid
Zuberi — 204

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare la motion n° 2 rejetée. Par conséquent, je déclare la motion n° 3 défaite.

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.) propose que le projet de loi, modifié, soit agréé à l'étape du rapport.

[Français]

Le Président: Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que la motion soit adoptée avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

[*Et au moins un député s'étant levé:*]

• (1625)

[Traduction]

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 27)

POUR

Députés

Aitchison
Alleslev
Anandasangaree
Arya
Atwin
Badawey
Bains
Barsalou-Duval
Beaulieu
Bendayan
Bergeron
Bérubé
Bibeau
Blaikie
Blanchet
Blaney (North Island—Powell River)
Boudrias
Bratina
Brunelle-Duceppe
Carr
Chabot
Champagne
Charbonneau
Collins
Dabrusin
Davies
Deltell
Desilets
Dhillon
Drouin
Duclos
Duncan (Etobicoke North)
Dzerowicz
Ehsassi
Ellis
Fillmore
Fisher
Fortier
Fragiskatos
Freeland
Garneau
Généreux
Gill
Guilbeault
Harris

Alghabra
Amos
Arseneault
Ashton
Bachrach
Bagnell
Baker
Battiste
Beech
Bennett
Berthold
Bessette
Bittle
Blair
Blanchette-Joncas
Blois
Boulerice
Brière
Cannings
Casey
Chagger
Champoux
Chen
Cormier
Damoff
DeBellefeuille
Desbiens
Dhaliwal
Dong
Dubourg
Duguid
Duvall
Easter
El-Khoury
Fergus
Finnigan
Fonseca
Fortin
Fraser
Fry
Garrison
Gerretsen
Gould
Hardie
Holland

Housefather
Hussen
Iacono
Jaczek
Joly
Jordan
Julian
Kent
Khera
Kusmierczyk
Lalonde
Lametti
Larouche
Lauzon
Lefebvre
Liepert
Long
Lotis (Kitchener—Conestoga)
MacGregor
Maguire
Manly
Martinez Ferrada
Mathyssen
May (Saainich—Gulf Islands)
McDonald
McKenna
McLean
McPherson
Mendès
Michaud
Monsef
Murray
Normandin
Oliphant
Paul-Hus
Perron
Plamondon
Ratansi
Regan
Robillard
Rogers
Sahota (Brampton North)
Sajjan
Samson
Sarai
Scarpaleggia
Serré
Shanahan
Sidhu (Brampton East)
Simard
Singh
Spengemann
Tabbara
Thériault
Trudel
Van Bynen
Vandal
Vignola
Webber
Yip
Zahid
Zuberi — 213

Ordres émanant du gouvernement

Hughes
Hutchings
Ien
Johns
Jones
Jowhari
Kelloway
Khalid
Koutrakis
Kwan
Lambropoulos
Lamoureux
Lattanzio
Lebouthillier
Lemire
Lightbound
Longfield
MacAulay (Cardigan)
MacKinnon (Gatineau)
Maloney
Martel
Masse
May (Cambridge)
McCrimmon
McGuinty
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
McLeod (Northwest Territories)
Melillo
Mendicino
Miller
Morantz
Ng
O'Connell
O'Regan
Pauzé
Petitpas Taylor
Qualtrough
Rayes
Reid
Rodriguez
Romanado
Saini
Saks
Sangha
Savard-Tremblay
Schieffe
Sgro
Sheehan
Sidhu (Brampton South)
Simms
Sorbara
Ste-Marie
Tassi
Therrien
Turnbull
van Koeverden
Vaughan
Virani
Weiler
Young
Zann

CONTRE

Députés

Aboultaif

Albas

Travaux de la Chambre

Allison	Arnold
Baldinelli	Barlow
Barrett	Benzen
Bergen	Bezan
Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	Block
Bragdon	Brassard
Calkins	Carrie
Chiu	Chong
Cooper	Cumming
Dalton	Dancho
Davidson	d'Entremont
Diotte	Doherty
Dowdall	Dreeshen
Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	Epp
Falk (Battlefords—Lloydminster)	Falk (Provencher)
Fast	Findlay (South Surrey—White Rock)
Gallant	Genuis
Gladu	Godin
Gourde	Gray
Hallan	Harder
Hoback	Jansen
Jeneroux	Kelly
Kmiec	Kram
Kurek	Kusie
Lake	Lawrence
Lehoux	Lewis (Essex)
Lloyd	Lobb
Lukiwski	MacKenzie
Mazier	McCauley (Edmonton West)
McColeman	McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)
Moore	Morrison
Motz	Nater
O'Toole	Patzer
Poillievre	Powlowski
Rempel Garner	Richards
Rood	Ruff
Sahota (Calgary Skyview)	Saroya
Scheer	Schmale
Seeback	Shields
Shin	Shiple
Sloan	Soroka
Stanton	Steinley
Strahl	Stubbs
Sweet	Tochor
Uppal	Van Popta
Vecchio	Vidal
Viersen	Vis
Wagantall	Warkentin
Waugh	Williamson
Wong	Yurdiga
Zimmer — 103	

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare la motion adoptée.

Quand le projet de loi sera-t-il lu pour la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre?

Des voix: D'accord.

Le Président: Je désire informer la Chambre que, en raison des votes par appel nominal différés, l'étude des initiatives ministérielles sera prolongée de 75 minutes.

* * *

[Français]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, nous sommes fort heureux d'apprendre que cette journée sera prolongée de 75 minutes. Comme le veut la tradition, en ce jeudi, nous aimerions savoir quel sera le menu législatif au cours des prochains jours qui vont nous conduire au temps des Fêtes.

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question.

Lundi sera la dernière journée des subsides pour le cycle financier se terminant le 10 décembre. À la fin de cette journée de l'opposition, on procédera à l'étude et aux votes sur le Budget principal des dépenses et sur le Budget supplémentaire des dépenses (B).

J'aimerais aussi mentionner que, lundi, la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural prononcera une déclaration ministérielle pour souligner le 50^e anniversaire du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada.

Sur le plan législatif, demain, on reprendra le débat sur le projet de loi C-7 concernant l'aide médicale à mourir. Nous sommes dans cette position parce que nos amis conservateurs continuent d'obstruer l'adoption de cet important projet de loi. J'ai l'impression qu'ils se fichent un peu de l'échéance imposée par la Cour supérieure du Québec, ce qui est regrettable, à mon avis.

[Traduction]

Si les conservateurs cessent de faire de l'obstruction et permettent que nous procédions au vote par appel nominal sur le projet de loi C-7...

Des voix: Oh, oh!

[Français]

L'hon. Pablo Rodriguez: Monsieur le Président, est-ce que je peux finir de parler? On pourra en débattre après. C'est moi qui ai la parole en ce moment.

Le Président: À l'ordre. Je rappelle aux députés qu'ils doivent s'adresser à la présidence et non directement à leurs collègues.

Le leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

[Traduction]

L'hon. Pablo Rodriguez: Monsieur le Président, encore une fois, si les conservateurs cessent de faire de l'obstruction et permettent que nous procédions au vote par appel nominal sur le projet de loi C-7, la semaine prochaine, le gouvernement devrait étudier les projets de loi suivants: le projet de loi C-8, qui porte sur l'appel à l'action n^o 94 de la Commission de vérité et réconciliation; le projet de loi C-10, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion; le projet de loi C-12, qui porte sur la carboneutralité et le projet de loi C-13, qui porte sur les paris sur des épreuves sportives.

[Français]

Monsieur le Président, je veux profiter de cette occasion pour vous féliciter, parce que le 5 décembre, dans deux jours, cela fera un an que la Chambre vous a élu et vous a accordé sa confiance. Vous dirigez ses travaux de manière juste et impartiale et avec dignité. Alors, je vous remercie au nom de tous les députés.

Le Président: L'honorable député de Louis-Saint-Laurent invoque le Règlement.

M. Gérard Deltell: Monsieur le Président, nous saluons le fait que le leader du gouvernement reconnaisse que vous allez célébrer bientôt le premier anniversaire de votre élection à la présidence, et je fais miens ses propos.

Par contre, je me distancie de façon très vigoureuse des propos qu'il a tenus concernant notre travail parlementaire. En ce qui concerne le projet de loi C-7, nous avons suivi les règles parlementaires. Notre travail a été rigoureux et studieux. Jamais des parlementaires n'ont fait quelque obstruction que ce soit, contrairement aux députés libéraux qui, dans chacun des comités où ils se heurtaient à la question d'éthique liée à l'organisme UNIS, ont fait de l'obstruction systématiquement.

Quant au projet de loi C-7, si le gouvernement avait décidé de ne pas proroger le Parlement cet été, nous aurions pu immédiatement poursuivre le travail tel qu'il était à l'étape de la deuxième lecture. Si, par bonheur, on avait fait cela, nous aurions eu au moins 25 jours de séance de plus que ce que nous avons maintenant.

Si nous sommes pris aujourd'hui dans l'entonnoir du processus judiciaire, la faute pleine et entière incombe au gouvernement libéral.

• (1630)

Le Président: L'honorable leader du gouvernement à la Chambre invoque le Règlement.

L'hon. Pablo Rodriguez: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

La Chambre est saisie d'un ordre de la cour. C'est quelque chose d'extrêmement sérieux. J'aurais aimé — et c'est encore possible — que mes collègues traitent cette question avec le même sérieux que le gouvernement et les autres partis de l'opposition. Nous avons amplement débattu le projet de loi, et il est encore possible de le faire. Nous avons offert de prolonger les heures pour satisfaire l'opposition officielle et débattre du projet de loi encore plus longtemps. Toutefois, à force de continuer comme cela, il est légitime de souligner la possibilité que l'opposition officielle soit en train de faire de l'obstruction.

Le Président: Avant de continuer, j'aimerais rappeler que la déclaration hebdomadaire du jeudi sert à nous dire ce qui va se passer la semaine prochaine, et non à commencer un débat. Si d'autres députés souhaitent invoquer le Règlement, je les invite à le faire, mais je tenais à rappeler aux députés ce qu'il en est.

À l'ordre.

Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, L'éthique; l'honorable député d'Edmonton Riverbend, Les ressources naturelles; l'honorable députée de Saanich—Gulf Islands, L'environnement.

* * *

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LE RAPPORT DE SITUATION SUR LES VACCINS DE LA COVID-19

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire de la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations

Travaux des subsides

et du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Scarborough—Centre.

[Français]

Le débat d'aujourd'hui touche à une question cruciale qu'ont à cœur l'ensemble des Canadiens. Nous comprenons bien les difficultés que la pandémie a causées à tant de Canadiens, aggravées par l'incertitude qui plane quant à la durée de la crise, mais nous voyons la lumière au bout du tunnel. Nous ne sommes plus très loin.

Contrairement à ce que disent certains députés de l'opposition, nous savons que nos scientifiques travaillent très fort pour mettre au point un vaccin sûr et efficace. C'est la seule façon dont nous allons pouvoir commencer à surmonter les perturbations que la pandémie a causées au cours des derniers mois.

[Traduction]

Il est évident que cette période a été très difficile pour les Canadiens. C'est le défi d'une génération que nous devons relever et, oui, c'est un marathon. C'est un marathon qui n'est pas encore terminé. Nous sommes encore dans la deuxième vague de la pandémie et ce n'est pas le moment de réduire notre vigilance.

Je sais que nous avons déjà renoncé à tant de temps avec nos proches et notre famille. Certains ont perdu leur emploi, d'autres leur santé. Toutefois, je suis ici aujourd'hui pour rassurer les Canadiens et les Canadiennes en leur disant qu'il y a de la lumière au bout du tunnel. Nous approchons de la fin de ce marathon. Il y a une solution pour sortir des temps difficiles que nous traversons actuellement, et elle passe par la distribution d'un vaccin. Il nous reste encore un peu de chemin à faire.

Que ce soit bien clair. Tous les Canadiens auront la possibilité de se faire vacciner gratuitement, mais nous devons veiller à ce qu'il n'y ait aucune ingérence politique dans le processus scientifique entrepris actuellement par les chercheurs de Santé Canada. Nous devons aussi veiller à ce que tous les Canadiens aient la plus grande confiance dans le vaccin qui sera finalement disponible.

C'est pourquoi je m'oppose vivement à l'approche des membres de l'opposition qui demandent essentiellement que les politiciens de cette assemblée décident des dates du lancement d'un vaccin. Peut-être l'opposition suggère-t-elle que nous fassions pression sur Santé Canada pour que les scientifiques avancent plus vite qu'ils ne le peuvent dans leur examen, mais je ne sais pas. Ce que je sais avec certitude, c'est que, pour que les Canadiens aient pleinement confiance dans les résultats, il faut que les scientifiques accomplissant le travail soient indépendants.

Je pourrais continuer pendant des heures à parler du respect profond que j'ai pour les chercheurs et les scientifiques. Mon père est chercheur en médecine à l'Université de Montréal. Il a passé les 45 dernières années à chercher un remède contre le cancer et le diabète. Je peux dire à la Chambre qu'il souhaite que les politiciens se tiennent aussi loin que possible des chercheurs afin que les résultats de leurs travaux soient aussi sûrs que possible.

Pour le reste de mon temps, je voudrais décrire le plan solide et très clair que notre gouvernement a mis en place jusqu'à présent afin que les Canadiens puissent retrouver l'espoir dans les mois à venir. Parlons d'abord de la façon dont nous avons procédé pour l'acquisition du vaccin.

Travaux des subsides

Nous savions que le moyen le plus rapide pour les Canadiens d'avoir accès à un vaccin était que le Canada achète des vaccins à des laboratoires étrangers et obtienne des quantités de ces vaccins avant les autres pays. C'est exactement ce que nous avons fait. Notre gouvernement a obtenu la meilleure panoplie possible de candidats-vaccins.

Nous avons travaillé d'arrache-pied à l'élaboration d'un plan de vaccination complet, et nous travaillons avec sept entreprises différentes pour y parvenir. Voici les faits. Le Canada a conclu des accords avec sept des principaux fabricants de vaccins du monde: Pfizer, Moderna, Johnson & Johnson, Sanofi, Medicago, Novavax, Oxford et AstraZeneca. Ce sont les sept que nous avons actuellement dans notre portefeuille de contrats. Cela représente l'accès à environ 10 doses de vaccins par Canadien si toutes ces options contractuelles sont exercées. C'est plus que n'en a obtenu tout autre gouvernement dans le monde.

Nos scientifiques chez Santé Canada évaluent actuellement quatre différents candidats-vaccins. Nos Forces armées canadiennes sont actives et prêtes à distribuer le vaccin dès qu'il sera approuvé.

● (1635)

[Français]

Nul autre que le major-général des Forces armées canadiennes Dany Fortin, un Québécois en qui le pays entier a confiance, a été nommé pour se charger de la distribution des vaccins, de concert avec l'Agence de la santé publique du Canada, ainsi que les autorités de santé publique des provinces et des territoires, bien sûr. Nous nous sommes déjà procuré énormément de fournitures dont nous aurons besoin. Par exemple, nous nous sommes procuré 34 congélateurs, ce qui porte la capacité du gouvernement fédéral à 33,5 millions de vaccins ultra-gelés et gelés. Cela s'ajoute à plusieurs dizaines de millions de seringues, d'aiguilles, de compresses, et j'en passe.

[Traduction]

Maintenant que j'ai passé en revue ces faits et ces chiffres, je tiens à souligner que le cofondateur et président de Moderna a récemment déclaré que le Canada est l'un des tout premiers pays à avoir commandé à l'avance son vaccin, qui s'est révélé très prometteur. Nous sommes assurés de recevoir une partie du lot initial de doses de vaccin de l'entreprise, sous réserve, bien sûr, des approbations de Santé Canada.

L'objectif ici est évidemment de disposer du plus grand nombre d'options possible, afin que, dès que les vaccins seront disponibles et approuvés, les Canadiens obtiennent des doses sécuritaires et efficaces qui nous aideront à mettre fin à cette pandémie. Nous savons toutefois que la capacité dans le domaine de la bioproduction a diminué au Canada au cours des dernières années. C'est pourquoi nous sommes à rebâtir notre capacité de produire de nouveaux types de vaccins ici même, au Canada.

Cela exige des investissements importants aujourd'hui. Nous avons annoncé des investissements de centaines de millions de dollars dans l'entreprise québécoise Medicago, par exemple, qui a un candidat potentiel pour un vaccin canadien, et dans les installations du Conseil national de recherches à Montréal. Grâce à ces investissements, nous disposerons à l'avenir d'une capacité de bioproduction nationale beaucoup plus robuste qu'à l'heure actuelle.

En ce qui concerne le plan de vaccination du Canada contre la COVID-19, nous sommes prêts, avec un portefeuille diversifié de

candidats-vaccins, qui font actuellement l'objet d'un examen réglementaire et de processus d'approbation. Nous avons garanti notre accès à des dizaines de millions de doses de vaccins qui, comme nous l'avons dit plus tôt dans cette enceinte, et je le répète encore une fois, devraient arriver au début de 2021. Nous collaborons avec nos partenaires des provinces et des territoires, ainsi qu'avec ceux des Premières Nations, pour nous assurer que ces vaccins peuvent être livrés à tous les Canadiens le plus rapidement possible.

Ce que les Canadiens veulent, c'est un vaccin sûr et fiable, et c'est ce que le gouvernement du Canada leur garantira. Pour que cela fonctionne, nous devons unir nos efforts au-delà des lignes de parti et dans tout le pays pour nous assurer que tous les Canadiens aient entièrement confiance dans le vaccin, lorsqu'il sera prêt, pour qu'ils se fassent vacciner. Nous avons plus que jamais besoin d'unité, et non de division, alors que nous entrons dans la prochaine phase critique de ce marathon épuisant qu'est, et qu'a été, la pandémie de COVID-19.

● (1640)

M. Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC): Madame la Présidente, ce que je trouve très frustrant de la part des députés ministériels, c'est qu'ils utilisent des mots à la mode comme « accès garanti », « devrait arriver », « liste diversifiée » et « travailler ensemble ». C'est tout ce que nous obtenons comme réponse.

Ce n'est pas compliqué. Nous ne devrions pas nous en tenir seulement au processus d'approbation. Les libéraux devraient dire que si le vaccin Moderna est approuvé à cette date, nous aurons un nombre x de doses livrées à cette date. Ce ne sont pas des questions compliquées, mais leur refus d'y répondre nous indique qu'ils n'ont pas de plan.

Pourquoi ne peuvent-ils pas nous dire que lorsque le vaccin sera approuvé, il sera déployé à telle date avec tel nombre de doses? Ce n'est pourtant pas compliqué.

Mme Rachel Bendayan: Madame la Présidente, je ne suis pas d'accord avec le député lorsqu'il parle de l'utilisation de « mots à la mode ». Dans mon discours, j'ai présenté de nombreux faits et de nombreuses statistiques sur les vaccins achetés par le gouvernement pour les Canadiens. Encore une fois, le député accuse le gouvernement de dire que les vaccins devraient arriver au cours du premier trimestre de 2021, ce que nous avons souvent répété. Comme je l'ai expliqué, ce sont nos chercheurs indépendants qui décideront à quel moment le vaccin sera prêt et quand il sera sûr pour les Canadiens.

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Madame la Présidente, j'ai écouté avec intérêt le discours de la députée. Il y a beaucoup de choses sur lesquelles on peut être d'accord, mais lorsqu'elle dit que l'objectif des députés de l'opposition est de s'ingérer dans le travail des scientifiques, elle est complètement à côté de la plaque.

Il n'est pas question de nous ingérer dans les affaires des scientifiques. Il est question des décisions du gouvernement et de son processus décisionnel pour obtenir les vaccins et mettre en place un système de distribution. Lorsque je dis aux gens de ma circonscription qu'il est probable que seulement 8 % des Canadiens seront vaccinés d'ici avril, ils me répondent que ce n'est tout simplement pas suffisant.

Travaux des subsides

Mme Rachel Bendayan: Madame la Présidente, je comprends que les Canadiens aimeraient savoir avec certitude combien de Canadiens seront vaccinés et à quelle date ils auront accès au vaccin. Toutefois, ce n'est pas quelque chose que nous pouvons prédire pour l'instant, car nos scientifiques sont encore en train d'examiner des candidats-vaccins, du moins un certain nombre d'entre eux. Si plusieurs vaccins sont approuvés en même temps, peut-être qu'un plus grand nombre de Canadiens y auront accès plus tôt. Il nous est impossible de donner un chiffre ou une date parce que nous avons beaucoup d'options différentes sur la table à l'heure actuelle qui font l'objet d'un examen minutieux et rigoureux.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, lors de la séance d'information présentée aux députés, les responsables indiquaient que le vaccin serait offert en priorité aux personnes âgées, aux travailleurs de la santé, aux premiers intervenants et aux Autochtones. D'après ce qu'on nous a dit jusqu'à présent, soit qu'il y aurait trois millions de vaccins disponibles, il n'y en aura pas suffisamment pour les groupes ciblés, les personnes âgées, par exemple. Il n'y en aura pas assez pour vacciner toutes les personnes qui en ont besoin.

Dans Vancouver-Est, nous avons beaucoup de personnes vulnérables, et les travailleurs de première ligne des organismes de services ne font pas partie de ces groupes. Devraient-ils également recevoir le vaccin en priorité?

• (1645)

Mme Rachel Bendayan: Madame la Présidente, le rôle du gouvernement fédéral est d'acheter des vaccins, et évidemment, le rôle de Santé Canada, qui est un organisme fédéral, est de l'homologuer. Cependant, je crois comprendre que les provinces joueront un rôle très important, car elles seront responsables de prévoir la distribution du vaccin et de déterminer les groupes qui le recevront.

Je remercie la députée de sa question et de son commentaire concernant les travailleurs de première ligne. Je conviens que les travailleurs de première ligne sont d'une importance capitale et qu'ils devraient certainement avoir accès aux vaccins dès que possible. Toutefois, je ne veux pas m'ingérer dans les décisions des provinces et des territoires.

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Madame la Présidente, à écouter le débat sur notre programme d'administration des vaccins contre la COVID-19, l'opposition voudrait nous faire croire que le Canada se contente d'attendre sagement au bout de la file d'attente. C'est totalement faux. Les conservateurs ont fait circuler des échéanciers tout à fait inappropriés selon lesquels les Canadiens n'auraient pas de vaccin avant 2030. C'est de la tromperie.

Je vais, avec votre permission, récapituler ce que le gouvernement a fait et continue de faire chaque jour pour s'assurer que le Canada est très bien positionné pour recevoir les premiers lots de vaccins contre la COVID-19. Quant au déploiement de ces vaccins, il y a beaucoup de facteurs à prendre en compte. Les vaccins ne seront offerts aux Canadiens que lorsque leur efficacité aura été prouvée et que Santé Canada les aura homologués.

La semaine dernière, la Dre Sharma, conseillère médicale en chef à Santé Canada, nous a confirmé que si les résultats des essais cliniques étaient concluants, le ministère pourrait approuver le vaccin de Pfizer dès la mi-décembre. C'est le même délai qu'on observe aux États-Unis et en Europe. Les premières livraisons de vaccin contre la COVID-19 sont prévues pour le premier trimestre de 2021.

Ma collègue a rappelé tout à l'heure ce que le président de Moderna avait dit au sujet de la position du Canada, à savoir que, loin d'être en queue du peloton, le Canada avait été l'un des premiers pays à avoir commandé à l'avance son candidat-vaccin. Tout comme Pfizer, le vaccin de Moderna devrait obtenir très bientôt une approbation réglementaire. Nous n'avons cessé d'informer les Canadiens des mesures qui sont prises pour qu'ils puissent avoir accès à un vaccin viable.

Les conservateurs ont beau essayer de vouloir interpréter les choses à leurs propres fins politiques, les Canadiens doivent savoir que ce n'est que de la rhétorique et que nous sommes en train de prendre toutes les mesures nécessaires pour les protéger.

Depuis le début de la pandémie, notre gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait pour s'assurer que, dès qu'un vaccin sera prêt, le Canada sera prêt lui aussi. Depuis le début, la stratégie de notre gouvernement a consisté à conclure des accords avec les fabricants de candidats-vaccins afin que les Canadiens soient bien positionnés au fur et à mesure que les essais cliniques progresseront.

S'agissant des contrats d'achat de vaccins, nous avons dû faire face à un marché mondial extrêmement compétitif et extrêmement complexe et à toutes sortes de vaccins, de dosages et de conditions de fabrication et d'entreposage. Le gouvernement a travaillé d'arrache-pied pour se procurer les meilleurs candidats-vaccins possible, dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Ces efforts ont été récompensés. Le Canada a investi dans l'un des portefeuilles de vaccins contre la COVID-19 les plus diversifiés au monde. Nous avons conclu des arrangements avec sept fournisseurs potentiels. Nous avons accès à plus de doses de vaccin par personne que n'importe quel autre pays au monde. Notre pays n'est donc pas à la traîne, au contraire, il sert au mieux les intérêts de ses citoyens.

Notre portefeuille contient sept grands candidats-vaccins: Pfizer, Moderna, AstraZeneca, Johnson & Johnson, Novavax, Sanofi, GlaxoSmithKline et Medicago. Nous avons déjà des résultats cliniques très prometteurs pour plusieurs de ces candidats-vaccins. Le Canada a sept grands candidats-vaccins dans son portefeuille, dont quatre font actuellement l'objet d'un examen réglementaire.

Loin d'être à la traîne, le Canada est plutôt dans le peloton des pays qui vont commencer à administrer le vaccin dès le premier trimestre de l'année prochaine. Dans le but d'accélérer les choses, nous travaillons en partenariat avec les États-Unis et l'Union européenne afin de partager nos données et d'accélérer le processus d'approbation des vaccins.

C'est un effort collectif. Le Canada en est un chef de file, depuis le début de cette pandémie. Le gouvernement a travaillé d'arrache-pied pour fournir de l'équipement de protection individuelle essentiel et d'autres fournitures médicales à nos travailleurs de la santé de première ligne. Plus de 2 milliards d'unités d'équipement de protection individuelle ont été achetées, dont plus de la moitié ont déjà été livrées. De plus, le gouvernement a livré aux provinces et aux territoires plus de 3 millions de tests de dépistage rapide au cours des dernières semaines.

Travaux des subsides

Nous allons continuer d'acheter d'autres candidats-vaccins, même si nous savons que la logistique de leur distribution peut être très complexe. Contrairement à ce que disent les conservateurs depuis plusieurs mois, nous nous efforçons, en plus de nous procurer des vaccins, de planifier leur distribution et leur administration.

• (1650)

Nous sommes en train de sécuriser les approvisionnements dont nous aurons besoin pour la fabrication et le conditionnement des vaccins au Canada. Par exemple, pendant l'été, nous avons acheté trois systèmes de remplissage et finition de vaccins à l'entreprise Vanrx de Burnaby, en Colombie-Britannique. Ces systèmes, qui s'inscrivent dans la phase ultime de la production des vaccins, permettent de remplir les ampoules sans intervention humaine, d'où un déploiement plus rapide des vaccins, avec moins de gaspillage.

Un pays qui facilite le déploiement rapide d'un vaccin ne peut guère être accusé d'être en queue de peloton. Les conservateurs voudraient nous faire croire que nous n'avons rien fait pour nous préparer en vue de la distribution du vaccin. C'est complètement faux. Nous prenons toutes les mesures pour que, lorsqu'un vaccin sera prêt, nous ayons tous les équipements nécessaires pour l'administrer de façon sûre et efficace, comme des seringues, des aiguilles et des tampons d'alcool.

Nous avons déjà reçu suffisamment de seringues et d'aiguilles pour administrer près de 25 millions de doses de vaccins, et il y en a des dizaines de millions d'autres en route. Nous savons que la distribution des vaccins sera complexe, d'autant plus qu'il faudra les conserver à des températures très précises.

Le Canada est prêt. Nous avons déjà la capacité d'entreposer jusqu'à 33,5 millions de vaccins ultra congelés et congelés. Nous sommes prêts à répondre à d'autres besoins, si l'Agence de santé publique du Canada le juge nécessaire.

Nous savons que la distribution des vaccins nécessitera la collaboration de tous. C'est la raison pour laquelle nous collaborons avec les provinces et les territoires pour nous assurer que le déploiement des vaccins sera fait de façon sûre et efficace partout au Canada.

Nous attendons la fin du processus d'approbation par Santé Canada, qui est vigoureux, efficace, scientifique et apolitique. La Chambre des communes et tous les Canadiens peuvent être sûrs que nous poursuivrons nos efforts pour nous assurer que, lorsqu'un vaccin sera prêt, le Canada le sera aussi.

Personne ici ne sous-estime les souffrances et l'anxiété des Canadiens, ni les pertes qu'ont subies nos amis et nos familles de par le monde pendant ces mois difficiles. Cela dure depuis longtemps, et nous commençons tous à en avoir assez.

Le gouvernement maintient son engagement indéfectible à l'égard de la santé et de la sécurité des Canadiens. Je sais que je me fais le porte-parole de tous les députés quand je dis que notre priorité absolue est d'assurer la santé et la sécurité des Canadiens. Qu'il s'agisse de fournir des vaccins, de l'équipement de protection individuelle ou des tests, le gouvernement continuera de faire tout ce qu'il faut, aussi longtemps qu'il le faudra, pour que les Canadiens sortent de cette crise.

Nous sommes reconnaissants à tous les Canadiens d'être aussi prudents que possible pour eux-mêmes, pour leur famille et pour leurs compatriotes. Le gouvernement travaille avec tout le monde

au Canada pour doter le pays d'équipement de protection individuelle, de candidats-vaccins, de tests et de traitements pour qu'ensemble, nous puissions tous surmonter cette pandémie.

• (1655)

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, je remercie la députée d'en face de son optimisme. Étant donné l'optimisme dont elle fait preuve et ses propos, puisqu'elle a dit que les libéraux sont en fait prêts, ne pense-t-elle pas qu'il est temps qu'ils présentent leur plan aux Canadiens, afin que nous sachions exactement ce qui a été fait et pour que les Canadiens sachent que le gouvernement a un plan et leur intérêt à cœur quand le moment de la vaccination arrivera?

Mme Salma Zahid: Madame la Présidente, les conservateurs veulent un plan. Le voici. À ce jour, le Canada a commandé 429 millions de doses de sept candidats-vaccins contre la COVID-19, soit ceux d'AstraZeneca, de Sanofi, de GlaxoSmithKline, de Novavax, de Johnson & Johnson, de Pfizer, de Medicago et de Moderna. Il s'agit de la gamme de vaccins la plus vaste et la plus diversifiée au monde. Santé Canada sera en mesure d'homologuer le premier candidat-vaccin dans les mêmes délais que les autorités américaines et européennes.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NDP): Madame la Présidente, le gouvernement libéral a fait remarquer à juste titre que les conservateurs avaient gravement sapé la capacité de production pharmaceutique du Canada. Je citerai notamment la décision prise par le gouvernement conservateur de M. Mulroney de privatiser les laboratoires Connaught, qui fabriquaient des vaccins et des médicaments à faible coût pour les Canadiens. C'était en 1986. Depuis, malgré de nombreuses années au pouvoir, les libéraux n'ont rien fait pour mettre sur pied un système public de fabrication de médicaments au Canada.

La députée reconnaît-elle que c'est un gros problème et qu'en fait, si nous avions un système public de fabrication de médicaments au Canada, nous serions capables de produire des vaccins localement et d'être servis en premier?

Mme Salma Zahid: Madame la Présidente, je sais qu'il est très important que les Canadiens aient accès aux vaccins dès qu'ils seront prêts. Je sais que les pays qui les produisent peuvent être servis en premier, mais le Canada est prêt à les recevoir dès qu'ils seront disponibles.

André Picard, du *Globe and Mail*, est l'un des journalistes les plus respectés dans le domaine médical. Voici ce qu'il a dit: « Après coup, [le chef de l'opposition] ne risque pas de se tromper, et quand il demande que le gouvernement fédéral lui donne un calendrier précis pour la distribution des vaccins, c'est totalement irréaliste. »

Le gouvernement a réservé un plus grand nombre de vaccins par habitant que n'importe quel autre pays au monde. Nous sommes prêts. Nous avons des spécialistes comme le major général Dany Fortin pour piloter le programme logistique national. Nous avons confiance dans nos spécialistes et dans les Canadiens. Ces derniers auront accès à un vaccin dès que nous en aurons un qui est sûr.

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Madame la Présidente, j'aimerais poursuivre la même idée.

Travaux des subsides

Pendant 70 ans, le Canada a été un chef de file mondial en matière de production de vaccins grâce aux laboratoires Connaught, qui s'inscrivaient dans un modèle public de mise au point et de production de vaccins. Sachant ce que nous savons aujourd'hui, pensez-vous que ce soit une bonne idée d'en revenir au modèle public pour faire de la recherche et de la fabrication, au lieu de s'en remettre complètement aux grandes sociétés pharmaceutiques? Autrement dit, devrions-nous recréer un laboratoire public au Canada?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député qu'il doit adresser ses questions et ses observations à la présidence.

La députée de Scarborough-Centre a la parole.

Mme Salma Zahid: Madame la Présidente, je sais que les Canadiens ont besoin d'avoir l'assurance qu'ils auront accès à un vaccin sûr dès que celui-ci sera disponible. Le Canada est en bonne position. Il a acquis l'un des meilleurs éventails de candidats-vaccins au monde. Nous avons conclu des ententes avec sept grands laboratoires. Je suis sûre que les Canadiens auront accès à un vaccin dès qu'il sera disponible.

● (1700)

M. Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de demander des précisions sur une question importante pour un grand nombre de Canadiens, celle de la distribution du vaccin. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Kenora.

J'appuie pleinement la prémisse de cette motion. Un vaccin permettra de laisser la pandémie de COVID-19 derrière nous et son bon déploiement est essentiel pour la santé, la sécurité et la stabilité économique de tous les Canadiens.

La motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui demande simplement au gouvernement de faire le point de la situation d'ici le 16 décembre sur quatre aspects, mais elle se résume en fait à trois questions: quand, comment et à qui les vaccins seront-ils distribués au Canada? J'adopterai peut-être une approche légèrement différente de celle de mes collègues pour traiter ces questions importantes pendant le débat, mais j'ai trois principaux messages à faire passer: premièrement, des remerciements; deuxièmement, l'importance de la gestion de la crise et de la planification, et les facteurs que cela comprend; et enfin l'importance d'une communication claire et transparente.

Tout d'abord, je souhaite remercier mes concitoyens de Bruce—Grey—Owen Sound de m'avoir permis de les représenter dans cette vénérable enceinte et de représenter tous les Canadiens, surtout en période de crise.

Par ailleurs, j'aimerais remercier le gouvernement d'avoir choisi le major-général Dany Fortin comme vice-président à la logistique et aux opérations de l'Agence de la santé publique du Canada et d'avoir demandé que 27 membres supplémentaires des Forces armées canadiennes soient détachés auprès de l'Agence. J'ai eu l'honneur de servir avec le général Fortin, notamment pendant mes tout derniers mois sous l'uniforme à Bagdad, en Irak. C'est un leader phénoménal et un excellent communicateur, et il a toute l'expérience et toutes les compétences nécessaires pour réussir à ce poste important.

Je reconnais qu'aujourd'hui, au cours d'une conférence de presse, chose curieuse le jour même où nous débattons de cette motion qui demande plus de détails sur la distribution du vaccin, nous

avons appris qu'environ trois millions de Canadiens devraient être vaccinés d'ici la fin du mois de mars et que les unités frigorifiques nécessaires seraient en place dans les 14 points de distribution du pays d'ici le 14 décembre 2020. C'est une bonne nouvelle et il devrait en être d'autant plus facile pour les députés libéraux et le gouvernement de voter en faveur de la motion.

Ensuite, je veux mettre l'accent sur ce qui me semble être des considérations et des facteurs qu'il est important de prendre en compte dans la planification et la gestion de crise. De 2014 à 2016, j'étais directeur adjoint de la planification pour toutes les opérations des Forces canadiennes au sein du Commandement des opérations interarmées du Canada. Si j'occupais encore ce poste, je suis sûr que je ne chômerais pas aujourd'hui.

Quels sont certains des éléments les plus importants de la gestion de crise? Le leadership, la vitesse de réaction, un plan solide, des ressources suffisantes, une réponse compatissante et bienveillante et un excellent plan de communication. Si nous regardons la réponse du gouvernement à ce jour en ce qui concerne le vaccin, je crois que bien des Canadiens conviendraient qu'elle laisse à désirer à de nombreux égards.

On entend par leadership et vitesse de réaction le fait de prendre rapidement de bonnes décisions tout en gérant le temps dont on dispose. Cependant, le gouvernement a tardé à fermer les frontières, à acheter de l'équipement de protection individuelle et à passer commande de ces vaccins. À présent, malgré la dernière annonce, la majorité des Canadiens ne savent toujours pas quand ils peuvent espérer être vaccinés.

Je salue la décision du gouvernement de conclure des marchés avec plusieurs sociétés productrices de vaccins. C'était prudent. Cependant, avant aujourd'hui, on ne savait pas vraiment si le Canada avait la capacité d'entreposage nécessaire ou les moyens voulus pour la distribution de ces vaccins. Je suis heureux de voir que nous avons quelques précisions de plus aujourd'hui.

Le 27 novembre était publiée la directive de planification du chef d'état-major pour les Forces armées canadiennes en appui au déploiement du vaccin contre la COVID 19. C'est une excellente directive de planification, ce à quoi tous les Canadiens s'attendent, selon moi, de la part des militaires, mais elle soulève quelques questions très préoccupantes.

Tout d'abord, pourquoi n'y a-t-il aucune mention des récentes orientations et directives politiques stratégiques? Sans orientation ou directive politique, les Forces armées canadiennes sont obligées de formuler des hypothèses de planification. Certaines de ces hypothèses dans cette directive précisent, premièrement, que le premier envoi ne sera pas sur le terrain avant le premier trimestre de 2021, et qu'il ne sera suffisant que pour un petit pourcentage de la population canadienne. Ensuite, des décisions doivent être prises à l'échelle nationale par l'Agence de la santé publique du Canada et ces décisions sont attendues au plus tard au début décembre, y compris la nécessité pour l'Agence d'obtenir les services d'un prestataire de services logistiques qui aura une expérience unique en gestion de vaccination.

Quand ces décisions seront-elles prises? Qui est le prestataire de services logistiques que l'Agence doit soumettre au processus d'appel d'offres et mettre en place, ou bien l'agence va-t-elle également faire appel à un fournisseur unique?

Travaux des subsides

De plus, il est important de noter que les hypothèses s'étendent sur plus de deux pages. Ce qui est fascinant à ce sujet, du point de vue d'un planificateur militaire, c'est que s'il y a deux pages d'hypothèses, cela signifie qu'il n'y a pas de clarté ni d'orientation venant de la part de notre gouvernement.

• (1705)

La question est de savoir pourquoi nous sommes si en retard dans la passation des marchés. Pourquoi y a-t-il tant d'hypothèses et un manque d'orientation de la part du gouvernement? Quand l'armée canadienne et les Canadiens recevront-ils des réponses à ces questions? Quoi qu'il en soit, j'ai une confiance absolue envers les Forces armées canadiennes qui sauront réagir en conséquence, et seront à la hauteur de la situation pour soutenir tous les Canadiens.

Parlons des communications. L'importance de communications claires, cohérentes et opportunes est vitale en situation de crise. Si cette motion a été présentée et est débattue aujourd'hui, c'est qu'il n'y a pas eu de communication claire, ouverte et transparente sur le moment et le mode de réception des vaccins et leurs destinataires. Ce manque de détail crée de l'anxiété et du stress chez les Canadiens dans tout le pays. Les petites entreprises, les familles, les personnes âgées et les établissements de soins de longue durée veulent simplement une réponse claire et cohérente à ces questions simples liées au moment et au mode de réception des vaccins, et à leurs destinataires.

Tout au long de cette pandémie, le gouvernement a fait preuve de cohérence en annonçant de nombreux programmes, mais en ne donnant que des détails vagues sur le moment et la manière dont les Canadiens peuvent présenter une demande. Si l'on prend l'exemple du prêt au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, de nombreuses annonces ont été faites, mais il a fallu des semaines, voire des mois avant que les Canadiens puissent en faire la demande.

Examinons en particulier la pandémie. Je reviens au mois d'août, lorsque le ministre de l'Innovation, de la Science et de l'Industrie a déclaré que le déploiement du vaccin commencerait à l'automne. Un communiqué du Cabinet du premier ministre en août indiquait que ce serait en novembre 2020. Puis, en septembre, le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a dit début 2021. Le 23 octobre, le premier ministre a dit « à un moment donné dans la nouvelle année ». Et cela continue, jusqu'à il y a à peine deux jours, quand la vice-première ministre a dit avant l'été et le premier ministre a dit au cours des mois à venir. Aujourd'hui, dans le communiqué de l'Agence de la santé publique du Canada, le général Fortin parlait de trois millions de Canadiens au cours des trois premiers mois de 2021. Enfin, voilà un certain degré de détail.

Ce manque de détail et de cohérence augmente le stress et a un impact sur la santé mentale de milliers de Canadiens. En cette période de peur, d'anxiété et d'incertitude accrue, le gouvernement devrait faire de la clarté et de la transparence sa priorité. Les Canadiens en ont assez enduré. Nous devons faire en sorte que ce pays fonctionne à nouveau. Nous avons besoin que ce pays retrouve la santé.

L'effet que cela a sur la santé mentale est stupéfiant. Un document d'orientation politique de juillet 2020 du Centre de toxicomanie et de santé mentale cite un récent sondage selon lequel 50 % des Canadiens ont déclaré que leur santé mentale s'était détériorée depuis le début de la pandémie, et que beaucoup se sentaient in-

quiets et anxieux. Un Canadien sur 10 interrogés a déclaré que sa santé mentale s'était grandement détériorée à la suite de la COVID-19. Dans le même document d'orientation, il est démontré que la consommation de substances psychoactives était également en hausse à cause de la COVID-19. Un récent sondage a révélé que 25 % des Canadiens de 35 à 50 ans et 21 % de ceux de 18 à 34 ans avaient augmenté leur consommation d'alcool depuis le début des mesures d'éloignement social et d'auto-isolement en raison de la COVID-19. En outre, une récente étude du Centre de toxicomanie et de santé mentale a révélé que les femmes, les personnes ayant perdu leur emploi à la suite de la pandémie, celles qui s'inquiétaient de leurs finances personnelles, les personnes ayant des enfants à la maison et les jeunes étaient plus susceptibles que les autres de présenter des symptômes d'anxiété et de dépression à cette époque. Ces données sont extrêmement inquiétantes. Il est important que l'on prenne en compte tous les effets de la COVID-19 sur la santé des personnes, des enfants, des familles, des entreprises et des écoles, ainsi que son impact sur l'économie.

Notre motion est simple. Elle exige du gouvernement qu'il planifie et précise quand, comment et à qui les vaccins seront distribués aux Canadiens. J'ai souligné jusqu'à présent dans mon discours que, dans la gestion des crises et pendant les pandémies, tout se joue sur la direction, l'information et le partage de cette information — qui confère de la vérité au pouvoir — et des communications claires, ouvertes et transparentes. Ce gouvernement doit faire mieux sur tous ces fronts pour tous les Canadiens. Les Canadiens méritent ces réponses et ils les méritent maintenant.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je remercie mon collègue pour son intervention aujourd'hui, et je suis heureux de voir à quel point il tient au vaccin. Malheureusement, je ne peux pas dire que c'est le cas pour tous les membres de son caucus. En particulier, mon voisin de Hastings—Lennox et Addington parraine actuellement une pétition qui remet en question les vaccins, et qui les qualifie même d'« expérimentation sur des humains ».

Je me demande pourquoi le chef de l'opposition, lorsqu'il a été interrogé par les médias aujourd'hui, a refusé de dénoncer la pétition ou même de commenter le fait que le député de Hastings—Lennox et Addington parraine cette pétition. Il a même refusé d'aborder la question avec les médias. Je ne peux m'empêcher de me demander si cela a un rapport avec le fait qu'il s'appuie sur les dizaines de milliers d'électeurs potentiels qui sont également contre la vaccination de cette manière.

Je me demande si le député pourrait commenter cette pétition. Dénonce-t-il cette pétition? Encourage-t-il tous les Canadiens à se faire vacciner lorsque Santé Canada approuvera le vaccin?

• (1710)

M. Alex Ruff: Madame la Présidente, c'est une question intéressante. Manifestement, la société dans laquelle nous vivons est une société libre. Il appartient donc aux Canadiens de décider s'ils veulent se faire vacciner ou non.

Aux dernières nouvelles, nous étions là, aujourd'hui, pour débattre de la motion dont la Chambre est saisie. Si le député d'en face a une question sur cette pétition, quelle qu'elle soit, je lui suggère d'en parler au député qui a autorisé la publication de la pétition, et pas à moi.

Travaux des subsides

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Madame la Présidente, je tiens avant tout à remercier mon ami et collègue de Bruce—Grey—Owen Sound pour les services incroyables qu'il a rendus à notre pays au fil des ans. Il a une connaissance de fond en matière de logistique et d'organisation que nous pourrions appliquer à la distribution des vaccins contre la COVID-19 dans tout le pays.

Voici ce que j'aimerais lui demander. Pourrait-il expliquer dans le détail dans quelle mesure le manque de renseignements fournis par le gouvernement libéral aux Forces armées canadiennes pourrait gêner la distribution du vaccin?

M. Alex Ruff: Madame la Présidente, en matière de planification militaire, il y a une règle qui veut qu'on passe un tiers du temps à la planification et deux tiers à l'organisation et aux gens. Or, il a fallu 11 mois au gouvernement pour donner des directives aux Forces armées canadiennes afin qu'elles aident avec ce déploiement ou approvisionnement. S'il suit la règle des tiers, va-t-il falloir au gouvernement encore 18 mois avant que ce plan ne soit mis en place?

Voilà où je veux en venir. Il s'agit d'une question de temps. Dans mon discours, j'ai parlé de l'importance d'une réponse rapide, surtout en cas de crise. Il s'agit d'aplatir l'approche sur le plan de la chaîne de commandement, de faire parvenir l'information à tous les niveaux des organisations, dans tous les ministères, afin de soutenir au mieux les Canadiens de ce grand pays.

[Français]

Mme Louise Charbonneau (Trois-Rivières, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son excellent énoncé. Je sais qu'il connaît très bien les dispositions que prennent les Forces armées canadiennes.

Croit-il qu'il serait plus prudent d'éviter de créer des attentes dans la population puisque le vaccin n'a pas encore été homologué par Santé Canada, et qu'il serait peut-être irresponsable donner une date précise en ce moment?

M. Alex Ruff: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa question. Je vais essayer d'y répondre en français.

Comme je l'ai dit, il est très important dans une crise de donner beaucoup d'information à tous les Canadiens.

[Traduction]

À mon avis, nous devons donc communiquer l'information. Si le gouvernement ne souhaite pas créer de faux espoirs ni permettre la diffusion de renseignements erronés, il doit rendre l'information publique aussi rapidement et régulièrement que possible et ne pas s'éloigner de son message. Hélas, ce n'est pas ce qu'il a fait.

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la Présidente, je suis ravi de participer au débat d'aujourd'hui qui découle de la motion que nous avons présentée à l'occasion de notre journée de l'opposition.

Le Parti conservateur demande au gouvernement de présenter un plan aux Canadiens et de le mettre en œuvre, mais ce dernier s'y refuse depuis le début de la pandémie. Nous demandons au gouvernement libéral de soumettre d'ici le 16 décembre un rapport de situation sur la façon dont chaque type de vaccin sera livré en toute sécurité au Canada, entreposé et distribué à la population canadienne; la date à laquelle chaque type de vaccin commencera à être déployé au Canada; les taux de vaccination mensuels prévus; la façon d'établir les priorités pour la vaccination des différents segments de la

population; et le plan de distribution du vaccin aux communautés autochtones, aux membres des Forces armées canadiennes et aux anciens combattants.

Il n'y a absolument aucune raison pour que le gouvernement ne soit pas en mesure de fournir cette information aux Canadiens dans les deux prochaines semaines. Bien franchement, je crois que son incapacité à fournir cette information aujourd'hui est extrêmement préoccupante.

Les libéraux — et tous les députés — savent que les Canadiens attendent les vaccins avec impatience. Ils suivent les nouvelles et cherchent à savoir où en est rendue la conception. Ils formulent des conjectures sur ce qu'ils feront lorsqu'ils seront vaccinés. Le gouvernement est parfaitement conscient, bien entendu, que la vaccination est la clé pour vaincre le virus, protéger les Canadiens et faire rouler notre économie.

En fait, au printemps dernier, le premier ministre lui-même a déclaré: « La normalité, comme elle était avant, ne pourra pas revenir tant qu'il n'y aura pas de vaccin ». Je crois que le premier ministre a dit cela en avril, mais tout ce temps s'est écoulé et le gouvernement a fait très peu, voire rien, pour se procurer des vaccins, planifier leur distribution et s'assurer que chaque Canadien qui le souhaite pourra en obtenir un.

Le gouvernement libéral a été pris au dépourvu et cela se voit vraiment. Il s'est retrouvé derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne, le Mexique, le Brésil, l'Inde et l'Indonésie en ce qui concerne l'acquisition de vaccins. Plus de 2,7 milliards de personnes font la queue devant les Canadiens.

Ce qui est vraiment troublant, c'est que non seulement les libéraux n'ont pas de plan pour se procurer des vaccins, mais ils semblent également ne pas avoir prévu ce qu'ils vont faire une fois que nous les aurons enfin reçus. Ils n'ont aucune stratégie pour distribuer les vaccins aux Canadiens ni pour déterminer qui pourra y avoir accès en premier. En fait, le ministre des Ressources naturelles a publié sur Twitter un graphique censé mettre en scène un quelconque plan d'approvisionnement en vaccins. Il disait: « Chaque Canadien aura accès à un vaccin efficace et gratuit une fois qu'il sera prêt. ».

Ce n'est vraiment pas un plan. Franchement, ce n'était pas non plus un très bon graphique, si je peux me permettre, mais ce sont les non-réponses qui irritent énormément les Canadiens. Alors que la population des États-Unis et du Royaume-Uni commencera à être vaccinée dès la semaine prochaine, le gouvernement libéral parle de mettre les vaccins à la disposition de la plupart des Canadiens d'ici septembre.

Comme je l'ai dit, nos voisins du Sud et beaucoup d'autres personnes dans le monde retrouveront leur vie. Ils verront leur famille de nouveau. Ils pourront éventuellement rouvrir certaines de leurs entreprises et retourner au travail en toute sécurité. Ils pourront organiser des mariages, des remises de diplômes et des festivités pour le temps des Fêtes. Cependant, au Canada, nous allons manquer beaucoup de ces occasions et nous allons rater du temps de qualité avec notre famille et nos proches.

À ce rythme, les Canadiens continueront de reporter des événements pendant une bonne partie de l'été. Ils devront compter le nombre de personnes présentes aux mariages et aux funérailles pour s'assurer qu'il n'y a pas trop de monde.

Travaux des subsides

Les conséquences psychologiques de cette pandémie ont aussi une incidence sur la santé mentale, car les personnes qui souffrent de problèmes de santé mentale et qui luttent contre la toxicomanie continueront d'être coupées de nombre de leurs systèmes de soutien. De plus, les communautés autochtones éloignées, comme il y en a beaucoup dans ma circonscription, devront probablement continuer à s'isoler du monde extérieur pour freiner la propagation. Beaucoup de Canadiens qui ont des proches dans d'autres provinces ou même à l'étranger ne pourront pas les revoir de sitôt.

On s'attend à ce que les aînés se contentent de rassemblements virtuels à un moment où ils ont plus que jamais besoin du soutien de leurs amis et de leur famille. Les parents s'inquiètent chaque fois qu'ils envoient leurs enfants à l'école. Les étudiants, qui ne peuvent pas assister en personne à des cours et qui n'ont pas accès à des services fiables d'Internet, risquent de prendre du retard ou de passer entre les mailles du filet. Les entreprises continueront de perdre des revenus et de mettre à pied des employés et pourraient fermer leurs portes définitivement. Plus de travailleurs perdront alors leur emploi et plus de familles auront de la difficulté à joindre les deux bouts.

● (1715)

Les étudiants et les jeunes verront leur carrière interrompue, étant donné qu'ils se retrouveront sur le marché du travail à l'un des pires moments de l'histoire. Les exploitants d'entreprises touristiques de Kenora, dans le Nord de l'Ontario, et de partout au Canada perdront probablement une autre saison. Bon nombre des compagnies aériennes qui desservent les collectivités éloignées du Nord ne pourront pas offrir ce service essentiel.

Les Canadiens s'inquiètent avec raison. Ils ont raison d'être frustrés et déçus du gouvernement libéral. Les citoyens ont respecté les directives et les règlements de la santé publique et ils ont vraiment joué leur rôle pour lutter contre le virus, mais ils veulent reprendre une vie normale et ils veulent que le gouvernement leur montre un plan pour y arriver et pour leur donner une lueur d'espoir.

Je ne comprends pas comment les libéraux peuvent s'attendre à ce que nous soyons satisfaits en sachant qu'il se pourrait que la vaccination ait lieu dans 10 mois. Malheureusement, ce n'est pas une surprise pour moi, pour beaucoup de députés de ce côté-ci de la Chambre et pour de nombreux Canadiens. Après tout, les libéraux bâclent la réponse à la pandémie depuis le premier jour.

On sait qu'ils ont manqué leur coup dans le dossier des tests de dépistage rapide, alors qu'une mise en œuvre efficace de ces tests aurait permis d'éviter certaines des difficultés que vivent les Canadiens depuis quelques mois. Les Canadiens auraient peut-être pu rendre visite à des êtres chers en toute sécurité. Des entreprises auraient pu rester ouvertes ou reprendre leurs activités, et des élèves auraient pu se sentir en sécurité à l'école. Les libéraux ont aussi traîné et attendu trop longtemps avant de fermer la frontière.

En septembre, la ministre de la Santé a affirmé avoir été « pleinement informée » des risques relatifs à la COVID-19 en décembre 2019. Pourtant, le gouvernement libéral est resté les bras ballants et n'a rien fait pendant des mois. Si les libéraux avaient imposé des restrictions sur les déplacements ou recommandé le port du masque dès que la ministre et le gouvernement ont été informés de la gravité de la pandémie, nous aurions pu sauver des vies. Nous aurions pu éviter le ralentissement économique qui a ravagé des entreprises et des familles partout au pays.

Au lieu de cela, le gouvernement s'est contenté d'envoyer des signaux contradictoires et de prêcher. Comme je l'ai dit, le gouvernement libéral n'était clairement pas prêt à réagir à la COVID-19 et, bien que les mois passent, il n'a toujours pas appris de ses erreurs, de toute évidence, puisque nous n'avons toujours pas vu ce plan très important qu'il faudrait voir.

Les Canadiens devraient être en train de songer à la reprise au moment où on se parle, mais ils en sont encore à s'adapter à de nouvelles restrictions. De nombreuses entreprises ont investi des milliers de dollars dans la santé et la sécurité afin de réduire les risques de transmission et de ne mettre la vie de personne en danger, mais elles ignorent si elles seront autorisées à rouvrir au printemps, ou si elles auront les reins assez solides pour survivre jusque-là.

La déclaration suivante de la ministre des Finances résume à merveille l'attitude du gouvernement depuis le début de la crise. Il y a quelques semaines, je lui ai en effet demandé si nous pouvions nous attendre à un plan et à un budget de la part du gouvernement. Qu'a-t-elle répondu? Que nous devons prendre notre mal en patience. Le problème, c'est que la patience est un privilège que peu de gens ont la chance d'avoir en ces temps de crise.

Les politiciens ont beau jeu de demander aux Canadiens de patienter: ils reçoivent encore leur salaire, eux. Par contre, les chefs de petite entreprise qui voient leur gagne-pain leur filer entre les doigts, les travailleurs qui ont perdu leur emploi et les Canadiens vulnérables qui ont peur de sortir de chez eux n'ont hélas pas les moyens de patienter plus longtemps.

Les Canadiens patientent depuis près de 10 mois. Il est temps que le gouvernement se montre transparent, qu'il rende des comptes et qu'il propose un véritable plan pour guider le pays tout au long de la prochaine étape de cette crise sanitaire et économique. C'est justement ce que la motion d'aujourd'hui lui permettrait de faire, alors j'invite mes collègues à appuyer cette proposition importante.

● (1720)

M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.): Madame la Présidente, je suis quelque peu perplexe, car dans son exposé, le député m'a semblé laisser entendre que le Canada souffre énormément. Tout le monde souffre de la COVID-19. Cependant, d'après le taux de mortalité par habitant ainsi que bien d'autres méthodes de mesure, le Canada est moins durement touché que bien d'autres pays. C'est donc dire que nous faisons sûrement quelque chose de bien, même s'il est difficile de gérer tous les problèmes complexes auxquels nous devons faire face actuellement.

Que pense mon collègue du fait que, comparativement à la plupart des autres pays, le Canada semble très bien s'en tirer?

● (1725)

M. Eric Melillo: Madame la Présidente, en tout respect, je dirais à mon collègue que, lorsqu'on parle à des Canadiens dont la vie a été perturbée par cette pandémie parce qu'ils ont perdu un membre de leur famille, leur emploi ou leur entreprise à cause de la COVID-19, je pense qu'aucune méthode de mesure utilisée par le gouvernement ne peut leur donner bon espoir que les choses vont bien aller.

Travaux des subsides

La pandémie touche le gagne-pain des gens. C'est une source de stress pour la population. Les gens vivent une période extrêmement difficile. Le fait que le gouvernement n'a manifestement aucun plan à proposer, contrairement à bien d'autres pays, montre à quel point le gouvernement n'était pas préparé et ne l'est toujours pas. C'est pour cela que nous avons présenté cette motion aujourd'hui. J'encourage tous les députés, y compris ce député et tous les députés de l'autre côté de la Chambre, à appuyer notre motion.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, au début de la pandémie, à la première vague, notre incapacité à produire de l'équipement de protection individuelle a évidemment causé des problèmes. C'était une lacune flagrante de la capacité de production au Canada. Nous sommes maintenant à l'étape des vaccins, et la question de la capacité est encore une fois un grave problème parce que nous ne pouvons pas produire nos propres vaccins.

En fait, c'est un gouvernement conservateur qui a privatisé les laboratoires Connaught, ce qui est à la source du problème et qui l'a exacerbé. Bien sûr, les libéraux n'ont pas corrigé la situation pendant toutes les années où ils étaient au pouvoir.

Compte tenu de ce que nous avons appris aujourd'hui, le député appuierait-il la demande du NPD voulant qu'on établisse une société d'État qui produirait des vaccins et des médicaments essentiels pour les Canadiens?

M. Eric Melillo: Madame la Présidente, je suis plutôt découragé que des députés consacrent du temps à critiquer d'anciens gouvernements à la Chambre, peu importe s'ils étaient libéraux ou conservateurs. Lorsque je parle aux gens de ma circonscription, ils accordent bien peu d'importance aux anciens gouvernements. Ce qui est important à leurs yeux, c'est ce que le gouvernement actuel fait, ce que les députés actuels font et la façon avec laquelle nous luttons pour défendre leurs intérêts.

C'est ce sur quoi je me concentre. Je pense que je parle au nom de tous les députés de mon parti lorsque je dis que notre priorité est d'aller de l'avant. C'est pour cette raison que nous présentons cette motion importante. Nous voulons veiller à ce que le gouvernement présente un plan, en toute transparence, pour contribuer à la lutte contre ce virus afin d'assurer la sécurité des Canadiens, leur permettre de retourner au travail et faire tourner l'économie.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, j'ai tenté de poser une question à l'intervenant précédent, mais il n'y a pas répondu. Je vais donc tenter d'obtenir une réponse de son collègue.

Le député d'Hastings—Lennox and Addington parraine une pétition qui qualifie les vaccins d'expérimentation humaine. Le député de Kenora pourrait-il dire s'il croit que la distribution des vaccins est une expérimentation humaine?

M. Eric Melillo: Madame la Présidente, non, je ne le crois pas, et je ne partage pas le point de vue exprimé dans la pétition.

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Madame la Présidente, je sais que le député a dit ne pas vouloir parler du passé, mais il vient de parler des 10 derniers mois. Nous ne pouvons pas tirer des leçons de l'histoire si nous ne connaissons pas notre histoire.

Pour revenir à la question de la députée de Vancouver-Est, le député regrette-t-il la décision de privatiser les laboratoires Connaught? Pendant 70 ans, ils ont fabriqué des vaccins pour des gens partout dans le monde à très faible coût. Ils nous seraient d'une

grande aide en ce moment, si le gouvernement conservateur ne les avait pas privatisés. Le député croit-il que nous devrions revenir à ce genre de modèle?

M. Eric Melillo: Madame la Présidente, je suis député depuis un an seulement, mais je ne regrette absolument aucune des décisions que j'ai prises à la Chambre et je suis fier de l'excellent travail accompli par l'opposition pour exiger des comptes de la part du gouvernement. Nous continuerons d'obliger le gouvernement à rendre des comptes et nous espérons que tous les députés de l'opposition et du gouvernement nous aideront à accroître la reddition de comptes et la transparence en votant en faveur de cette motion.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, nous avons un débat important aujourd'hui. Je repense aux derniers moments, après avoir entendu l'opposition officielle brouiller les cartes. Les conservateurs lancent souvent des chiffres et des dates pour renverser la situation et faire mal paraître le gouvernement. Je suppose que, dans une certaine mesure, c'est leur travail comme opposition officielle. Cela dit, je veux parler de la situation dans son ensemble, en reconnaissant toute l'importance de cette question.

Si on m'avait demandé il y a quatre ou cinq ans, à l'arrivée des libéraux au pouvoir avec l'actuel premier ministre, quel était le problème le plus important, j'aurais répondu sans hésiter qu'il s'agissait de la classe moyenne du Canada et de ceux qui aspirent à en faire partie. C'était la priorité absolue. Le premier ministre a été très clair sur ce point. Il s'agissait de la classe moyenne. Nous devons travailler dur pour encourager, promouvoir et soutenir la classe moyenne du Canada. Je n'ai pas été surpris parce que même lorsque le premier ministre était chef du Parti libéral en tant que deuxième opposition à la Chambre, il défendait la classe moyenne du Canada.

Nous nous en sortions relativement bien. Je pourrais passer en revue une multitude de politiques, allant d'allègements fiscaux pour la classe moyenne au soutien de la classe moyenne grâce à la Prestation canadienne pour enfants en passant par l'aide aux personnes âgées avec des augmentations du supplément de revenu garanti et des investissements dans nos infrastructures, le tout pour soutenir la classe moyenne du Canada. Je me serais imaginé que c'est ce que nous aurions continué de faire au fil des ans. Cela ne veut pas dire que nous avons oublié la classe moyenne du Canada, car nous restons concentrés sur elle, mais au cours des 10 derniers mois environ, nous avons dû reconnaître l'effet du coronavirus sur notre société, non seulement ici au Canada, mais dans le monde entier.

Conséquence directe de la pandémie, nous en avons fait le point de mire du gouvernement du Canada. Nous nous sommes employés à réduire le plus possible les effets négatifs du coronavirus dès le premier jour, et nous ne l'avons pas fait seuls. Nous avons cherché des partenaires et collaboré avec tous ceux qui étaient prêts à travailler avec le gouvernement pour lutter contre le coronavirus. Il s'est révélé exceptionnellement efficace. Je n'ai aucun problème à établir des comparaisons entre le Canada et d'autres pays. Je souhaite les meilleures des chances à tous les pays dans la lutte contre le coronavirus, mais qu'il s'agisse du leadership exercé par le premier ministre, le Cabinet, le caucus libéral ou n'importe quel député de la Chambre à différents moments, nous avons vu beaucoup de bon travail en collaborant avec les Canadiens.

Travaux des subsides

Le gouvernement du Canada sait qu'il ne peut y arriver seul. Nous avons collaboré avec les provinces, les territoires, les dirigeants autochtones, les organismes sans but lucratif et le secteur privé dès le premier jour afin d'atténuer les répercussions négatives du coronavirus. Ce fut très encourageant. Nous avons vu certains résultats. Nous avons vu des industries canadiennes qui ne produisaient pas d'équipement de protection ou l'alcool nécessaire pour des désinfectants pour les mains s'ajuster pour en produire en grandes quantités.

● (1730)

Grâce aux mesures du gouvernement du Canada, en collaboration avec les provinces, les municipalités et tous les autres intervenants, nous avons pu résister à la première vague qui est arrivée au Canada alors qu'elle traversait le monde. Nous avons longtemps tenu le cap. Ainsi, les différents ordres de gouvernement, y compris le gouvernement national, ont pu être mieux préparés pour la deuxième vague. Tout au long de cette période, nous avons vu des efforts phénoménaux dans certains domaines, auxquels nous devons la position dans laquelle nous sommes aujourd'hui.

Nous sommes conscients de l'importance du vaccin. Ceux qui suivent ou regardent ce débat peuvent savoir que lorsque le vaccin sera prêt, nous serons prêts. Chaque jour, sept jours par semaine, le gouvernement travaille avec une multitude de personnes pour garantir que lorsque nous pourrions mettre la main sur un vaccin qui aura été approuvé pour la sécurité des Canadiens, il sera distribué. C'est de la plus haute importance. Nous en sommes conscients.

Je repense à mars et avril et je me souviens de certaines discussions qui ont eu lieu ici et des préoccupations concrètes à propos de la façon dont nous pourrions maintenir le cap. Je m'en souviens très bien. Il y a eu une grande collaboration. Nous avons vu toutes sortes de contributions de différents ministères, des ministères qui ont pu apporter certains changements essentiels à des programmes. Nous pouvons parler du programme de la Prestation canadienne d'urgence, dont littéralement plus de huit millions de Canadiens ont bénéficié lorsqu'ils se sont retrouvés au chômage ou ont perdu leur salaire. Nous pourrions parler des programmes pour les entreprises, de l'effet de levier en passant par les banques pour le programme d'aide au loyer, et de l'un de mes programmes favoris, la subvention salariale. Voilà le genre de choses sur lesquelles nous avons travaillé dès le début.

Même à l'époque, nous connaissions l'importance du vaccin. Nous avons travaillé sur le vaccin pendant de nombreux mois. Cela ne devrait étonner personne. Après avoir écouté les experts de la santé et nous être tournés vers la science pour savoir ce qui se passait, comme gouvernement, nous avons entamé des négociations bien avant la plupart des autres pays. Nous sommes dans une position bien plus favorable grâce à l'énorme somme de travail effectué au cours des premiers mois de l'été, et je dirais même avant cela.

Nous entendons souvent parler des sept vaccins. Notre gouvernement a négocié des dizaines de millions de vaccins provenant de sept entreprises. Nous commençons à voir certains des fruits de ces négociations, alors que nous voyons enfin un peu de lumière au bout du tunnel.

Les députés devraient regarder ce que dit le hansard lors du débat sur les vaccins dans son ensemble. Il serait intéressant de voir combien de députés de l'opposition, lorsqu'ils ont eu l'occasion pendant l'été de poser des milliers de questions, ont vraiment posé des questions, par exemple sur ce que nous faisons à propos des

contrats pour des vaccins. C'est ce qu'il y a de bien avec le hansard.

● (1735)

Je soupçonne que les Canadiens pourraient être un peu déçus de l'opposition collective. Le recul, c'est merveilleux. À mesure que nous nous approchons et que nous commençons à entendre parler du vaccin, les conservateurs disent maintenant qu'ils veulent le vaccin et nous demandent la date.

Comment pouvons-nous donner une date alors que le vaccin n'a pas été homologué? Essaient-ils de dire que nous devrions fixer une date et ensuite faire dire à Santé Canada que ce sera la date? Disent-ils que la politique est plus importante que la santé et le bien-être des Canadiens? On dirait bien que c'est ce que disent les députés de l'opposition, car ils demandent des dates. C'est ce qu'ils réclament.

Madame...

● (1740)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je suis désolée. On invoque le Règlement.

M. Blaine Calkins: Madame la Présidente, nous avons coutume à la Chambre de ne pas porter atteinte à la réputation des autres députés. J'écoute le député faire de la désinformation au sujet de ce que les conservateurs ont peut-être pensé, et il se demande s'ils ont besoin...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): C'est plutôt une question de débat.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, le député d'en face devrait lire les propos des députés de son parti, au lieu de chercher à donner l'impression que les conservateurs n'insistent pas pour obtenir une date. Ils persistent à demander une date.

C'est merveilleux d'avoir du recul. Une de mes collègues a raconté une histoire où il est question du recul. Le gouvernement est cohérent depuis le début. Nous voulions prendre des décisions non pas en nous fondant sur des considérations politiques, mais sur l'avis d'experts et de scientifiques. Ce sont eux qui mettront le pays en bonne posture, comme ils l'ont fait par le passé.

Les députés de l'opposition affirment que nous avons tardé à recommander le port du masque et demandent pourquoi nous ne l'avons pas fait plus tôt. La réponse est simple: nous suivions les conseils des spécialistes de la santé. Lorsque ces spécialistes ont dit que nous devrions imposer le port du masque pour telle et telle raison, nous avons suivi leur recommandation à la lettre.

Au début de la pandémie, on ne mettait pas l'accent sur le port du masque. Aujourd'hui, on insiste sur celui-ci. Ce n'est pas pour des raisons politiques. C'est ce que les spécialistes de la santé recommandaient à ce moment-là.

Rétrospectivement, maintenant que nous disons que les masques sont importants, les conservateurs disent: « Ces fichus libéraux, ils n'ont pas dit que nous aurions dû porter des masques, et nous aurions dû le faire. » En fin de compte, nous sommes à l'écoute de la science. Il n'y a pas que le Canada.

Il y a une communauté mondiale qui appuie la lutte contre le coronavirus, et le Canada joue un rôle très important dans cette lutte, que ce soit par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale de la santé ou de Santé Canada. Ils nous ont fourni les informations nécessaires. Les ministères de la Santé et de l'Approvisionnement continuent à travailler ensemble, comme le ministère de la Défense, le Cabinet du premier ministre et d'autres ministères. Tous ces ministères sont concernés et jouent un rôle important dans la lutte contre le coronavirus.

Les députés ont parlé des répercussions du coronavirus. Nous les connaissons tous. L'intervenant précédent a parlé de l'incidence sur les mariages et les funérailles. Je viens de perdre un très bon ami, Lito Taruc, un animateur de CKJS, qui était très apprécié dans la communauté philippine de Winnipeg et hors de cette communauté. Je pense que des centaines, voire des milliers de personnes seraient allées présenter leurs condoléances à sa famille en d'autres circonstances. Cela a été un moment très difficile. Lito n'avait que quelques années de plus que moi.

Nous comprenons tous les conséquences. En juin dernier, il n'y a pas eu de cérémonies de remise des diplômes. Habituellement, j'y participe, directement ou indirectement, aux écoles secondaires Sissler, Children of the Earth et St. John's, au Maples Collegiate ainsi qu'à l'école secondaire de formation professionnelle R. B. Russell.

Il y a des centaines de diplômés, en juin dernier, qui n'ont pas eu droit aux cérémonies auxquelles ils auraient dû participer s'il n'y avait pas eu le coronavirus.

Nous avons tous entendu parler de mariages qui ont été reportés, annulés ou qui ont eu lieu, dans certains cas, mais avec un nombre beaucoup plus petit d'invités.

• (1745)

Il ne s'agit pas seulement d'économie et d'argent. Le volet social est également très important. Je crois que nous le comprenons tous bien. Nous avons tous hâte de vaincre le coronavirus, et les vaccins jouent un rôle primordial dans cette lutte. Le gouvernement sait à quel point il est important de distribuer les vaccins le plus rapidement possible. C'est une des raisons pour lesquelles nous ne nous sommes pas limités à un ou deux fournisseurs. Nous en avons retenu sept, puis nous avons commandé des dizaines de millions de doses auprès de chacun d'eux, soit bien assez pour vacciner toute la population.

Nous n'en sommes pas encore certains, mais nous en avons une bonne idée à l'heure actuelle et nous le saurons encore mieux un peu plus tard, à savoir quels vaccins seront homologués et dans combien de temps ils arriveront au Canada. Cela finira bien par arriver. Le moment venu, il sera important d'être bien préparés à assurer la distribution de ces vaccins. Nous avons annoncé récemment — même si tout le monde le savait déjà —, que les membres des Forces canadiennes participent à la lutte contre le coronavirus depuis plusieurs mois. Personne ne s'étonne que nous fassions appel encore une fois aux Forces canadiennes pour assurer aux Canadiens une distribution efficace des vaccins.

J'ai suivi une bonne partie du débat d'aujourd'hui. Les députés semblent mettre l'accent sur la critique du gouvernement fédéral. C'est correct. C'est de bonne guerre. C'est le rôle de l'opposition. Cela dit, ils doivent comprendre qu'il n'y a pas que le gouvernement fédéral qui intervient dans le processus qui va aboutir à une injection dans le bras de citoyens. Les provinces, les territoires et les di-

rigéants autochtones doivent également participer aux discussions. C'est ce qui se fait depuis des mois.

Les partis de l'opposition veulent savoir qui pourra se faire vacciner, dans quel ordre de priorité et quand. Ce sont des questions tout à fait pertinentes qui relèvent des provinces. Ottawa continue de collaborer avec les provinces pour s'assurer que l'on discute du dossier. Nous avons tous notre opinion à savoir qui devrait recevoir le vaccin en premier, mais Ottawa continuera de collaborer avec les provinces et de respecter leur rôle. Il y a matière à être optimiste. Il suffit de regarder la vaccination contre la grippe. En pleine pandémie, 16 millions de doses ont été administrées par l'entremise des provinces.

Nous avons de bonnes raisons de croire que nous parviendrons à faire le travail et à bien le faire même.

• (1750)

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Madame la Présidente, le budget de 2017 a octroyé à la ministre de la Santé de nouveaux pouvoirs de fixation des prix. Contrairement aux autres ministères, Santé Canada n'a pas à justifier les prix qu'il fixe pour les articles qui nécessitent une approbation ou un numéro d'identification du médicament. Santé Canada doit vraiment se remplir les poches compte tenu du nombre de fois qu'il renvoie à la planche à dessin les fabricants qui lui soumettent des produits. Cela explique peut-être la lenteur exaspérante du processus d'approbation de millions de gallons de désinfectant pour les mains aux fins de distribution aux Canadiens. Nous attendons aussi des tests de dépistage rapide, mais ils ne cessent d'être renvoyés à la case départ.

Cela s'explique-t-il par les recettes énormes qu'enregistre Santé Canada en retardant l'approbation de ces médicaments et d'autres articles, ou y a-t-il une autre raison pour laquelle le premier ministre et le gouvernement ne souhaitent pas voir les Canadiens retomber sur leurs pieds et retourner au travail?

M. Kevin Lamoureux: Oui, madame la Présidente, il y a une autre raison. La députée d'en face est peut-être à l'aise de prendre des décisions politiques sur des enjeux de cette nature. Nous avons plutôt confiance en l'expertise de Santé Canada pour prendre les bonnes décisions dans l'intérêt supérieur, sur le plan de la santé, des utilisateurs de ces produits. Nous nous fions davantage à la science et aux experts en santé à cet égard.

Lorsqu'elle parle du vaccin, la députée fait référence aux prix. L'une des choses positives pour lesquelles nous avons été très clairs, c'est que tout Canadien qui souhaite se faire vacciner contre la COVID-19 pourra le faire sans que ça lui coûte quoi que ce soit.

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Madame la Présidente, nous savons tous que c'est la saison où le vent souffle fort à Winnipeg, et j'ai trouvé dans cela un certain parallèle avec le discours du député.

Nous avons beaucoup entendu parler de la fameuse liste de commandes de vaccins. Nous avons beaucoup entendu parler d'amener les gens à la table des négociations. On a abondamment discuté de tout, sauf du moment où les habitants de ma circonscription peuvent s'attendre à se faire vacciner.

Je reçois des nouvelles de familles dont certains membres sont des personnes âgées qui vivent dans des établissements de soins de longue durée. Elles veulent savoir quand elles pourront se faire vacciner.

Travaux des subsides

Je pense également aux travailleurs de la santé en première ligne qui travaillent avec mon partenaire. Ils nous demandent: « Quand allons-nous nous faire vacciner? »

Enfin, je pense aux employés des épiceries, qui veulent savoir quand le vaccin sera disponible.

Lorsque le gouvernement parle de 9 % ou 8 % de personnes vaccinées d'ici avril, ces statistiques ne suffisent pas à rassurer les habitants de ma circonscription. Ils en ont également assez entendu au sujet des listes de commandes de vaccins. Ils souhaitent que le gouvernement présente un plan pour que les travailleurs de première ligne et les personnes âgées à haut risque puissent être vaccinés dans les plus brefs délais.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, utilisons simplement l'un des candidats qui ont eu beaucoup de succès jusqu'à présent et qui semblent très prometteurs: Pfizer. Nous avons un contrat avec Pfizer pour la production de millions de doses de vaccin. Ce que le député sous-entend dans sa question, c'est que nous pouvons choisir la date à laquelle Pfizer et Santé Canada distribueront le vaccin, mais le député se trompe, ce n'est pas aussi simple.

Nous devons permettre à Santé Canada de faire ce qu'il fait le mieux et ce pour quoi il est reconnu dans le monde entier, puis nous assurer que nous avons un bon plan de distribution pour que, lorsque le vaccin arrivera, il puisse être distribué. Les provinces ont aussi un rôle à jouer. Une fois que nous leur aurons distribué le vaccin, elles devront déterminer les groupes prioritaires et le moment auquel les personnes faisant partie de ces groupes seront vaccinées. La question du député pourrait également être posée par le ministre de la Santé de la Colombie-Britannique, par exemple, car nous travaillons avec les provinces pour essayer de distribuer le vaccin à la population dès que nous...

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Madame la Présidente, j'ai bien écouté le discours de mon collègue et je trouve qu'il est toujours très doué pour faire des acrobaties et donner l'impression que le gouvernement fait de très bonnes choses.

Je vais cependant lui présenter deux faits réels sur cette bonne collaboration qu'il dit que son gouvernement a avec le Québec et les provinces.

Premièrement, cela fait deux mois que le Québec attend d'avoir une rencontre avec le premier ministre sur la hausse des transferts en santé. Étrangement, cette rencontre qui devait avoir lieu le 5 décembre a été reportée au 10 décembre. Le premier ministre avait peut-être un conflit d'horaire. Cependant, si la rencontre a lieu le 10 décembre, nous ne pourrions pas poser de questions au gouvernement avant la fin janvier. Ce n'est pas un très bon exemple de collaboration quand on fait attendre le gouvernement du Québec pendant deux mois lors d'une pandémie historique. Il s'agit donc d'un échec de collaboration.

Deuxièmement, la hausse des transferts de santé n'est pas respectée. Il s'agit d'un empiètement dans les champs de compétence des provinces, et notamment du Québec. Par ailleurs, le ministre de la Santé du Québec a envoyé une lettre au gouvernement fédéral pour savoir son plan: silence radio.

Selon mon collègue, est-ce que c'est cela, la collaboration pour le gouvernement fédéral?

• (1755)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'aimerais rappeler au député qu'au mois d'août dernier, il y a eu un accord sur la relance assorti d'un budget de 19 milliards de dollars. Ces 19 milliards de dollars ont été consentis grâce aux discussions entre le gouvernement fédéral et les provinces. Ce budget servira à la relance économique des provinces. Le premier ministre, dans le cadre de sa collaboration avec ses homologues provinciaux, continue de s'intéresser à la question et veille à maintenir la communication.

En fait, la question du député porte sur les transferts en santé, qui sont un enjeu très important, il n'y a pas de doute là-dessus. Je répondrais au député qu'en ce qui concerne les transferts en santé le gouvernement actuel est beaucoup plus à l'écoute que le gouvernement précédent, qui n'a tenu aucune réunion avec les premiers ministres pour parler des soins de santé. Sous le gouvernement actuel, il y a eu des discussions, et il y en aura d'autres. Toutefois, notre priorité à l'heure actuelle est le coronavirus. Des discussions sont en cours avec les ministères de la Santé et les premiers ministres à divers échelons.

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Madame la Présidente, j'ai écouté le député d'en face parler très fort pendant plusieurs minutes et rabrouer ad nauseam les conservateurs parce qu'ils osent demander un plan pour que les gens aient un peu de certitude avant que Santé Canada n'approuve ces vaccins, le cas échéant.

Je me demande si le député pourrait répondre à ma question. Quel était le plan quand les libéraux ont approuvé l'achat des ventilateurs fabriqués par Baylis Medical avant que Santé Canada ne les approuve? Préférera-t-il crier encore après moi?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, les conservateurs s'attardent souvent à examiner chaque petit détail, mais ils ne s'intéressent pas aux centaines d'entreprises qui se réorganisent, qui décrochent des contrats et qui aident les Canadiens à passer à travers la crise. Je puis assurer au député que des entreprises conservatrices ont obtenu des contrats du gouvernement actuel.

Je me demande si nous devrions mener une sorte d'enquête pour savoir combien d'entrepreneurs conservateurs, néo-démocrates et bloquistes ont obtenu des contrats. Nous devrions les convoquer tous devant un comité pour les entendre.

Est-ce la position du Parti conservateur?

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, le député vient de faire un drôle de digression, mais je vais me concentrer sur le sujet de notre débat.

En réalité, le Canada avait auparavant une entité publique de calibre mondial qui produisait des vaccins et des médicaments sur ordonnance. Il s'agissait des laboratoires Connaught, que le gouvernement Mulroney a privatisés. Nous pouvons prendre maintenant des mesures pour l'avenir en créant une nouvelle société d'État pour fabriquer des vaccins et des médicaments sur ordonnance pour les Canadiens.

Le député est-il favorable à cette idée? Est-ce une idée à examiner pour préparer les Canadiens à l'éventualité, Dieu nous en préserve, d'une autre pandémie?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, la députée souève un bon point. La pandémie nous aura au moins permis de déterminer ce qui doit être amélioré dans les différents secteurs d'activité. Nous en avons eu un exemple, comme je le disais, avec le désinfectant pour les mains et l'équipement de protection individuelle. Le Canada a déjà fait bonne figure au chapitre de la fabrication de vaccins. Depuis quelques mois, le gouvernement étudie de nombreuses options afin d'accroître le potentiel de production de vaccins ici, au Canada. La discussion se poursuivra dans les mois à venir.

• (1800)

M. Gary Vidal (Desnethé—Missinipi—Rivière Churchill, PCC): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Mégantic—L'Érable.

C'est à partir de Meadow Lake, en Saskatchewan, que je prends part au débat de ce soir. Tout près de chez moi se trouve le territoire de la Première Nation Flying Dust, c'est-à-dire l'une des neuf nations qui composent le Conseil tribal de Meadow Lake. Dans l'Est de ma circonscription se trouve le Grand Conseil de Prince Albert, qui regroupe 12 nations. La circonscription que je représente, qui est située dans le Nord de la Saskatchewan, compte aussi de nombreuses communautés métisses, un vaste secteur agricole et des entreprises touristiques.

Si j'en parle, c'est parce que tous ces gens, y compris les membres des Premières Nations et les Métis qui vivent dans le Nord de la Saskatchewan, espèrent que le gouvernement leur présentera un plan de vaccination clair et bien ficelé, mais jusqu'ici, ils sont restés sur leur faim.

La motion d'aujourd'hui précise que la création d'un vaccin « est essentielle à la santé, la sûreté et la sécurité économique de tous les Canadiens ». Quand les gens qui habitent dans ma circonscription voient que les autres pays sont déjà en train d'expliquer les détails de leurs plans de vaccination, avec des dates et tout, ils se demandent ce que fait le Canada.

Le soir des élections de 2015, le premier ministre a naïvement déclaré que le Canada était de retour. Le problème, c'est que, dans la course aux vaccins, il est de retour en queue de peloton, derrière les pays du tiers-monde.

Il est facile de prédire ce que les libéraux diront: ils accuseront les conservateurs de faire de la politique. Cela pourrait surprendre les libéraux mais, en tant qu'opposition officielle du Canada, il nous incombe de résister, de demander des comptes au gouvernement et même, parfois, de s'y opposer et de le critiquer. Sans l'excellent travail de mes collègues conservateurs, le Canada et les Canadiens seraient en bien plus mauvaise posture face à cette pandémie.

Qu'est-ce que j'entends par là? En tant que ministre du cabinet fantôme en matière de services aux Autochtones, à maintes reprises pendant la pandémie, j'ai relevé des lacunes et de graves problèmes avec lesquels les Autochtones devaient composer. Tout d'abord, de nombreuses entreprises autochtones n'étaient pas en mesure d'accéder au programme de subvention salariale mis en place par le gouvernement à cause de la façon dont il était structuré. Après des semaines de lutte de la part des entreprises, le gouvernement a enfin modifié le programme, ce qui leur a permis de recevoir des subventions salariales.

Un autre enjeu concernait les élections au sein des Premières Nations. Au moment où le Canada traversait la première vague de la

Travaux des subsides

pandémie, des élections étaient prévues et beaucoup de Premières Nations mettaient en place des mesures sanitaires pour protéger leurs membres. Comme les députés peuvent l'imaginer, malgré ce que souhaite clairement les libéraux, tenir des élections au plus fort d'une pandémie n'est pas idéal. Beaucoup de personnes, moi y compris, ont donc fait pression sur le ministre et sur son ministère pour qu'ils trouvent une solution, ce qu'ils ont fait. Ils ont trouvé, dans un règlement pris en vertu de la Loi sur les Indiens, la possibilité de reporter les élections.

Quelques mois après le début de la pandémie, j'ai appris l'existence d'une énorme faille dans un programme de prêt du gouvernement, le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, grâce à l'excellent travail de Tabatha Bull, du Conseil canadien pour le commerce autochtone, et de Shannin Metatawabin, de l'Association nationale des sociétés autochtones de financement, parmi tant d'autres. Les entreprises autochtones font rarement affaire avec les banques traditionnelles. Elles choisissent plutôt les nombreuses institutions financières autochtones du pays. Nous avons milité auprès du gouvernement, avec de nombreux intervenants, pour qu'il établisse un programme de prêts d'urgence géré par l'Association nationale des sociétés autochtones de financement. Bien que ce programme ait été annoncé à la fin avril, il a fallu plus de deux mois avant que les entreprises y aient accès.

N'oublions pas que c'est le Parti conservateur qui a été le premier à recommander de fermer les frontières aux voyageurs internationaux. Nos préoccupations ont été accueillies avec dérision et des allusions de racisme de la part de la ministre de la Santé. Que s'est-il produit ensuite? Le gouvernement a éventuellement écouté et a fermé les frontières.

En outre, c'est notre parti qui a insisté auprès du gouvernement pour qu'il étudie les tests de dépistage rapide après que des pays étrangers aient commencé à les utiliser. À ce moment-là, les libéraux nous ont accusés d'être trop partisans et je prédis qu'ils feront de même aujourd'hui. Que s'est-il passé? Quelques semaines après que nous ayons soulevé le sujet, le gouvernement a commencé à étudier et à entreprendre le processus d'approbation des tests de dépistage rapide.

De toute évidence, n'eût été notre opposition forte et fondée sur des principes, la situation des Canadiens serait bien pire aujourd'hui, en pleine deuxième vague de la pandémie. Nous voilà encore une fois aujourd'hui en train de cerner une sérieuse lacune dans la manière dont le gouvernement gère la pandémie. Nous espérons recevoir l'appui de tous les partis, afin que nous obtenions enfin un semblant de plan de la part des libéraux.

Pour revenir à la motion, les conservateurs et, selon moi, tous les Canadiens, veulent connaître la façon dont chaque type de vaccin sera livré en toute sécurité au Canada, entreposé et distribué à la population canadienne; la date à laquelle chaque type de vaccin commencera à être déployé au Canada et les taux de vaccination mensuels prévus; toute directive fédérale prévue en ce qui concerne le déploiement du vaccin par groupe prioritaire, comme les travailleurs des soins de santé de première ligne et les aînés; et, enfin, le plan de distribution du vaccin aux communautés autochtones, aux membres des Forces armées canadiennes et aux anciens combattants.

Travaux des subsides

• (1805)

Pendant le temps qu'il me reste, je veux parler de l'importance d'un plan pour les communautés autochtones dans les régions rurales et éloignées, ainsi que pour les Autochtones et les entreprises autochtones en milieu urbain.

Durant la première vague de la pandémie, le taux de positivité à la COVID-19 et le taux de mortalité étaient nettement inférieurs chez les Autochtones, grâce au leadership des dirigeants locaux. Pendant que les libéraux faisaient de la politique à propos de la fermeture des frontières, plusieurs Premières Nations n'ont pas hésité à fermer les leurs et sont ainsi parvenues à contrôler les personnes voulant entrer dans leurs collectivités et à assurer la sécurité de leur population.

Tout le monde sait que les conditions de vie de nombreuses communautés autochtones sont loin d'être idéales. Face à une telle diversité, les Autochtones ont traversé la première vague mieux que tout autre groupe démographique au pays.

En pleine deuxième vague de la pandémie, les communautés autochtones font désormais face à un relâchement par rapport à la COVID. Les Autochtones baissent la garde et il leur arrive de prendre de mauvaises décisions, ce qui fait courir des risques accrus aux familles et aux communautés. Étant donné que le gouvernement ne propose aucun plan indiquant à ces communautés quand elles recevront des vaccins, comment ces vaccins leur seront acheminés et combien de doses leur seront fournies, les dirigeants de ces communautés n'arrivent pas à nourrir l'espoir que la pandémie tire à sa fin. Voilà exactement pourquoi il nous faut un plan du gouvernement.

Il y a huit mois, j'ai soulevé la question de la collecte de données précises et détaillées sur les Autochtones en milieu urbain auprès du ministre des Services aux Autochtones. L'objectif de cette initiative serait de mettre fin aux querelles de compétences. Malheureusement, comme nous l'avons vu la semaine dernière, au lieu d'agir, le ministre a décidé de jeter le blâme sur les provinces et les municipalités. Si le gouvernement ne dispose pas de données précises et détaillées sur les Autochtones en milieu urbain, comment peut-il établir un plan de vaccination pour ce groupe vulnérable de la population et tirer des leçons de cette pandémie?

Mon bureau collabore étroitement avec les centres d'amitié autochtones de la Saskatchewan et avec leur association nationale. Depuis le début de la pandémie, ces groupes fournissent la majorité des soins offerts aux populations autochtones en milieu urbain et ils militent pour avoir de meilleures données afin d'être en mesure de continuer à prodiguer des services de haute qualité. Puisque le gouvernement n'a pas établi de plan qui se penche sur le comment, le quand et le qui, les organisations sont laissées à elles-mêmes pour ce qui est de combler les lacunes causées par le manque de leadership du gouvernement.

Une question qui me tient vraiment à cœur, comme j'ai occupé le poste de ministre du cabinet fantôme au cours de la dernière année, c'est celle des entreprises autochtones. Je crois sincèrement que, sans véritable réconciliation économique, la relation du Canada avec les Autochtones demeurera une relation de dépendance. Nous devons travailler à soutenir les entrepreneurs autochtones, qui sont intimement liés à leur communauté, et leur permettre de réinvestir dans cette communauté si nous voulons obtenir des résultats concrets et durables. Pour cela, il faut que les libéraux respectent

leur promesse relative à la cible de 5 % pour l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones.

Le gouvernement doit cesser de travailler de façon compartimentée. Il faut une approche pangouvernementale englobant tous les ministères. Le fait que, parmi toutes les entreprises au Canada qui ont obtenu des contrats pour la production d'équipement de protection individuelle, seul 1 % étaient des entreprises autochtones est inacceptable, surtout que des centaines d'entreprises autochtones ont levé la main pour en produire.

Comme n'importe quelle autre entreprise, les entreprises autochtones ont besoin d'un certain niveau de certitude pour prospérer et continuer à faire des investissements. Comme je l'ai souligné, le gouvernement n'a pas réussi à soutenir convenablement les entreprises autochtones pendant la pandémie et maintenant, ces entreprises veulent encore qu'on leur présente un plan, mais le gouvernement n'a rien à leur présenter.

Les gens d'affaires autochtones à qui nous avons parlé cette semaine se sont dits préoccupés par l'absence de mention des entrepreneurs autochtones dans l'énoncé économique de l'automne. Cette omission les a beaucoup déçus et fait en sorte qu'ils se préoccupent de leur capacité à survivre à une deuxième vague, alors qu'ils devraient plutôt se concentrer sur le rôle déterminant qu'ils pourraient jouer dans la relance économique après la pandémie.

C'est pourquoi il est si important que nous adoptions aujourd'hui cette motion, qui fournira aux entreprises autochtones et à tous les Canadiens un semblant de certitude en ces temps difficiles.

• (1810)

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPĐ): Madame la Présidente, à la lumière de ce qui se passe avec la pandémie, nous savons d'ores et déjà que nous manquerons de vaccins au début. Jusqu'à maintenant, le gouvernement nous a informés qu'environ trois millions de doses de vaccins seront à la disposition des Canadiens. Bien entendu, si l'on souhaite répondre aux besoins de base, que ce soit ceux des personnes âgées dans les établissements de soins de longue durée ou des professionnels de la santé, cela ne suffira pas.

En outre, je m'inquiète vivement des personnes qui ont déjà d'autres problèmes de santé, par exemple les résidents du Downtown Eastside, un quartier de ma circonscription, les personnes qui sont mal logées et celles qui sont sans abri à l'heure actuelle. Bon nombre d'entre elles sont aux prises avec de graves difficultés. En fait, le Downtown Eastside présente maintenant le plus haut taux d'infection à la COVID de toute la ville.

À ce chapitre, je me demande si le député appuiera un appel à l'action lancé au gouvernement fédéral pour veiller à ce que les travailleurs de première ligne et les personnes les plus vulnérables, y compris celles qui ont déjà des problèmes de santé, se fassent vacciner en priorité.

M. Gary Vidal: Madame la Présidente, je suis un peu surpris d'être d'accord avec la députée dans ce cas particulier. Nous travaillons avec de nombreux groupes représentant des Autochtones en milieu urbain depuis 10 mois, et je suis tout à fait d'accord.

Travaux des subsides

Dans mon discours, j'ai beaucoup parlé de l'importance d'avoir des données et de mettre fin aux querelles de compétences dont beaucoup de ces personnes sont victimes. Le gouvernement aime pointer du doigt les provinces et dire que ces personnes relèvent de leur responsabilité, de sorte qu'elles finissent par être laissées pour compte. Nous avons demandé des données pour que cette population vulnérable ne soit pas laissée pour compte. Je suis tout à fait d'accord pour dire que cela s'applique également à la distribution des vaccins.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, dans la circonscription de Winnipeg-Nord, j'estime qu'il y a environ 20 000 personnes d'origine autochtone.

Le député parle des responsabilités de chacun. Selon lui, à qui devrait incomber la responsabilité de distribuer le vaccin dans cette catégorie? C'est une question très personnelle pour moi, car il y a un peu moins de 20 000 Autochtones qui vivent dans ma circonscription.

M. Gary Vidal: Madame la Présidente, c'est une importante question. Ce que je dirais au député, c'est qu'il est essentiel que le gouvernement ait cette conversation avec les dirigeants provinciaux en vue de garantir que le plan nous permette de savoir exactement qui sera responsable de ces personnes qui sont souvent laissées pour compte en raison de querelles de compétences.

Il est impératif que le gouvernement fédéral entame des discussions avec les dirigeants provinciaux afin de faire la lumière sur cette partie du processus de planification avant qu'il ne soit trop tard. Nous devons être proactifs, et non pas réactifs.

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, mon collègue a abordé des sujets très importants dans le cadre de ce débat. J'aimerais simplement qu'il nous dise pourquoi il est si important que les Canadiens aient plus de certitude quant aux vaccins et à leur distribution, et qu'ils sachent clairement comment le gouvernement a l'intention de rendre les vaccins accessibles à tous les Canadiens, y compris ceux des nombreuses collectivités que le député représente dans le Nord de la Saskatchewan.

M. Gary Vidal: Madame la Présidente, c'est une question importante.

Je l'expliquerais de façon assez simple. La population a atteint un point dans cette épopée de la COVID où elle commence à en avoir assez et à être frustrée des confinements et où elle a besoin d'espoir et de voir la lumière au bout du tunnel. Les gens ont besoin d'espoir pour maintenir leur vigilance quant aux comportements sécuritaires à adopter et pour continuer à respecter les consignes sanitaires mises en place pour assurer la sécurité de leur famille.

La certitude et la clarté qu'apporteraient les informations que nous demandons aujourd'hui au moyen de la motion à l'étude donneraient de l'espoir aux gens. C'est cet espoir qui leur permettra de parcourir la dernière ligne droite de la pandémie.

• (1815)

[Français]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue de son discours. Il a été très éloquent sur ce qui se passe dans son coin.

Aujourd'hui, je vais essayer de faire le point sur la situation à laquelle nous faisons face, neuf mois après le début du confinement,

particulièrement au Québec, et près d'un an après le début de cette pandémie qui a complètement changé nos vies, pas seulement ici, mais partout dans le monde.

Rappelons-nous les toutes premières images que nous avons vues, à la télévision, de Wuhan, en Chine, quand le virus a fait son apparition. On regardait cela de loin, dans son salon ou dans sa cuisine. On se demandait ce qui se passait. On trouvait que c'était exagéré. Jamais on n'a pensé, à ce moment, que ce virus pouvait se déplacer de l'autre côté des océans et contaminer des gens partout dans le monde. C'était loin et ce n'était pas inquiétant. Ce n'étaient que des images à la télévision.

Alors que le monde regardait ce qui se passait en Chine, on se serait attendu à ce que nos dirigeants, ici, au pays, en sachent un peu plus que nous, qui étions dans nos salons et dans nos cuisines à regarder ce qui se passait en Chine. On espérait que les gens d'ici voient un peu en avant pour protéger les Canadiens ici, pour protéger les Canadiens partout dans le monde.

Rappelons-nous les nouvelles: des Canadiens étaient prisonniers de bateaux de croisière, des Canadiens étaient incapables de revenir au Canada. Combien de cas de Canadiens avons-nous dû régler dans nos bureaux de circonscription, alors que ceux-ci étaient incapables de revenir au Canada parce qu'il n'y avait plus d'avion? Rappelons-nous tout cela, au début: les fermetures d'usine, le début du travail à la maison. Qui aurait cru que, du jour au lendemain, les centres-villes se videraient et que les gens se mettraient à travailler de chez eux? Rappelons-nous les éclosions de cas, les CHSLD fermés, les morts dans les CHSLD, les morts dans les hôpitaux.

Nous avons appris à connaître nos premiers ministres, ceux de chacune de nos provinces et celui du Canada, par des conférences de presse quotidiennes. Il y a eu des conférences sur le pas de la porte du premier ministre du Canada tous les jours. On était pendu à ses lèvres. Les députés, tout comme la population, se demandaient ce qui se passait. On attendait des nouvelles, on voulait savoir ce qui se passait.

En effet, l'information est importante en temps de pandémie; les gens craignent l'incertitude; ils veulent faire confiance à leurs élus et à leurs leaders pour prendre des décisions, ils veulent savoir que quelqu'un, quelque part, contrôle le navire; et ils veulent savoir que quelqu'un, quelque part, a les commandes bien en main.

Rappelons-nous les fermetures d'écoles et des services de garde; les parents ne savaient plus quoi faire des enfants et se trouvaient donc obligés d'arrêter de travailler et de prendre soin de leurs enfants à la maison. Ce n'est pas que les parents n'aiment pas cela, mais, quand on ne peut pas gagner des sous pour prendre soin de ses enfants, c'est un problème.

Rappelons-nous les interdictions de voyager; de tous les gens qui avaient réservé des voyages, des dommages causés aux agences de voyages.

Nous avons tous en mémoire les belles images des pénuries de papier de toilette et des gens qui couraient partout pour avoir du papier de toilette, parce que, quelqu'un, quelque part, avait commencé à dire qu'il manquerait peut-être de papier de toilette. Cela fut la ruée vers le papier de toilette. Cela valait plus cher que l'or, à l'époque.

Travaux des subsides

Les personnes âgées ont été confinées dans leur résidence. Les étudiants apprenaient à distance. Les bals de finissants ont été annulés. Cela n'a l'air de rien, mais un bal de finissants arrive une fois dans la vie d'un jeune. Toutes leurs études secondaires se passent en prévision du bal de finissants, qui a été annulé, remis à l'automne, puis annulé de nouveau. Finalement, il n'y en aura pas. Les étudiants attendent leur diplôme, mais, au moins, ils vont l'avoir, on ne sait pas vraiment comment. Il n'y aura toutefois pas d'événement pour souligner la fin de leurs études secondaires.

On a appris qu'il fallait garder ses distances, porter des masques et, surtout, attendre, et toujours attendre. Neuf mois plus tard, où en est-on?

Aujourd'hui, le premier ministre du Québec a annoncé que les rassemblements familiaux pour Noël ne seraient pas permis, au Québec. Les restaurants, les cinémas et les gymnases sont fermés. Il n'y a plus d'activités de groupe. Les normes sanitaires se resserrent après avoir été plus permissives au cours des derniers mois, parce que, malheureusement, le nombre de cas de COVID-19 augmente.

Je veux prendre deux minutes pour saluer la résilience des propriétaires de ces commerces; les propriétaires de restaurant, de bar et de cinémas, de même que les propriétaires de commerce en général, qui ont dû traverser toute cette crise sans vraiment savoir ce qui allait se passer.

• (1820)

Un jour, on leur permet d'ouvrir. Ils font des investissements et se protègent mieux, mais après cela, ils sont obligés de fermer à nouveau. Ils ne savent pas trop ce qui va arriver. Heureusement, les députés de la Chambre ont été corrects et ont voté en faveur de mesures pour leur venir en aide. Cela ne change rien au fait que ces gens ne veulent pas être aidés, ils veulent plutôt servir les gens. Ils veulent faire ce à quoi ils sont bons. C'est ce qu'ils veulent et c'est ce qui les tient en vie. Malheureusement, cela ne fonctionne pas. Je tiens à saluer le travail des employés de ces commerces, qui, parfois, doivent faire face à des gens qui sont plus ou moins patients. Ces employés deviennent des policiers du masque et ce n'est pas toujours facile. C'est pourtant la situation que nous vivons présentement.

Le bilan du jour au Québec fait peur: 150 000 cas ont été confirmés, et il y a eu près de 7 500 décès. Il y a des zones rouges partout et les gens éprouvent des problèmes de santé mentale.

Dans un sondage mené récemment par l'Ordre des psychologues du Québec, 86 % des psychologues disaient avoir constaté une hausse de la détresse psychologique et une exacerbation des symptômes de leurs clients. L'anxiété et les symptômes dépressifs frappent davantage la clientèle des psychologues et la violence conjugale augmente. Avec un tel bilan, on se serait attendu à ce que le gouvernement libéral prenne les devants dès le départ et à ce que la santé des Canadiens et des Canadiennes soit la priorité absolue de ce gouvernement. Malheureusement, il en a été autrement et le gouvernement a été lent à réagir.

La ministre de la Santé a permis la fermeture du système d'alerte précoce de pandémie quelques mois avant l'éclosion. Le gouvernement a envoyé en Chine des centaines de milliers de masques, de gants et de blousons provenant des réserves du gouvernement. Un mois plus tard, il y avait une pénurie ici. Le gouvernement a refusé de fermer nos frontières, il a laissé le virus se propager dans tout le pays et il a tergiversé sur la question du port du masque au Canada.

Tout au début, la ministre de la Santé a déclaré à plusieurs reprises que le risque était faible. Allons dire cela à toutes les régions qui sont en zone rouge aujourd'hui et où tout est fermé.

Le gouvernement a été lent à mettre en place les programmes d'aide fédéraux et surtout à les corriger, alors que les partis de l'opposition réclamaient de grands changements afin d'être en mesure d'aider tout le monde. Nous sommes sur le terrain et nous savions ce qui se passait chez nous.

Maintenant, nous sommes en retard par rapport à nos alliés en ce qui a trait au vaccin. C'est la réalité. Les libéraux ont mis dès le départ toute leur confiance dans un partenariat avec la Chine. Pendant que les autres pays s'organisaient, nous, nous attendions nos vaccins. Nous nous sommes retrouvés Gros-Jean comme devant. Le Canada s'est retrouvé le bec à l'eau parce que l'entente avec la Chine a échoué.

On pouvait s'y attendre, car c'était écrit dans le ciel que ça échouerait. Toutefois, on avait mis tous nos œufs dans le même panier. Ainsi, pendant que les autres pays signaient plusieurs ententes et s'assuraient d'être parmi les premiers à avoir des vaccins, nous avons dû nous mettre en file et attendre. Oui, on a réussi à acheter des millions de vaccins. On répète constamment qu'il y a un carnet de commandes de vaccins disponibles et qu'il y a 50 ou 100 vaccins par citoyen canadien. Je ne sais pas quel est le nombre aujourd'hui. L'important, c'est le premier et le deuxième vaccin, ce n'est pas le dixième ni le vingt-cinquième. Quand recevrons-nous les vaccins?

La motion que nous déposons aujourd'hui est simple. Elle demande au gouvernement de nous donner de l'information et de donner de l'information aux Canadiens. Étant donné que le vaccin présente la seule manière de mettre fin aux zones rouges et à la distanciation sociale et de redonner une vie normale aux Canadiens et aux Canadiennes, c'est normal que les Canadiens veuillent savoir quel est le plan de vaccination et que le gouvernement leur donne des réponses. Ce serait aussi normal que le gouvernement nous donne une date approximative et qu'il réponde à nos questions.

Si le gouvernement ne répond pas à nos questions, cela veut dire une seule chose, et c'est qu'ils veulent cacher certaines informations. Cela veut dire qu'on doit cacher des choses aux Canadiens et aux Canadiennes.

J'invite les gens à prendre connaissance de la motion. Elle ne contient absolument rien de partisan. Nous demandons seulement qu'on réponde à ces questions: « quand », « où » et « qui ». Ainsi, les Canadiens seront mieux informés. Il ne s'agit pas de créer de faux espoirs, mais simplement de donner l'heure juste pour que nous sachions à quoi nous attendre et que nous nous organisions en conséquence.

Si les libéraux votent contre cette motion, c'est assurément parce qu'ils ont des choses à cacher aux Canadiens et aux Canadiennes. Nous leur demandons de faire ce qui est juste, à savoir donner l'heure juste aux Canadiens et voter en faveur de la motion que nous avons déposée aujourd'hui.

Travaux des subsides

• (1825)

[Traduction]

M. John Barlow (Foothills, PCC): Madame la Présidente, nous avons entendu dans différents discours aujourd'hui que les premiers ministres des provinces sont très inquiets du peu d'information qu'on leur transmet. Nous avons entendu des citations de Scott Moe, de la Saskatchewan, et de Doug Ford, de l'Ontario, et aussi du premier ministre du Québec et des premiers ministres des provinces de l'Atlantique.

Ce manque d'information ne laisse-t-il pas présager que le gouvernement libéral aura mis les provinces sur la voie de l'échec? Elles n'ont pas accès aux renseignements importants comme le moment où les vaccins seront disponibles et la façon dont ils seront distribués.

[Français]

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, j'espère que non.

[Traduction]

Si c'est le cas, c'est scandaleux.

[Français]

Je ne peux pas croire que le gouvernement pense de cette manière. Pourtant, tous les signes tendent à le démontrer. Pourquoi ne répond-il pas aux provinces? Pourquoi ne répond-il pas aux questions légitimes des provinces qui, elles, sont justement chargées de l'administration des vaccins par l'entremise des infirmiers et des médecins. Le système de santé est provincial.

Tous ces gens méritent d'avoir des réponses parce qu'ils doivent s'organiser sur le terrain et décider comment ils vont administrer le vaccin. Cependant, s'ils ne savent pas combien de doses ils vont avoir ni quand, il leur est impossible de s'organiser. Cela peut effectivement mener à des échecs, mais ce seront alors les échecs du gouvernement libéral et non pas des provinces.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je peux assurer au député d'en face que le gouvernement du Canada, par l'entremise de ses ministères, surtout le ministère de la Santé, maintient les pourparlers avec les provinces. Il est absolument primordial que les territoires, les provinces et Ottawa travaillent de concert parce qu'au bout du compte, c'est de cette manière que les vaccins seront distribués.

Pourrait-il expliquer dans quelle mesure cette collaboration doit se poursuivre de manière constructive?

[Français]

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, je tiens à demander au secrétaire parlementaire du leader du gouvernement pourquoi les provinces se plaignent dans les médias qu'elles n'ont pas d'informations si ces discussions ont effectivement lieu et qu'il y a des canaux entre le fédéral et les provinces. Pourquoi les premiers ministres nous disent-ils qu'ils n'ont pas de réponses d'Ottawa? C'est cela, la vraie question.

Le gouvernement n'arrête pas de dire qu'il existe des canaux de communication et qu'il travaille sept jours par semaine et 24 heures par jour, mais les provinces n'ont pas l'air de le savoir. Le discours et l'action sur le terrain ne concordent pas.

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Madame la Présidente, j'ai bien écouté le discours de mon collègue. J'aimerais l'interroger sur la vision du fédéral et la vision conservatrice. Je m'explique.

Le Canada et le Québec ont déjà été un haut lieu de recherche scientifique. Ce n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui et c'est d'ailleurs l'une des sources du problème qui fait qu'on se retrouve dans la fâcheuse posture de devoir attendre un vaccin.

Plus précisément, il existait des programmes fédéraux pour des partenariats avec l'industrie pharmaceutique, notamment le programme de Partenariat technologique Canada, ou PTC. Qui l'a aboli en 2005? C'était les libéraux. Qui a mis complètement la hache en 2007? C'était le gouvernement Harper. Je demande donc à mon collègue quelle est la vision conservatrice: est-ce de dire non à la science et oui au mépris scientifique?

Je vais en rajouter. Ce matin, dans le *Toronto Star*, le député de Durham et chef du Parti conservateur a évité les questions concernant la pétition en ligne anti-vaccin parrainée par le député de Hastings—Lennox and Addington, qui veut s'assurer qu'il n'y ait pas de vaccin en fin de compte. J'en ris, mais j'essaie de garder mon sérieux à ce sujet. Quelle est donc la vision conservatrice sur la science?

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, j'aimerais savoir ce que mon collègue pense de la motion d'aujourd'hui, à savoir que l'on demande au gouvernement de nous dire « la façon dont chaque type de vaccin sera livré en toute sécurité au Canada » et quand: en 2020, 2021, 2022?

Malheureusement, aujourd'hui, ce qui s'est passé en 2005 ne m'intéresse pas et je m'en moque royalement. Je veux que les citoyens et citoyennes de ma circonscription et du Canada soient les premiers ou parmi les premiers à recevoir le vaccin. Pourquoi dis-je cela? C'est parce que s'ils ne reçoivent pas le vaccin, il n'y aura pas de relance économique. C'est cela qui est important. C'est pour cela que j'invite mon collègue à lire la motion comme il le faut et à l'appuyer, car c'est important pour tous les Canadiens et Canadiennes.

• (1830)

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais vous aviser que je vais partager mon temps de parole avec le député d'Abitibi-Témiscamingue.

Avant de commencer, j'aimerais revenir sur une approche du gouvernement, qui semble vouloir développer une ligne de communications. Chaque fois que nous questionnons le gouvernement, on nous indique que nous cherchons la chicane. Entre autres, le leader du gouvernement à la Chambre a encore utilisé cette logique-là aujourd'hui, pendant la période des questions, en nous disant que nous ne voulions pas collaborer et que nous cherchions la chicane.

Je dirai simplement que la motion déposée par nos collègues conservateurs aujourd'hui vise probablement une forme de collaboration, puisque ce qu'on cherche, c'est plus d'information sur les vaccins, une information primordiale pour sécuriser la population. Je dis cela simplement comme une petite mise en garde. Dans l'intervention que je vais faire, ce n'est pas la chicane que je cherche. Je cherche plutôt à soulever les angles morts que le gouvernement n'a malheureusement pas vus.

Travaux des subsides

À cet effet, je pourrais commencer par dire que j'ai entendu le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement répondre au chef de ma formation, lors de son discours, que nous n'avions jamais posé de questions sur le développement du vaccin. Cela m'a fait sourciller, parce qu'il y a un cas de figure qui démontre la passivité du gouvernement, celui de Medicago. Je me rappelle avoir fait de nombreuses représentations à ce sujet, puisque Medicago avait reçu une lettre d'intention du gouvernement libéral au mois de mars. Il a fallu faire de nombreuses interventions avant que le gouvernement envoie finalement à Medicago la confirmation de son soutien financier en juillet. Il s'est écoulé quatre mois.

Aujourd'hui, Medicago, la seule entreprise pharmaceutique qui fait de la recherche de médicaments au Québec, a dû essuyer un retard de quatre mois. Cela est symptomatique de ce qu'on voit aujourd'hui, c'est-à-dire une forme d'inaction de la part du gouvernement quant à la vaccination et à la cohérence nécessaire au soutien à la vaccination.

Plus tôt, mon collègue conservateur s'est engagé dans une voie que je voulais emprunter aussi, c'est-à-dire qu'on se retrouve devant un manque d'information. En temps de pandémie, s'il y a une chose qui est essentielle pour sécuriser la population, c'est l'information.

Il y a deux dimensions à la crise qu'on voit présentement. La première dimension, pour nous, consiste à sécuriser les travailleurs. C'est ce qui a été fait, dans un travail de collaboration, avec la mise en place de la Prestation canadienne d'urgence et de la Subvention salariale d'urgence. Nous avons reçu de nombreux appels à nos bureaux de gens qui étaient inquiets et qui voulaient savoir comment cela allait fonctionner. Le travail que nous faisons consistait à les sécuriser. Maintenant, nous recevons le même type d'appels, parce qu'il y a une autre dimension...

[Traduction]

M. Chris Bittle: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je pense que la qualité de l'audio n'est pas suffisante pour les interprètes.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Est-ce que le député est sur le canal français? Peut-il vérifier si son casque d'écoute est bien branché?

M. Mario Simard: Oui, je suis sur le canal français. J'ai débranché et rebranché mon casque. Est-ce que cela fonctionne maintenant?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Oui, cela fonctionne.

L'honorable député à la parole.

● (1835)

M. Mario Simard: Madame la Présidente, il y a donc deux dimensions à cette crise. Premièrement, on voulait « sécuriser » les travailleurs et, avec notre collaboration, c'est ce que le gouvernement a réussi à faire en mettant en place la PCU et la subvention salariale.

L'autre dimension est celle des infrastructures en santé, dont relève la fameuse recherche sur le vaccin. Nous avons reçu de nombreux appels de nos concitoyens lors de la première vague, qui voulaient avoir de l'information sur la PCU et sur la subvention salariale. Malheureusement, pour ce qui est de la vaccination, nous avons un gros problème, car nous ne pouvons pas informer correctement nos concitoyens qui ont des inquiétudes tout à fait légitimes.

Un autre élément assez essentiel est le fait que, sans indications claires sur la vaccination, je ne pense pas qu'il soit possible d'envisager un retour à la normale. Plus tôt cette semaine, le gouvernement a fait la présentation de son énoncé économique dans lequel il n'y avait pas de plan de relance. J'espère que cela arrivera bientôt, mais on ne saurait penser à la relance de l'économie sans vaccin.

Si le Canada passe en dernier, ce qui semble être le cas, notre relance économique sera retardée et la reprise des activités normales pour l'ensemble de la population se fera au ralenti. Nous avons donc besoin d'indications claires le plus rapidement possible.

En réfléchissant à l'action gouvernementale en santé et à ce qui s'est dit ces derniers jours, j'ai pensé à un principe assez simple qu'on utilise dans le milieu de la santé, le principe de précaution. En vertu de ce dernier, lorsqu'on est placé devant un danger ou un risque élevé, il faut promouvoir rapidement des actions concertées. Il faut agir en amont et non pas en aval.

J'ai l'impression que le gouvernement n'a pas appliqué ce principe de précaution pour ce qui est du vaccin. Nous nous trouvons placés devant deux grandes questions qui demeurent sans réponse de la part du gouvernement: quand le vaccin sera-t-il sera disponible pour l'ensemble des Québécoises et des Québécois, et comment sera-t-il administré?

Pour le « quand », nous sommes encore dans un flou et j'y reviendrai. Pour le « comment », nous sommes dans un flou similaire puisque nous ne savons pas comment se fera la distribution aux provinces. Est-ce que le gouvernement a décidé de le faire sur la base du nombre de cas ou en fonction des infrastructures qui sont disponibles? Nous n'en avons aucune idée. Cette planification relève du gouvernement fédéral.

C'est ce qui est assez étonnant. On voit le gouvernement agir dans des champs de compétence qui ne sont pas les siens. Je donnerais pour exemple cette proposition contenue dans l'énoncé économique et visant à verser 1 milliard de dollars pour soutenir les maisons de soins de longue durée en imposant des normes pancanadiennes. Or, cela ne relève pas du gouvernement fédéral, mais des provinces.

Le gouvernement intervient et applique peut-être ce principe de précaution dans des champs de compétence qui ne sont pas les siens, mais il n'agit pas quant au moment et aux modalités de l'approvisionnement en vaccin. Cela crée une inquiétude et une distorsion pour de nombreux Québécois, et pour de nombreux Canadiens aussi, j'en suis persuadé.

Pour rester sur le « quand », j'ai entendu plus tôt cette semaine le premier ministre dire qu'une majorité de Canadiens seraient vaccinés d'ici septembre. Pour un souverainiste, une majorité, c'est 50 plus 1, c'est-à-dire 51 %. De quelle majorité parle le gouvernement? S'agit-il de 51 %, de 60 % ou 70 % de la population? Là encore, il y a un flou assez considérable.

On nous a dit aussi que, peut-être d'ici le 31 mars prochain, 700 000 Québécois seraient vaccinés, soit 8 % de la population. À nouveau, on ne sait pas comment le gouvernement fédéral va approvisionner le Québec. Le gouvernement fédéral lui-même ne semble pas le savoir.

On sait que trois grandes entreprises sont plus avancées dans leur recherche du vaccin: Moderna, Pfizer et AstraZeneca. Par contre, le gouvernement fédéral ne semble pas savoir où il est placé dans l'ordre de priorité. Le premier ministre nous a dit que nous étions bien placés avec l'entreprise Moderna, mais nous ne savons pas ce qu'il en est avec Pfizer et AstraZeneca. C'est donc le flou, le noir total sur le « quand » et le « comment » de l'approvisionnement en vaccin.

• (1840)

J'aimerais souligner un autre élément qui m'a assez étonné. Cette semaine, mardi, le premier ministre a fait une annonce disant que 126 millions de dollars allaient être investis afin d'augmenter notre capacité de production de vaccins, ici, au Canada, par l'entremise du Conseil national de recherches Canada. Je le cite: « Lorsqu'un vaccin sera prouvé efficace, on va aussi devoir être en mesure de le fabriquer et de le distribuer ici même au pays. »

Le premier ministre a dit cela mardi dernier, mais ce n'est pas mardi dernier qu'il devait le faire. C'est au mois d'avril que le gouvernement aurait dû dire cela. Cela nous ramène au fameux principe de précaution dont je parlais. On savait déjà, en avril, que des entreprises pharmaceutiques étaient avancées dans leur recherche d'un vaccin. Il aurait fallu, à ce moment-là, investir des sommes dans les infrastructures nécessaires pour le produire nous-mêmes. Qu'est-il arrivé entre-temps pour que le gouvernement agisse seulement mardi dernier plutôt qu'en avril? C'est une question assez déterminante.

On sait également que les vaccins contre la COVID-19 sont issus d'une nouvelle technologie. On le savait en avril dernier. On savait que nos usines, celle du Québec et celle de Toronto, les deux grandes usines capables de produire des vaccins au Canada, n'avaient pas les infrastructures nécessaires. Or le gouvernement n'a pas agi avant mardi dernier, où il a fait cette fameuse annonce de 126 millions de dollars. Cela veut dire qu'on aura perdu huit mois entiers pour la production de vaccins qu'on aurait pu faire ici.

Me reste-t-il du temps, madame la Présidente?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): J'ai l'impression que le député en a plus à dire, alors je suis certaine qu'il pourra combler la période de questions et commentaires.

[Traduction]

Nous passons aux questions et observations; le député de Battle River—Crowfoot a la parole.

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, je demanderai simplement au député de nous faire part de ses observations pour expliquer pourquoi le gouvernement semble en faire une question hyperpartisane alors que la motion est très claire. Nous demandons seulement que les choses soient claires sur cet enjeu très important pour les Canadiens...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Nous n'avons pas entendu une partie de ce que vous avez dit.

[Français]

L'honorable député de Jonquière a la parole.

M. Mario Simard: Madame la Présidente, en introduction, je disais justement qu'il commençait à y avoir une rhétorique un peu usée à la Chambre. À partir du moment où nous remettons en question les choix du gouvernement, on dit que nous cherchons la chicane et que nous ne cherchons plus la collaboration.

Travaux des subsides

Je pense que la meilleure façon de collaborer, pour le gouvernement, c'est de donner des indications claires quant au moment où la distribution des vaccins aura lieu et à la façon dont cela se déroulera, et de cesser cette partisanerie qui cache, en quelque sorte, le manque d'action du gouvernement, à mon avis.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, il est important de souligner que le gouvernement fédéral a toujours fait preuve de collaboration. Il travaille avec les différents ministères, en particulier celui de la Santé, et avec les provinces pour s'assurer qu'une fois les vaccins homologués et prêts à être utilisés, la population canadienne puisse y avoir accès. Cela implique un bon esprit de collaboration, et je suis ravi de dire que c'est ce que nous voyons à l'heure actuelle.

La santé et le bien-être des Canadiens demeurent notre priorité en matière de vaccination, et nous continuerons à travailler avec les autorités provinciales, les Forces canadiennes ainsi que les nombreux intervenants pour que la distribution des vaccins se fasse dans l'intérêt de l'ensemble de la population.

• (1845)

[Français]

M. Mario Simard: Madame la Présidente, je vois difficilement là où est la question dans l'intervention du secrétaire parlementaire.

Je comprends qu'ils souhaitent collaborer avec les provinces. Le problème majeur, c'est qu'ils ont concentré leurs actions sur les mauvaises cibles. En cherchant à appliquer des normes, entre autres, concernant les résidences pour personnes âgées, ils interviennent dans un champ de compétence qui n'est pas le leur et ils oublient de faire ce qu'ils devraient faire, c'est-à-dire assurer l'approvisionnement en vaccins et s'assurer qu'on a les infrastructures pour produire ce vaccin. Ils laissent de côté ce qui relève de leur cour.

[Traduction]

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, mes excuses: je vais m'en tenir au canal anglais pour que la traduction fonctionne mieux. Ma question est assez technique, alors j'espère que le député me pardonnera.

Nous avons parlé à la Chambre de l'accès au vaccin et du fait que les fonds fédéraux — et les fonds de gouvernements partout dans le monde — sont versés à des entreprises du secteur privé qui prévoient maintenant récolter les profits de cet investissement public.

Le député est-il au courant des démarches de l'Afrique du Sud et de l'Inde, qui seront mises aux voix à l'Organisation mondiale du commerce la semaine prochaine, réclamant que soient levées les lourdes exigences liées aux brevets prévues dans l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce? Les députés du Parti vert appuient certainement une telle exemption pour que plus de pays, en particulier les pays en développement, puissent fabriquer leurs propres vaccins à moindre coût.

Le Bloc québécois a-t-il une opinion à l'égard de ces démarches visant à rendre les vaccins plus accessibles en faisant d'eux une propriété intellectuelle collective plutôt qu'une vache à lait exclusive aux grandes sociétés pharmaceutiques?

Travaux des subsides

[Français]

M. Mario Simard: Madame la Présidente, je n'ai pas suffisamment d'informations pour prendre position sur cette question. Il est vrai que je suis plutôt favorable à ce qu'on appelle les recherches ouvertes dont tout le monde peut bénéficier.

J'aimerais insister sur une chose. Dans les années 2000, on avait effectivement une grappe assez intéressante d'entreprises pharmaceutiques au Québec, mais, malheureusement les gouvernements libéraux et conservateurs ayant coupé le programme Partenariat technologique Canada ont fait en sorte que, dans une période d'à peine cinq ans, tous ces grands acteurs ont disparu du Québec.

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Jonquière de son très bon discours. Je vais justement poursuivre sur ces entreprises pharmaceutiques, en m'inspirant notamment de lettres ouvertes qu'avait publiées mon collègue de Joliette. Il en a d'ailleurs publié une autre cette semaine dans *L'aut'journal*.

Récemment, le gouvernement du Canada admettait que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne entameraient la vaccination de leur population en décembre 2020, alors que le Canada devra attendre les premiers mois de 2021. Pourquoi le Canada procéderait-il quelques mois après les autres? Il serait difficile de le savoir, car le gouvernement du Canada a signé des ententes confidentielles avec les entreprises pharmaceutiques dans lesquelles les citoyens du Québec et du Canada passeront après les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne. C'est pourquoi le Bloc québécois a exigé que le fédéral accède à la demande d'information du gouvernement du Québec sur les modalités d'accès aux vaccins.

Le gouvernement du Québec et le Bloc québécois veulent comprendre pourquoi le Canada n'a pas obtenu de garanties quant au traitement prioritaire de ses commandes. Pourquoi n'a-t-il pas arriéré son processus d'homologation avec celui des pays producteurs de vaccins pour favoriser la simultanéité? Pourquoi les Québécois ne seront-ils pas vaccinés en même temps que le reste du monde? Pourquoi le Canada est-il incapable de planifier une solution à la capacité de production de vaccins du Canada et l'obtention de licences afin de produire le vaccin au Canada à courte échéance? Surtout, pourquoi le premier ministre a-t-il véhiculé une fausse impression sur la rapidité à laquelle le vaccin serait disponible au Canada?

En observant de près les décisions et les actions du gouvernement du Canada, on a peine à savoir s'il y a un réel plan pour la vaccination et, surtout, s'il y a une volonté d'accroître la capacité de fabrication de vaccins au Canada, particulièrement au Québec, avec Medicago, une compagnie pharmaceutique de Québec qui a la capacité de répondre à la demande de vaccination avec d'autres laboratoires pharmaceutiques internationaux.

C'est pourquoi le Bloc québécois a exigé que le gouvernement fédéral accède à la demande d'information du gouvernement du Québec sur les décisions et les actions du gouvernement du Canada. Le fédéral avait pourtant mis en place, avec l'ancien projet de loi C-13, un cadre légal nécessaire afin de permettre aux entreprises pharmaceutiques de produire le vaccin d'un concurrent sans attendre une licence de brevet. Cependant, Ottawa a abandonné après le premier pas. Finalement, le premier ministre a véhiculé de fausses impressions.

Je vais maintenant parler de la destruction de notre industrie pharmaceutique, car je pense que cela vaut la peine de s'y arrêter.

J'aimerais rappeler à mes collègues de la Chambre des communes qu'il y a tout juste quelques années, le Québec possédait toutes les capacités pour développer et commercialiser des vaccins. Pendant des décennies, le Québec a été un des leaders mondiaux du secteur pharmaceutique. Que ce soit à Longueuil, à Laval ou à Montréal, dans la région métropolitaine, il y avait de grandes entreprises pharmaceutiques implantées au Québec.

C'est que, sous les exigences du gouvernement du Québec, le Canada collaborait avec le gouvernement du Québec pour développer une véritable grappe industrielle pharmaceutique. À cette époque, au Québec, l'industrie pharmaceutique était florissante. Il y avait plusieurs entreprises en démarrage. Les gouvernements du Canada et du Québec offraient des incitatifs économiques et des politiques favorisant le développement de grands laboratoires, ainsi que la fabrication locale de médicaments innovants. Ce sont des centaines, des milliers, voire des dizaines de milliers d'entreprises en démarrage, de PME et d'emplois qui ont vu le jour.

Durant les années 1980 et les années 1990, grâce à la collaboration du gouvernement fédéral et du gouvernement du Québec, le Québec avait développé une véritable grappe industrielle pharmaceutique, et comme à son habitude, le gouvernement fédéral a tout simplement détruit cette grappe industrielle pharmaceutique québécoise, durant les années 1990 et les années 2000.

C'est le Parti libéral des années 1990 qui a commencé le travail de destruction en réduisant la protection accordée aux brevets des compagnies pharmaceutiques œuvrant au Canada. Ensuite, le Parti libéral a suspendu le programme d'investissement Partenariat technologique Canada sur le partage des risques. Lorsque les conservateurs ont repris le pouvoir dans les années 2000, Stephen Harper a simplement achevé le travail de destruction des libéraux en abolissant ce programme.

Ainsi, peu à peu, jusqu'en 2012, tous les grands laboratoires pharmaceutiques du Québec ont fermé leurs portes. Québec a été, encore une fois, abandonné par Ottawa. Pendant ce temps-là, les libéraux et les conservateurs n'ont pas manqué de favoriser des compagnies pharmaceutiques ontariennes au détriment du Québec. Il ne faut pas manquer de dire que les compagnies pharmaceutiques ontariennes ont toujours été de très bons contributeurs financiers aux campagnes électorales des libéraux et des conservateurs. C'est sous le règne du Parti libéral et du Parti conservateur qu'Ottawa a décidé de ne plus investir d'argent dans les compagnies pharmaceutiques du Québec.

• (1850)

C'est pourquoi le gouvernement du Québec, malgré sa volonté de développer lui-même sa grappe industrielle pharmaceutique, ne pouvait tout simplement plus maintenir la compétitivité de cette industrie face à la concurrence mondiale. Où en serait aujourd'hui la croissance dynamique de l'industrie pharmaceutique québécoise? Où en serait l'expertise québécoise? Je suis convaincu qu'elle serait encore parmi les meilleures au monde. Assurément, elle serait en train de produire un vaccin. Peut-être même qu'à l'heure actuelle, ce vaccin aurait été homologué et nous serions vaccinés.

Travaux des subsides

Encore une fois, Ottawa a fragilisé un important secteur industriel du Québec. Encore une fois, Québec était parmi les meilleurs du monde de l'industrie pharmaceutique et Ottawa a continué de tirer le Québec vers le bas. Encore une fois, le génie québécois s'est manifesté partout dans le monde et Ottawa a continué à détourner les fruits de ce génie vers des intérêts ontariens. Avec Ottawa, c'est toujours pareil.

Comme on l'a vu avec l'industrie navale, l'industrie automobile, l'industrie forestière, et comme il est en train de le faire avec l'industrie aérospatiale, Ottawa continue de tirer le Québec vers le bas. Alors qu'ils donnent la moitié de leurs impôts et de leurs taxes à Ottawa, les Québécoises et les Québécois ont la très mauvaise impression, qui perdure depuis trop longtemps, de payer avec leur propre argent la destruction des entreprises les plus florissantes du Québec, comme en témoignent les décisions prises par le Parti libéral et par le Parti conservateur, lesquels ne se préoccupent vraiment pas du développement économique du Québec.

Je vais me permettre de nommer ces industries, car je pense que cela en vaut la peine. On dit que c'est une occasion manquée et qu'il y a eu un déclin de l'industrie pharmaceutique au Québec. Nous avons déjà été parmi les grands centres mondiaux. Au début des années 2000, on pouvait compter sur sept grands laboratoires pharmaceutiques privés au Canada, dont six se trouvaient au Québec. Il s'agit de Merck Frosst, Bristol-Myers Squibb, Witten A.R., Shire BioChem, Boehringer Ingelheim et AstraZeneca, dont le vaccin est aujourd'hui en cours d'homologation.

En 2006, la meilleure année pour le secteur pharmaceutique québécois, les investissements atteignaient 600 millions de dollars. Six grandes entreprises pharmaceutiques avaient des centres de recherche représentant 8 100 emplois. Le secteur pharmaceutique comptait 21 000 emplois.

Tous les grands laboratoires pharmaceutiques ont par la suite fermé leurs portes. On se retrouve désormais avec une industrie pharmaceutique diminuée du tiers. Plusieurs grands chercheurs sont partis pour l'étranger. Plusieurs petites entreprises pharmaceutiques ont été achetées pour leurs brevets et leurs produits sont maintenant fabriqués à l'étranger. C'est le nerf de la guerre.

Si ces actions n'avaient pas été entreprises il y a une dizaine ou une quinzaine d'années, la production d'un vaccin aurait assurément pu se faire au Québec et au Canada. La pandémie serait probablement terminée et nous pourrions sortir de chez nous. Nous aurions pu passer un Noël en famille. Les libéraux et les conservateurs ont une responsabilité à cet égard.

● (1855)

L'hon. Steven Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Madame la Présidente, j'ai une question pour mon collègue, mais avant, j'aimerais lui rappeler que les vaccins qui seront distribués la semaine prochaine au Royaume-Uni sont fabriqués en Belgique.

Je pense que les gens qui nous écoutent se demandent quand le Canada va passer à l'action et quand le gouvernement libéral va informer les gens du moment où il y aura enfin un vaccin au pays. Nous sommes dans l'incertitude à la veille de Noël. Aujourd'hui, nous avons appris qu'il n'y aurait pas de petits rassemblements au Québec.

Selon mon collègue, quelles sont les répercussions du retard du vaccin sur sa communauté, sur la lutte contre la pandémie et sur un

éventuel retour à un rythme de croisière une fois le pays remis sur les rails?

M. Sébastien Lemire: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Effectivement, les répercussions sont énormes. J'ai la chance de vivre en zone jaune en Abitibi-Témiscamingue. Nous pouvons donc avoir une certaine forme de vie sociale plus ou moins normale. Cependant, ma belle-famille se trouve dans les Cantons-de-l'Est et je suis inquiet, car je viens d'apprendre aujourd'hui que je ne pourrai pas lui rendre visite. Si nous avions eu ce vaccin, si nous avions eu la capacité de produire le vaccin, si nous nous y étions pris d'avance, nous aurions probablement pu voir nos voisins et nos familles.

Je m'inquiète aussi parce que l'administratrice en chef de la santé publique du Canada, la Dre Theresa Tam, a demandé qu'on s'assure de vacciner les personnes âgées, les travailleurs de la santé, le personnel des services essentiels et les membres des communautés plus vulnérables, comme les Autochtones qui, on le sait, sont souvent plusieurs familles par logement dans les communautés, ce qui est très dangereux pour la propagation d'un virus. Je suis très inquiet quand on dit qu'à peine 6 millions de doses seront disponibles d'ici quelques mois, car je pense que cela signifie que nous serons encore aux prises avec cette pandémie pendant longtemps.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, en fin de compte, la distribution et la liste des groupes prioritaires relèvent des provinces en ce qui concerne la majeure partie, voire la quasi-totalité, de ce qui est proposé. Ottawa joue un rôle, car nos experts en santé donneront leur avis. J'offre ce commentaire, de manière constructive, à mon collègue d'en face.

Parallèlement, je lui demanderais d'examiner les différentes restrictions telles que les différents codes et les différentes compétences au Canada. Le Canada est un grand pays et il y a beaucoup de restrictions. Malheureusement, cela aura un impact, mais je ne pense pas qu'il convient de commencer à blâmer les partis politiques. Je crois que nous avons vu beaucoup de collaboration de la part de différents partis politiques et de différents ordres de gouvernement pour essayer de permettre aux gens de passer le meilleur Noël possible cette année. Il n'y a pas de vaccin en ce moment.

● (1900)

[Français]

M. Sébastien Lemire: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Winnipeg-Nord de son intervention.

Je vais être de bonne foi et je vais souligner les bons coups qui ont été réalisés cet automne.

Le gouvernement a annoncé l'injection de 126 millions de dollars pour la création et la production de vaccins au Conseil national de recherches du Canada, à Montréal. Évidemment, ce n'est pas avant six mois que la production va pouvoir commencer. Il a annoncé son intention d'injecter jusqu'à 173 millions de dollars dans l'entreprise Medicago et de mettre sur pied une installation de production. Dans le meilleur des cas, ces vaccins vont pouvoir être au point et disponibles en 2021.

Motion d'ajournement

Le message que j'aimerais envoyer à mon collègue de Winnipeg-Nord, c'est que, cette fois-ci, on a manqué son coup, et c'est une première prise, mais que fera-t-on la prochaine fois? On peut prévoir la prochaine pandémie, on peut peut-être prévoir une troisième vague, on peut prévoir un autre type de pandémie comme celle de la COVID-19.

Est-ce qu'on pourra répondre présent, cette fois-là, parce qu'on aura recréé le système pharmaceutique avant-gardiste qu'il y avait au Québec? J'y crois certainement.

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme il est 19 h 2, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions relatives aux crédits.

Le vote porte sur la motion. Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que la motion soit adoptée avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

M. John Barlow: Madame la Présidente, nous demandons un vote par appel nominal.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Conformément à l'ordre adopté le mercredi 23 septembre, le vote par appel nominal est reporté au lundi 7 décembre, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

[Français]

Je désire informer la Chambre qu'en raison de l'heure tardive, la période prévue pour l'étude des affaires émanant des députés est annulée. Par conséquent, l'ordre est reporté à une séance ultérieure.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 19 h 17 et passer dès maintenant au débat d'ajournement.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

L'ÉTHIQUE

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Madame la Présidente, depuis les dernières semaines, j'ai un peu pour coutume d'annoncer une bonne nouvelle à la Chambre au moment du débat d'ajournement. Ce soir ne fera pas exception.

Pas plus tard que la semaine dernière, ma sœur Allie et son époux, Kyle MacDonald, ont accueilli leur premier-né, Beatrice MacDonald. Je suis tellement heureux de souligner la naissance de Beatrice ici, à la Chambre des communes du Canada. Je tiens à féliciter Allie et Kyle et à remercier tous les professionnels de la santé: les préposés, le personnel infirmier et les médecins de l'Hôpital du district de Perth et de Smiths Falls, qui ont fait en sorte que Beatrice arrive au monde saine et sauve et qui ont bien pris soin de ma sœur.

Nous savons à quel point cette année a été difficile pour nos professionnels de la santé, mais ils n'ont rien laissé paraître. Avec professionnalisme et le plus grand soin, ils se sont occupés de ma famille et de ma toute nouvelle petite nièce. C'est vraiment important pour moi d'avoir l'occasion d'en parler à la Chambre ce soir.

Une voix: Le temps file.

M. Michael Barrett: Maintenant, je souhaite en effet parler du temps, et je remercie mon collègue de le mentionner.

Pendant plus de 40 heures, des députés libéraux ont fait de l'obstruction systématique lors de séances des comités pour empêcher que la vérité sorte. Des députés de l'opposition voulaient poursuivre les travaux que les parlementaires avaient convenu d'entreprendre au début de la première session de la présente législature.

Que s'est-il passé? Le scandale de l'organisme UNIS a secoué le Parlement. Il a secoué le pays et, la veille de la publication des documents, le premier ministre a prorogé le Parlement. Il a fait interrompre les travaux du Parlement pendant six semaines et a déclaré qu'il y aurait beaucoup de temps pour répondre à ces questions quand les travaux reprendraient. Les libéraux avaient seulement besoin de temps pour remettre le compteur à zéro afin de présenter leur nouvelle vision pour le Canada.

Le deuxième couplet était identique au premier. Les libéraux ont fait des promesses qui remontaient à 1993 et qu'ils n'ont pas réussi à tenir. Je devais avoir environ 9 ans la première fois qu'ils ont pris certains de ces engagements. Ils feront peut-être les choses correctement la 15^e fois, mais nous ne sommes pas optimistes.

Les Canadiens verront que, au sud de la frontière, nos voisins étatsuniens commenceront à se faire vacciner la semaine prochaine. La même chose se produira dans l'Union européenne, au Royaume-Uni et dans un très grand nombre d'autres pays. Les Canadiens se demandent quand ils auront accès à un vaccin. Ils se demandent quel est le plan. Ils se demandent ce qui se passera l'année prochaine.

Le gouvernement continue de présenter des projets de loi à la hâte pour ensuite demander le consentement unanime de la Chambre. Je suis fier de dire que la loyale opposition de Sa Majesté a appuyé d'importantes mesures pour aider les Canadiens pendant cette période difficile, et ce, malgré la planification du gouvernement qui laisse beaucoup à désirer. Il a gaspillé six semaines en prorogant le Parlement et en menant une opération de camouflage. Il a gaspillé 40 heures au comité de l'éthique, des dizaines d'heures au comité des finances et de nombreuses heures dans d'autres comités.

Qu'est-ce que les libéraux tiennent si désespérément à cacher qu'ils ne sont pas prêts à se mettre au travail et à présenter un plan pour les Canadiens?

• (1905)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je tiens d'abord à féliciter mon collègue, qui est devenu oncle de nouveau. Il a peut-être d'autres frères et sœurs qui ont des enfants également. J'offre mes félicitations aux parents de la petite Beatrice.

Nous avons eu des discussions par le passé, et nous discutons de certaines questions ce soir. Le député a parlé d'obstruction systématique, de la prorogation, du gouvernement qui présente des projets de loi et qui veut les faire adopter à la hâte.

Nous avons abondamment discuté de la question de l'aide médicale à mourir, une question très importante, une question de vie et de mort. Le député a hoché de la tête; il reconnaît à quel point le projet de loi est important. Cependant, l'échéance imposée par la décision de la Cour supérieure du Québec approche à grands pas, et l'on peut voir que les conservateurs font de l'obstruction en ce qui concerne cet important projet de loi. Ils disent vouloir plus de temps, mais nous débattons de la question de l'aide médicale à mourir depuis maintenant des années. Il y a eu littéralement des centaines d'heures de débats, de séances en comité et ainsi de suite. Avec l'échéance qui approche, nous espérons faire adopter dès demain le projet de loi à la troisième lecture. Or, les conservateurs font de l'obstruction. Je suppose qu'ils pourraient dire que c'est une obstruction efficace.

Le député a parlé de la prorogation. Je ne sais pas comment il est arrivé à plus de trois jours, car, en théorie, nous étions censés revenir le 21 septembre et, finalement, nous sommes revenus le 23 septembre. Il ne faut pas oublier que cet été, la Chambre a aussi siégé pendant quatre jours, au cours desquels le gouvernement a répondu littéralement à des centaines, voire des milliers de questions. En ce qui a trait à la possibilité de poser des questions, je pense qu'il y a eu un gain net pour l'opposition officielle et les autres partis de l'opposition.

L'opposition a toujours la possibilité de travailler avec le gouvernement. J'aime le mot « collaboration ». Je crois qu'à une certaine époque, il y a déjà eu une plus grande collaboration, et le député a raison de dire que, en ce qui concerne le coronavirus, un sujet dont j'ai parlé plus tôt aujourd'hui et dont je comprends l'importance pour les Canadiens, nous cherchons constamment à collaborer. Des intervenants de partout au Canada ont accepté de collaborer avec nous, tant d'autres ordres de gouvernement, comme les municipalités et les gouvernements provinciaux et territoriaux, que des dirigeants autochtones et des organismes sans but lucratif. Il y a un nombre incroyable de secteurs qui travaillent avec le gouvernement et même les conservateurs l'ont fait, dans une certaine mesure. Toutefois, en ce qui concerne la question de la vaccination, je pense que les conservateurs manqueront peut-être de créativité pour proposer de meilleures solutions ou idées en matière de distribution, tout en gardant à l'esprit les responsabilités fédérales en matière de collaboration avec les provinces et ainsi de suite. Nous nous acquitterons bien de cette tâche, car nous écoutons les experts en santé et tenons compte des données scientifiques sur le sujet.

• (1910)

M. Michael Barrett: Madame la Présidente, je remercie le secrétaire parlementaire pour ses observations.

Le gouvernement actuel n'est décidément pas pressé de faire adopter des projets de loi. L'opposition officielle lui avait demandé de ne pas ajourner la Chambre pour l'été et de continuer à tenir des séances hybrides régulières pendant tout l'été. Nous ne demandions pas quatre séances ici et là, mais des séances régulières. Le gouvernement aurait pu en profiter pour faire progresser d'autres projets de loi. Nous n'avons toutefois pas réussi à obtenir l'accord des autres partis d'opposition, ni celui du gouvernement, de toute évidence.

Motion d'ajournement

Cet été, le gouvernement avait l'occasion de faire avancer son programme législatif et d'agir en réponse à la pandémie de COVID-19, mais il ne l'a pas fait. Maintenant, alors que l'opposition souhaite débattre, le gouvernement préfère continuer l'opération de dissimulation entreprise au moment de la prorogation. Pourquoi? Pourquoi ne choisit-il pas d'aider les Canadiens?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, le gouvernement est minoritaire. Rappelons que le printemps dernier, les députés de l'opposition ont déclaré qu'ils ne voulaient pas plus de journées réservées aux affaires du gouvernement, mais voulaient plus de journées de l'opposition. Le député se souviendra que les partis de l'opposition ont uni leurs forces pour éliminer une journée du gouvernement et la remplacer par une autre journée de l'opposition. Je m'en souviens très bien.

Le gouvernement respecte vraiment le calendrier. En raison du coronavirus, la Chambre a même siégé pendant l'été — ce qui ne s'était pas fait depuis 30 ans à ma connaissance — pour que les députés de l'opposition aient la chance de demander des comptes au gouvernement et d'exprimer leurs idées au sujet du coronavirus.

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Madame la Présidente, depuis que j'ai été élu en 2015, le gouvernement mène une attaque en règle contre ma province, l'Alberta. D'abord, il y a eu les propos désinvoltes du premier ministre avant même qu'il occupe ce poste. Je me souviens quand il a oublié de mentionner l'Alberta lors de la fête du Canada. Il y a la taxe sur le carbone, le projet de loi C-48 et le projet de loi C-69. Ce sont autant d'attaques contre l'Alberta.

On parle maintenant de la nouvelle Norme sur les combustibles propres, qui est une autre attaque frontale des libéraux contre tout ce que représente le secteur de l'énergie. J'ai quelques chiffres à présenter: 30 000 emplois et environ 20 milliards de dollars de capitaux quitteront le Canada si nous mettons en place cette norme sur les combustibles propres.

Hier, au comité, j'ai eu l'occasion de poser des questions au ministre sur la Norme sur les combustibles propres. Il m'a dit que je ne devais pas m'inquiéter parce que le gouvernement est en train de diversifier l'économie et que l'Alberta devrait être reconnaissante que cette nouvelle norme soit mise en place. Rien n'est plus faux.

Il y a environ un mois, l'Alberta avait annoncé son intention de devenir une plaque tournante du recyclage de plastique. Cependant, moins de 24 heures après, le gouvernement libéral a qualifié le plastique de substance toxique. Quel effet cette déclaration aura-t-elle sur le secteur de l'énergie et l'ensemble de l'Alberta? Elle représente une attaque contre les travailleurs et les emplois de ce secteur. Au bout du compte, les véhicules sont faits en grande partie de plastique, tout comme les tuyaux enfouis dans le sol. Le gouvernement continue malheureusement de s'acharner contre l'Alberta.

Nous avons vu le gouvernement alourdir le fardeau administratif et retarder constamment les processus d'approbation. À mon arrivée en 2015, je n'aurais pas pu imaginer l'ampleur des attaques que le gouvernement actuel, le premier ministre et ses ministres mèneraient contre ma province.

Heureusement, nous avons pu changer le gouvernement provincial. Malheureusement, le gouvernement néo-démocrate, et il a alourdi le fardeau administratif du secteur de l'énergie. Nous ne nous sommes pas encore débarrassés du gouvernement fédéral.

Motion d'ajournement

Cette situation problématique existe depuis cinq ans. Pourquoi le gouvernement continue-t-il à insister pour mettre en œuvre des politiques qui nuisent aux Albertains?

• (1915)

M. Paul Lefebvre (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.): Madame la Présidente, je tiens tout d'abord à féliciter le gouvernement de l'Alberta et tous les Albertains, d'appuyer l'objectif de zéro déchet de plastique du Canada pour 2030. L'Alberta est un partenaire clé dans la mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne visant l'atteinte de zéro déchet de plastique, et nous saluons l'objectif récemment annoncé par la province de devenir le centre d'excellence de l'Ouest de l'Amérique du Nord pour le recyclage des plastiques d'ici 2030. Nous ne pouvons atteindre ces objectifs qu'en travaillant ensemble.

Il convient également de souligner le programme pilote en Alberta portant sur le recyclage des plastiques dans le secteur agricole. Le programme vise à remédier au problème des déchets de plastique et de la pollution qui en découle dans le secteur agricole. Dans tout le Canada et dans tous les secteurs économiques, un consensus est en train d'émerger sur le fait qu'une approche économique circulaire est essentielle pour régler le problème des déchets de plastique et de la pollution par les plastiques. Lorsque les déchets de plastique sont réutilisés dans la fabrication de nouveaux produits grâce à des techniques et des technologies de recyclage améliorées, il devient possible de valoriser des matériaux, notamment des produits comme les plastiques du secteur agricole en Alberta.

Nous sommes également encouragés par l'appui unanime d'une motion présentée récemment à l'Assemblée législative de l'Alberta et demandant que soient étudiées les possibilités qui découleraient de l'instauration de la responsabilité élargie des producteurs. Grâce à cette motion, l'Alberta pourrait se hisser au rang des provinces les plus avancées en matière de recyclage des plastiques, comme l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique.

En ce qui concerne la proposition d'ajouter les articles manufacturés en plastique à l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, je pense qu'il s'agit d'une mesure importante pour nous permettre de gérer les déchets et la pollution causés par les produits en plastique. Nous avons mené une évaluation scientifique de la pollution par le plastique, qui a révélé que les microplastiques sont omniprésents dans l'environnement et qu'ils nuisent à la faune et à l'habitat. Les Canadiens constatent les effets de la pollution par le plastique dans leurs collectivités et leurs cours d'eau. Ils remarquent également tous les volumes de déchets plastiques mis au rebut et s'attendent à ce que le gouvernement prenne des mesures.

La proposition d'inscrire les articles manufacturés en plastique à l'annexe 1 de la LCPE permettrait au gouvernement de prendre des mesures pour lutter contre la pollution et les déchets tout au long du cycle de vie des plastiques, et de protéger notre environnement, tout en faisant évoluer le Canada vers une économie plus circulaire et écoénergétique.

Le gouvernement ne considère pas que ce genre de mesures nuira aux Albertains ni aux Canadiens en général. Au contraire, mieux gérer les déchets de plastique fera en sorte de garder les plastiques plus longtemps dans l'économie et d'éviter qu'ils se retrouvent dans les milieux naturels du Canada.

Le ministre Wilkinson, le ministre de l'Environnement, a publié récemment un document de travail qui donne un aperçu des prochaines étapes que propose le gouvernement. Ce document présente un cadre ciblant les plastiques à usage unique ainsi qu'une proposition de liste contenant six articles à usage unique qu'il faudrait interdire ou limiter, en plus d'une proposition pour l'instauration d'une exigence concernant la présence de matières recyclées dans différents produits et emballages. Cette mesure vise à favoriser l'investissement dans les infrastructures de recyclage et l'innovation dans les technologies et la conception de produits.

Nous voulons soutenir la croissance de l'industrie canadienne du recyclage, donner un élan à la croissance économique et créer de nouveaux emplois tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Toutes ces mesures pourraient servir l'objectif de l'Alberta de devenir un centre d'excellence en recyclage du plastique et accélérer son atteinte.

Le gouvernement veut connaître l'opinion des Canadiens et des intervenants au sujet de son approche de lutte contre la pollution par le plastique et de traitement des déchets de plastique. Les commentaires que nous recevons nous aideront à faire des choix en vue de l'établissement d'une économie plus circulaire pour les plastiques.

• (1920)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je veux rappeler au secrétaire parlementaire qu'il ne doit pas désigner un député ou un ministre par son prénom ou son nom de famille.

Le député d'Edmonton Riverbend a la parole.

M. Matt Jeneroux: Madame la Présidente, la raison pour laquelle la désignation du plastique comme une substance toxique est non seulement préjudiciable à ma province, l'Alberta, mais aussi aux provinces dans l'ensemble du pays, c'est que le gouvernement a agi de manière détournée. Est-il question ici de l'étiquetage des produits plastique? Non. Il est question du gouvernement qui contourne le processus législatif pour mettre son programme en œuvre, et maintenant, toutes les parties intéressées ne savent pas trop quand elles doivent remplacer leurs produits pour tenir compte des changements.

Pourquoi ce manque de transparence de la part du gouvernement, qui a agi de façon sournoise et a qualifié le plastique de substance toxique?

M. Paul Lefebvre: Madame la Présidente, les provinces, les territoires et les municipalités sont des chefs de file dans les programmes de récupération et de recyclage des déchets de plastique. Le gouvernement du Canada continue de collaborer avec eux pour renforcer les programmes existants et augmenter la capacité du Canada à réutiliser et à récupérer les matières plastiques. Cette collaboration permettra d'avoir des règles uniformes et transparentes dans tout le pays et de confier aux producteurs et aux vendeurs de produits de plastique la responsabilité de la collecte de ces matières plastiques.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je veux simplement rappeler au secrétaire parlementaire d'éteindre son microphone lorsqu'il a terminé, pour ne pas créer d'interférences avec l'interprétation ou avec la personne qui a la parole.

La députée de Saanich—Gulf Islands a la parole.

L'ENVIRONNEMENT

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, j'aimerais profiter du débat sur la motion d'ajournement de ce soir pour revenir sur une question que j'ai posée le 20 novembre, mais à laquelle je n'ai pas eu de réponse satisfaisante.

Ma question portait sur une mesure législative dont la Chambre a été saisie dernièrement, le projet de loi C-12, qui porte le titre pompeux de « loi sur la responsabilité en matière de carboneutralité ». Or, il s'agit d'un échec à quasiment tous les égards. Le Parti vert ne sait même pas quoi en faire. Nous sommes évidemment favorables à la responsabilité en matière de carboneutralité, mais nous nous demandons si nous pourrions voter pour ce projet de loi à l'étape de la deuxième lecture afin qu'il soit renvoyé à un comité.

Voici ce qu'une loi doit minimalement faire pour pouvoir prétendre favoriser la responsabilité en matière de carboneutralité: elle doit tenir compte de la science, elle doit préconiser un processus adéquat et elle doit exiger des comptes pour vrai. Or, pour le moment, tout ce qu'on peut dire au sujet du projet de loi C-12, c'est: « Trois prises; retiré! »

Commençons par l'aspect scientifique. Le préambule ne doit pas prendre appui sur l'un des préceptes du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat — celui selon lequel la planète devra être carboneutre d'ici 2050 si on veut que le réchauffement de la planète ne dépasse pas 1,5 degré Celsius — si c'est pour ensuite faire comme si la situation n'était pas déjà urgente et qu'il ne fallait pas agir dès aujourd'hui. Le GIEC estime en outre que, si nous voulons avoir le moindre espoir de maintenir le réchauffement sous la barre du 1,5 degré, les émissions de gaz à effet de serre devront diminuer de manière extrêmement marquée d'ici 10 ans.

Il ne s'agit pas de répartir les efforts uniformément sur 30 ans afin que nous puissions prendre notre temps et en faire un peu tous les 10 ans. Non, nous ne pouvons pas procéder ainsi. Il faut que le plus gros du travail soit fait d'ici 2030. Or, ce n'est pas indiqué clairement dans le projet de loi. En fait, la façon dont le projet de loi est structuré ne permet pas de le faire, puisque 2030 est la première année jalon.

Il faut ensuite établir un bon processus. En toute franchise, je suis stupéfaite que le gouvernement libéral semble avoir fait fi de l'expérience acquise dans d'autres pays lorsqu'il s'agit d'adopter des mesures législatives en matière de reddition de comptes. La loi du Royaume-Uni est en place depuis 2008. Nous pouvons tirer des leçons de l'expérience du Royaume-Uni, tout comme l'ont fait la Nouvelle-Zélande et le Danemark en mettant en place leur propre loi. Dans tous les pays où ce type de loi fonctionne, on s'est appuyé sur l'avis d'experts. Lorsqu'ils ont un groupe consultatif, ce groupe est composé d'experts.

Ce projet de loi prévoit la mise sur pied d'un organisme consultatif qui semble être une version d'un groupe multilatéral non composé d'experts. C'est une erreur de taille. Qu'on me comprenne bien, je suis favorable aux groupes multilatéraux. J'ai moi-même été vice-présidente de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, qui a été dissoute et abolie. Au départ, elle avait été créée par le gouvernement Mulroney, soit dit en passant, et elle a été abolie en vertu du projet de loi C-38 au printemps de 2012. Nous devrions créer une autre table ronde nationale ou une quelconque entité de cette nature, mais pas de façon déguisée avec le projet de loi C-12, parce que nous avons besoin de conseils d'experts, pas de conseils de divers intéressés.

Motion d'ajournement

Le troisième domaine de responsabilisation ne prévoit pas de mécanismes pour demander des comptes au gouvernement et le mettre sur le droit chemin. Ce projet de loi ne parle pas d'obligations pour le ministre d'atteindre les cibles. C'est curieux. J'ai discuté avec des homologues de la Nouvelle-Zélande et ils envisagent d'inclure de tels énoncés disant, par exemple, que si la cible n'est pas atteinte, le gouvernement devra compenser en achetant des crédits et en assumant les coûts. Leur ministère des Finances est prêt à prévoir les coûts s'il n'atteint pas les cibles. Par conséquent, il y a bel et bien une pénalité financière et le gouvernement veillera à maintenir le cap pour éviter d'avoir à payer.

Le plus important, c'est que sous la gouverne du président élu Biden, les États-Unis, vont appuyer l'Accord de Paris, et ils ont nommé un envoyé spécial de haut calibre, John Kerry. Le Canada devrait saisir la balle au bond et faire preuve d'audace.

Ce projet de loi n'est pas suffisant. J'espère que des amendements seront apportés avant l'étape de la troisième lecture et celle du rapport.

• (1925)

M. Paul Lefebvre (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles, Lib.): Madame la Présidente, la priorité immédiate du gouvernement consiste à soutenir les Canadiens durant la pandémie. Cela dit, nous planifions également stratégiquement des moyens de favoriser la prospérité économique tout en luttant contre les changements climatiques, qui représentent une crise mondiale.

Les Canadiens ressentent les effets des changements climatiques, et le gouvernement comprend l'urgence d'intervenir et d'intégrer la durabilité dans tous les aspects de notre économie. C'est essentiel pour les Canadiens d'aujourd'hui et de demain.

Nous faisons des progrès. Le plan actuel du Canada en matière de lutte contre les changements climatiques, le cadre pancanadien, devrait permettre une réduction historique des émissions. Cela dit, nous savons que nous devons faire plus. Voilà pourquoi le gouvernement s'engage à surpasser les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre qu'il s'était fixées pour 2030 ainsi qu'à placer le Canada sur la voie de la prospérité dans une économie carboneutre d'ici 2050.

Nous nous sommes également engagés à présenter, avant la COP26, qui aura lieu en novembre 2021, une nouvelle cible de réduction des émissions pour 2030 à titre de contribution déterminée au niveau national.

Pour atteindre ces cibles, nous renforçons les mesures existantes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et en instaurons de nouvelles, lesquelles ont été annoncées dans l'énoncé économique de l'automne 2020. Nos efforts en vue de rebâtir en mieux rendront l'économie plus verte, plus inclusive, plus résiliente et plus concurrentielle.

Nos investissements permettront entre autres de placer la lutte contre les changements climatiques au cœur de notre plan visant à créer un million d'emplois, de renforcer le soutien à la formation pour les personnes touchées le plus durement par la pandémie, notamment les femmes marginalisées et racialisées, les Autochtones, les personnes en situation de handicap et les néo-Canadiens, et de fournir jusqu'à 700 000 subventions aux propriétaires d'habitation pour les aider à améliorer l'efficacité énergétique de leur domicile.

Motion d'ajournement

Nous nous sommes engagés à investir dans l'approvisionnement en énergie propre au Canada et à développer un réseau d'électricité propre pour rejoindre l'ensemble des Canadiens. Nous investissons dans les véhicules zéro émission, y compris dans le déploiement d'une infrastructure de recharge et de ravitaillement. Le gouvernement du Canada vise aussi à créer un marché du financement durable qui fonctionnera bien au pays. Nous accordons également la priorité aux investissements dans des solutions naturelles, y compris la plantation de deux milliards d'arbres sur 10 ans.

Nous investissons dans des solutions naturelles et respectueuses du climat pour réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à la perte des écosystèmes, et nous nous sommes engagés à verser des fonds supplémentaires pour soutenir les solutions climatiques pour l'agriculture. Dans les semaines à venir, le gouvernement présentera ces mesures et d'autres éléments dans un plan cohérent et amélioré pour lutter contre les changements climatiques. Les Canadiens seront ainsi informés en toute transparence de la façon avec laquelle le Canada dépassera ses cibles fixées pour 2030 dans l'Accord de Paris.

Après la présentation du plan, nous consulterons nos partenaires, les peuples autochtones, les provinces, les territoires, les municipalités, le secteur industriel et la société civile. Ces consultations permettront d'établir les nouvelles cibles du Canada pour 2030.

Je tiens à remercier la députée de son engagement envers l'accentuation de la lutte contre les changements climatiques. Je me réjouis à l'idée de travailler avec elle, nos collègues et l'ensemble des Canadiens alors que nous élaborons un plan qui permettra au Canada de dépasser ses cibles pour 2030 et de s'engager sur la voie d'un avenir carboneutre prospère.

Mme Elizabeth May: Madame la Présidente, quand le député parle des objectifs de l'Accord de Paris, il donne ceux de Stephen Harper après qu'il les a révisés à la baisse pour la troisième fois. Il s'agit des objectifs les moins ambitieux parmi les trois de Stephen Harper, et ce sont encore eux que nous tentons d'atteindre cinq ans après les élections. Selon moi, c'est non seulement déconcertant, c'est tragique.

À Paris, dans le document sur la décision de la Conférence des Parties, le gouvernement du Canada s'est engagé à revoir à la hausse ses cibles de 2030 cette année, en 2020, et non seulement avant la COP26 de l'année prochaine, mais bien cette année, alors qu'il reste très peu de jours pour respecter nos obligations internationales.

Il reste très peu de temps. La fenêtre pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré se refermera dans les prochaines années, bien avant 2030. Si elle se referme, elle le fera pour de bon, ce qui empêchera nos enfants d'avoir un monde habitable. Les enjeux ne pourraient être plus élevés. Le gouvernement doit faire mieux.

● (1930)

M. Paul Lefebvre: Madame la Présidente, selon les experts scientifiques, pour éviter les pires répercussions des changements climatiques, il faut diminuer les émissions mondiales de gaz à effet de serre rapidement au cours des trois prochaines décennies.

L'Accord de Paris demande aux gouvernements du monde entier de prendre des mesures urgentes et ambitieuses de lutte contre les changements climatiques afin de maintenir le réchauffement planétaire bien en dessous de deux degrés et de poursuivre les efforts visant à le limiter à 1,5 degré en vue d'éviter les pires répercussions des changements climatiques

En 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié un rapport spécial sur le réchauffement planétaire de 1,5 degré. Dans ce rapport, on conclut que les émissions mondiales doivent atteindre la limite nette zéro pour qu'il y ait une probabilité raisonnable d'atteindre l'objectif consistant à limiter le réchauffement à 1,5 degré.

Le 19 novembre 2020, le ministre a déposé le projet de loi C-12, la Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité qui, s'il est adopté, obligerait le gouvernement à suivre un processus visant à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Le projet de loi rendrait exécutoire la cible de 2030 et établirait cinq années cibles de réduction des émissions jusqu'à 2050, afin d'améliorer la reddition de comptes et la transparence. Nous sommes impatients de travailler avec tous les partis afin de faire adopter cet important projet de loi et de raffermir les cibles de 2030.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La motion portant que la Chambre s'ajourne est maintenant réputée adoptée. En conséquence, la Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 19 h 32.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 3 décembre 2020

AFFAIRES COURANTES		M. Calkins	2889
Réponse du gouvernement à des pétitions		M. Lamoureux	2890
M. Lamoureux	2877	Mme May (Saanich—Gulf Islands)	2890
Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones		M. Blanchet	2890
M. Lametti	2877	M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	2892
Projet de loi C-15. Présentation et première lecture	2877	M. Lamoureux	2893
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	2877	M. Davies	2893
L'École polytechnique de Montréal		M. Paul-Hus	2894
M. Trudeau	2877	M. Simard	2894
M. O'Toole	2878	M. Singh	2894
Mme Larouche	2878	M. Lamoureux	2895
M. Singh	2879	M. Davies	2896
Mme Atwin	2880	Mme May (Saanich—Gulf Islands)	2896
La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes)	2881	M. Davies	2896
Le Code canadien du travail		M. Barlow	2898
M. Duvall	2881	M. Lamoureux	2898
Projet de loi C-258. Présentation et première lecture	2881	M. Paul-Hus	2898
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	2881	M. Lamoureux	2900
La Loi sur la faillite et l'insolvabilité		Mme Vignola	2900
M. Duvall	2881	M. Johns	2901
Projet de loi C-259. Présentation et première lecture	2881	M. Bezan	2901
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	2881	M. Lamoureux	2902
Pétitions		Mme McPherson	2903
La pêche au saumon		Mme Gallant	2903
M. Johns	2881	M. MacKinnon	2903
L'environnement		M. Baldinelli	2905
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	2882	M. Trudel	2905
Questions au Feuilleton		M. Johns	2905
M. Lamoureux	2882	M. van Koeverden	2905
ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT		M. Kurek	2907
Travaux des subsides		Mme Michaud	2907
Motion de l'opposition — Le rapport de situation sur les vaccins de la COVID-19		M. Davies	2907
M. O'Toole	2882	M. Strahl	2908
Motion	2882	M. Vandal	2909
Mme Gould	2884	M. Davies	2909
Mme Vignola	2884	Mme Atwin	2910
Mme Rempel Garner	2884	Mme Falk (Battlefords—Lloydminster)	2910
Mme Rempel Garner	2884	M. Lamoureux	2911
Mme Gould	2886	Mme McPherson	2911
M. Davies	2886	M. Barlow	2912
Mme Michaud	2886	DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS	
Mme Hajdu	2886	Les anciens combattants	
Mme Alleslev	2889	M. Samson	2912
M. Trudel	2889	Judy Gordon	
M. Davies	2889	M. Calkins	2912
Motion de l'opposition — Le rapport de situation sur les vaccins de la COVID-19		Le tableau d'honneur de London-Centre-Nord	
M. O'Toole	2882	M. Fragiskatos	2912
Motion	2882	Saint-Eustache	
Mme Gould	2884	M. Desilets	2913
Mme Vignola	2884	La solidarité dans Etobicoke-Nord	
Mme Rempel Garner	2884	Mme Duncan (Etobicoke North)	2913
Mme Rempel Garner	2884		
Mme Gould	2886		
M. Davies	2886		
Mme Michaud	2886		
Mme Hajdu	2886		
Mme Alleslev	2889		
M. Trudel	2889		
M. Davies	2889		

Les personnes handicapées	
Mme Gallant	2913
Le Train des Fêtes du Canadien Pacifique	
M. Bratina	2913
Un acte de bravoure et d'héroïsme	
Mme Sgro	2913
La petite entreprise	
M. Arnold	2914
La violence faite aux femmes	
Mme Petitpas Taylor	2914
La petite entreprise	
M. Allison	2914
La Journée internationale des personnes handicapées	
M. Godin	2914
La fiscalité	
M. Blaikie	2915
L'environnement	
Mme Pauzé	2915
La violence faite aux femmes	
Mme Alleslev	2915
York-Centre	
Mme Saks	2915

QUESTIONS ORALES

La santé	
M. O'Toole	2915
Mme Hajdu	2916
M. O'Toole	2916
Mme Hajdu	2916
M. O'Toole	2916
Mme Hajdu	2916
M. O'Toole	2916
Mme Hajdu	2916
Les langues officielles	
M. O'Toole	2916
Mme Joly	2916
M. Therrien	2917
Mme Joly	2917
M. Therrien	2917
Mme Joly	2917
La santé	
M. Singh	2917
Mme Hajdu	2917
M. Singh	2917
Mme Hajdu	2917
M. Bezan	2918
Mme Hajdu	2918
M. Bezan	2918
Mme Hajdu	2918
M. Paul-Hus	2918
Mme Hajdu	2918
M. Paul-Hus	2918
Mme Hajdu	2918

Mme Rempel Garner	2919
Mme Hajdu	2919
Mme Rempel Garner	2919
Mme Hajdu	2919
M. Ste-Marie	2919
M. Rodriguez	2919
M. Ste-Marie	2919
Mme Hajdu	2919
M. Ste-Marie	2919
M. Rodriguez	2919
Les langues officielles	
M. Deltell	2920
Mme Joly	2920
M. Berthold	2920
M. Rodriguez	2920
M. Berthold	2920
Mme Joly	2920
Les affaires autochtones	
Mme Ashton	2920
M. Miller	2920
La santé	
Mme McPherson	2920
Mme Hajdu	2921
La sécurité publique	
Mme Ien	2921
M. Blair	2921
Les finances	
M. Poilievre	2921
M. Fraser	2921
M. Poilievre	2921
M. Fraser	2921
L'emploi	
M. Steinley	2922
Mme Tassi	2922
M. Steinley	2922
M. O'Regan	2922
La santé	
M. Lemire	2922
Mme Hajdu	2922
M. Lemire	2922
M. Rodriguez	2922
M. Tochor	2923
Mme Hajdu	2923
M. Schmale	2923
M. Fisher	2923
Les ressources naturelles	
M. Strahl	2923
M. O'Regan	2923
Les affaires autochtones	
M. Battiste	2923
M. Lametti	2923
La santé	
M. Morrison	2924
M. Fisher	2924

Les services publics et l'approvisionnement	
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	2924
M. MacKinnon	2924
La santé	
M. Baldinelli	2924
M. Fisher	2924
Les affaires autochtones	
M. Erskine-Smith	2924
M. Miller	2924
L'environnement	
M. Bachrach	2925
M. Schiefke	2925
Les femmes et l'égalité des genres	
Mme Atwin	2925
Mme Monsef	2925

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Le Code criminel	
Projet de loi C-7. Étape du rapport	2925
Les motions n ^{os} 2 et 3 sont rejetées.....	2927
M. Lametti	2927
Motion d'adoption	2927
Adoption de la motion	2928
Les travaux de la Chambre	
M. Deltell	2928
M. Rodriguez	2928
Travaux des subsides	
Motion de l'opposition — Le rapport de situation sur les vaccins de la COVID-19	
Motion	2929
Mme Bendayan	2929
M. Seeback	2930
M. Garrison	2930
Mme Kwan	2931
Mme Zahid	2931
M. Kurek	2932
Mme Kwan	2932
M. Manly	2932
M. Ruff	2933

M. Gerretsen	2934
M. Bezan	2935
Mme Charbonneau	2935
M. Melillo	2935
M. Bratina	2936
Mme Kwan	2937
M. Gerretsen	2937
M. Manly	2937
M. Lamoureux	2937
Mme Gallant	2939
M. Garrison	2939
M. Blanchette-Joncas	2940
M. Calkins	2940
Mme Kwan	2940
M. Vidal	2941
Mme Kwan	2942
M. Lamoureux	2943
M. Kurek	2943
M. Berthold	2943
M. Barlow	2945
M. Lamoureux	2945
M. Blanchette-Joncas	2945
M. Simard	2945
M. Kurek	2947
M. Lamoureux	2947
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	2947
M. Lemire	2948
M. Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	2949
M. Lamoureux	2949

MOTION D'AJOURNEMENT

L'éthique	
M. Barrett	2950
M. Lamoureux	2950
Les ressources naturelles	
M. Jeneroux	2951
M. Lefebvre	2952
L'environnement	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	2953
M. Lefebvre	2953

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>